

## Sarajevo inquiète Jacques Chirac

Le président a écrit à Bill Clinton pour exprimer ses craintes sur la situation des quartiers serbes de la capitale bosniaque, qui seront sous la responsabilité des soldats français. p. 28

## Croissance ralentie aux États-Unis

La croissance a ralenti aux États-Unis en 1995, après la forte expansion de l'année précédente. L'OCDE la situe à 3 %, au lieu de 4 % l'an passé. p. 5

## Les législatives en Russie

A trois semaines des élections législatives du 17 décembre, les communistes russes et les nationalistes sont donnés favoris par les sondages. p. 4

## Abstention en Egypte

Le premier tour des élections législatives égyptiennes, le 29 novembre, a été marqué par une forte abstention, qui inquiète l'opposition. p. 3

## Petits patrons en faillite

Plus de 60 000 chefs d'entreprise font faillite chaque année. Avant d'en arriver là, ils vivent un calvaire, qui commence le plus souvent par un manque de fonds propres et l'adaptation de leur société au marché. p. 13

## Aide aux quartiers en difficulté

Le gouvernement met la dernière main à son programme d'intégration urbaine, dont Alain Juppé annoncera le contenu en décembre. Il s'agit d'aider au développement économique des quartiers en difficulté. p. 11

## L'alcool ne paie plus

Frappés par la baisse de la consommation, les producteurs de vins et spiritueux réduisent leurs coûts de production et de distribution, et réinvestissent dans le marketing pour améliorer leur image. p. 17

## Week-end

Chaque jeudi (daté vendredi), vous trouverez notre nouvelle page « Week-end ». Aujourd'hui, le Salon nautique de Paris, une promenade au cimetière du Montparnasse et la vente, le 7 décembre, d'une grande collection d'art préhispanique. p. 21

Allemagne, 3 DM ; Andorre-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 65 F ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 250 Drs ; Irlande, 10 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 9 DM ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République, 6 F ; Suède, 100 F ; Suisse, 5 Sfr ; Taiwan, 200 NTS ; Thaïlande, 20 Baht ; Turquie, 1 Lira ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 250 S.

M 0147 - 1201 - 7 00 F

# Le pouvoir entend maintenir son calendrier de réformes malgré l'extension des grèves

Les étudiants et les salariés de plusieurs services publics manifestaient jeudi 30 novembre

LA PARALYSIE des chemins de fer et des transports en commun de la région parisienne restait totale, jeudi 30 novembre, alors que des manifestations étaient organisées dans la capitale, d'une part par les syndicats d'EDF-GDF, rejointes par des postiers et des agents de France-Télécom, pour la défense des services publics ; d'autre part, par la coordination des syndicats d'étudiants et d'enseignants, qui réclamaient des moyens supplémentaires pour les universités. Les organisations d'étudiants restent méfiantes devant les propositions de M. Bayrou, qui a promis d'ouvrir une négociation vendredi.

Le premier ministre a chargé le porte-parole du gouvernement, M. Lamassouze, ministre du budget, d'intervenir jeudi en fin de

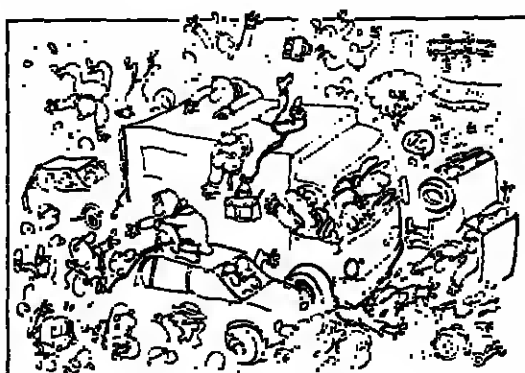
matinée, puis quotidiennement, par des points de presse à l'Hôtel Matignon. M. Juppé lui-même, selon son entourage, a prévu de s'exprimer à la télévision quand il le jugera utile. M. Chirac a invité le gouvernement à tenir le calendrier prévu pour la réforme de la Sécurité sociale.

Les chiffres du chômage pour le mois d'octobre, publiés jeudi par le ministère du travail, indiquent une augmentation de 0,3 % (plus 9 700 demandeurs d'emploi par rapport à septembre). C'est le deuxième mois consécutif de progression du chômage (40 000 chômeurs de plus en septembre et octobre). La Bourse de Paris était en baisse de 1 % jeudi matin. Le franc était victime d'un accès de faiblesse face au mark. Les taux d'intérêt repartaient à la hausse.

- L'état des grèves et des manifestations en province et à Paris p. 6
- M. Juppé reste ferme sur ses projets ; les socialistes déposent une motion de censure p. 6
- Le pouvoir fait face à une contestation de nature politique p. 6
- Les relations sociales à la SNCF et les nouveaux acteurs du paysage syndical p. 7
- La colère des conducteurs du métro parisien p. 7
- François Bayrou face à la manifestation étudiante du 30 novembre p. 8
- Reportage à l'université Paul-Sabatier de Toulouse p. 8
- Le trésor caché des présidents d'université p. 8
- Les conséquences des conflits sur les entreprises, les marchés et les usagers p. 9

PARIS, un jour de grève.

FAC, un jour normal.



## La fosse commune de Che Guevara

LE « CHE » dans une fosse commune, près de l'aéroport de Vallegrande, un chef-lieu de province situé à 150 kilomètres au sud-ouest de Santa Cruz, au centre de la Bolivie ? C'est la révélation faite par le général bolivien Mario Vargas Salinas dans un entretien au *New York Times*. Une confidence confirmée par un ancien officier supérieur, Gary Prado, qui, lui aussi, était sur les lieux du crime en octobre 1967.

Il était nombreux à diriger la chasse à l'homme dans le Sud-Est bolivien hostile, depuis qu'en mars 1967 les autorités du pays avaient acquis la certitude que Che Guevara, ancien compagnon et ancien ministre de Fidel Castro, dirigeait effectivement une colonne de guérilla dans cette région. Une poignée d'hommes épuisés, cheminant de ravin en pitons, face aux unités d'élite de l'armée bolivienne, épaulee par des rangers et des instructeurs nord-américains, formés à la lutte antiguérilla à l'école

de guerre de la zone du canal de Panama. La guérilla était ambitieuse : « Il faut créer un, deux, trois Vietnam », disait le « Che ». Celui-ci portait le rêve fou de transformer la cordillère des Andes en Sierra Maestra de l'Amérique latine, du Chiapas mexicain à la Patagonie chilienne.

Une utopie condamnée au départ par un petit grain de sable : le refus du Parti communiste bolivien de participer à l'entreprise. Le *Journal de Bolivie* de Guevara relate sobrement les épreuves, les dangers, les obstacles de cette marche à l'échec et à la mort.

On savait l'essentiel : la longue asphyxie de la colonne, l'embuscade, la capture du « Che » blessé, l'interrogatoire dans une salle de classe, les instructions demandées à La Paz, le feu vert de Washington, l'exécution à la mitrailleuse par un subalterne, le cadavre nu exposé avec ce visage maigre et livide sous la barbe noire, un hélicoptère qui décolle. Et puis plus rien, ou si peu. Des ru-

meurs, une légende, des fleurs apportées par des paysans.

Il manquait la fosse commune. Un dernier acte de mépris des tueurs aux ordres. Mais les militaires du pays andin ont désormais des états d'âme. Ils ont ruminé longtemps, vingt-huit ans.

La véritable biographie du « Che » reste à écrire. Son itinéraire demeure emblématique. Qu'est-ce que la Bolivie aujourd'hui ? Un pays dont l'économie est soutenue par les dollars sales du trafic de drogue et dont le gouvernement est traité en vassal par Washington. A Cuba, le portrait géant du « Che », en pointillé, domine encore la place de la Révolution. Mais l'« homme nouveau » dont il rêvait est absorbé à La Havane par la chasse aux dollars. En Argentine, la famille du « Che » attend sa dépouille mortelle, promise par les autorités boliviennes.

Marcel Niedergang

## Duo américano-russe sur l'OTAN

LES CHOSES changent vite, ces temps-ci, à l'OTAN. A Mons, au quartier général de l'organisation militaire atlantique, un morceau du mur de Berlin symbolise la fin de la guerre froide, devant le bâtiment où travaillait naguère l'équipe préparant la riposte à tout acte agressif de l'URSS dans le centre de l'Allemagne. Le même

bâtiment abrite maintenant le général Leonid Chevtsov et ses collaborateurs chargés de coordonner l'action des 1500 soldats russes engagés avec l'OTAN dans l'opération « Effort concerté » en Bosnie. Les troupes russes ne sont pas placées formellement sous le commandement de l'OTAN ; elles reçoivent toutefois leurs ordres

opérationnels du général américain George Joulwan, son commandant en chef. Le contrôle politique de l'opération sera confié à un comité consultatif, composé des représentants des seize pays de l'Alliance atlantique et de la Russie, instance de concertation mais pas de décision (*Le Monde* du 30 novembre).

Le compromis trouvé par le ministre russe de la défense, le général Gratchev, et le secrétaire américain à la défense, William Perry, constitue-t-il un modèle pour la coopération future entre l'OTAN et la Russie ? « Il aura des conséquences dans le domaine de la sécurité en Europe », a déclaré M. Perry. Reste à savoir quelle est l'interprétation qui l'emportera, car Russes et Américains ne tirent pas les mêmes leçons de l'accord intervenu mardi 28 novembre, qui devait être entériné jeudi 30 novembre par le conseil des ambassadeurs des Seize.

Les États-Unis ont imposé le rôle primordial de l'OTAN et l'unité de commandement ; ils n'ont pas cédé aux exigences initiales de Moscou, qui revendiquait une sorte de « double clef » - OTAN-ONU - pour pouvoir éventuellement utiliser son droit de veto au Conseil de sécurité ; ils n'ont pas plus accédé aux demandes visant à confier le contrôle politique du maintien de la paix en Bosnie à un « comité des pays contributeurs » qui aurait complètement laissé de côté le Conseil de l'OTAN. Les Russes ont donc fait des concessions substantielles afin de participer à l'implémentation Force.

Daniel Vernet

Lire la suite page 15

## Le virus du sida contamine 6 000 personnes chaque jour

LES SIGNES de stabilisation enregistrés dans les pays développés n'autorisent aucun relâchement dans la lutte contre le sida. L'épidémie continue de faire des ravages dans le monde. Selon les statistiques de l'OMS, rendues publiques à l'occasion de la traditionnelle journée de mobilisation contre le sida, le 1<sup>er</sup> décembre, 6 000 personnes sont chaque jour contaminées par le VIH. L'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine et les Caraïbes sont les zones les plus touchées. Les Nations Unies ont décidé de restructurer l'action de leurs agences spécialisées. Le programme ONU-SIDA coordonnera la lutte, en liaison avec les stratégies locales mises en œuvre. Son directeur, Peter Piot, professeur de nationalité belge, s'explique, dans un entretien au *Monde*, sur le redéploiement des efforts de la communauté internationale. ONUSIDA veut agir, non comme « donateur », mais comme organisme d'assistance technique, de conseil, de liaison et d'incitation.

Lire page 2, les points de vue page 14 et notre éditorial page 15

## Les clés d'un succès planétaire



MICHAEL CRICHTON

CINQUANTE-TROIS ANS et 2,05 mètres, ancien médecin à la curiosité jamais en repos, Michael Crichton n'est sans doute pas un grand écrivain, prêt à prendre la relève de Faulkner, Saul Bellow, Philip Roth ou Cormac McCarthy. Mais il a trouvé, dans la mise en scène des questions de l'époque, à travers les « techno-polars » dont il est le père, les clés d'un succès planétaire. Les droits des adaptations cinématographiques de ses ouvrages sont achetés avant même que le livre ne soit écrit.

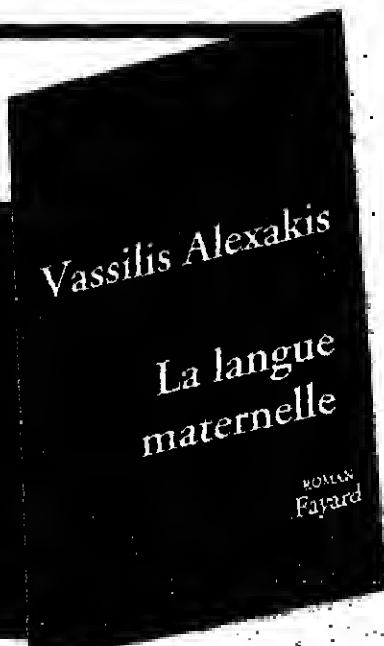
Quand le docteur Crichton a compris qu'il était « trop imaginaire », trop désireux de s'emparer de sujets inédits et sensibles (comme le récent *Harcèlement* et *Jurassic Park*, dont il vient de publier la suite), il a décidé, dès 1969, d'écrire de la fiction à vertu pédagogique.

« Le style littéraire ne l'intéresse pas, dit son agent, il veut éduquer les gens. » Ses revenus sont de 22 millions de dollars (environ 110 millions de francs) pour 1995.

Lire page 23

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Agenda	22
Société	10	Abonnements	22
Carnet	12	Météorologie	22
Loto	12	Mots croisés	22
Horizons	13	Culture	23
Entreprises	16	Communication	24
Finances/marchés	18	Radio-Télévision	27

## PRIX MÉDICIS EX AEUO



Fayard

**SIDA** La Journée mondiale du 1<sup>er</sup> décembre contre le sida vient rappeler la gravité de l'épidémie. Si des signes de stabilisation sont enregistrés dans certains pays industrialisés, le fléau est de plus en plus mortel dans de nombreux pays en voie de développement, notamment en Afrique noire, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. ● ON ESTIME À

6 000 le nombre de personnes contaminées par le VIH chaque jour dans le monde. La communauté internationale a décidé de restructurer ses programmes de lutte, hier

dispersés entre l'OMS et les autres agences concernées. ● DIRIGÉ par le professeur belge Peter Piot, le programme « Onusida », avec un budget propre de 60 millions de dollars

pour 1996, devient opérationnel et assurera une meilleure coordination entre l'action des Nations unies et les programmes de lutte locaux (lire notre éditorial page 15).

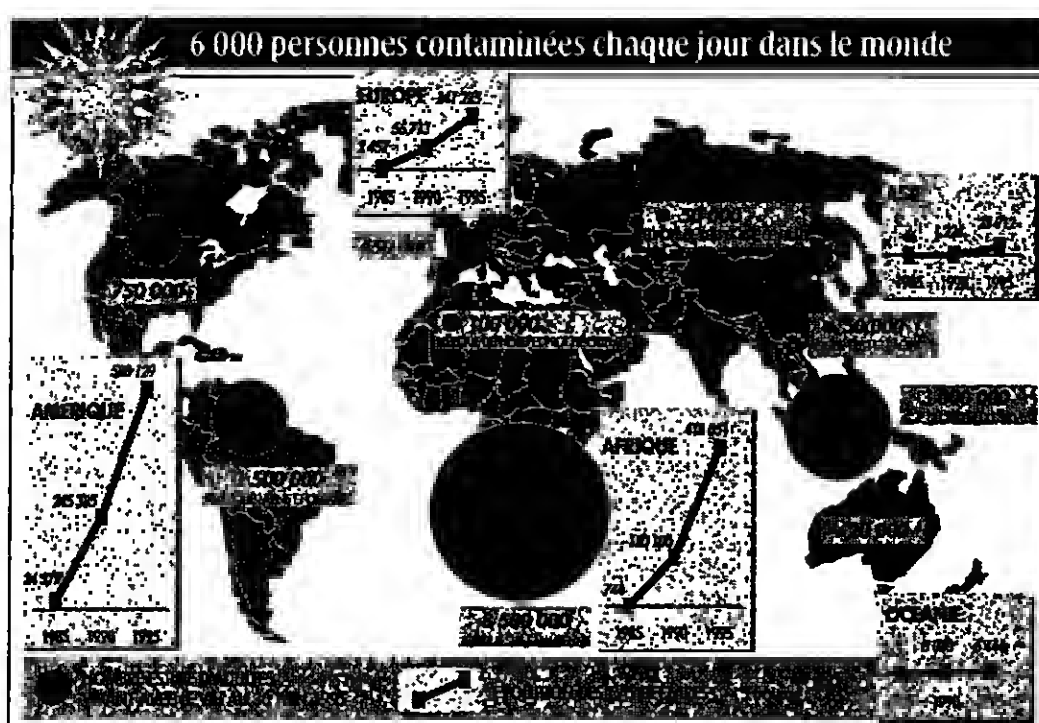
## Les Nations unies lancent « Onusida », une attaque frontale contre l'épidémie

A l'occasion de la Journée mondiale contre l'épidémie, le 1<sup>er</sup> décembre, le professeur Piot, directeur du nouveau programme, explique au « Monde » le redéploiement des efforts de la communauté internationale

GENÈVE (Nations unies)  
de notre envoyé spécial

Plus modeste, moins coûteux, mais beaucoup plus efficace. Tel est le triple défi du nouveau programme que les Nations unies viennent de mettre en place pour lutter contre la pandémie de sida. Baptisé « Onusida » (en français et en anglais) ou « Unaisd » (en espagnol), il marque une étape essentielle dans la prise en compte de cette nouvelle réalité épidémique. Parce qu'il avait mis en lumière les incohérences et les dysfonctionnements des agences concernées (OMS, Unicef, PNUD, Banque mondiale), le sida a fait éclater le cloisonnement traditionnel du système des Nations unies.

C'est au lendemain du sommet de Paris de décembre 1994 que le professeur Peter Piot, depuis 1992 directeur de la recherche du programme global de lutte antiaids à l'OMS, était nommé à la tête d'« Onusida », qui devient aujourd'hui pleinement opérationnel. Il sera doté d'un budget propre de 60 millions de dollars pour l'année 1996, emploiera environ soixante-dix personnes à Genève (médecins, scientifiques, techniciens, acteurs de terrain et administratifs) et quatre-vingts dans les pays en développement les plus touchés (en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, dans les Caraïbes, mais aussi dans les pays de l'ex-bloc de l'Est). Au sein de cette structure, outre les agences onusiennes, siègeront des représentants des pays donateurs et bénéficiaires, des organisations non-



gouvernementales ainsi que des associations de personnes atteintes. « Le budget dont nous disposons ne nous permettra pas de faire des miracles. Mais la nouvelle coordination nous permettra d'agir sur une masse d'argent et une somme d'initiatives beaucoup plus grandes que notre budget », a expliqué au Monde le professeur Piot. Ainsi, les différentes agences de l'ONU avaient-elles consacré, en 1994 et 1995,

360 millions de dollars à la lutte contre le sida. L'OMS avait participé à cet effort à hauteur de 138 millions de dollars, via son programme global de lutte, qui entendait être le principal acteur, donateurs et instrument de contrôle. « Onusida » agira sur d'autres sommes. Nous ne serons pas un organisme d'aide, poursuit le professeur Piot. Nous nous concentrerons sur les aspects techniques de la lutte

et sur sa coordination, en partant du constat que la pandémie de sida est devenue un problème chronique et ne restera très longtemps. Les pays concernés doivent prendre leurs responsabilités, y compris financières, et les différentes agences des Nations unies doivent faire entrer cette réalité dans leur programme d'assistance au développement. Nous nous distinguons ainsi progressivement de l'exceptionnalisme ».

Rompant avec une certaine acception fataliste de la progression du fléau, « Onusida » développe d'ores et déjà une méthode permettant de définir des objectifs clairs à l'échelon de chacun des pays en développement frappés par l'épidémie. « Curieusement, on n'a que trop rarement réfléchi à ce que l'on pouvait et souhaitait attendre des efforts consentis, estime le professeur Piot. Il est temps, aujourd'hui, dans chaque pays, de définir ces objectifs, de situer les responsabilités de chacun. » Pour les membres d'« Onusida », il ne s'agit pas de se satisfaire de l'évolution de certains paramètres indicateurs d'une modification des comportements à risque dans les pays occidentaux (comme le pourcentage des couples ayant recours aux préservatifs masculins), mais bien d'obtenir une diminution de l'incidence de l'infection par le VIH et du nombre de cas de sida.

Is entend aussi définir au plus vite des indicateurs témoignant d'une meilleure prise en charge médicale des patients. « C'est un problème considérable dans de nombreux pays en voie de développement », souligne le professeur Piot. Nous ne réclamons pas de l'AZT pour toutes les personnes vivant avec le VIH sur la planète, mais nous estimons indispensable d'améliorer la prise en charge des malades, de leur entourage, y compris les orphelins ».

### UN CHAMP DE BATAILLE ÉLARGI

Observés depuis Genève, les tendances récentes de la dynamique infectieuse n'ont pas varié. C'est ainsi que, grâce à leur pragmatisme, la plupart des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est enregistrent les premiers symptômes d'une mobilisation collective. La situation africaine reste très hétérogène. Le sida y demeure souvent vécu comme un problème imposé de l'étranger. « En Amérique centrale et en Amérique du Sud - le Brésil mis à part (voir ci-dessous) -, les responsables sanitaires se heurtent à la très grande difficulté qu'il y a, du fait de l'action des milieux catholiques ou protestants notamment, à parler collectivement de la sexualité. A l'inverse, au Chili, certaines communautés catholiques de base participent efficacement à la lutte », souligne-t-on à Genève.

Cet élargissement du champ de bataille, ce nouveau discours plus réaliste et courageux n'est-il pas la dernière version de la langue de bois onusienne face à une pandémie multiforme et en progression ? « Nous sommes certes dans une si-

tuation paradoxale, reconnaît le professeur Piot. Nous avons créé un programme spécial contre le sida et, dans le même temps, nous prêchons l'intégration, l'entrée dans les programmes de développement et de santé publique. Mais jusqu'ici, la lutte contre le sida était très « verticale », nullement intégrée. La différence par rapport au passé, c'est que nous n'avons plus la prétention de tout faire nous-mêmes. » Il conclut : « C'est précisément cet état d'esprit

### La participation de Paris

La décision du gouvernement français de renoncer à financer, à hauteur de 100 millions de francs, le programme « Onusida », en dépit des engagements pris en 1994 par Edouard Balladur, alors premier ministre (Le Monde des 10 et 11 novembre), avait suscité de vives inquiétudes dans les milieux associatifs, à Genève et à New York. Il est aujourd'hui acquis que la France fera un geste. « En dépit de nos difficultés financières, le gouvernement a décidé de verser une première contribution financière d'une quinzaine de millions de francs. Celle-ci permettra sûrement au programme « Onusida » d'être opérationnel dès le 1<sup>er</sup> janvier 1996 », vient d'expliquer devant l'Assemblée nationale Jacques Godfrin, ministre de la coopération. Il a ajouté : « Les actions de coopération bilatérale seront poursuivies dans le cadre des résolutions du sommet de Paris. La lutte contre le sida représente plus de 20 % des actions de coopération française dans le secteur de la santé. Elles seront poursuivies et amplifiées en 1996. »

Jean-Yves Nau

■ ZIMBABWE : la principale organisation de lutte contre le sida - la Fondation de conseil sur le sida - fermera ses portes le 1<sup>er</sup> décembre, faute de soutien financier. Au Zimbabwe, l'épidémie a tué 100 000 personnes depuis 1985 et, selon le directeur de la fondation, fait encore 300 à 400 morts par semaine. - (Reuters)

## Au Brésil, campagnes actives, mais épidémie galopante

RIO DE JANEIRO  
de notre correspondant

Le Brésil est à la fois un des pays en voie de développement les plus touchés par le sida et un de ceux où les pouvoirs publics ont le plus activement procédé à des campagnes de prévention. Cette situation est due à une tradition qui donne à l'Etat une responsabilité plus grande en matière de santé que dans le reste de l'Amérique latine.

A la fin de septembre, on recensait officiellement 71 111 cas de sida et 500 000 séropositifs. Depuis son apparition dans le pays en 1982, la maladie a déjà tué 21 000 personnes. On compte trois fois plus d'hommes que de femmes porteurs du virus, et 80 % des malades se trouvent concentrés à São Paulo et Rio de Janeiro. Le sida continue de progresser rapidement. Alvaro Matida, directeur du programme anti-sida de l'Etat de Rio, estime que le nombre de malades devrait augmenter d'un quart dans cet Etat dans les douze mois qui viennent. Selon une étude, 40 % des toxicomanes de Rio sont

séropositifs. C'est dans cette dernière catégorie que la maladie avance de la façon la plus spectaculaire.

A Rio, les quartiers les plus touchés sont le centre et la zone portuaire, en raison de la drogue et de la prostitution. On y dénombre 390 séropositifs pour 100 000 habitants, soit le taux le plus élevé du pays, supérieur même à celui enregistré dans le grand port de Santos, qui dessert São Paulo. Les soins sont gratuits, mais l'approvisionnement en AZT et DDI, les deux principaux médicaments utilisés, est difficile. Le traitement en soins de jour fonctionne « à peu près normalement », selon M. Matida, mais le manque de lits dans les hôpitaux se fait sentir.

### LE PRÉSERVATIF COÛTE CHER

Le gouvernement fédéral a déjà lancé huit campagnes publiques de prévention. La dernière en date consiste en spots télévisés, soigneusement étudiés pour atteindre les hommes âgés de 20 à 40 ans, gagnant moins ou l'équivalent de 1 000 F par mois, et d'un faible niveau

d'instruction. C'est en effet dans cette population que le sida progresse le plus rapidement. La campagne met en scène un jeune homme dans un bar, qui s'adresse à son pénis, surnommé Braulio. « Pas question de faire ça sans préservatif », dit le jeune homme. L'Eglise catholique a vivement dénoncé ces messages télévisés, de même que les Brésiliens qui portent le prénom, assez courant, de Braulio.

L'ennui est que le préservatif coûte cher : environ 5 F l'unité. Il ne s'en vend que 5 millions par mois, pour une population sexuellement active de 60 millions de personnes. Des « débrouillards », dans les favelas, ont trouvé une solution : ils recyclent les gants en plastique transparent utilisés dans les supermarchés pour le maniement des produits d'alimentation. A défaut d'efficacité garantie, c'est en tout cas la preuve que les campagnes gouvernementales en faveur du préservatif ont un certain effet sur la population.

Domènec Dhombres

## Un divorce croissant entre médecins et religieux

LA CONFÉRENCE de Yokohama en 1994 avait provoqué un basculement dans la prise de conscience mondiale de l'épidémie de sida. Sans baisser les bras, les spécialistes médicaux et les responsables de santé publique admettaient que la situation leur échappait, que le formidable potentiel de recherche mis en œuvre était d'un effet presque nul sur la diffusion elle-même de la maladie. Son expansion ne pourrait être maîtrisée, affirmaient-ils, qu'à la suite d'un sursaut de l'ensemble du corps social. Si cet appel a dopé les associations anti-sida et placé les pouvoirs publics, une fois de plus, face à leurs responsabilités, les autorités religieuses, pour la plupart, sont restées muettes et sourdes.

Faute de combattants, le climat n'est même plus à l'affrontement, mais à la résignation entre les professionnels de santé, les associations et les représentants des religions. Un fossé se creuse, marqué par l'incompréhension, les procès faux ou vrais, la cootrefaçon des

positions. La communauté médicale est accusée de ne tenir qu'un discours « hygiéniste », preoant son parti des pratiques homosexuelles, à partenaires multiples ou même toxicomanes. Les responsables religieux, notamment au Vatican et dans les pays d'islam, se voient reprocher de faire du zèle lorsqu'il s'agit de défier la famille à la conférence du Caire, la femme à Pékin, mais d'être absents des rendez-vous mondiaux qui traitent d'une telle épidémie et des moyens de la prévenir.

Sans doute ne faut-il pas surestimer l'impact de la dissuasion religieuse. La géographie mondiale du sida traverse toutes les frontières confessionnelles. Malgré son système de castes, l'Inde est l'un des pays les plus cootaminés au monde. Les pays d'Afrique centrale, majoritairement chrétiens et animistes (Zaire, Rwanda, Burundi, Ouganda, Kenya), sont les plus touchés du continent noir, mais l'épidémie progresse aussi dans les pays à majorité musulmane comme le Sénégal, le Mali ou le Nigeria, et elle est très meurtrière dans ceux du Maghreb. Longtemps, les pays d'islam ont considéré le sida comme une maladie lointaine, étrangère, de préférence occiden-

tales. Aujourd'hui, en dépit du contrôle social exercé par la religion, on y croise les mêmes peurs obscures et les mêmes exclusions qu'ailleurs.

Le discours religieux sur le sida ne se résume pas aux accents libéraux entendus dans le protestantisme ou le bouddhisme, plus rigides ou réglementaires dans le catholicisme, l'islam ou le judaïsme. Il se résume pas non plus à l'interdiction des hiérarchies. Des pas de géant sont franchis dans l'accueil des séropositifs et des malades.

### REFUS DU « TOUT-PRÉSERVATIF »

Dans nombre de pays d'Afrique par exemple, des mosquées, des communautés catholiques ou protestantes, des écoles confessionnelles luttent contre l'exclusion et servent de réseaux de communication et d'alerte contre le sida. Si le préservatif y est parfois encouragé et même distribué (surtout chez les musulmans, qui l'admettent comme contraceptif), le discours premier des responsables religieux reste toutefois celui des valeurs morales, et leur règle absolue, celle de la fidélité.

La position de la hiérarchie catholique est la plus contestée dans les milieux médicaux et les associa-

tions de lutte anti-sida. Mais elle n'est pas d'abord ce qu'une certaine caricature veut bien lui faire dire. Seuls des milieux intégristes catholiques et protestants ultramontains font encore de cette maladie un « châtiment de Dieu ». De même, cotoient à une opinion répandue, le pape n'a jamais condamné le préservatif, pour la simple raison qu'il n'en a jamais parlé. Dans son discours de référence, à Kampala (Ouganda) le 6 février 1993, il avait simplement affirmé que « la chasteté est l'unique manière sûre et vertueuse de mettre fin à cette plaie tragique qu'est le sida ». De quoi faire oublier ses baises à des enfants contaminés, ses discours énergiques en faveur de la recherche scientifique et de la solidarité.

Depuis bien plus longtemps, aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en France, des évêques avaient préconisé le préservatif quand des partenaires sexuels, incapables d'un comportement fondé sur la fidélité, risquaient de mettre leur vie en danger. Dès 1986, un document de l'épiscopat américain incitait les catholiques à se joindre à des campagnes qui comportaient aussi le préservatif. En 1988, le cardinal Lustiger déclarait à son tour

que l'utilisation du préservatif constituait un moindre mal. Ne pas se protéger revient à ajouter le crime, affirmait-il, à la faute. Thème repris dans nombre d'interventions épiscopales en France et à l'étranger.

Autrement dit, quand il y a le feu à la maison, on éteint d'urgence l'incendie. On n'en condamne pas moins l'accumulation des matériaux inflammables, c'est-à-dire les conduites à risques, le vagabondage sexuel, l'absence d'éducation à l'amour, une prévention confondue avec l'« incitation » et la « propagande » (Tony Anatrella, L'Amour et le Préservatif, Flammarion).

DISSEMINATION ET CULPABILISATION Mais cette remise en cause du « tout-préservatif », c'est-à-dire d'une prévention qui se limiterait à des moyens techniques - entendue aussi dans les traditions protestantes - n'est guère populaire aujourd'hui. Tout discours normatif ou stoïcien sur la sexualité est rejeté. « A chaque fois que les religions paraissent exalter la continence, elles s'exposent aux tirs de barrage », constate Jean-Paul Guetty, directeur de L'Actualité religieuse. Si leurs positions sont plus nuancées et ouvertes qu'il y paraît, une atmosphère de dissimulation et de culpabilisation continue de régner. En Afrique notamment, des prêtres se voient interdire de parler du sida à leur communauté. « Le préservatif est le plus grand mensonge du monde moderne », vient même de déclarer un évêque du Togo. Soutenues par des groupes de pression conservateurs, de puissantes campagnes anti-préservatifs sont lancées dans des pays développés ainsi qu'en Afrique, en Amérique latine, en Asie.

Mais c'est la réflexion globale sur les enjeux - la vie, la mort, le sang, le sexe, l'exclusion - qui fait le plus cruellement défaut. Les médecins admettent volontiers que le pape ne puisse pas tenir leur discours, mais le professeur Jonathan Mann, premier directeur du programme de lutte de l'OMS contre le sida, lui reproche par exemple, dans la revue française *Chrétiens et sida*, de ne pas assez dénoncer l'aliénation sexuelle de la femme, dont le rôle est capital dans la propagation du virus. La relation avec la santé, le corps et la sexualité devient ainsi le point fort de la rencontre entre les religions instituées et la modernité.

Henri Thiry



# Les législatives en Egypte ont été marquées par des violences et une forte abstention

L'opposition dénonce un traitement inéquitable et des irrégularités

Des actes de violence ont entaché, mercredi 29 novembre, le premier tour des élections législatives égyptiennes, et des centaines de membres

de la confrérie des Frères musulmans ont été arrêtés. Les dirigeants de l'opposition ont dénoncé une inégalité de traitement des candidats. Sur une population de 60 millions d'habitants environ, 21 millions d'électeurs étaient appelés à choisir 444 députés, parmi 14 formations.

## LE CAIRE

de nos envoyés spéciaux

Les représentants du ministère de l'Information avaient promis imprudemment des bureaux pris d'assaut par les électeurs, mais le bus qu'ils ont affrété à l'intention de la presse étrangère a dû rester longtemps dans les rues du quartier résidentiel Médinet Nasr, au Caire, avant d'en trouver finalement un, dont l'affluence s'expliquait surtout par la présence massive des équipes de campagne des candidats, lesquelles tentaient d'influencer, une dernière fois, leurs concitoyens.

Lors d'une première tentative, dans la circonscription d'un candidat islamiste, Adel Hussein, membre du Parti socialiste du travail (PST), allié aux islamistes, les partisans de ce dernier avaient profité de l'occasion pour déplorer bruyamment le faible nombre d'observateurs autorisés par les autorités à contrôler le bon déroulement des opérations. Ils avaient vivement protesté, en outre, contre la répartition des symboles portés sur les bulletins de vote, en face des noms des candidats, pour aider les analphabètes, encore nombreux en Egypte, à faire leur choix. Alors que les candidats du Parti national démocratique (PND, un pouvoir) disposent de symboles populaires (le croissant et le chameau), en tête de liste - les seuls à disposer de ce privilège -, le représentant du PST avait dû se contenter d'un « revolver » assez peu avenant.

En tournée dans sa propre circonscription populaire du vieux Caire, Seif El Islam Hassan El Banna, fils du fondateur de la confrérie des Frères musulmans, a d'ailleurs

mis sur le compte du gouvernement la faible participation qu'il a pu constater. « Il n'a pas assuré un scrutin loyal. Pourquoi voulez-vous que les gens aillent voter dans de telles conditions, alors que l'on sait bien que les résultats seront biaisés ? », s'est-il interrogé. Et de citer, à l'appui de ses dires, l'interdiction d'utiliser des au-

salaires des urnes était systématiquement plus élevée que celui des électeurs. Exemple : le bureau de vote de l'école Sainte-Anne, dans le quartier de Sakakini, au Caire. Soixante-deux électeurs sur 643 inscrits avaient voté à 16 h 15, soit 45 minutes avant la fermeture. Dans les bureaux voisins, l'abstention

mauvais augure par l'opposition. Mohamed Nohh, chanteur compositeur et candidat du Wafd à Daher, qui n'hésite pas à critiquer publiquement le président Hosni Moubarak, a estimé amèrement que « cette passivité prouve malheureusement que les Egyptiens ont les dirigeants qu'ils méritent ». Une opinion qu'était loin de partager le candidat du PND, Abdel Ahad Gamal el Din, ancien ministre de la jeunesse et des sports, dont les partisans criaient déjà victoire deux heures avant la clôture du scrutin.

L'enthousiasme des Caireotes devant un scrutin dont le résultat ne fait pas de doute a été renforcé par les déclarations réitérées du roi, selon lesquelles il n'était pas question de changer le gouvernement après les élections. Dans le bureau de vote de l'école primaire de Qalili, un vieil électeur, à la question de savoir s'il avait voté pour le PND, répondait, mi-figue mi-raisin : « Y a-t-il quel qu'un d'autre ? »

Alexandre Bucciantti et Gilles Paris

Des coups de feu ont été tirés sur un train de nuit transportant des touristes dans le sud de l'Egypte, mais personne n'a été blessé, ont indiqué, jeudi 30 novembre, des sources proches des services de sécurité. C'est le quatrième attentat en novembre contre un train dans cette région. Le mouvement islamiste, Djamaa Islamiya, à qui sont attribués ces attentats, a récemment demandé aux touristes étrangers de quitter l'Egypte pour leur propre sécurité. (Reuters)

## Cinq morts et une soixantaine de blessés

Cinq personnes ont été tuées et 61 autres blessées, lors d' accrochages entre les partisans des différents candidats, dans le delta du Nil, au Caire et en Haute-Egypte. L'opposition a accusé le Parti national démocratique (un pouvoir) d'avoir « bourré les urnes » dans la capitale et dans le delta. En raison de la multitude des candidats, un second tour devrait être nécessaire dans de nombreuses circonscriptions, le 6 décembre, pour départager les deux candidats arrivés en tête.

Alors que des sources indépendantes ont situé le taux de participation entre 5 et 10 %, le ministre de l'Information, Safwat El Chérif, déclarait que « les élections se sont déroulées honnêtement, sans pression des autorités, et la participation est très élevée, ce qui illustre la conscience civique du peuple ». (AFP)

tomobiles munies de haut-parleurs pour appeler les électeurs aux urnes. Il a évoqué aussi l'alerte à la bombe « suspecte » qui a contraint ses partisans à quitter pendant une heure le bureau de vote où ils étaient postés, près de l'université islamique d'El Azhar.

## PASSIVITÉ

Dans la circonscription de Daher-Ezbekieh, regroupant des quartiers populaires et petits-bourgeois représentatifs du Caire, l'abstention était le phénomène dominant, dans la vingtaine de bureaux de vote que les journalistes ont pu visiter. Le nombre de scrutateurs et de respon-

était encore plus élevée : 18 sur 564 et 16 sur 609. Un taux de participation fluctuant entre 5 % et 12 %, et qui ne pouvait qu'augmenter dans de faibles proportions. Il faut, en effet, au moins deux minutes à chaque électeur pour voter. En d'autres termes, 270 personnes au maximum auraient pu voter dans chaque bureau au cours des neuf heures du scrutin. Or, dans tous les bureaux visités à Daher, le nombre d'inscrits fluctuait entre 550 et 700. Il faudrait donc un exploitant défilant la logique mathématique pour que la participation atteigne les 50 %.

Cette abstention a été jugée de

## La commission « Vérité » doit faire un bilan de l'apartheid en Afrique du Sud

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Faire la lumière sur les abus du régime de l'apartheid sans compromettre le processus de réconciliation entre les communautés noire et blanche, c'est la délicate mission dont devra s'acquitter l'archevêque Desmond Tutu, désigné mercredi 29 novembre par le président Mandela à la tête de la commission Vérité et réconciliation.

Le chef de l'Eglise anglicane, Prix Nobel de la paix 1984 pour son rôle

dans la lutte contre l'apartheid, dirigera les travaux des seize autres membres de la commission. Juifs, musulmans, hommes d'Eglise ou militants des droits de l'homme, proches de l'ANC ou des partis de la minorité blanche, ces personnalités ont été choisies de façon à garantir l'indépendance et la neutralité de la commission. Celle-ci aura pour tâche le recensement des violations des droits de l'homme commises sous l'apartheid et l'indemnisation des victimes. Elle doit également

statuer sur les crimes politiques perpétrés dans le cadre de la lutte entre adversaires et partisans de ce régime. Elle pourra accorder une amnistie à leurs auteurs, à condition qu'ils comparaissent devant elle.

Mandatée pour dix-huit mois, la commission devrait commencer ses travaux au début de l'année prochaine. Elle aura à connaître des exactions commises depuis l'interdiction des mouvements anti-apartheid par le pouvoir blanc en 1960 jusqu'à l'entrée en vigueur de la Constitution intermédiaire, fin 1993. Plus de 10 000 cas de violations des droits de l'homme ont été répertoriés pour cette période : arrestations sommaires, tortures, morts en détention, assassinats de responsables de l'ANC par les forces de sécurité et massacres de manifestants dans les townships. La commission Vérité et réconciliation devra aussi se pencher sur les actes commis par les militants de l'ANC dans le cadre de la lutte armée contre l'apartheid, et d'abord les attentats contre des lieux publics dans les années 80. C'est seulement à cette condition que la commission pourra être considérée comme un organe de justice et non comme un

instrument de vengeance par les leaders de la minorité blanche. Ceux-ci redoutent une « chasse aux sorcières », a déclaré Frederik De Klerk, vice-président et chef du Parti national, formation au pouvoir sous l'apartheid.

Cette crainte est avivée par les poursuites judiciaires récemment engagées contre l'ancien ministre de la défense, le général Magnus Malan, et dix autres officiers supérieurs à la retraite, qui constituaient une bonne partie de la hiérarchie militaire de l'apartheid. La justice leur reproche d'avoir été les complices de l'assassinat de treize personnes dans une cité noire du Natal en janvier 1987. Leur procès doit avoir lieu en mars prochain.

Les leaders de la minorité blanche estiment que les faits reprochés aux militaires sont politiques et relèvent de l'amnistie. Ils dénoncent la volonté de revanche de l'ANC et évoquent le risque d'une radicalisation de leur électorat. Le général Malan parle même de son côté de possibles troubles, faisant planer la menace d'une réaction violente des éléments les plus conservateurs.

Frédéric Chambon

## Le Rwanda accepte une prolongation du mandat des « casques bleus »

NAIROBI

de notre correspondant

A l'issue du sommet consacré aux deux millions de réfugiés dans la région des grands lacs africains, Jimmy Carter, initiateur de la réunion, a déclaré, mercredi 29 novembre, qu'il avait demandé une extension de trois mois du mandat de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Munur) « afin de rassurer les réfugiés sur leur sécurité » et que le président rwandais, Pasteur Bizimungu, l'avait acceptée. Interrogé, ce dernier s'est contenté de dire : « Je confirme ».

En attendant des explications plus précises, cette réponse laconique du chef de l'Etat rwandais trahit peut-être l'embarras de celui qui avait affirmé vingt-quatre heures plus tôt, lors d'une escale à Addis-Abeba, que les « casques bleus » devaient partir, ajoutant : « Sinon, le peuple rwandais les chassera ».

## CRAINTES HUTES

Il faut attendre maintenant la réaction de l'homme fort du Rwanda, le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la défense, à la requête de M. Carter. En acceptant l'extension du mandat de la Munur, il reconnaît de fait que l'armée rwandaise (en majorité tutsie) est toujours un sujet de craintes pour les réfugiés hutus.

Cette demande de prolongation intervient au moment où M. Boutros-Ghali, prenant acte de la position de Kigali, s'apprête à re-

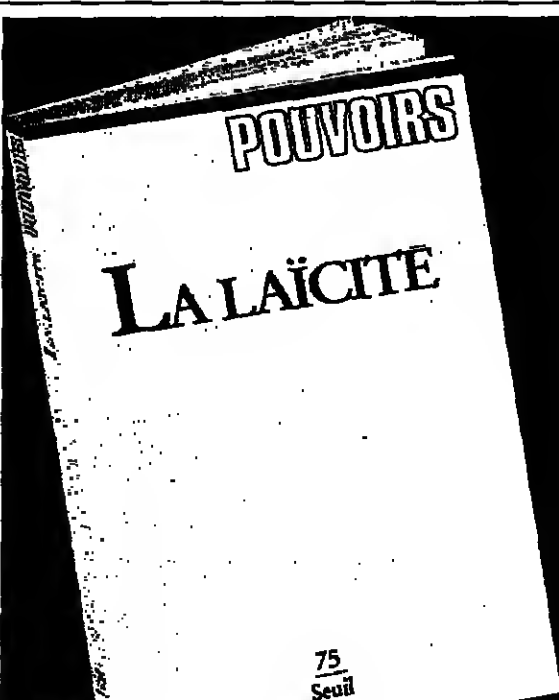
commander au Conseil de sécurité un retrait échelonné des 1 800 « casques bleus » qui restent au Rwanda.

Par ailleurs, à l'issue de la rencontre du Caire - écourtée de quarante-huit heures -, les chefs d'Etat rwandais, burundais, ougandais et zairais se sont aussi engagés à ne pas laisser utiliser leur territoire à des fins de guérilla, à empêcher les livraisons d'armes aux rebelles et à écarter les anciens dirigeants rwandais qui dissuadent les réfugiés de rentrer chez eux. Des engagements identiques, sans calendrier précis, ont déjà été pris au cours de précédents sommets consacrés à la crise rwandaise, mais sont en général restés lettre morte.

Kigali a aussi promis la libération prochaine de quelques-uns des 60 000 prisonniers détenus dans les prisons rwandaises, certains depuis près de dix-huit mois, dans l'attente d'un jugement.

Les participants ont décidé de tout faire pour parvenir « progressivement et avec l'assistance du Haut Commissariat aux réfugiés, au chiffre de 10 000 retours par jour prochainement ». Agence incontournable dans toute opération de rapatriement, le HCR n'a pourtant pas été invité au sommet du Caire, souligne son porte-parole à Nairobi, Peter Kessler, pas plus que les représentants des réfugiés rwandais, que Kigali considère toujours comme liés aux responsables du génocide de 1994.

Jean Hélène



Le foulard islamique en France, le crucifix ou la prière dans les écoles en Allemagne ou aux Etats-Unis, l'intégrisme à travers le monde musulman de l'Algérie à l'Iran, la laïcité et ses contraires se retrouvent, de façon souvent passionnante, au cœur de l'actualité.

Editions du Seuil

## Plus de six cents islamistes algériens ont été libérés

LES AUTORITÉS algériennes ont annoncé, mercredi 29 novembre, avoir fermé le dernier des sept centres de détention du Sahara, celui d'Ain M'Guel, dans la région de Tamanrasset, où étaient détenus 641 islamistes présumés. Créés par feu le président Mohamed Boudiaf, ces centres de détention ont « abrité », en 1992, jusqu'à 10 000 prisonniers.

La fermeture d'Ain M'Guel, annoncée deux jours après l'investiture du président Liamine Zeroual, apparaît comme un premier geste symbolique à l'adresse des islamistes. Cheikh Abdallah Djaballah, proche de l'ex-Front islamique du salut (FIS) et président du Mouvement de la renaissance islamique (MRI-Ennahda), a souhaité que cette mesure soit suivie d'une « amnistie générale », tandis que l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH), organisme gouvernemental, exprimait sa « grande satisfaction ». Quelque 17 000 personnes, impliquées dans des affaires de terrorisme, sont encore en prison. Sur le terrain au moins une dizaine de civils et plusieurs policiers ont été assassinés, ces derniers jours, et les forces de sécurité ont annoncé mercredi la mort de vingt et un islamistes en six jours. (AFP)

## EUROPE

ITALIE : la chambre des députés a adopté, ce mercredi, une réforme de la composition et du mode d'élection du Conseil d'administration de la radio-télévision publique (RAI) sur la base d'un accord entre les partis de centre gauche. Le conseil d'administration comportera désormais neuf membres, dont huit seront élus par le Parlement. Un neuvième membre, le président, sera choisi et coopté par le conseil d'administration dont le mandat sera de trois ans. (AFP)

LETTONIE : le président Guntis Ulmanis a chargé, mercredi 29 novembre, Ziedonis Ceveris, chef du parti de centre gauche Salnietiks (« le Patron »), de former un nouveau gouvernement. Ziedonis Ceveris, trente-cinq ans, est soutenu par la coalition « Bloc de la conciliation » (47 députés) et par les cinq élus du Parti socialiste, ce qui lui assure en principe une courte majorité au Parlement. (AFP)

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : un projet de réforme des groupes de pression, déjà approuvé par le Sénat, a été adopté, mercredi 29 novembre, par la Chambre des représentants. Ce projet, qui vise à mieux encadrer les activités des lobbies, a reçu l'approbation du président Clinton. (AFP)

PATRICIA SCHROEDER est devenue le seizième membre démocrate de la Chambre des représentants à renoncer à briguer un nouveau mandat au terme de la session actuelle. Démocrate libérale, elle représente le Colorado depuis vingt-quatre ans. (AFP)

HAÏTI : à l'issue d'un conseil des ministres en partie consacré à l'éventuelle prolongation de trois ans du mandat du président Jean-Bertrand Aristide, son porte-parole, Yvon Neptune, a indiqué, mercredi 29 novembre, que le chef de l'Etat « quittera le pouvoir le 7 février 1996, comme il s'y était engagé et comme l'exige la Constitution ». (Corresp.)

## PROCHE-ORIENT

IRAN : le Parlement a adopté, mardi 28 novembre, un nouveau code pénal inspiré par la charia (loi islamique), qui prévoit notamment la peine de mort, l'emprisonnement et la flagellation pour certains délits politiques et de droit commun. Parmi ces délits, celui d'atteinte à la sécurité de l'Etat, d'attentat contre un dirigeant, ou d'« offense » à l'imam Khomeiny et à son successeur, Ali Khamenei. (AFP)

SYRIE : les autorités ont libéré, en novembre, près de mille prisonniers politiques en vertu d'une amnistie décrétée par le président Hafez El Assad, a affirmé, mercredi 29 novembre, Amnesty International, dans un communiqué. Selon Amnesty, de nombreux prisonniers liés aux Frères musulmans ont été relâchés. (AFP)

## ASIE

SRI-LANKA : l'armée a repris plus de la moitié de Jaffna, « capitale » depuis 1990 des séparatistes du LTTE (Tigres de libération de l'Elam tamoul), a annoncé jeudi un porte-parole militaire. Les gouvernements se préparaient à un assaut contre les dernières défenses rebelles. (AFP)

TIBET : les États-Unis sont « inquiets » pour la liberté religieuse au Tibet après que Pékin a procédé au choix d'un panchen-lama - deuxième personnage de la hiérarchie religieuse du territoire après le dalaï-lama. Chine nouvelle a annoncé mercredi 29 novembre que Gyaincain Norbu, six ans, originaire du nord du Tibet, a été tiré au sort pour remplacer le 10<sup>e</sup> panchen, mort en 1989. Les autorités chinoises avaient rejeté le successeur désigné en mai par le dalaï-lama. (AFP)

AFGHANISTAN : les « talibans » ont été repoussés à l'est de Kaboul, mercredi 29 novembre, par une contre-offensive des forces loyales au président Rabbani. Les « étudiants en religion » qui, les jours précédents, s'étaient emparés de la prison et d'une base militaire à Pul-e-Chadid, menaçant ainsi la capitale, ont perdu une vingtaine de kilomètres. Cette victoire soulage les « présidents » qui étaient allés de revers en revers depuis début septembre. (AFP)

## AFRIQUE

MAROC : la direction de l'hebdomadaire Jeune Afrique, interdit de vente depuis une semaine, a dénoncé, mercredi 29 novembre, à Paris, ce qu'elle considère comme une « décision arbitraire (...) dont l'archaïsme relève d'une époque révolue ». Le 16 novembre, la police avait saisi tous les exemplaires du numéro 1 819 de J.A., où figurait un article sur le Maroc, intitulé « Le temps des incertitudes ».

## ÉCONOMIE

RUSSIE : la marge de fluctuations du rouble sera élargie avant la fin de la semaine, selon l'agence Interfax. Depuis juillet dernier, dans un effort de stabilisation de la monnaie russe, le cours du dollar a été fixé entre 4 300 et 4 500 roubles. Le cours du dollar devrait être autorisé monter jusqu'à 5 300 roubles. (AFP)



## La justice sud-coréenne rouvre le dossier du massacre de Kwanju

**TOKYO**  
de notre correspondant  
La décision de la Cour constitutionnelle, qui devait être annoncée jeudi 30 novembre, autorisant une action contre les responsables du massacre commis par l'armée à Kwanju en 1980 ouvre la page la plus noire de l'histoire de la Corée du Sud depuis la guerre de 1950-53. La Cour avait jusqu'à présent estimé que la répression relevait d'« actes de gouvernement », non passibles de la justice; elle donne aujourd'hui raison à ceux qui avaient déposé une plainte contre l'Etat pour cette affaire, frappée de prescription après quinze ans.

Cette décision et l'adoption d'une loi spéciale devaient conduire au jugement des principaux responsables d'une répression qui fit officiellement 200 morts et 1 000 blessés (sans doute le double); les ex-général-présidents Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo (ce dernier est déjà en prison pour un scandale de pots-de-vin qui éblouit l'élite du pays).

Suite à l'assassinat de Park Chung-hee en octobre 1979, les deux généraux prirent le pouvoir deux mois après. Des manifestations éclatèrent à Séoul et dans le reste du pays au printemps 1980. Elles donnèrent lieu le 17 mai à Kwanju, au sud-ouest de la péninsule, à une première répression de l'armée qui tira sur la foule. La manifestation devint émeute. Le soir, Séoul donnait l'ordre aux paracombats de mater l'insurrection. Ce fut fait, à la mitrailleuse et à la baïonnette; mais l'armée dut se replier. La reprise de Kwanju, après dix jours, fit de nouveaux morts.

En dépit de la démocratisation entamée en 1987, les responsabilités n'ont jamais été établies, pas plus que ne l'a été le rôle de l'armée américaine (dont 37 000 soldats sont basés au Sud), qui autorisa le mouvement des troupes d'élite.

### MANIFESTATIONS

Pris dans le scandale qui a conduit à l'arrestation, le 16 novembre, de l'ex-président Roh, puis, le 29, à celle d'un homme d'affaires (Chun Tae-soo, président du groupe Hanbo), le président Kim Young-sam a annoncé avoir demandé au parti gouvernemental de préparer une loi permettant le jugement des responsables du massacre; elle sera présentée avant le 18 décembre à l'Assemblée.

La réouverture du dossier était exigée dans l'opinion et, depuis septembre, une nouvelle flamme de manifestations étudiantes a lieu à l'initiative du président a été bien accueillie, car Kwanju reste une plaie ouverte, mais le revirement soudain de M. Kim - qui, récemment, s'opposait à toute action - laisse sceptique. Victoire de la démocratie ou manœuvre de dédouanement?

Le passage en jugement de M. Chun (président de 1980 à 1988) était impensable il y a peu sans risquer un nouveau coup d'Etat. Le président Kim profite-t-il de la disgrâce de son prédécesseur Roh pour opérer un nettoyage qui permettra au pays de se dégager de la crise de confiance qu'il traverse? C'est possible. Mais son parti et ses collaborateurs (sinon lui-même) sont loin d'être vierges dans l'affaire de pots-de-vin qui a conduit à l'arrestation de M. Roh.

Des élections sont prévues en avril 1996, et M. Kim n'a guère d'autre choix que de « surfer » sur la vague du scandale en sacrifiant ses prédécesseurs et peut-être, demain, ses proches. Le gouvernement tente aussi d'opérer un diversifon : rouvrant le dossier Kwanju, il se lance dans une répression de dissidents supposés mener des « actions contre l'Etat » (29 personnes ont été arrêtées), tandis que le ministère de la Défense renforce ses mesures, faisant valoir que la Corée du Nord pourrait profiter de la situation au Sud. Frappant à droite et à gauche, le président Kim joue sa survie.

Philippe Pons

## Les communistes et les nationalistes sont donnés favoris des élections législatives du 17 décembre en Russie

Celles-ci devraient servir de test avant la grande bataille de la présidentielle de juin 1996

Plus de 5 000 candidats, représentant près de cinquante partis, vont s'affronter, dimanche 17 décembre, pour les élections à la

Douma, la Chambre basse du Parlement russe. Si tous les sondages laissent prévoir une victoire des communistes et des natio-

nalistes, l'émiettement des formations politiques et la complexité du scrutin - une moitié des députés sera élue à la propor-

tionnelle et l'autre à la majorité simple - rendront difficile la formation d'une nouvelle équipe dirigeante.

### MOSCOU

de notre correspondant  
A trois semaines des élections du 17 décembre à la Douma, la Chambre basse d'un Parlement russe également composé d'un Conseil de la Fédération, tous les sondages annoncent une poussée des communistes et des nationalistes au détriment des libéraux qui soutiennent le pouvoir en place. Parmi la demi-douzaine de partis qui ont des chances de franchir la barre des 5 % requise pour entrer au Parlement, trois, au moins, peuvent être classés comme faisant partie de l'opposition de gauche.

Deux sont issus du système totalitaire : les communistes et les agrariens. Les premiers sont soutenus, en majorité, par les personnes âgées, contrairement aux « post-communistes » polonais, qui bénéficient souvent de l'appui des plus jeunes, lesquels, en Russie, ne votent presque pas. Les agrariens sont forts du pouvoir, intact, des chefs de kolchozes transformés ou non en coopératives privées. La troisième formation était inconnue il y a quelques mois encore : le Congrès des communautés russes (KRO), qui bénéficie de la grande popularité du général Alexandre Lebed, numéro deux sur la liste. Ce dernier a axé toute sa campagne sur un nationalisme vigoureux, appelant à la réconciliation nationale.

Vient ensuite le parti de Vladimir Irlinovski, le grand gagnant des précédentes élections, qui reste inclassable. Malgré sa rhétorique outrancièrement nationaliste et « oppositionnelle », il a constamment voté, dans les moments clés, en faveur du pouvoir en place. Sa popularité serait en baisse, mais il reste très organisé : c'est lui qui présente le plus grand nombre de candidats dans les circonscriptions à scrutin majoritaire.

La « gauche » pourrait alors remettre en cause les privatisations, faire passer des lois protectionnistes, voire former le gouvernement ou imposer ses conseillers auprès du président. Boris Eltsine lui-même avait semblé craindre un tel scénario, en appelant en octobre à « renforcer la propagande » pour empêcher une victoire communiste.

D'autres analystes estiment, en revanche, que le scrutin du 17 décembre ne devrait pas changer grand-chose à la situation actuelle. Ils soulignent que les communistes et apparentés pouvaient déjà, dans certains cas, réunir les deux tiers des voix de la Douma et que cela n'a pas empêché le gouvernement d'agir à sa guise. Les communistes sont eux-mêmes trop engagés dans les jeux du pouvoir et du partage des richesses pour vouloir bouleverser le système. Ils ont leurs représentants au gouvernement et beaucoup de relais dans les pouvoirs régionaux; ils viennent d'approuver la nomination d'un président « monétariste » de la Banque centrale; des personnalités haut placées sur leur liste sont financées par des banques privées (dont la banque Most, qui soutient aussi des médias libéraux). Quant à leur chef, Guennadi Ziouganev, il promet aux Américains qu'il saura, mieux que le pouvoir actuel, « protéger les investissements étrangers ».

Ces analystes soulignent surtout que le président dispose, avec une Cour constitutionnelle qui a déjà prouvé sa loyauté et des services secrets repris en main, d'instruments de choix contre tout aléa. Tout au plus, concèdent-ils, le scrutin

du 17 décembre servira de « primaires » pour le pouvoir en place pour ajuster sa tactique et ses alliances en vue de l'élection présidentielle prévue pour le 16 juin 1996. A moins qu'un Kremlin ou ne décide de chercher les moyens d'annuler cette dernière, la seule qui compte réellement.

Car un troisième courant d'opinion relève qu'en Russie rien ne s'est jamais vraiment passé comme prévu - ni la révolution bolchevique, ni la « perestroïka », ni la dissolution de l'URSS, ni même les dernières élections à la Douma, en décembre 1993. Elles s'étaient tenues deux mois après l'écrasement au canon de la révolte de l'ancien Parlement, quand ses chefs étaient en prison et certains de leurs partis interdits de scrutin. Tous les sondages donnaient alors gagnants le « Choix de la Russie » d'Egor Gaidar. Le vainqueur (du moins pour la moitié des sièges attribués à la proportionnelle) fut pourtant Vladimir Irlinovski, qui avait su faire le meilleur usage de la télévision en fin de campagne et emporter beaucoup de voix d'indécis et de protestataires.

Une telle surprise est loin d'être exclue. De même qu'on ne peut rejeter le recours à une manipulation des résultats, comme en 1993. Une « panne » du système informatique la nuit du dépouillement ainsi que des acrobaties comptables sur le nombre des inscrits avaient alors permis d'annoncer l'adoption de la nouvelle Constitution, devenue la pièce maîtresse du pouvoir de Boris Eltsine.

Le 17 décembre, tout pourrait se jouer autour des partis qui obtiendraient plus ou moins 5 % des voix, barre fixée pour entrer au Parlement. Ces partis « limite » seront très nombreux, dans la mesure où quarante-trois blocs électoraux sont en lice. Ce qui, d'une part, prouve que la Russie est loin d'être entrée dans un régime de partis classiques, et, de l'autre, offre une belle marge de manœuvre au pouvoir. La menace pèse toujours en effet d'une annulation du scrutin, sous prétexte qu'une trentaine de partis absents de la Douma représenteraient la majorité réelle du pays. Mais une autre manœuvre possible reste inscrite dans les institutions : c'est le sort de la Chambre haute du Parlement, qui doit aussi être renouvelée le 17 décembre. Or, aucune loi définissant la façon dont elle doit être « formée » (selon le terme volontairement ambigu inscrit dans la Constitution) n'a encore été adoptée, et la Cour constitutionnelle ne prévoit de se prononcer à ce sujet que le 7 décembre. La Douma n'étant pas pleinement légitime en l'absence de Chambre haute, de nouveaux accords au « processus démocratique » sont donc prévisibles.

Les partis d'opposition risquent de réagir violemment, et peut-être dans la rue, les casernes ou les entreprises, à ce qu'ils considèrent comme un rapt de leur victoire électorale. A moins que la dernière en date des maladies de M. Eltsine ne pousse son entourage à lui chercher un héritier dans l'opposition.

Sophie Shihab

## Le nostalgique, « la grosse d'en face » et le tractoriste de Borodino

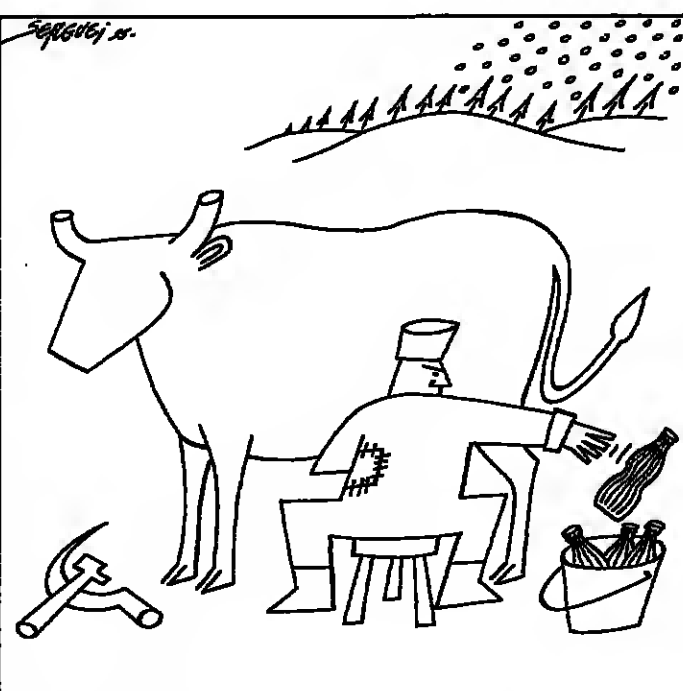
A 100 kilomètres de Moscou, on se soucie plus du sort de sa vache que de la campagne électorale

### BORODINO

de notre envoyé spécial  
Avec ses maisons en bois peintes de vert ou de bleu, entourées de petites barrières, ses meules de foin, ses tas de bûches pour le chauffage, son église au dôme doré sur la colline, ses champs et ses arbres figés sous le givre, Borodino semble n'avoir jamais changé. A 100 kilomètres de Moscou, le village reste loin de l'agitation, perdu au milieu de champs, où il y a près de deux siècles, l'armée de Napoléon combattit celle du tsar Alexandre I<sup>er</sup>.

Le communisme y a amené les soviets, l'électricité, parfois le gaz et des services sociaux appréciables. Mais il n'y a souvent pas d'eau courante, ni de salle de bains ou de toilettes dans les maisons. Le capitalisme n'a, pour l'instant, apporté au magasin du village que du Coca-Cola, des chocolats et beaucoup plus d'ennuis. « Ce n'est pas le capitalisme, c'est le bordel », affirme le responsable d'une des coopératives privées de fermiers à la dérive.

Glacés, sous la neige, le village et ses hameaux, 3 500 âmes au total et presque autant de vaches, cultivent son glorieux passé. Il a son musée, ses monuments, ses canons de Napoléon gravés « Liberté, égalité, fraternité ». Mais il se morfond dans le présent et a peur de l'avenir. Théâtre du choc en 1812 entre l'armée napoléonienne et les forces russes, puis en 1942 des divisions allemandes avec l'armée rouge. Borodino ne craint pourtant pas une nouvelle bataille. A part peut-être Vladimir Nikanorovitch, l'ombrogeux directeur de la ferme d'Etat, personne ici ne ressent de menace, surtout venant de l'Ouest. « Une guerre avec l'OTAN, c'est impossible ! », s'exclame un paysan. L'extension de l'Alliance atlantique à l'Est ? « La population s'en fait complètement », assurent en riant le maire ou la directrice de l'école. « Si l'OTAN nous envahit, elle va devoir nous nourrir », s'amuse Alexandre Ivanovitch, l'un des rares vrais paysans du village. La seule chose que l'on redoute ici, c'est que le fils n'aille mourir en Tchétchénie. Borodino vit au quotidien une



autre guerre, de type inconnu jusqu'ici : la guerre économique, la Berezina de l'agriculture russe. « On ne vit pas, on survit », crient à l'unisson les villageois. « Aujourd'hui, il faut choisir : s'habiller ou se nourrir », gémit un tractoriste nostalgique de Brejnev. Du paysan jusqu'au maire, en passant par le retraité, la responsable du magasin ou le directeur du musée, personne ne pense à la lutte électorale en cours, mais plutôt à sa vache, qui donne le lait pour les enfants, fournit le beurre, la crème fraîche pour ajouter aux pommes de terre du jardin. C'est elle qui permet de survivre malgré les salaires de misère, en moyenne 350 000 roubles (350 francs), en vendant le surplus à Mojaïsk, la ville voisine.

### BRAVE HOMME

Nicolai Androvitch a été élu maire il y a trois ans. Non pas parce qu'il a fait, des années durant, le même travail au nom du Parti, mais parce que, de l'avis général, c'est un brave homme. Il connaît chacun personnellement. Et, comme tout

le monde, cet ingénieur se lève tous les matins à six heures pour donner du foin à ses bêtes avant de venir à la mairie. Au petit magasin du village, toujours propriété de l'Etat, Lida, la directrice, témoigne du marasme. « On a davantage de produits, mais on vend moins qu'avant. Les gens ont moins d'argent. » La population s'est donc fait une opinion : le capitalisme, c'est le magasin plein de choses parfois inutiles mais des poches presque vides, alors que le socialisme, c'était un magasin sans choix mais des poches pleines. Elle est donc presque unanime : « Dans le temps, on vivait mieux. »

Et il y a pire, plus humiliant. Dans cette riche campagne, la moitié des produits alimentaires sont aujourd'hui importés. Au magasin, le kilo de jambon, allemand, coûte 45 000 roubles (45 francs); le kilo de cuisses de poulet américaines, 11 000 roubles (11 francs). « Il n'y a pas de poulets russes. On les a déjà tous mangés. Nous n'avons plus de quoi les nourrir », explique Mikhaïl. Ambulancier de l'hôpital du village, il gagne 200 000 roubles par

mois (200 francs), de quoi s'acheter un peu plus de quatre kilos de jambon.

En 1993, le village avait déjà majoritairement voté pour les partis conservateurs ou protestataires. Le 17 décembre, une majorité semble s'appuyer à soutenir les communistes, comme dans le reste du pays. Sans enthousiasme. Les paysans disent n'avoir vraiment confiance en personne. Pour la présidentielle de juin 1996, le village penche plus pour le général Alexandre Lebed, qui « parle simplement », que pour Boris Eltsine, qui « est fatigué, doit se reposer, prendre sa retraite ».

Natalia, soixante-dix ans, une « babouchka » libérale et démocrate, soutient Boris Eltsine. Son adversaire déclarée est « la grosse d'en face » : « Elle n'arrête pas de geindre que c'était mieux sous les communistes, mais elle ne fait rien de toute la journée. Elle se plaint que j'ai trois vaches, que ça coûte cher, mais elle ramasse mes bouses sur la route pour son jardin ! » Natalia est catégorique : « Ceux qui vont voter pour les communistes, ceux qui critiquent le pouvoir sont des feignants. »

Vladimir Nikanorovitch Kaoukine, le directeur du sovkhoe Alexandrov, semble, en revanche, persuadé de livrer la troisième bataille de Borodino. « Les Français, les Allemands ont déjà voulu s'emparer de la Russie », dit-il l'air entendu. Il ne tient pas à parler à la presse étrangère, montre la porte. Toutefois, il ne peut s'empêcher de dire son fait à l'ennemi qui s'est insolemment présenté dans son bureau décapité : « Les pays occidentaux veulent mettre la Russie à genoux ! Ils n'y arriveront pas ! »

Pour ruiner le pays en général et, en particulier, son sovkhoe, qui « produisait le meilleur lait de la région », les Occidentaux « importent de mauvais produits à Moscou et nous prennent nos matières premières », gronde-t-il, chapka en fourrure sur la tête, lunettes épaisses au bout du nez, tirant sur une mauvaise cigarette. Il tape du poing sur la table. « Nous ne boirons pas du lait français ! Nous n'avons pas besoin de votre eau minérale ! Ni de vos parfums ! »

Pour Victor Alexievitch Lapkine,

le directeur du kolchoze Borodino, transformé en « association d'actionnaires », « la volonté de travailler et de vivre mieux s'est perdue. Les gens se contentent de vodka et d'un bout de pain. Ils ne savent plus travailler. Le paysan russe n'existe plus. » Les deux tiers des employés actionnaires du kolchoze sont d'ailleurs partis. Il ne reste que 200 vaches sur 1 200. « Et nos vaches, poursuit Victor Lapkine, ne sont pas compétitives. Il faut décaler la bouse à la fourche, traire à la main. »

### OPTIMISTE

Tout au bout d'un chemin en terre défoncé, on trouve Alexandre Ivanovitch, quarante-cinq ans, un marteau à la main. Le premier fermier privé du village est un original, un optimiste incorrigible. « Le dernier des Mohicans », dit-il en riant. Il fait même pousser chez lui du café et des petits cactus. Il n'est pas très apprécié dans le coin. « Le sovkhoe s'est détruit car les gens n'ont plus l'habitude de travailler », estime-t-il. Malgré le froid mordant, il profite de la saison morte pour se construire, seul, une nouvelle maison. « Par jalousie, ils m'ont brûlé ma ferme, en face », dit-il. « Au début, c'était dur, raconte-t-il. Ils coupaient des clous sur la route, ils coupaient les tendons de mes vaches. Maintenant, ils se sont habitués. » Son exploitation connaît des fortunes diverses. « Le kolchoze m'a donné les plus mauvaises terres », affirme-t-il. Mais il ne démissionne pas. Après avoir tâté du foinage, il compte se convertir au printemps dans l'apiculture, les poulets et les fruits. Il n'a peur ni de la concurrence ni des communistes. « Même s'ils me prennent ma terre, et c'est peu probable, ils ne pourront me prendre mes vaches. » Alexandre votera pour ceux qui défendent la privatisation totale de la terre. Comme les autres, il n'attend rien des élections. « La Russie, dit-il, a vécu non pas grâce aux kolchozes mais par le travail du paysan sur son petit lopin de terre. Ça fait soixante-dix ans qu'on creuse la terre avec une pelle et on va continuer. »

Jean-Baptiste Naudet

1500 مائات مائات



# L'OCDE met en garde les Etats-Unis contre une aggravation des inégalités

L'économie américaine continue de bien se porter

Une étude de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) consacrée aux Etats-Unis confirme la bonne santé de

leur économie, tout en soulignant l'insuffisance de l'épargne des ménages. L'OCDE craint toutefois que l'effort de réduction du déficit budgétaire ne se fasse au détriment des programmes sociaux, ce qui renforcerait les inégalités au sein de la société américaine.

APRÈS UNE ANNÉE 1994 au cours de laquelle l'économie américaine avait accumulé des performances remarquables, 1995 devait marquer la fin d'un cycle d'expansion entamé au printemps 1991, certains experts pronostiquant même une récession. Si l'année 1995 qui s'achève a effectivement été moins flamboyante que la précédente, avec un taux de croissance qui s'est probablement situé aux alentours de 3 % au lieu de 4 % en 1994, il n'est pas certain du tout que la phase d'expansion qui dure maintenant depuis quatre ans soit sur le point de se terminer. L'OCDE, dans l'étude qu'elle vient de consacrer aux Etats-Unis, prévoit un rebond, et estime que le PIB pourrait encore croître de 2,5 % en 1996.

Le net ralentissement de la croissance enregistré au premier semestre de cette année s'explique en partie par la crise mexicaine : la brutale dépréciation du peso, le plan d'austérité mis en place par le président Ernesto Zedillo ont considérablement réduit la demande intérieure du pays. Ce qui a provoqué au cours de la première partie de l'année une baisse de 20 % des exportations américaines vers le Mexique, un voisin qui absorbe à lui seul 10 % des ventes totales des Etats-Unis.

Mais ce grave incident de parcours n'explique pas tout : la crois-

sance avait été si forte en 1994, les capacités de production tellement mises à contribution (on n'avait pas vu cela depuis les années 70, note l'OCDE), que des tensions inflationnistes commencent à apparaître dans tous les Etats et dans toutes les professions. La manifestation la plus évidente de ces tensions avait été la baisse spectaculaire du taux de chômage, revenus de 6,7 % de la population active en janvier 1994 à 5,4 % en décembre de la même année. Pour prévenir la surchauffe, la Réserve fédérale préfère relever progressivement les taux d'intérêt à court terme à partir de février 1994. Une partie du ralentissement de l'activité a donc été voulue.

Les tensions inflationnistes étant retombées, la Réserve fédérale a pu commencer à réduire les taux des fonds fédéraux à partir de juillet 1995. Une politique qui a semblé suffisamment crédible aux marchés pour que les taux d'intérêt à long terme baissent sensiblement « stimulant la demande de logements neufs et d'automobiles ». Ni récession, ni retour à une croissance aussi forte qu'en 1994, pronostique l'OCDE qui s'attend à un « rebond » (celui-ci s'est en fait déjà produit) et ne voit pas le taux de chômage remonter au-dessus de 6 % de la population active.

La faiblesse de l'économie américaine reste évidemment l'insuffi-

sance de l'épargne privée, celle des ménages, car les entreprises qui ont considérablement investi ces dernières années, notamment en 1994, l'ont fait sans recourir à l'emprunt ou très peu, signe de la bonne santé financière des sociétés. Sachant qu'un pays ne modifie pas durablement de telles habitudes, qui ont tout de même pour résultat de creuser largement le déficit de la balance des paiements courants (151 milliards de dollars en 1994), l'OCDE en prend son parti mais note qu'il est « essentiel de poursuivre les efforts visant à réduire le déficit du budget fédéral ».

## FERMETÉ INHABITUELLE

Si l'objectif budgétaire est bon, ce sont les moyens employés pour l'atteindre qui posent un problème. Compte tenu des engagements politiques pris par le Congrès et par la Maison Blanche elle-même, « le résultat final, quel que soit le détail des mesures prises, sera très probablement un affaiblissement des aides sociales à l'égard des plus démunis ». L'OCDE ajoute : « La responsabilité de certains programmes sociaux existants sera déléguée aux niveaux inférieurs d'administration (...). Il semble très probable qu'au fil des ans les Etats et les collectivités locales devront réduire les services d'intérêt public (...). Les pressions auxquelles seront soumis les Etats pour réduire la gé-

nérosité des programmes sociaux seront intensifiées par le risque de voir les bénéficiaires potentiels rechercher les Etats qui offrent les programmes les plus avantageux. » Tout cela, note encore l'OCDE, « aggrave la tendance à l'inégalité croissante des revenus. En réduisant encore le rôle économique de l'Etat fédéral, on le rendra moins à même d'atténuer les chocs régionaux ».

L'OCDE, qui approuve par ailleurs nombre de réformes entreprises par les Etats-Unis (concurrence entre secteurs financiers, installations de succursales bancaires, concurrence accrue dans les télécommunications...), critique de larges pans de la politique commerciale menée par Washington, notamment vis-à-vis de Tokyo. « On ne peut que regretter la récente intensification des tensions commerciales avec le Japon », note le rapport qui fait preuve d'une inhabituelle fermeté en soulignant que « le déficit extérieur des Etats-Unis (...) ne résulte pas des politiques commerciales ou des pratiques industrielles du Japon » mais bel et bien d'« un manque structurel d'épargne ». Une façon très claire de dire que le problème ne sera pas réglé en contraignant le Japon à acheter davantage aux Etats-Unis.

AL V.

## La monnaie unique inquiète les députés allemands

### BONN

de notre correspondant  
« Ne reportons pas les échéances de l'union monétaire. Tout doit être accompli avant la fin de l'année, tout au plus pour des raisons techniques - porterait atteinte à la crédibilité du projet. » Ainsi s'est exprimé, mercredi 29 novembre à Bonn, Alexandre Lamfalussy.

Le message du président de l'institut monétaire européen, qui s'est longuement expliqué sur la monnaie unique devant des députés du Bundestag en compagnie du président de la Bundesbank Hans Tietmeyer et du ministre des finances Theo Waigel est clair : « 1999, sinon rien. » Il était urgent que les principaux responsables monétaires répondent aux inquiétudes grandissantes des députés allemands. Ne serait-ce que pour une raison bien simple : le Parlement allemand (Bundestag et Bundesrat) a réservé le droit, en 1998, de refuser l'en-

trée de l'Allemagne dans une union monétaire qui ne lui semblerait pas suffisamment digne de confiance.

### LES « EN » ET LES « OUT »

« Pendant près de quatre heures, mercredi, les députés de tous les partis ont en toute latitude pour poser les questions qui les taraudent, du genre : « Ne pourrait-on pas trouver un moyen d'exclure de l'UEM un pays membre qui manifesterait durablement son indisciplinisme budgétaire ? » Au milieu du brouhaha des interrogations, celle qui revient le plus souvent est la suivante : « Comment organiser le rapport entre les pays de l'UEM et les autres, les « in » et les « out » ? ». « Il ne peut pas y avoir d'obligation d'intervention illimitée, n'oublions pas les leçons du passé », indique Hans Tietmeyer, rejoint sur ce point par Theo Waigel. Il y aura donc une sorte de Système monétaire européen pour

forcer les pays non membres à rester « accrochés » au projet et à discipliner leur action.

La réunion du Bundestag a été l'occasion de préciser un peu plus les modalités techniques de l'entrée : « Non, dit Theo Waigel, nous ne pourrions pas exclure de l'UEM un pays qui ne sera pas discipliné. Mais des sanctions automatiques s'appliqueraient. » Hans Tietmeyer s'oppose pour sa part à ce qu'on exclue du conseil de la Banque centrale européenne le représentant d'un pays « fautif ». Enfin, Alexandre Lamfalussy « ne pense pas qu'une majorité de pays remplira les critères en 1999 ». Il n'exclut pas que des « turbulences » interviennent sur les marchés au cours des mois qui viennent, notamment entre le moment où seront désignés les pays membres de l'union monétaire et la fixation définitive des parités au 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Lucas Delattre

## L'Eurocorps est devenu opérationnel

Cette force de 50 000 hommes peut travailler pour l'UEO et pour l'OTAN

LES MINISTRES de la défense des cinq pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France et Luxembourg) qui ont formé l'Eurocorps devaient assister, jeudi 30 novembre, sur la base de Laon-Couvron (Aisne), à la cérémonie qui officialise l'aptitude opérationnelle de ce corps d'armée européenne de 50 000 hommes, commandé par le général (allemand) Helmut Willmann. Cette cérémonie intervient à l'issue d'un exercice baptisé *Pegasus-95*, qui a duré toute la seconde quinzaine de novembre et mobilisé dix mille hommes en Belgique, au Luxembourg et en France pour entraîner les différents niveaux de commandement du corps. En janvier 1996, le commandement de l'Eurocorps sera confié à un général français.

Il aura fallu plus de trois ans et demi pour constituer l'Eurocorps, une création militaire que le chancelier allemand a, dans un lapsus révélateur qui lui a échappé lors d'une réunion franco-allemande, assimilée à une « armée européenne ». Cela, en mémoire, sans doute, de la défunte Communauté européenne de défense (CED) qui a laissé tant de souvenirs mitigés en France, en 1953, pendant la IV<sup>e</sup> République.

Institué en mai 1992, au sommet de La Rochelle, sur une initiative conjointe de François Mitterrand et du chancelier Kohl, l'Eurocorps, qui était au départ une aventure franco-allemande, a été rejoint, dès 1993, par la Belgique, puis, en 1994, par le Luxembourg et l'Espagne. Il rassemble pour l'essen-

tiel la 1<sup>re</sup> division française (stationnée outre-Rhin, avec des éléments en France), la 10<sup>e</sup> division blindée allemande, la 1<sup>re</sup> division mécanisée belge et la 21<sup>e</sup> brigade espagnole. Pour le commandement, le corps européen dispose d'un état-major permanent à Strasbourg, mixte et fort de trois cent cinquante cadres.

### UNE SÉRIE D'EXERCICES

L'Eurocorps a cette particularité de pouvoir intervenir soit dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), soit dans celui de l'OTAN. Les deux traités, qui fondent ces organisations collectives de sécurité, ont pratiquement le même article 5, à savoir l'obligation faite aux pays membres de venir au secours de tout Etat victime d'une agression extérieure. En dehors des conditions déterminées par les articles 5 du traité de Bruxelles (UEO) et du traité de Washington (OTAN) pour une défense commune, l'Eurocorps est mobilisé pour des missions humanitaires, pour des évacuations de ressortissants, pour des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix sous l'égide des Nations unies ou de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe).

Concrètement, l'engagement de l'Eurocorps sous le contrôle politique de l'UEO a fait l'objet d'un accord conclu le 24 septembre 1993 : celui-ci prévoit que les actions seront menées avec le

conseil de l'UEO et avec sa cellule de planification opérationnelle, lesquels désignent un commandant d'opération éventuel. Concrètement encore, l'engagement sous l'autorité de l'OTAN a été codifié par un accord, en date du 21 janvier 1993, avec le commandement suprême des forces alliées en Europe : dans cette hypothèse, le corps européen sera subordonné au quartier général de l'OTAN selon des plans au cas par cas approuvés par les états-majors des armées des pays participant à l'Eurocorps, restant entendu que les formations en cause redeviennent disponibles à la suite du refus d'une seule nation membre.

En 1994 et en 1995, une série d'exercices - sur cartes ou en grandeur réelle mais réduite - a eu pour but d'élaborer et de rodier les futures procédures opérationnelles de l'Eurocorps. Le dernier examen de passage, en quelque sorte, a été précisément l'exercice *Pegasus-95*, qui vient de s'achever sur la base de Laon-Couvron et qui a été notifié à Vienne, dans le cadre des accords de limitation des forces classiques (FCE) en Europe, pour pouvoir être contrôlé par des observateurs autrichiens et polonais.

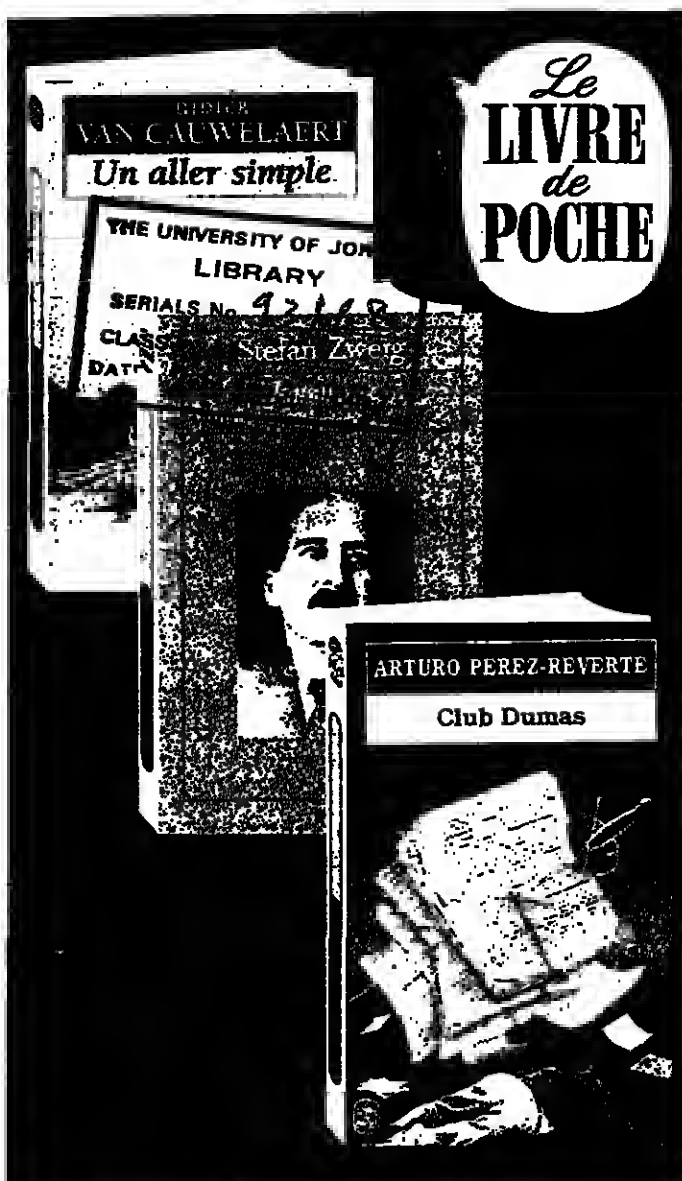
Sans nier les difficultés pratiques, les cinq gouvernements impliqués veulent apporter la démonstration que l'Eurocorps peut être, à la fois, l'instrument d'une politique extérieure et de sécurité, commune aux Européens, et un renfort de l'Alliance atlantique, par le biais d'un « pilier » euro-

péen de défense. L'ambition est louable. Pour autant, elle a déjà été mise à rude épreuve par la guerre en Bosnie, qui a vu, par exemple, les Français plaider pour une participation de l'Eurocorps à la force internationale de paix, contrôlée par l'OTAN, et les Allemands cantonner l'entrée en scène de la Bundeswehr à des actions logistiques.

Deux autres obstacles sont perceptibles. D'une part, la double tutelle qui s'exerce sur l'Eurocorps peut conduire à des incertitudes quant à son emploi éventuel. D'autre part, il semble exclu qu'une telle structure militaire soit élargie à d'autres participants que les pays fondateurs, pour des raisons qui tiennent à l'efficacité opérationnelle du corps.

C'est probablement ce qui explique que des coopérations militaires strictement européennes se multiplient au sein de l'OTAN, dans le double souci de ne pas se démarquer de l'Alliance atlantique et de fixer des relations bi ou multilatérales dites de « voisinage ». C'est actuellement le cas d'un corps germano-danois, d'un autre corps germano-néerlandais, d'un corps amphibie anglo-néerlandais et du corps d'armée multinational de l'ARRC (*Allied Rapid Reaction Force*) qui groupe des unités allemande, belge, britannique ou néerlandaise et dont l'état-major doit servir de base à la constitution de la force internationale de paix en Bosnie.

Jacques Isnard



### LITTÉRATURE GÉNÉRALE

Didier VAN CAUWELAERT	Un aller simple
Didier VAN CAUWELAERT	Cheyenne
Max GALLO	Le Condoitière
JEAN-PAUL II	Dix Rapports pour l'an 2000
Janine BOISSARD	Chez Babouchka, Belle Grand-mère II
Stefan ZWIG	Journaux (1912-1940)
Christiane COLLANGE	La Poiltesse du cœur
Susan HILL	La Malédiction de Manderley
Dan SIMMONS	Nuit d'été
Han SUYIN	Le Siècle de Zhou Enlai
Chet RAYMO	Dans les serres du faucon
Ernst WIECHERT	Les Enfants Jérôme
Beatrix BECK	Une Illiputiennne
Christophe DONNER	Les Maisons
Marcel SCHNEIDER	Le Goût de l'absolu, L'Éternité fragile, Tome 4
Eric NEUHOFF	Comme hier
Leo FERRÉ	La Mauvaise Graine

### CLASSIQUES

Abbé PREVOST	Manon Lescaut
Prosper MERIMÉE	Mateo Falcone
PLATON	La République

### LETTRES GOTHiques

CHANSONS DES TROUVÉRES
------------------------

### BIBLIO/ROMANS

Hermann HESSE	Knuip
Ismail KADARE	Printemps albanais
Joyce Carol OATES	Amours profanes

### BIBLIO/ESSAIS

Marie BALMARY	Le Sacrifice interdit
Marthe ROBERT	Seul, comme Franz Kafka

### THRILLERS

Patricia CORNWELL	Postmortem
Arturo PEREZ-REVERTE	Club Dumas

### POLICIERS

H.R.F. KEATING	L'Inspecteur Ghola mène la croisée
----------------	------------------------------------

### SCIENCE-FICTION

Brian ALDISS	Le Monde vert
--------------	---------------

### PRATIQUES

Nicolas GIFFARD	Les Ecnees
-----------------	------------

**MOUVEMENTS SOCIAUX**  
Le gouvernement commence à se rendre compte de son déficit d'explication devant l'extension des conflits. M. Juppé a demandé à M. La-

massoure, porte-parole du gouvernement, de tenir un point de presse quotidien. ● LA POSTE est à son tour touchée, de nombreux centres de tri ayant arrêté le travail pour défendre

le système de retraite des postiers et la notion de service public. Les postiers s'associent ainsi aux gaziers et aux électriciens. ● LES CONDUCTEURS DE TRAIN, qui tiennent à

conserver la possibilité de partir à 50 ans, sont particulièrement déterminés, au-delà même du contrat de plan dont se préoccupent les autres catégories d'agents de la SNCF (lire page

7). ● LES ÉTUDIANTS ont accueilli froidement les premières propositions faites par M. Bayrou, mercredi 29 novembre, lors de l'émission La marche du siècle sur FR3 (lire page 8).

## Face aux grèves, M. Juppé maintient son calendrier de réformes

La protestation des employés de la SNCF et de la RATP contre la refonte des régimes de retraite, inscrite dans le plan Juppé pour la Sécurité sociale, se développe vers d'autres entreprises, La Poste et EDF notamment, dont les salariés se mobilisent aussi pour la défense du service public

LA JOURNÉE du jeudi 30 novembre devait être noire, avec la poursuite des grèves à la SNCF et la RATP, l'extension des arrêts de travail à La Poste et EDF-GDF, ainsi que de nombreuses manifestations d'électriciens-gaziers ou d'étudiants, dans toute la France. L'annonce de la réforme des régimes spéciaux de retraite et l'inquiétude liée à l'avenir de certaines entreprises publiques sont à l'origine de ces mouvements sociaux.

● La Poste : près de la moitié des centres de tri postaux ont été touchés par la grève, dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 novembre. Les arrêts de travail étaient observés par 50 % du personnel, en moyenne, 90 % dans certains centres.

Les agents, qui sont des fonctionnaires, protestent contre le projet de réforme de leur régime de retraite, qui entraînerait un allongement de leur durée de cotisation (de 37 ans et demi à quarante). La fédération CGT des Postes et Télécommunications veut faire

échec au plan de réforme de la Sécurité sociale et à toute forme de « privatisation » du secteur public. La fédération SUD-PTT a appelé les agents de La Poste et de France Télécom à « manifester avec les cheminots, les électriciens, les gaziers et les étudiants », jeudi 30 novembre.

Dans le Calvados, la CGT-PTT a annoncé qu'elle allait remettre à la direction départementale de La Poste le courrier des Assedic destiné aux chômeurs, afin qu'il soit acheminé normalement.

● RATP : le trafic dans le métro et le RER était à nouveau paralysé, jeudi 30 novembre. Aucun train n'était prévu sur les lignes A et B du RER. Aucune rame de métro ne devait circuler. Sur le réseau des autobus, seul 1 % du trafic devait être assuré.

Les agents de la RATP protestent contre le projet d'allongement de la durée de cotisation pour leurs retraites. La CGT entend aussi s'élever contre le projet de budget pour 1996 qui, selon elle, ne prévoit pas suffisamment de créations

d'emplois (Renseignements au 05-15-11-11 (numéro vert) ou au 36-68-77-14, ou sur le Minitel, 3615 code RATP).

● SNCF : le trafic était paralysé, pour le septième jour consécutif, sur le réseau SNCF, bien que deux fédérations de cadres, la FMC et la CFE-CGC, aient appelé à suspendre l'action, compte tenu de l'engagement « non-négligeable de l'Etat » en faveur du désendettement de la SNCF. Les syndicats de cheminots protestent à la fois contre la réforme de leur régime de retraite et contre le projet de contrat de plan 1996-2000.

Aucun train n'était prévu sur les grandes lignes intérieures. Toutefois, onze liaisons, habituellement assurées par les « trains express régionaux » sur le Calvados, la Manche et l'Orne, devaient être desservies par des cars. Seuls six trains étaient prévus sur les lignes internationales. Six allers-retours Paris-Londres (Eurostar) et trois allers-retours Paris-Bruxelles devaient être assurés.

En banlieue parisienne, le trafic était nul sur les lignes C et D du RER. Aucun trafic n'était prévu au départ des gares de l'Est et de Lyon. Une navette devait relier la gare de Montparnasse à celle de St-Quentin en Yvelines. A Saint-Lazare, un train sur trois devait circuler sur la ligne Paris-Poissy-Mantes-Cergy (les usagers peuvent se renseigner au 40-45-42-87, au 45-82-50-50 ou sur Minitel, 3615 code SNCF).

● EDF-GDF : les fédérations CGT, CFDT, FO et CFTC d'EDF-GDF appellent à une « action nationale », jeudi 30 novembre. Des manifestations étaient prévues devant les préfectures de province et à Paris. La CGT a annoncé des coupures de courant, ce qui n'était pas arrivé depuis 1987. Ce projet est condamné par la CGC, la CFDT, et la direction d'EDF.

Les agents veulent protester contre le projet de réforme de leur régime spécial de retraite. Mais ils entendent surtout manifester leur inquiétude face à l'ouverture des

marchés de l'électricité et du gaz que réclame la commission des communautés européennes.

Cette journée d'action intervient au moment où l'Assemblée nationale doit examiner un rapport, signé par l'actuel ministre de l'Industrie, Franck Borotra, sur l'avenir du service public en France, dans lequel il prévoit en particulier l'ouverture du capital de Gaz de France aux entreprises privées (Le Monde du 29 novembre). La CGT qualifie ce document de « véritable plan de dérégulation et de privatisation des services publics » affectant La Poste, France Télécom, EDF-GDF et la SNCF.

Une directive sur le marché intérieur de l'électricité et sur le principe de l'acheteur unique de courant dans les différents pays européens doit être discutée à Bruxelles, le 14 décembre, par les ministres en charge de l'énergie.

● Étudiants : les étudiants manifestaient jeudi 30 novembre pour réclamer deux milliards de francs ainsi que des enseignants supplé-

mentaires au ministre de l'Éducation nationale, François Bayrou, qui a proposé de les rencontrer vendredi 1<sup>er</sup> décembre (lire page 8).

La grève de la SNCF empêchait de nombreux étudiants de province de venir manifester à Paris, mais elle devait renforcer les défis dans les grandes villes universitaires, telles que Toulouse, Orléans, Nantes, Rouen, Rennes, Grenoble, Nice, Montpellier, Limoges ou Tours. A Paris, les étudiants devaient partir à 14 h 30 de la place d'Italie pour se diriger vers l'esplanade des Invalides, qui se trouve non loin du ministère de l'Éducation nationale.

Près de cent cinquante étudiants ont bloqué, jeudi matin, les deux dépôts d'autobus de la société de transports en commun de Toulouse, empêchant la sortie des autobus et cars de ramassage scolaire. Par ailleurs, quelque 600 lycéens de Nîmes et Montpellier ont manifesté dans leur ville pour soutenir les étudiants et les salariés en grève.

## Le gouvernement commence à s'expliquer sur sa fermeté

Le premier ministre a chargé Alain Lamassoure de tenir un point de presse quotidien

« L'HEURE des vraies réformes o sonné pour la France. Les repousser une fois encore, comme on l'a fait sans cesse depuis quinze ans, ce serait à coup sûr accepter le déclin. Et je sais que tous ces agents des services publics et des entreprises publiques oiment assez la France, qu'ils sont assez soucieux de l'avenir de leurs enfants pour ne pas accepter le déclin. Je suis donc convaincu que si nous parvenons ensemble, si nous nous expliquons oilleurs que dans la rue, nous trouverons le chemin des réformes qui sont incontournables. Je souhaite de tout mon cœur que ce dialogue s'instaure et qu'il réussisse. » Mercredi 29 novembre, Alain Juppé a conclu en ces termes son propos, lors de l'installation de la commission de réforme des régimes spéciaux de retraite qui devra rendre son rapport sous quatre mois.

Le chef du gouvernement sortait du conseil des ministres au cours duquel le président de la République avait répété que « les réformes se feront », en appelant le gouvernement à veiller au respect du « calendrier prévu ». Comme son premier ministre, le chef de l'État avait précisé que « les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui tiennent au retard que notre pays a pris par rapport à beaucoup de nos partenaires pour entreprendre une modernisation indispensable ». Cette insistance à mettre en cause les gestions précédentes a fini par faire réagir

l'ancien ministre centriste des transports, Bernard Bosson, qui a mis en garde son successeur, Bernard Pons (RPR), contre « un procès du gouvernement Ballodur ». « Je souhaite que M. Pons s'occupe du dossier SNCF. Je ne crois pas qu'il se grandisse en ayant l'air de dire que ce qui se passe est le résultat du gouvernement précédent », a dit M. Bosson, alors même que les

pouvoir, donne du relief à un jugement comme celui de Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui, tout en se déclarant « favorable », à la politique sociale du gouvernement, n'en estime pas moins que M. Juppé devrait « s'en expliquer avec plus de cœur ». La situation actuelle, du reste, met en évidence la différence entre l'accueil enthousiaste réservé au plan

en œuvre de la réforme de la protection sociale. Une manière de prouver qu'il ne se laissera pas détourner de son chemin. Les mesures d'urgence seront prises par ordonnance, dans le cadre de la loi d'habilitation examinée mercredi en conseil des ministres et inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée le 7 décembre et du Sénat le 14 décembre.

### DÉFINITION D'EXPLICATION

Parallèlement, le gouvernement prépare la réforme constitutionnelle destinée à permettre au Parlement de se prononcer chaque année sur les conditions d'équilibre des comptes sociaux : ce projet devrait être présenté en conseil des ministres le 13 décembre et présenté aux parlementaires dès janvier 1996.

Probablement conscient de ce déficit d'explication, M. Juppé, qui préfère attendre pour intervenir personnellement à la télévision, a demandé à Alain Lamassoure, en qualité de porte-parole du gouvernement, de tenir jeudi 30 novembre en fin de matinée un point de presse, qui deviendra quotidien. « Le peuple a perdu confiance », écrivait M. Chirac dans son « projet » politique intitulé La France pour tous, ajoutant : « Son désarroi l'incline à la régression ; il risque de s'inciter à la colère. »

Olivier Biffaud

### M. Blondel écrit à M. Juppé

Marc Blondel, secrétaire général de FO, a adressé au premier ministre, mercredi 29 novembre, une lettre ouverte en onze points. Parmi ceux-ci, M. Blondel écrit : « Alors que le gouvernement poursuit le programme de privatisations industrielles, prévoit un contrat de plan drastique avec la SNCF s'engageant plus généralement dans une remise en cause du service public, comment expliquer qu'il nationalise, voire étatique la Sécurité sociale ? La création d'un service public national de santé et de protection sociale n'est-elle pas la première phase d'un futur système à l'anglaise : régime d'État à minima et ouverture de plus en plus grande au secteur privé de l'assurance, c'est-à-dire au développement des inégalités sociales ? »

balladurien, ces jours-ci, se font extrêmement discrets.

Ce silence dans la critique balladurienne n'a rien à envier au silence dans l'explication des pouvoirs publics, pour ne pas parler de persistance d'un déficit de communication, alors que, depuis lundi Matignon a annoncé, sans aucune précision, une prochaine intervention télévisée de M. Juppé. Ce vide, qui soulève quelques interrogations sur la gestion du

Juppé par la majorité, le 15 novembre, et la modération avec laquelle elle le soutient dans la tourmente sociale qu'il a provoquée par la suite.

Quoi qu'il en soit, la sérénité étant le seul message que souhaite transmettre le gouvernement, M. Juppé est venu, dans l'après-midi, devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, pour préciser le calendrier de mise

## Le PS va déposer une motion de censure contre le gouvernement

MONTIVILLIERS (Seine-Maritime)  
de notre envoyé spécial

La salle des fêtes centenaire de la cité caennaise de Montivilliers était déjà pleine à craquer, mercredi 29 novembre, lorsqu'à 18 h 40 Lionel Jospin a fait son entrée sous les acclamations des six cents personnes présentes. Cet enthousiasme ne s'est pas démenti durant les deux heures du meeting de soutien du premier secrétaire du Parti socialiste à Frédéric Bredin, ancien ministre et maire de Fécamp. Au-delà de la volonté de faire de l'élection législative partielle de la onzième circonscription de Seine-Maritime, plus encore que pour les six autres du 3 décembre (lire page 10), un « test national » et un « vote-sanction » contre le gouvernement, les dirigeants socialistes ont durci le ton envers Jacques Chirac et Alain Juppé.

M. Jospin s'en est pris principalement au chef de l'État, accusé d'avoir dupé ses électeurs. « Le peuple français, qui déteste être trompé, prendra sa revanche contre cette tromperie », a-t-il prévenu. Revenant sur la reprise des essais nucléaires, l'« irritabilité » de la France dans les relations internationales et sur « le tête-à-tête obsolète » opéré par rapport aux promesses du candidat Chirac, l'ancien candidat à l'élection présidentielle a évoqué un « climat d'amertume » et de « désarroi ». Il

a ajouté une mise en garde quant au mauvais effet économique du plan Juppé sur la Sécurité sociale, qui est « à contre-courant de ce dont l'économie française a besoin », car il « ponctionne la consommation alors que la croissance tend vers zéro ».

M. Jospin a réitéré ses critiques contre le plan, en expliquant que si la maîtrise des dépenses de santé est « nécessaire » — bien qu'elle ait été « niée » pendant la campagne par M. Chirac ou combattue lorsque les gouvernements socialistes tentaient de la mettre en œuvre —, il doute de la capacité du pouvoir à les appliquer à l'encontre de son propre électorat. Nulle part ébranlé dans sa condamnation par le satisfait accordé par une centaine d'experts de gauche à cette réforme (Le Monde du 30 novembre), M. Jospin a souligné, devant un auditoire très réceptif, que les prélèvements annoncés, « brutaux et injustes », ne sont que le prix de « l'impéritie de la droite ».

### « CRIPATION SOCIALE »

« C'est pourquoi nous sommes contre le plan Juppé », a-t-il lancé avant d'aborder la crise universitaire. L'ancien ministre de l'Éducation nationale a ironisé sur la décision de son successeur François Bayrou d'envoyer des médiateurs dans les universités : « Deux ans et demi après avoir pris ses fonctions, le ministre de l'Éducation nationale ne connaît toujours pas les besoins des universités ! »

S'étonnant de la rapidité avec laquelle une « crispation sociale » est apparue, M. Jospin a attribué au gouvernement la complète responsabilité de cette situation, en lui adressant un nouvel avertissement : « Il serait irresponsable et contraire à l'intérêt général de jouer le pourrissement. Il serait irresponsable et contraire à l'intérêt général de ne pas ouvrir de négociations. »

M. Jospin a attendu la fin de son discours pour annoncer, quelques minutes après Laurent Fabius à Paris, que le PS va proposer aux autres députés de gauche le dépôt d'une motion de censure. Cette idée avait été discutée lors d'une récente rencontre entre Jean-Christophe Cambadélis, pour le PS, et Jean-Claude Gaxotte, pour le PCF. M. Jospin s'en était de nouveau entretenu avec M. Fabius en se rendant à Montivilliers. Au même moment, le bureau national du PS discutait aussi le ton, apportant son appui à « la riposte résolue du monde du travail face aux attaques dont il est l'objet ».

Patrick Jarreau

Michel Noblecourt

## Une protestation multiforme contre le double langage du pouvoir

**QUI PROTESTE** contre quoi ? Après la présentation par Alain Juppé, le 15 novembre, de son plan de réforme de la Sécurité sociale, les arrêts de travail, grèves et manifestations se sont multipliés, mais les cibles des différents adversaires qu'il a rassemblés, le projet leur paraît en cause : ce jugement, en réponse aux questions des sondages, peut être considéré

comme moins « technique » qu'exprimant une défiance générale envers les promoteurs de la réforme. Sur cette toile de fond, la mobilisation des syndicats s'est faite en ordre dispersé. La CGT n'a eu aucun mal à énoncer une condamnation globale du plan Juppé, appuyée sur le rejet de ses dispositions financières, l'argument traditionnellement invoqué étant que les contribuables et les assurés vont être une fois encore ponctionnés alors que les dettes des entreprises auprès de l'Urssaf sont passées par profits et pertes. Hostile au financement de la protection sociale par l'impôt, mais ne pouvant nier le déficit, FO a dénoncé la fin annoncée du paritarisme, c'est-à-dire de la gestion des caisses par le patronat et les syndicats. La direction de la CFDT s'est distinguée, elle, par une position favorable à la réforme de l'assurance-maladie.

Les sondages d'opinion ont montré que les Français, dans leur majorité, condamnent les prélèvements envisagés pour couvrir le déficit de leur Sécurité sociale. Inéquitable à leurs yeux, le projet leur paraît en outre inefficace : ce jugement, en réponse aux questions des sondages, peut être considéré

comme moins « technique » qu'exprimant une défiance générale envers les promoteurs de la réforme.

Sur cette toile de fond, la mobilisation des syndicats s'est faite en ordre dispersé. La CGT n'a eu aucun mal à énoncer une condamnation globale du plan Juppé, appuyée sur le rejet de ses dispositions financières, l'argument traditionnellement invoqué étant que les contribuables et les assurés vont être une fois encore ponctionnés alors que les dettes des entreprises auprès de l'Urssaf sont passées par profits et pertes. Hostile au financement de la protection sociale par l'impôt, mais ne pouvant nier le déficit, FO a dénoncé la fin annoncée du paritarisme, c'est-à-dire de la gestion des caisses par le patronat et les syndicats. La direction de la CFDT s'est distinguée, elle, par une position favorable à la réforme de l'assurance-maladie.

Les grandes centrales ne pouvaient se retrouver que sur un ter-

rain commun, celui de la défense des fonctionnaires. Alors qu'elles n'avaient pas appelé à la grève lors de l'allongement de la durée de cotisation des salariés du privé, en 1993, elles sont d'accord pour refuser activement l'extension de cette mesure aux personnels de l'État, des collectivités locales et des services publics. Cependant, les grèves et manifestations du 24 novembre n'ont pas rassemblé les trois principales confédérations. Leurs divergences de vues et les conflits internes qu'elles connaissent ont amené FO à rester à l'écart, tandis que la CGT entendait élargir la journée du 24 à une protestation d'ensemble contre le plan Juppé, mêlant les salariés du public et ceux du privé.

La dynamique du mouvement a été fournie par les agents de la SNCF, mus par deux motifs : le rejet de la mise en cause de leur régime de retraite et celui du projet de contrat de plan entre l'État et leur entreprise. S'agissant des re-

traites, pour les cheminots comme pour les agents de la RATP, le gouvernement peut faire valoir que, si un objectif général a bien été énoncé par M. Juppé — la réforme des régimes spéciaux —, rien n'avait été dit des modalités qui seraient employées pour l'atteindre, cas par cas. Pour les salariés du privé, en 1993, un calendrier et des dispositions précises avaient été mis en place pour aligner progressivement la durée de cotisation des différentes générations sur quarante ans. Il doit en être de même pour les salariés cotisant à des régimes spéciaux.

### PÉCHÉ ORIGINAL

Si le plan Juppé est bien mis en cause, en tant que tel, dans les grèves et manifestations du secteur public, par les adhérents du petit Syndicat des médecins libéraux et dans les cortèges que la CGT a organisés le 24 novembre et, derrière FO, le 28, d'autres mouvements, parallèles, sont sans rapport avec

lui. C'est le cas pour les agents d'EDF, de GDF, de La Poste et de France Télécom, engagés dans des arrêts de travail et des manifestations, jeudi 30 novembre, à l'occasion du débat organisé à l'Assemblée nationale sur l'avenir des services publics. La question posée ici est celle de l'adaptation de ces grandes entreprises aux règles européennes, qui suppose l'ouverture de la concurrence (Le Monde du 29 novembre).

Enfin, les étudiants, qui manifestent eux aussi jeudi, ont pour préoccupation principale leurs conditions de travail dans des facultés insuffisamment pourvues en locaux et en enseignants.

Avec des objectifs et des arrière-pensées différentes, les grévistes et les manifestants convergent pour sanctionner le péché originel d'une campagne électorale qui parlait de « fracture sociale » et qui déboucha sur la rigueur.





## Plus de 700 préavis de grève par an à la SNCF

EXCEPTIONNELLE par son ampleur, la grève actuelle offre une nouvelle illustration du dysfonctionnement des relations sociales à la SNCF. Que les cheminots, qui représentent moins de 1 % des salariés, totalisent 10 % des journées de grève effectuées dans le pays est un signe qui ne trompe pas. Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 1995, pas moins de 716 préavis de grève ont été déposés, dont 21 d'ampleur nationale.

Pourtant, le dialogue social n'est pas inexistant. Si deux accords seulement (sur l'emploi des handicapés) ont été signés par l'ensemble des syndicats en 1992 et cette année, tous les syndicats, sauf la CGT, ont signé en 1993 un accord sur l'accompagnement des réorganisations et deux accords sur la formation (en 1990 et 1994). Quant aux accords salariaux, ossature de tout dialogue social, quatre syndicats (CFTC, CGC, Fédération générale autonome des agents de conduite et Fédération maîtrise et cadres) ont signé l'accord en 1992 et cinq (CFTC, CGC, FGAAC, FMC et FO) en 1994. Sur les sept syndicats officiellement représentatifs (CGT, CFTD, FO, CFTC, FGAAC, FMC et CFE-CGC), quatre jouent un rôle déterminant : deux confédérés, la CGT et la CFTD, et deux autonomes, la FGAAC et la FMC.

La SNCF est l'un des derniers bastions de la CGT. Cheminots 51 % des suffrages aux élections professionnelles en 1981, ce syndicat n'a cessé de reculer jusqu'en 1992 où il ne recueille plus « que » 41,88 % des suffrages. Mais, en 1994, comp. de théâtre : la CGT regagne plus de deux points. Accident de l'histoire ou début de la remontée ? Les élections prévues au printemps prochain permettront d'y voir plus clair. En cas de succès, Bernard Thibault,

patron des cheminots CGT, serait un candidat sérieux pour succéder à Louis Vianet à la tête de la CGT en 1998.

Alors que la CGT-cheminots est dans la ligne confédérale - même si Bernard Thibault est parfois classé parmi les « rénovateurs » -, la CFTD-cheminots (27,6 % des voix en 1994, en baisse pour la première fois depuis 1981) n'est, quant à elle, pas en phase avec Nicole Notat. Parmi les militants CFTD qui l'ont prise à partie lors de la manifestation parisienne du 24 novembre, certains étaient des syndicalistes de Paris-Saint-Lazare.

### LE MALAISE DES CADRES

Particulièrement bien implantée dans l'est de la France - alors que les fiefs cégétistes sont au sud -, la CFTD-cheminots est très influencée par l'extrême-gauche à Chambéry, Paris-Lyon, Saint-Lazare et Tours. Les décalages avec la confédération sont constants. C'est ainsi que la CFTD-cheminots comme la Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) à laquelle elle est rattachée, se battent contre l'ensemble du plan Juppé et non, comme la confédération, contre les seules mesures visant les agents de l'Etat.

Si elle n'est pas rattachée à une confédération, la Fédération maîtrise et cadres (11 % des voix, mais 25 % dans la maîtrise et 50 % à l'encadrement) n'entend pas se limiter à des revendications catégorielles. Dans le débat actuel, ce syndicat, issu d'une scission de la CGT en 1948, multiplie les contre-propositions économiques dans le cadre des négociations du contrat de plan. Il vient d'ailleurs de rappeler à la reprise du travail, bien implantée à la direction générale, sa radicalisation.

## Les nouveaux acteurs du paysage syndical

LE DÉVELOPPEMENT de tensions sociales fait émerger sur le devant de la scène des acteurs syndicaux - FSU, UNSA, SUD, Groupe des dix - qui, pour certains, existent de longue date, mais dont l'importance dans la vie publique n'a pas forcément été appréhendée à sa véritable mesure. Ces « nouveaux » syndicats se situent tous, peu ou prou, dans la mouvance autonome.

● Le Groupe des dix : réunis, jeudi 30 novembre, à Saint-Ouen, les dix-huit syndicats qu'il englobe, en fait, se regroupent dans une Union démocratique des syndicats unitaires. Le groupe - dix à l'origine, en 1981 - est une intersyndicale interprofessionnelle permanente. Il comprend trois pôles : fonction publique, avec le Syndicat national unitaire des impôts (SNUI) et SUD ; banque-finances, autour du Syndicat unitaire (SU) des caisses d'épargne et SUD-CAM, présent au Crédit agricole ; aviation civile, qui est en train de se former avec le syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile (SNMSAC) et cinq ou six structures. Appartiennent aussi à l'ensemble le Syndicat national autonome de la Banque de France et CRC santé-sociaux, issu du mouvement des infirmières de 1988.

● SUD (Solidaires, unitaires et démocratiques) : créé par des militants exclus de la CFTD après le conflit des « camions jaunes » en 1988, SUD est, depuis les élections professionnelles de 1995, le deuxième syndicat à France Télécom, derrière la CGT, mais devant la CFTD, et le quatrième à

La Poste. Opposant de la première heure à la réforme des statuts à France Télécom, SUD, principal bénéficiaire du scrutin, est devenu un interlocuteur incontournable. Il est en pointe dans la grève actuelle et a appelé ses adhérents à faire grève, jeudi, et à « manifester avec les cheminots, les électriciens, les gaziers et les étudiants » pour défendre la Sécurité sociale et les régimes spéciaux de retraite.

● FSU (Fédération syndicale unitaire) : née de l'éclatement de la FEN, la FSU a réuni son congrès fondateur en mars 1994. Majoritairement composée d'enseignants, la FSU a obtenu deux sièges au conseil supérieur de la fonction publique en janvier 1995, pour 200 000 voix recueillies, et a protesté contre sa sous-représentation. Elle a participé en masse aux journées du 10 octobre et 24 novembre.

● UNSA (Union nationale des syndicats autonomes) : souvent présentée comme le « faux-nez » de la FEN, l'UNSA, qui a réuni son premier congrès national en juin 1995, revendique 350 000 adhérents, majoritairement dans la fonction publique. Elle regroupe sept syndicats, dont les deux plus importants en taille sont la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF). Elle comprend aussi la fédération des transports (FAT), les agents de maîtrise et cadres de la SNCF, la FGSOA (chambre d'agriculture) et deux syndicats du spectacle.

Alain Beuve-Méry

## Les conducteurs de métro ne veulent pas « rester deux ans de plus dans le tunnel »

« PAS QUESTION de rester deux ans de plus sous le tunnel ! » : c'est ainsi que les agents de la RATP résumant les raisons de la grève qu'ils mènent depuis le début de la semaine pour s'opposer à la réforme de leur régime spécial de retraite.

Depuis le 27 novembre, chaque matin, aux terminus des lignes de métro et dans les dépôts d'autobus, les conducteurs de rame et les machinistes votent la reconduction de leur mouvement. Suivie par la totalité des agents, cette grève paralyse complètement le trafic. Elle est une des plus importantes que les transports parisiens aient connus depuis dix ans. Mercredi 29 novembre dans l'après-midi, la direction de la RATP, impuissante à régler un conflit qui ne relève pas de ses compétences, convenait que toutes les lignes de métro, ainsi que les lignes A et B du RER, étaient fermées ; 5 % à 10 % des autobus circulaient. La situation devait être semblable pour la journée de jeudi.

Les syndicats (autonomes, CGT, CFTD, FO, CFTC et indépendants) reconnaissent qu'ils n'avaient pas prévu que le mouvement prendrait aussi rapidement une telle ampleur. Aujourd'hui, ils s'attendent totalement cette révolte des agents de la RATP qui, comme

ceux de la SNCF, considèrent toute modification de leur système de retraite comme une mise en cause de leur statut.

Ce système de retraite remonte à la fin du siècle dernier. Comme celui de la fonction publique, il est fondé sur trois paramètres : la durée de service, l'âge de départ en retraite et un montant de pension calculé sur la rémunération des six derniers mois. Ces différents éléments varient en fonction des catégories et de la pénibilité du travail. Les plus avantageux sont les agents d'exploitation (conducteurs), qui peuvent partir à la retraite à cinquante ans à condition d'avoir servi pendant vingt-cinq ans. Suivent les personnels d'entretien et de maintenance, qui doivent patienter jusqu'à cinquante-cinq ans pour une même durée de service.

### UN RÉGIME DÉSÉQUILIBRÉ

Les administratifs doivent, eux, travailler jusqu'à soixante ans et pendant trente ans. S'ils le désirent, tous peuvent prolonger leur activité de cinq ou dix ans ; ils perçoivent alors des bonifications d'annuités. Au bout du compte, le taux de pension maximum correspond à moins de 65 % du salaire, hors primes, des six derniers mois. Comme la plupart des régimes de retraite, celui de la RATP est désé-

quilibré, puisqu'il compte quarante mille pensionnés pour trente-neuf mille actifs. Pour l'instant, cela ne coûte rien au régime général, car le solde est prélevé sur le compte d'exploitation de la RATP.

« On veut conserver notre régime particulier », répondent en bloc les salariés de la RATP au plan présenté par Alain Juppé, même si, pour l'instant, personne n'en connaît les conséquences exactes sur chaque régime, ni le calendrier d'application. Les conducteurs d'autobus et de métro prévoient deux risques à leur alignement sur le régime général : ils devront travailler plus longtemps, puisque les annuités du régime général, qui sont déjà de trente-huit ans, seront de quarante ans en 2003 ; ils estiment que cette « rallonge » aboutira, à terme, à la non-création de trois mille emplois.

Les agents de la RATP estiment que leur système de retraite est une compensation des contraintes que leur impose ce service public, notamment l'obligation de travailler la nuit, les dimanches et jours fériés. Pour ceux du métro, c'est aussi un juste dédommagement des années où ils n'ont connu de la Ville Lumière que ses sputerains.

Françoise Chirot

MUSCADET SÈVRE ET MAINE MUSCADET COTEAUX DE LA LOIRE

Ils vibrent tous, les clochers du Muscadet ! Car voici le Nouvel An du Muscadet qui annonce en cette fin d'année que le nouveau millésime est arrivé.

Muscadet Côtes de Grandlieu, Muscadet Sèvre et Maine, Muscadet Coteaux de la Loire sans oublier le traditionnel Muscadet. Ils sont vifs et frais dans les verres.

C'est avec un peu d'avance et beaucoup de vivacité que tous les Muscadet vous préparent une grande année !

DU 2 AU 31 DÉCEMBRE

## Tous les clochers du vignoble chantent le Nouvel An du Muscadet !

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

## Les propositions de M. Bayrou n'enrayent pas la mobilisation étudiante

Plusieurs manifestations devaient avoir lieu, jeudi 30 novembre, à Paris et en province. Le ministre de l'éducation annonce l'ouverture de négociations dès vendredi pour « une réforme en profondeur » de l'Université

La grève de la SNCF et la paralysie des transports en commun en Ile-de-France devaient sensiblement réduire la portée de la manifestation nationale des étudiants, prévue jeudi après-midi 30 novembre à Paris. En revanche, plusieurs défilés devaient être organisés dans les grandes villes de province. Après environ deux mois de conflit, une quarantaine d'universités sur quatre-vingt-dix demeurent

raient, le 30 novembre, touchées par des mouvements de grève. A l'issue de la manifestation parisienne, qui devait débuter à 14 h 30 (place d'Italie-Montparnasse-Invalides), était prévue une réunion de la

coordination nationale étudiante, alors que les organisations syndicales semblent décidées à parler d'une seule voix. François Bayrou a, pour sa part, confirmé mercredi sur France 3 l'ouverture, dès vendred

di, de négociations. Se gardant de toute proposition chiffrée, le ministre de l'éducation entend, au-delà des « mesures d'urgence », discuter d'une « réforme en profondeur » de l'Université.

gique et le statut de l'étudiant. Premiers concernés, les étudiants présents sur le plateau de « La Marche du siècle » ont assez vivement réagi à l'annonce de ces propositions. A leurs yeux, elles demeurent nettement insuffisantes et, surtout, n'apportent aucune réponse concrète à leurs revendications. Malgré leur souci de trouver une issue rapide au conflit, les organisations d'étudiants continuent à camper sur leurs positions. A l'issue de la manifestation, elles devaient se retrouver avec les délégués de toutes les universités en grève pour former une coordination nationale. De toute évidence résolues à surmonter leurs divisions, elles affirment leur volonté de parler d'une seule voix, signe de leur intransigeance, avant de rencontrer M. Bayrou. Au vu des premières décisions présentées par le ministre, elles n'excluaient pas une prolongation, voire une extension du conflit.

Michel Delberghe

ELLES ESPÉRAIENT une manifestation nationale de grande ampleur qui servirait de démonstration de force. Réunies dans une intersyndicale qui a retrouvé son unité, les organisations d'étudiants et d'enseignants à l'origine de la journée d'action du 30 novembre ont ramené leurs ambitions à de plus justes proportions. Avec la paralysie des transports, le défilé prévu à Paris, de la place d'Italie aux Invalides, ne bénéficiera pas, à quelques exceptions près, de l'apport des contingents venus des universités de province en grève. Faute de moyens de déplacement, ces dernières ont choisi de manifester sur place.

L'objectif consistant à dépasser les 100 000 manifestants du mardi 21 dans toute la France pourrait bien, toutefois, être atteint. Malgré les consignes d'exclusion des élèves absents adressées par certains recteurs aux chefs d'établissements, les lycéens avaient prévu, eux aussi, de descendre massivement dans la rue. Après tout, le plan d'urgence pour les universi-

tés et l'avenir de l'enseignement supérieur les concernent au premier chef.

Une fois de plus — est-ce la dernière ? — les étudiants cherchent à se faire entendre de leur ministre qui, depuis bientôt huit semaines qu'a démarré le conflit, est resté sourd à leurs demandes. Alors qu'ils ne cessent de réclamer « des sous, des profs et des locaux », François Bayrou est, jusqu'à présent, resté intransigeant. En revanche, à trois reprises, il a développé son discours de la méthode pour la mise en chantier d'une « réforme en profondeur » de l'Université qui n'a guère recueilli d'écho.

Cette fois, pourtant, le ministre de l'éducation paraît décidé à « sortir du conflit » en recevant séparément, dès vendredi matin, l'ensemble des organisations de l'enseignement supérieur. Il l'a répété lors de l'émission « La Marche du siècle », sur France 3, mercredi soir. Ses propositions n'ont guère varié. M. Bayrou entend aborder dans un premier

temps « les problèmes immédiats, comme les places dans les amphithéâtres, les TD, les bibliothèques ». « Je me donne deux ans pour les régler », a-t-il ajouté, sans préciser la nature et le montant des moyens qu'il entend y affecter. Il est vraisemblable que cette annonce sera réservée à l'issue de ses entretiens avec les organisations.

Face aux revendications de l'in-

tersyndicale (2 milliards de francs de crédits d'urgence, plusieurs milliers d'emplois d'enseignants et de personnels, une loi de programmation et la réquisition des « fous privés »), le ministre devrait s'en tenir, dans un premier temps, à un programme minimum, qui pourrait reprendre un certain nombre de propositions faites par la Conférence des présidents

d'université. La mise en évidence, au cours de l'émission, du « trésor caché » des universités (lire ci-dessous) pourrait toutefois laisser présager un plan de plus grande ampleur. Ce plan inclurait la participation de l'Etat, des collectivités locales, mais aussi des établissements eux-mêmes, dont les réserves financières sont estimées à 4 milliards de francs.

### VIVES RÉACTIONS

« Un gouvernement qui se contenterait de distribuer des paquets de millions ferait preuve de lâcheté. » Pour M. Bayrou, le plan d'urgence doit nécessairement s'accompagner d'une « refondation de l'Université, et de la redéfinition de ses missions » avec la préparation d'états généraux. Ce projet, déjà annoncé à Cergy-Pontoise puis confirmé à diverses reprises, reste toutefois très vague. Le ministre de l'éducation nationale s'est contenté de tracer comme pistes de réflexion l'orientation dans les lycées, les premiers cycles universitaires, la filière technolo-

### La grève du métro, alliée des policiers

La grève des transports est l'alliée inattendue des policiers : la manifestation nationale des étudiants devrait se transformer en un défilé parisien de moindre ampleur que celui initialement prévu, commentaient les responsables du maintien de l'ordre, jeudi matin à la Préfecture de police de Paris. Ponant difficilement évaluer le nombre de jeunes qui parviendront à gagner le parcours du défilé (de la place d'Italie à la place Vauban), la préfecture a mobilisé des effectifs relativement importants : 12 compagnies républicaines de sécurité (CRS) et 15 escadrons de gendarmerie, soit un total de près de 3 000 hommes. Des tracts appelant les lycéens à manifester ont été distribués, mercredi, dans plusieurs lycées de la région parisienne. Des troubles s'étant souvent glissés, ces dernières années, au sein des manifestations, un responsable policier se réjouit : « Cette fois, les émeutiers venus faire leurs courses à Paris en cassant des vitrines auront du mal à nous échapper, le métro étant fermé. »

## Parfum d'angoisse et « grève illimitée » sur le campus de Rangueil, à Toulouse

### TOULOUSE

de notre envoyé spécial

De un à dix-huit, les chiffres ont été rageusement barrés. Sur le drap qui surplombe l'entrée du bâtiment administratif de l'université Paul-Sabatier de Toulouse, le compteur s'est momentanément arrêté à dix-neuf, ce mercredi 29 novembre. Dix-neuf jours sans cours. Dix-neuf jours de « grève illimitée ». Un record, assurent les membres de cette faculté. Mais à regarder la place encore disponible sur le morceau de tissu, à contempler les centaines d'étudiants qui s'engouffrent, comme chaque midi, dans le grand auditorium, tout laisse croire qu'ils sont prêts à continuer longtemps.

Heureux comme un étudiant gréviste à Paul-Sabatier ? Après bientôt trois semaines de conflit, tout semble réussir à ces jeunes scientifiques que personne n'attendait. Lorsque, le 9 octobre, une poignée d'enseignants du département de mathématiques et d'informatique avaient cessé les cours pour protester contre le volume d'heures supplémentaires, c'est tout juste si un sourcil s'était levé au ministère de l'éducation.

Quand, une semaine plus tard, les professeurs avaient repris les cours, chacun avait cru y déceler la fin d'une énième grogne. Mais, depuis le 9 novembre, c'est une tout autre histoire qui se joue sur le campus de Rangueil. Les étudiants tiennent ferme sur leurs revendications de 2 milliards de francs de crédits nouveaux et

de 6 000 créations de poste (dont 350 à Toulouse). Heureux grévistes ? Chaque action qu'ils lancent remporte un succès inespéré. C'est ici que s'est réunie la première « interfacs », le 19 novembre. Lorsqu'ils bloquent un péage, ils ramènent près de 10 000 francs. Quand ils organisent une manifestation nocturne censée réunir quelques centaines de personnes, ce sont plus de 2 000 voix qui, entre minuit et deux heures du matin, transforment la place du Capitole en véritable fête. Et, lors de la précédente journée nationale d'action, le 21 novembre, plus de 20 000 étudiants, soit presque autant qu'à Paris, défilaient dans les rues de la ville.

Ce sont eux, ces scientifiques qui l'on disait polarisés sur leurs études, qui montrent la voie à suivre aux littéraires, réunis de l'autre côté de la ville, au Mirail. Eux, ces étudiants que l'on croyait éteints, qui ont poussé l'ensemble des enseignants à voter à leur tour, le 22 novembre, la suspension des cours. Eux, ces jeunes gens apparemment si bien rangés, qui ont bouleversé la vie d'un campus si calme. Finies les visites des nombreux laboratoires de Paul-Sabatier. Les correspondants étrangers invités à Toulouse ont été informés qu'il valait mieux reporter leur voyage. Les salles de travaux dirigés accueillent des forums thématiques mis en place par les grévistes. Les amphithéâtres sont occupés par les assemblées générales — 9 h 30, 12 h 30, 17 h 00.

Heureux grévistes ? Le mot fait bondir Emmanuelle. Avant que ne commence ce mouvement, qu'elle ne se retrouve membre de la coordination, sans doute était-elle heureuse. Inscrite en licence de mathématiques, elle s'apprêtait à entrer à l'UFRM pour réaliser son rêve : enseigner. « Mais aujourd'hui je suis comme tout le monde : je suis mal, dit-elle. Regardez-nous. Est-ce qu'on a l'air de s'amuser ? Est-ce qu'on a l'air content de monquer les cours ? On dort trois heures par nuit. On s'épuise à mobiliser tout le monde. Oui, on a des satisfactions quand une action réussit. Mais s'éclater, sûrement pas. Personne ne s'éclate dans ce mouvement. »

### « SI ON ARRÊTE, TOUT S'ARRÊTE »

Rien de festif en effet. Il y a bien eu cette soirée cabaret, lundi 27 novembre, pendant laquelle Stéphane a joué l'amuseur public. « C'était pour qu'on puisse tenir jusqu'à minuit et la manif de nuit », s'excuse cet autre représentant de la coordination. Il y a eu cette sérénade, poussée dans la nuit de mardi à mercredi, sous les fenêtres de Dominique Baudis : ce blocage de l'état civil à la préfecture, quand, un par un, les étudiants sont allés demander à faire changer leur adresse sur leur carte d'identité en expliquant qu'ils occupaient la fac ; ou encore ces messages de combat écrits au feutre sur une série de fesses présentées nues au regard du photographe. Mais Gael, membre lui aussi de la coordination et militant de l'UNEF, lève le doute : « Il s'agit sur-

tout de maintenir la mobilisation qui, sans ces actions médiatiques, s'effondrerait. »

Il résume comme un parfum d'angoisse sur ce mouvement étudiant. « Chaque fois je vote la grève, et chaque fois ça m'inquiète un peu plus, déclare en souriant Christine, étudiante de maîtrise de biologie. La première semaine, on était enthousiaste. Moi qui étais dans ma petite maîtrise, je découvrais vraiment la fac, et je me battais pour les autres. Aujourd'hui, je ne peux pas m'empêcher de penser à moi, à ce diplôme que je risque de manquer. Depuis le collège, je rêve de faire les études que mes parents n'ont jamais pu faire. Et là, je risque de tout foutre en l'air. »

« On est allé trop loin pour faire marche arrière », renchérit Sophie, inscrite en deuxième année de mathématiques. « On a des frères, des sœurs, on aura des enfants, on ne peut pas leur laisser une université pareille », ajoute Stéphane. Emmanuelle évoque « toutes ces fées qui nous regardent : si on arrête, tout le mouvement s'arrête ». Aussi, tout le monde, à Toulouse, est convaincu qu'ils continueront.

« Si on arrête sans avoir rien obtenu, ça restera oncré en nous, et ça finira, un beau jour, par exploser », avertit Gael, les yeux fermés par la fatigue. Un avertissement réitéré par Jean-Claude Martin, le président de l'université : « Jusqu'à présent, ils ont été gentils, très gentils. Mais pour encore combien de temps ? »

Nathaniel Herzberg

## Polémique autour des réserves financières des universités

DEPUIS LE DÉBUT du conflit, l'Union nationale interuniversitaire (UNI), syndicat proche du RPR, a fait son cheval de bataille des réserves financières des universités en accusant les présidents des établissements en grève de mauvaise gestion. L'existence d'un « trésor caché » d'environ 4 milliards de francs dans les budgets des universités jette un trouble, au moment où les présidents, relayés par les syndicats d'étudiants et d'enseignants, réclament des crédits supplémentaires. L'estimation de ces « réserves » a été confirmée, avec un certain embarras, par Bernard Alluin, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université lors de l'émission « La Marche du siècle », mercredi 29 novembre sur France 3. François Bayrou s'est emparé de l'argument pour inciter les établissements à contribuer à l'effort national aux côtés de l'Etat et des collectivités locales. Le ministre des finances, de son côté, en tire avantage pour restreindre les demandes budgétaires de l'enseignement supérieur.

Dans un rapport récent demandé par François Fillon, alors ministre de l'enseignement supérieur, l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale avait tenté de clarifier la situation. L'objectif du ministre était alors de puiser dans les réserves des universités pour financer les travaux de

sécurité. Les conclusions de l'étude démontrent que la réalité est loin de correspondre au « fantôme agité par le ministère du budget en période de pénurie », comme le souligne un président. Cette affaire souligne l'énorme complexité des structures financières des universi-

tés, dont les méthodes comptables ne sont plus adaptées à la réalité. L'éclatement des postes, par département, filière de formation, jusqu'au laboratoire ou favorisée guère la « transparence ». En ce sens, le conflit de Rouen, qui a éclaté à la suite des difficultés de

trésorerie de l'UFR de sciences, est révélateur. Ces réserves financières sont de nature différente. Elles incluent les fonds de roulement, les reports de dépenses, les provisions pour investissement ou encore la dotation pour amortissement de remplace-

ment des matériels qui ne sont pas répertoriés comme tels dans la comptabilité. Elles comprennent aussi les ressources propres des établissements, les contrats de recherche, les fonds de la fondation continue... Avec les opérations de construction du schéma Université 2000, les établissements ont aussi géré des apports financiers considérables qui, faute d'être engagés dans l'instant, ont été, dans certains cas, placés sur les marchés financiers. Cette méthode pouvait être considérée comme un gage de bonne gestion, mais elle a aussi pu donner lieu à un certain nombre d'abus. Il reste que, sur les 4 milliards de francs, seule une faible part serait réellement disponible.

Avouant leur inexpérience, les présidents d'université, qui ne sont pas à l'abri des difficultés ou des erreurs de gestion, souhaitent bénéficier d'équipes plus solides ou être dotés d'outils techniques seulement à titre expérimental, étés tentées avec la Caisse des dépôts. Il n'est pas sûr, pour autant, que la proposition d'une mission parlementaire suffise à lever les suspensions et à formuler des propositions qui constituent un des éléments de la modernisation des établissements.

M. D.

M. D.

## « Il serait politiquement désastreux... »

POUR « savoir de quoi l'on parle », le rapport de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN) sur « la raison d'être des réserves des universités, des fonds de roulement et crédits reportés » pose en préalable ses délimitations économiques, qui ne peuvent être comprises comme dans une entreprise privée, en raison du statut particulier des établissements d'enseignement supérieur. L'enquête, menée dans vingt universités, a permis de dégager des situations financières extrêmement diverses entre établissements.

La répartition des réserves « s'établit de façon à peu près égale entre trois catégories de détenteurs » : les services centraux détiennent un tiers des réserves glo-

bales ; le « noyau dur » des utilisateurs de crédits en détient un autre tiers (gros départements, laboratoires importants, services communs) ; « enfin la masse des petits porteurs, soit 90 % des utilisateurs de crédits, se partage la gestion du dernier tiers ».

A cette répartition par catégories de détenteurs, l'IGAEN ajoute une répartition par fonctions qu'elle établit de la façon suivante : enseignement, 25 % des réserves, recherche 45 %, administration-logistique 20 %, autres fonctions 10 %. « Cette répartition est révélatrice de la relative modicité des réserves détenues par la fonction enseignement, qui touche les forces les plus vives et les plus nombreuses de l'institution », commente l'inspection, ajoutant que « contrairement à des idées reçues, les universitaires gèrent leurs crédits avec beaucoup de modération et de prudence ». Cette répartition par fonctions « met en lumière le

cloisonnement étanche qui existe entre la recherche et l'enseignement ».

« Les services centraux des universités, en plaçant les économies réalisées par les composantes, ainsi que la trésorerie disponible, ont réalisé des produits financiers dont l'accumulation depuis 1987 atteint un milliard cinq cents millions de francs, soit le tiers du montant actuel des fonds de roulement », poursuit ce rapport. En conclusion, il note qu'il « serait politiquement désastreux de vouloir toucher de façon unilatérale aux réserves des universités qui ont été accumulées non pas dans un esprit de spéculation au profit de quelques uns, par une gestion économe et prudente d'utilisateurs de crédits plus formés à la pédagogie et à la recherche qu'à la gestion financière (...) L'Etat ne doit pas réduire les subventions en fonction de la capacité d'autofinancement des universités. »



VERBATIM



## Plusieurs unions patronales manifestent leur mécontentement contre les grévistes

Les mouvements désorganisent surtout les entreprises franciliennes et affectent d'abord les secteurs du tourisme et de l'automobile. Les grèves de 1986-1987 avaient ralenti la croissance de 0,2 point

LA « JOURNÉE du transport public » organisée dans plusieurs villes de France, comme chaque année sous l'égide du ministère des transports, et qui tombait, jeudi 30 novembre, ne pouvait rêver meilleure publicité. « Cet événement se veut un acte de pédagogie civique à l'échelle du pays et des villes pour mobiliser les Français sur l'intérêt collectif et individuel du transport public ».

Cette ironie du sort ne fait guère sourire les syndicats patronaux qui ont multiplié les déclarations de mécontentement ces dernières semaines. À commencer par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), dont le président Lucien Rebuffel - également conseiller de Paris (RPR) - a violemment critiqué les grévistes du secteur public en déclarant mercredi 29 novembre : « Dirigeants grévistes, sachez que vous nous faites crever ».

La Fédération parisienne du bâtiment et le Groupement des industries métallurgiques parisiennes (GIM) avaient déjà dénoncé, mardi 28 novembre, l'impact des grèves sur les entreprises de leurs secteurs. Les entreprises ont des « problèmes de désorganisation de leur activité et des difficultés d'approvisionnement », a averti le GIM. Le même jour,

l'Union des industries textiles avait également manifesté son énervement. Le CNPF ne s'est pas encore exprimé publiquement au sujet des grèves. L'organisation patronale a préféré mener une enquête auprès des unions patronales pour mesurer le degré des perturbations subies avant de faire toute communication. « Les premiers éléments disponibles montrent cependant une très nette différence entre la capitale, bien plus fortement pénalisée, et la province », déclare-t-on au CNPF. Le cumul des grèves de la RATP et de la SNCF provoque une quasi-paralysie économique en Ile de France : absentéisme et perturbation des livraisons sont au programme.

**CHÔMAGE TECHNIQUE**  
EuroDisney, qui vient d'annoncer son retour aux bénéfices, a vu son taux de remplissage tomber de 85 % avant les grèves à 8 % actuellement. Les compagnies d'assurance enregistrent des records de vides, résultat inévitable des embouteillages parisiens quotidiens. Jeudi 30 novembre, à 8 heures, on comptait 471 kilomètres de bouchons en région parisienne. La menace de voir les transporteurs routiers rallier le mouvement de grève, brandie jeudi matin, inquiète les entreprises

qui n'avaient jusque-là pas été bandicapées par la paralysie du secteur ferroviaire.

C'est le cas de Renault, qui alimente ses concessions par la route. À l'inverse de Peugeot qui, en priviliant le fer, est condamné à mettre les ouvriers de l'usine de Mulhouse au chômage technique vendredi 1<sup>er</sup> décembre. « Notre établissement, spécialisé dans la fabrication du seul modèle 106 au rythme de 1 500 véhicules par jour, utilise le rail pour expédier 70 % des automobiles produites », se plaint Jacqueline Le Guilloux, déléguée PO. Les aires de stockage sont saturées et une seconde journée de chômage technique pourrait être nécessaire mardi 5 décembre. A Sochaux, 13 000 Peugeot, dont 3 000 exemplaires de la nouvelle née 406 en cours de lancement, sont actuellement bloqués à l'usine. La direction d'Automobiles Peugeot cherche un moyen de livrer par la route à sa clientèle les véhicules commandés.

Le coût économique des mouvements de grève actuels pourrait être très élevé. Selon l'INSEE, les grandes grèves ferroviaires de décembre 1986-janvier 1987 avaient fait reculer de 0,2 point le PIB du premier trimestre 1987.

Virginie Malingre

## La chute du franc interrompt le mouvement de baisse des taux d'intérêt

L'AMPLIEUR PRISE par les mouvements sociaux a commencé à affecter, mercredi 29 novembre, les marchés financiers français. La Bourse de Paris a reculé de 0,70 % tandis que les taux d'intérêt se tendaient fortement. Les investisseurs à six ans sont remontés de 6,82 % à 6,98 % et les échéances à trois mois sont passées de 5,20 % à 5,30 %. Le franc, enfin, a cédé un centime et demi face à la monnaie allemande. Il a également reculé face à des monnaies européennes réputées faibles, comme la lire italienne ou la peseta espagnole. Jeudi 30 novembre dans la matinée, la faiblesse de la devise française s'accroît. Elle s'échangeait à 3,4505 francs pour un mark. La Banque de France serait intervenue, à ce niveau, pour freiner la chute du franc.

Les opérateurs ont observé que plusieurs grands fonds spéculatifs anglo-saxons, dont celui du financier américain George Soros, avaient procédé, mercredi après-midi, à des ventes importantes de contrats sur le marché à terme parisien. L'indifférence affichée, en début de semaine, par les investisseurs aux troubles sociaux avait surpris les analystes. « Il y avait une contradiction flagrante entre la hausse du franc et la multiplication des grèves », note l'un d'eux. « Les investisseurs étrangers n'avaient pas pris la mesure de l'ampleur du mouvement ». Selon lui, la diffusion de reportages, sur les chaînes de télévision américaine, britannique, ou japonaise, montrant la ville de Paris en-

tièrement paralysée par les embouteillages a largement contribué à cette prise de conscience.

Les opérateurs anglo-saxons craignent que le gouvernement cède à la pression sociale et renonce aux réformes de structure qu'ils approuvent. Ils avaient ainsi salué, il y a deux semaines, la présentation par le premier ministre du projet de refonte du système de protection sociale en achetant massivement des emprunts d'Etat français. A leurs yeux, de telles réformes sont nécessaires au redressement des comptes publics français et elles sont indispensables pour permettre à la France de respecter, en temps voulu, les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht.

L'accès de faiblesse du franc face à la monnaie allemande a également pour conséquence d'interrompre brutalement le processus de détente monétaire observé depuis la fin du mois d'octobre. Jeudi matin, la Banque de France a relevé de un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour. Celui-ci est porté de 5,12 % à 5,19 %. La remontée des taux d'intérêt à court terme intervient alors que les signes de ralentissement de la croissance se multiplient. Ce resserrement monétaire, totalement inadapté à l'environnement économique, est de nature à accroître la défiance des investisseurs étrangers à l'égard des valeurs françaises.

P.-A. D.

## Au cœur de Paris, des usagers plutôt compréhensifs

DANS LA BRUME froide qui étend Paris au lever de ce sixième jour sans transports collectifs « en raison de mouvements sociaux », comme l'annoncent les haut-parleurs de la SNCF et de la RATP, les trottoirs du quartier de l'Opéra sont déjà noirs de monde. Paysage de grève, au cœur du commerce parisien : en baskets ou bottillons, la tête emmitonnée dans les cache-nez, le pas est martelé et le ton volontiers plaisantin. « La marche, ça calme, fut-elle une marche forcée ».

Comme cette guichetière du Crédit lyonnais, venue de Clamart à pied, partie à 6 heures de chez elle et arrivée à 9 h 20, « avec seulement cinquante minutes de retard sur mon horaire habituel », des dizaines de milliers d'employés rejoignent sans trop rechigner leur poste de travail. « On s'organise », plaisantent les plus chanceux, profitant de la voiture d'un collègue obligeant. « Quoi que, aujourd'hui, c'est encore pire qu'hier. Cinq heures pour venir de Cergy, au lieu de trois ». C'est qu'hier il y avait encore quelques rames de métro ; aujourd'hui, les grilles sont fermées partout. « Ça va être employée de la Société générale ».

Devant les vitrines du Printemps, les stands sont désespérément vides. Deux vendeuses à l'air de marmies se racontent leur périple matinal. L'une a pris la

veille une journée de congé, l'autre en fera autant demain. « Congés forcés, ce ne sont pas des vacances au soleil, regrettent-elles. Mais on ne perd pas d'argent au moins ». La direction ne retient pas les retards sur la paie, au Printemps pas plus que dans d'autres magasins, banques ou bureaux de tourisme nombreux dans le quartier. « Normal, puisqu'on fait l'effort de venir ».

**« C'EST PARTI POUR Durer »**  
Quelques touristes japonais en groupe, solidement chaussés de godillots, font du lèche-vitrine au pas de course. Rares sont les promeneurs et les chalandes. Une jeune femme lourdement chargée demande amoureusement sa route. Venue de province, elle se sent perdue et panique à l'idée de rater son rendez-vous d'embauche. Les cafetiers et marchands de journaux jouent volontiers les bons offices. « On a le temps, il n'y a pas un chat. Les employés ont d'autres chats à fouetter que de consumer ». Seront et résignés : « La semaine va être foutue. C'est parti pour durer ». Ceux qui ont plus de quarante ans propoquent sans trop d'hésitation : « Ça va être comme en mai 68. Après les transports et les étudiants, La Poste aujourd'hui et demain EDF ».

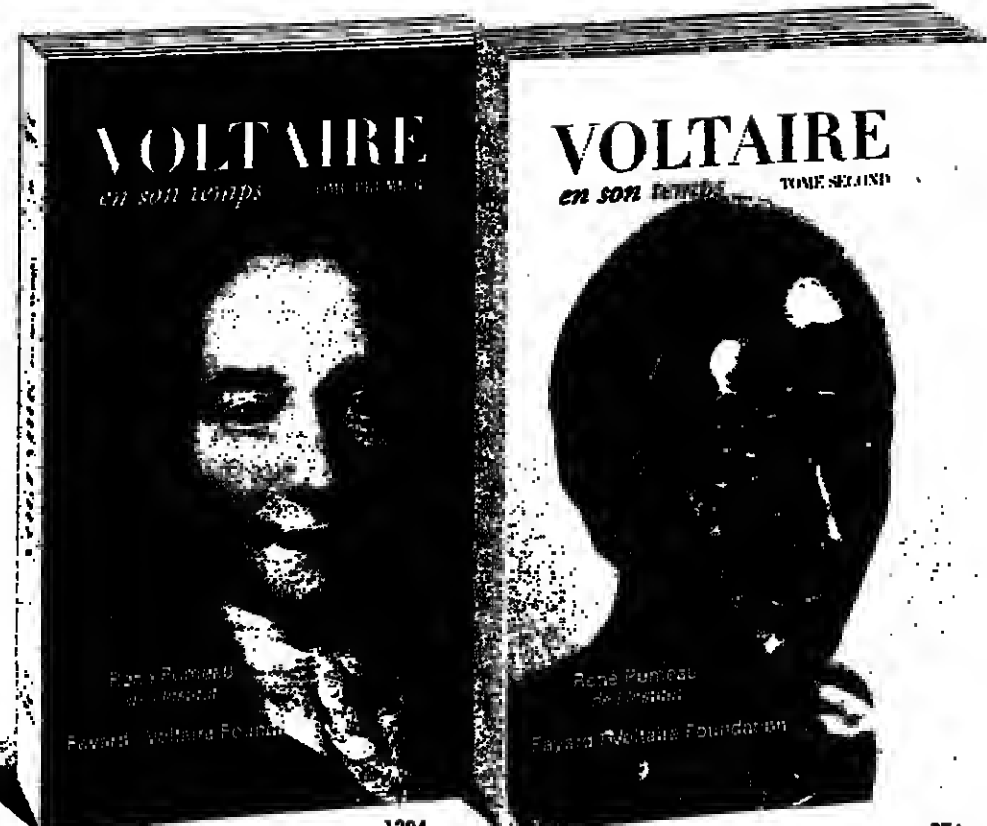
Gare Saint-Lazare, une dizaine de passagers en attente tiennent leur

ennui en bavardant. Deux femmes, habitant Poissy et travaillant à l'Agence France Télécom du quartier de l'Opéra, tiennent encore des bâtons de grève mercredi matin vers 7 heures, lorsqu'il bloqua pour un quart d'heure l'unique train qui roulait. « Faut comprendre les grévistes. Ils défendent leur bifeck. A part deux ou trois grognans, même au bout de cinq jours, les passagers le prennent du bon côté. Allez donc savoir, les cheminots se battent peut-être aussi pour nous, et en en tirera quelque chose ».

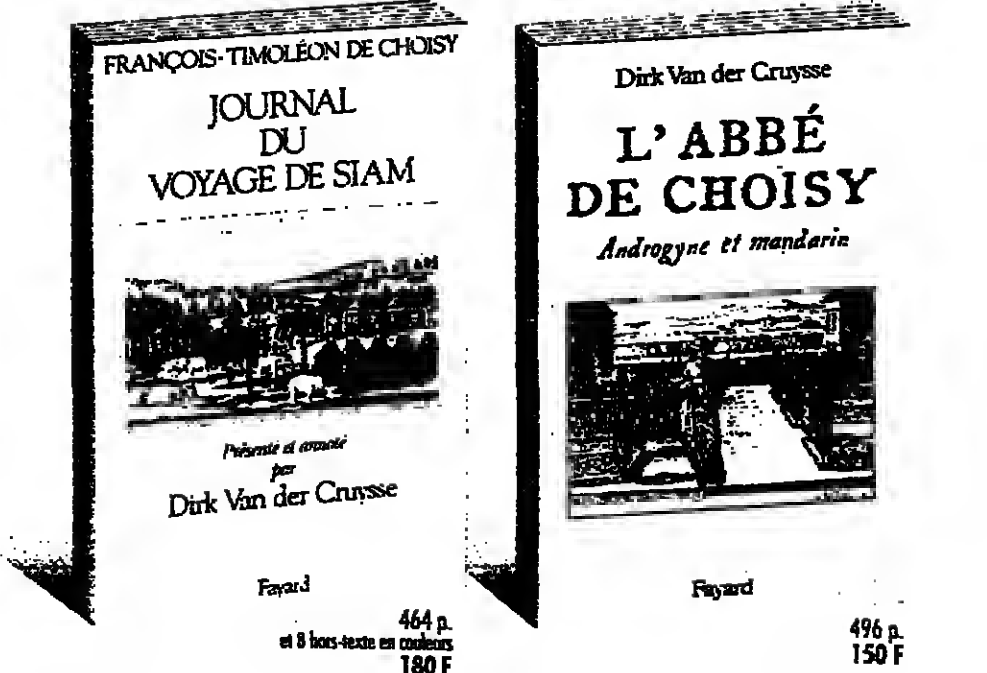
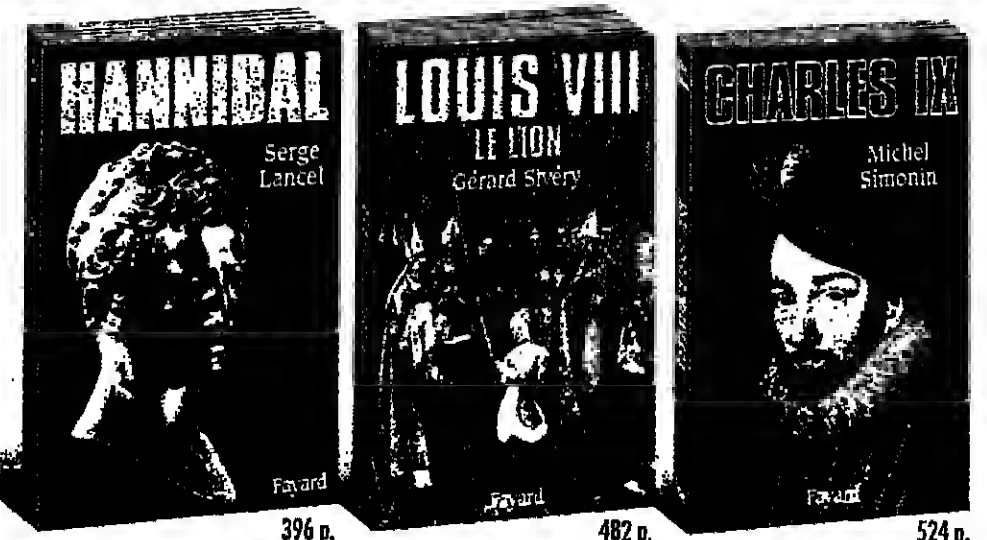
Dans la salle des pas perdus, sur le coup de midi, les grévistes cheminots tiennent leur assemblée générale quotidienne. Au menu : la poursuite du mouvement, vite votée, et « la rencontre avec les usagers qui jusqu'à présent nous comprennent », annonce un délégué CGT. Le débat s'envenime sur la question : « Faut-il ou non bloquer les trains qui roulent ? » Pour le délégué cégétiste, c'est « se mettre les usagers à dos ». Pour une quinzaine de jeunes, c'est « la seule façon de ne pas s'enliser ». On n'en saura pas davantage. Les rares journalistes présents par accident à cette « AG » sont invités à la quitter par les délégués. Les médias, c'est connu, « nous dressent les uns contre les autres ».

Danielle Rouard

## L'Histoire chez FAYARD



Les deux volumes sous coffret, 700 F



## Les sept élections législatives partielles sont dangereuses pour la majorité

Dimanche 3 décembre, les socialistes peuvent espérer des victoires et le FN entrer à l'Assemblée nationale

Le premier tour de sept élections législatives partielles aura lieu dimanche 3 décembre. Six de ces scrutins font suite à l'entrée au Sénat,

le 24 septembre, de députés RPR et UDF. La majorité s'attend à perdre certaines de ces circonscriptions. Tant les élections cantonales

partielles qui ont eu lieu depuis le mois de septembre que les enquêtes d'opinion témoignent en effet de la mauvaise santé élec-

torale de la droite. En outre, le RPR et l'UDF ne sont pas parvenus à éviter quelques candidatures dissidentes dans leurs rangs.

LA MAJORITÉ s'attend à passer un mauvais dimanche électoral. Le 3 décembre, en effet, sept élections législatives partielles auront lieu dans des circonscriptions dévolues par l'UDF pour cinq d'entre elles et par le RPR pour les deux autres.

Six de ces scrutins ont pour objet de désigner les successeurs de députés élus sénateurs le 24 septembre. Le septième découle de la démission de Gérard Trémège (UDF-PR), dans les Hautes-Pyrénées, dont la fonction de président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie avait été déclarée incompatible avec son mandat parlementaire par le Conseil constitutionnel.

Or la gauche possède de bonnes chances de conquérir, ou de reconquérir, quelques-uns des sièges à pourvoir. Le PS nourrit de solides espoirs dans la 1<sup>re</sup> circonscription des Hautes-Pyrénées et dans la 9<sup>e</sup> de Seine-Maritime, où l'ancien ministre Frédérique Bredin est

candidate. Il n'a pas non plus renoncé à se battre dans la 5<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne. La 3<sup>e</sup> circonscription de Seine-et-Marne, quant à elle, semble à la portée du candidat du Mouvement des citoyens, dirigé par Jean-Pierre Chevènement.

Plusieurs facteurs expliquent les craintes de la majorité, en particulier l'observation, dimanche après dimanche, des résultats des élections cantonales partielles. Sur les vingt-sept cantons où des élections ont eu lieu depuis trois mois, quatre seulement étaient détenus par la gauche et le sont restés. En revanche, sur les vingt-trois dont le sort appartenait à la majorité, pas moins de dix ont basculé à gauche (quatre au profit du PS, quatre au bénéfice de divers gauches et deux du côté du PC). Six ont été perdus par le RPR (sur les douze qu'il détenait initialement), et quatre (sur sept) par l'UDF.

Cette érosion de la majorité est confirmée par les enquêtes d'opi-

nion. La perte de crédit spectaculaire, depuis six mois, du président de la République et du premier ministre a, en effet, provoqué un sérieux affaiblissement du potentiel électoral du RPR et de l'UDF.

### UNE PERTE DE DIX POINTS

Selon le tableau de bord mensuel de l'Institut BVA, si des élections législatives avaient lieu aujourd'hui, les candidats de la majorité recueilleraient ensemble 34 % des voix, soit une perte de l'ordre de dix points par rapport à leur niveau constant entre l'automne 1993 et le mois de mai 1995. Sur la même période, les partis de gauche ont remonté la pente, mais modestement : le PS, qui était à 29 % depuis la fin de l'année 1994, a regagné deux points à 31 %, et le PC un point à 9 %. Autrement dit, en six mois, les deux principaux partis de gauche n'ont récupéré qu'une partie seulement des pertes de la droite. C'est le Front

national qui a manifestement tiré le plus grand bénéfice de la déception des électeurs de droite : crédité en mai de 10 % en cas d'élections législatives, il se situe aujourd'hui à 15 %, toujours selon BVA.

Cette évolution explique l'optimisme du FN. Le 21 novembre, Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du FN du conseil régional d'Ile-de-France, avait pronostiqué « un bon cru, voire un très bon cru » pour son parti dans la région parisienne, pour ce « gogol d'essai avant les élections de 1998 ».

Le FN, il est vrai, ne part pas de rien : dans trois des quatre circonscriptions d'Ile-de-France en jeu dimanche (les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> de Seine-et-Marne et la 2<sup>e</sup> de l'Essonne), le second tour des législatives de mars 1993 avait opposé le candidat de la droite parlementaire et celui de l'extrême droite.

Il peut aujourd'hui envisager de tirer les bénéfices de son implantation en faisant élire l'un de siens.

Ses meilleurs chances résident dans la 2<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne.

Dans ce contexte pourtant très défavorable, la majorité n'est pas parvenue à se présenter unie dans toutes les circonscriptions. Le RPR et l'UDF ont certes investi des candidats communs dans les sept circonscriptions, mais des dissidences fragilisent malgré tout la droite dans la 2<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne, dans les deux circonscriptions de Seine-et-Marne et dans la 8<sup>e</sup> du Rhône.

En Seine-et-Marne, la majorité a souffert à la fois de la concurrence très vive que se sont livrée le RPR et l'UDF avant de décerner leurs investitures et des rivalités internes à l'UDF. Dans la 2<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne, c'est, à l'inverse, le RPR qui s'est déchiré, dont sont finalement issus deux candidats. Au risque du Front national.

Cécile Chambraud et Gérard Courtois

## Dans l'Essonne, la division de la droite offre une chance au Front national

LE FRONT NATIONAL se mobilise dans la deuxième circonscription de l'Essonne, où, division de la droite aidant, il dispose d'une possibilité sérieuse de remporter la législative partielle provoquée par l'élection au Sénat de Xavier Dugoin (RPR), président du conseil général. Il y a longtemps que ce secteur plutôt rural, dont la seule grande ville est Etampes, n'est plus une terre de mission pour l'extrême droite. Hubert de Mesmay, qui sera son candidat dimanche 3 dé-

cembre, n'a-t-il pas déjà figuré au second tour lors des législatives de 1993, obtenant des scores élevés tant à Etampes qu'en Beauce profonde ?

L'implantation du FN ne s'est pas démentie depuis, puisqu'à l'élection présidentielle Jean-Marie Le Pen a obtenu, dans cette circonscription, 17,61 % des suffrages exprimés. « Nous attendons beaucoup de cette législative partielle, d'autant que nous avons constitué un binôme équilibré et original »,

confirme Jacques Olivier, secrétaire départemental du FN. Le binôme en question est constitué, autour du candidat, de deux transfuges du RPR, la suppléante de M. de Mesmay, Michèle Sakoschek, et son mandataire financier.

Largement battu au second tour par M. Dugoin en mars 1993 (le président du conseil général avait recueilli 71,06 % des suffrages exprimés), M. de Mesmay trouvera cette fois sur sa route non pas un sortant solidement implanté, mais une droite parlementaire divisée. Soucieux de régler le problème à sa manière, M. Dugoin s'était empressé de faire investir son suppléant, Jean-Jacques Boussaingault, conseiller général RPR de Milly-la-Forêt, oubliant les aspirations d'un jeune loup de sa famille, Franck Martin, son ancien chef de cabinet, qui a arraché la mairie d'Etampes au PCF en juin. Celui-ci en a conçu un tel dépit qu'il a refusé de se plier aux décisions de son parti.

Sa démarche a reçu le soutien d'une cinquantaine des maires de la circonscription. Ses anciens amis, en revanche, ne le ménagent pas. Dans un tract signé de M. Dugoin, M. Martin est tour à tour accusé de

« brûler les étapes » et traité de « mauvais perdant ». Cette situation intéresse le Front national : « Nous pensons figurer au second tour. Logiquement, ce sera contre un des deux candidats du RPR, mais tout est possible. Il n'est même pas exclu que ni l'un ni l'autre ne soit présent à ce second tour », résume M. Olivier.

### CAMPAGNE TARDIVE

Dans la cinquième circonscription, également appelée aux urnes dimanche, l'élection au Sénat de Michel Pelchat (UDF-PR) ouvre d'intéressantes perspectives aux socialistes. La droite n'est en effet pas certaine de retrouver tout l'électorat du nouveau sénateur dans ce secteur où le poids électoral des communes huppées de la vallée de Chevreuse et du plateau de Saclay est fortement contrebalancé par l'électorat plus à gauche des grandes cités, comme Les Ulis.

Le porte-drapeau de la majorité, Made-Hélène Aubry (UDF-PR), qui a pris la mairie d'Orsay au PS en juin, a en effet un handicap : elle est entrée en campagne très tard. Elle a dû prendre au pied levé le relais de Bernard Mantienné, ancien

suppléant de M. Pelchat, sur qui la majorité comptait, jusqu'à ce qu'il déclare forfait dans la première semaine de novembre. Son objectif : se qualifier pour le second tour. Le Front national n'est sans doute pas en mesure de contraindre cette ambition, même si son représentant, Olivier Kuberski, ancien membre du RPR (il a représenté ce parti aux cantonales de 1994 aux Ulis), espère « doubler le score du Front, soit recueillir 15 à 16 % des votes ».

Dans l'opposition, le socialiste Jean-Marc Salignier est le mieux placé pour s'extraire du brassage où l'on retrouvera une candidate de Lutte ouvrière, un représentant du PCF et un autre du Mouvement des citoyens, parti bien implanté notamment aux Ulis, dont le maire et sénateur, Paul Loddant, est un des proches de Jean-Pierre Chevènement. Dans l'hypothèse, vraisemblable, d'un duel UDF-PS au second tour, le jeu apparaît ouvert. « Cette circonscription a toujours été difficile pour la droite, analyse M<sup>me</sup> Aubry, et, dans la situation politique actuelle, je défie quiconque de livrer une prévision. »

Patrick Desavie

## En Seine-Maritime, M<sup>me</sup> Bredin pourrait regagner pour le PS un siège perdu en 1993

### ROUEN

En conduisant la liste de la majorité aux élections sénatoriales du 24 septembre, Charles Revet, député (UDF-PR) de la 9<sup>e</sup> circonscription de Seine-Maritime, savait qu'il offrirait à sa rivale, Frédérique Bredin, maire socialiste de Fécamp, député européen, la possibilité de retrouver un siège perdu en 1993. L'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports est, en effet, dans une position favorable pour remporter cette partielle.

Lors de sa première élection à l'Assemblée nationale, en 1988, M<sup>me</sup> Bredin avait battu M. Revet dans cette circonscription qui va de Montivilliers, commune de la banlieue du Havre, à Fécamp, au nord, et couvre une large zone rurale. En 1989, elle avait parachevé son implantation, qui n'allait pourtant pas de soi dans cette partie du pays de Caux à forte identité, en prenant la mairie de Fécamp à la droite.

Devenu président du conseil général en décembre 1993, après les décès successifs de Jean Lecanuet et d'André Martin, M. Revet a préféré le Sénat pour s'assurer un mandat parlementaire. Les dernières consultations électorales lui fournissaient quelques motivations : 50,49 % des électeurs de la circonscription avaient préféré Lionel Jospin à Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle et, en juin,

M<sup>me</sup> Bredin a été réélue maire de Fécamp dès le premier tour.

Pour la majorité, la partie s'annonce donc difficile, au point que Nicolas Bazire, ancien directeur du cabinet d'Edouard Balladur à Matignon, a renoncé à se présenter, comme il l'avait un temps envisagé. C'est un agent d'assurances peu connu en dehors du canton de Montivilliers, dont il est l'élu sous l'étiquette UDF-PR, Daniel Fédin, qui a finalement été investi par la majorité.

### LA BATAILLE DE GEC-ALSTHOM

Alain Madelin, François Léotard, président du Parti républicain, et Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, sont venus le soutenir. En face Bernard Kouchner, Jack Lang, et Lionel Jospin ont encouragé Frédérique Bredin.

Ce duel à quelque peu relégué au second plan les autres candidats. Le Front national (FN), qui a envoyé Patrick Pellon, un proche de Jean-Marie Le Pen, tentera de faire aussi bien que le président du FN à la présidentielle (14,4 %), et pourrait profiter indirectement de la bonne implantation de son parti au Havre.

Le Parti communiste français est représenté par Gérard Busson, adjoint au maire de Montivilliers, surtout connu comme secrétaire du syndicat CGT de l'usine GEC-Alsthom du Havre, qui a bataillé pendant deux ans au cours d'un conflit très dur

contre la direction du groupe franco-britannique désireuse de fermer le site industriel. Alain Rivière (Lutte ouvrière) aura de grandes difficultés pour retrouver le score d'Arlette Laguiller en avril (6,54 %).

Etienne Banzet

### AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

#### SICAV MONÉ.DIS

- Orientation : monétaire franc
- Durée de placement : 3 mois
- Valeur liquidative au 15.11.1995 : 10 590,58 F

#### Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Moné.Dis sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le jeudi 21 décembre 1995 à 15 heures 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 29 septembre 1995.

La distribution du dividende de la Sicav Moné.Dis est prévue le vendredi 22 décembre 1995.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours de MONÉ.DIS sur SICAVECOUTE.TEL : 36.68.36.35

Code : 15 (3 unités par unit)

**SEGESPAR** la société de gestion du Crédit Agricole

### VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01

**75** Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS  
Le JEUDI 14 DÉCEMBRE 1995 à 14h30 - EN UN LOT -  
à PARIS (16<sup>ème</sup>) - 20, Rue de Magdebourg  
APARTEMENT de 6 Pièces Principales  
au 3<sup>ème</sup> étage  
2 CHAMBRES DE SERVICE au 6<sup>ème</sup> étage - CAVE -  
MISE A PRIX : 2.000.000 de FRF  
S'adresser à Me M. MAAREK, Avocat à PARIS (75116), 35, Avenue d'Eylau - Tél : 45.53.02.00 - SCP DUMAS et LETU, Avocats à PARIS (16<sup>ème</sup>), 4, Place de Mexico  
Sur les lieux pour visiter le 12 DÉCEMBRE 1995 de 11h à 12h.

**75** Vente sur saisie immobilière Palais Justice de PARIS  
JEUDI 14 DÉCEMBRE 1995 à 14h30 - En deux lots  
à PARIS 17<sup>e</sup> - 20 bis, Av. Mac Mahon  
et 28, Rue de l'Etoile  
1<sup>er</sup> Lot : UN APPARTEMENT au 1<sup>er</sup> étage  
entrée, salle à manger, cuisine, 2 salles de bains, 2 wc, 3 chambres  
Chambre de domestique au 7<sup>e</sup> - débarras au 8<sup>e</sup> - CAVE au sous-sol  
2<sup>ème</sup> Lot : CHAMBRE DE DOMESTIQUE au 7<sup>e</sup> et  
MISES A PRIX : 1<sup>er</sup> Lot : 1.300.000 Frs  
2<sup>ème</sup> Lot : 50.000 Frs  
S'adresser à Me F. INBONA, Avocat associé de la SCP CONSTENSOUX, INBONA, MOCCAFICO, 4, Avenue Sully Prudhomme à PARIS 7<sup>ème</sup>  
Tél : 45.55.74.06 (impérativement de 14h à 16h) - Minitel 3616 Code JAVEN  
Au Greffe du T.G.J. de PARIS où le cahier des charges peut être consulté  
VISITE LE 8 DÉCEMBRE 1995 de 9h à 10h par ME WAPLER

**94** Vie S/Saisie Imm. Pal. Just. CRETEIL (94) Jeudi 14 Décembre 1995 à 9h30  
EN 25 LOTS à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)  
Avenue des Feuillies de Châteaubriant sans n° pour l'entrée du garage souterrain  
et 3, Place des Marronniers pour l'entrée de l'immeuble  
Lots n° 1, 3, 6, 10, 11, 12, 14, 15, 16 et 18  
Appartements T2, cave, box  
lots n° 2 et 8 Appartements T2, jardin, cave, box  
lots n° 17 et 13, Appartements T3, cave, box  
lots n° 9, Appart. T2 (en duplex) Jardin, cave, box  
lot n° 7, Appartements T3, jardin, cave, box  
lot n° 5, Appartements T4 en duplex, cave, box  
lot n° 4, Appartements T5 en duplex, cave, box  
lot n° 19, Cave  
lots n° 20 à 25 : 6 Boxes  
S'adresser à Me Th. MAGLO, Avocat à CRETEIL (94) Tél : 49.80.01.88  
(exclusivement de 9h30 à 12h) Visite S/Paire le 8 Décembre de 10h à 12h30.

**78** Vente au Palais de Justice de VERSAILLES 3, Place A. MIGNOT  
Le MERCREDI 13 DÉCEMBRE 1995 à 9h.  
PROPRIÉTÉ de CARACTÈRE à GROSBOUVRE (78)  
6 P.P.S/Terrain de 1237 m² - 16, Chemin de la Sucrie  
Mise à Prix : 1.000.000 de Frs  
Rens. S'adr à SCP SILLARD et Associés - Tél : 39.20.15.97

Chapitre 150



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1995

**INTÉGRATION** Le « plan national d'intégration urbaine » (PNIU) mais ce n'est pas le « plan Marshall » pour les banlieues, qui pourrait être rendu public à la mi-décembre, contient quelques innovations mais, faute de

moyens budgétaires, reste très éloigné du « plan Marshall » promis par Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle. ● LE PROJET de plan prévoit de créer 10 000 « emplois-

ville » par an et de demander à certains allocataires du RMI qu'ils exercent une activité. Des zones franches pour les entreprises acceptant de s'implanter dans des quartiers

difficiles sont prévues. ● LES PLAFONDS de ressources pour l'accès à un logement social seront supprimés dans les quartiers sensibles alors que seront renforcés les moyens permet-

tant d'organiser des activités scolaires encadrées jusqu'à 18 heures. Enfin, le projet de conseils de quartier élus a été remplacé par des « comités d'initiative et de consultation ».

# Le plan en faveur des banlieues sera moins ambitieux qu'annoncé

Le dispositif destiné aux quartiers difficiles prévoit des aides en faveur des entreprises et de la dynamisation de la vie locale mais il est fortement en retrait par rapport au « plan Marshall » promis par M. Chirac lors de sa campagne électorale

C'EST PRESQUE la version définitive du « plan national d'intégration urbaine » (PNIU) mais ce n'est pas le « plan Marshall » pour les banlieues... Les dernières esquisses du projet gouvernemental très discrètement négocié depuis des semaines entre la demi-douzaine de ministères concernés dressent une liste de mesures destinées à remédier au malaise des quartiers où se concentre la pauvreté. Cependant, on y cherchera en vain la vaste ambition réformatrice et les moyens financiers massifs que Jacques Chirac avait laissé espérer en faisant référence au plan américain de reconstruction de l'Europe, après 1945.

Une ultime réunion d'arbitrage des ministres sous la présidence d'Alain Juppé, lundi 4 décembre, doit cadrer le « plan » préparé par Eric Raoult, ministre délégué à la ville désormais placé sous la tutelle de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration. Ce dernier ne verrait aucun inconvénient à ce que le premier ministre devienne le « PNIU » en sa compagnie, le 14 décembre, dans les quartiers nord de Marseille, ville dont il est maire. Destinée à

alimenter un projet de « loi-programme pour l'intégration urbaine », le plan reprend les quatre lignes directrices du rapport rédigé pour M. Raoult, par les préfets Jean-Pierre Dupont et Francis Idrac (Le Monde du 7 octobre) : emploi, sécurité, logement, démocratie.

### « 100 000 EMPLOIS »

La création d'« activités » dans les quartiers défavorisés constitue le point le plus attendu du plan gouvernemental. Mais la promesse des « 100 000 emplois d'utilité sociale dont 30 000 pour les 18-25 ans » contenue dans le rapport Idrac-Dupont ne devrait pas se concrétiser, au moins avant plusieurs années. Le projet, qui fait encore l'objet de discussions interministérielles, prévoit la création de 10 000 « emplois-ville » par an pendant cinq années. Ce contingent d'emplois de service créés par convention entre l'Etat et les collectivités territoriales ou les associations, permettra de proposer aux 18-25 ans des contrats de travail de trente heures hebdomadaires rémunérés au SMIC et dont l'Etat prendra 55 % à sa charge. En outre, le gouvernement

prévoit d'« activer les dépenses passives » consacrées au RMI. Il s'agit d'exiger des allocataires une activité, rémunérée par des sommes équivalentes à ces prestations. L'Etat versant un supplément pour les habitants des cités « sensibles ». Mais le nombre de ces contrats d'un type nouveau reste à déterminer.

Le deuxième pilier du futur PNIU concerne les avantages fiscaux destinés à favoriser l'implantation d'activités économiques. Le projet prévoit deux niveaux d'exonération : dans 350 « zones de redynamisation urbaine », l'Etat paiera pendant cinq ans la taxe professionnelle due par les entreprises existantes ou créées.

La principale innovation consistera en la création de vingt à vingt-cinq zones franches qui bénéficieront, outre l'avantage précédent, de l'exonération pendant cinq ans de l'impôt sur les sociétés et sur le foncier bâti, ainsi que de l'exonération des cotisations sociales patronales pendant deux ans à partir du quatrième salarié. Le principe de telles zones pourrait cependant être remis en question par la Commission de Bruxelles, gardienne de la libre-concurrence. Si

le feu vert est donné, leur localisation devrait faire l'objet d'après négociations avec les élus concernés.

### DES CENTRES POUR MINEURS

Le rapport Idrac-Dupont constatait aussi le déficit de fonctionnaires, notamment de policiers, dont souffrent les quartiers dits difficiles et proposait de « restaurer la présence de l'Etat et des services publics ». Or, le plan gouvernemental oublie les propositions tendant à revaloriser la carrière des fonctionnaires affectés dans ces quartiers. Il ne prévoit pas de création de postes mais un redéploiement général sur trois ans des effectifs de la fonction publique au bénéfice du millier de quartiers concernés par un contrat de ville. Cette redistribution concerne mille policiers par an jusqu'en 1998.

Dix nouvelles « maisons de justice et du droit », où doit se pratiquer une justice de proximité, seront ouvertes chaque année pendant trois ans. Le débat sur le traitement des mineurs multirécidivistes devrait progresser avec l'ouverture de « centres d'éducation contrôlée, de petite taille et do-

nés d'un encadrement intensif ». Dans le domaine de l'éducation, des moyens consacrés à l'aménagement des rythmes scolaires (activités encadrées jusqu'à 18 heures) devraient être prioritairement dirigés vers les quartiers « sensibles » où les établissements seront plus systématiquement ouverts durant les vacances et même pendant les week-ends. La présence de l'Etat devrait aussi être renforcée par la nomination de sous-préfets à la ville dans cinq nouveaux départements (Seine-Maritime, Gironde, Vaucluse, Loire-Atlantique, Var) et par l'augmentation progressive du nombre d'appelés du contingent affectés au « service national-ville ».

### DÉCEPTION

Par ailleurs, le plan gouvernemental cherche à attirer les classes moyennes dans les cités en supprimant les plafonds de ressources pour l'accès à un logement social dans les zones urbaines sensibles. Afin d'éviter l'actuelle cacophonie entre les différentes communes et sociétés d'HLM qui se partagent la gestion de certaines cités, le plan prévoit la création de « commissions d'harmonisation des attributions » dans chaque quartier sensible. Les démolitions de tours et de barres chères à M. Gaudin (Le Monde du 24 novembre) seront plus largement aidées par l'Etat.

Le dernier volet du plan, consacré à la participation des habitants contient à la fois l'une des dispositions les plus innovantes et l'une des plus décevantes. La première vise à assurer aux associations des subventions triennales négociées en fonction d'objectifs, afin d'as-

### Jean-Claude Gaudin

et Eric Raoult consultent

Annoncé dès le mois de mai par le premier ministre, préparé depuis lors dans le secret des cabinets, le « plan banlieue » n'avait pas fait l'objet de concertations jusqu'à présent. Seul le pré-rapport des préfets Idrac et Dupont a été soumis aux élus siégeant au Conseil national des villes. L'avis critique remis en octobre à l'archevêque de Paris, puis, avec lui, Jean-Claude Gaudin, à tester leur copie auprès de représentants des populations concernées. C'est ainsi que M. Gaudin a rencontré, mardi 28 et mercredi 29 octobre, les présidents d'associations d'élus ainsi que Martine Aubry, présidente de la Fondation Agir contre l'exclusion. Quant à M. Raoult, il devait réunir dans la matinée de ce jeudi les représentants d'une quinzaine d'associations. Le ministre devait recevoir aussi Adil Jazouli, responsable de Banlieuescop, le pollologue Emmanuel Todd, le Père Christian Delorme, Henri Guaino, commissaire général au Plan, et Pierre-Patrick Kaltenbach, président des Associations familiales protestantes et ancien président du FAS.

sur la continuité de leur fonctionnement. La déception vient de l'abandon des projets d'activation de la citoyenneté locale.

L'idée de conseils de quartier élus, au statut certes ambigu, a été abandonnée au profit de vagues « comités d'initiative et de consultation » réunissant les seuls responsables associatifs locaux. Enfin, sur le dossier sensible de l'adaptation des structures municipales, le gouvernement semble avoir cédé à la pression d'élus inquiets de l'éventuelle multiplication de contre-pouvoirs sans se donner les moyens de répondre à l'inquiétant développement de l'abandon civique dans les zones de pauvreté.

Philippe Bernard

■ **JUSTICE** : le procès de Jacques Médéric s'est ouvert mercredi 29 novembre devant la cour d'appel de Grenoble, où l'ancien maire de Nice comparait pour l'affaire de la Seret, une société dont il est accusé d'avoir reçu 4 millions de francs à des fins personnelles en échange de l'octroi de marchés publics.

■ **TOXICOMANIE** : la ville de Lyon vient de décider d'installer trois distributeurs de seringues au début du mois de janvier 1996, afin de lutter contre la progression de la contamination par les virus du sida et de l'hépatite C chez les usagers de drogues par voie intraveineuse, a-t-on appris, mercredi 29 novembre, auprès de la municipalité.

■ **VIDÉO-SURVEILLANCE** : la direction du groupe Continent France a annoncé, mercredi 29 novembre, sa décision de porter plainte contre X pour « détournement » de « l'utilisation de l'isol vidéo-surveillance », après la publication de photos tirées de ses images dans Le Courrier picard. Le quotidien a publié, le même jour, des photos montrant notamment des auteurs de vols pris sur le fait.

## Le climat économique accroît la baisse de la natalité

INTUITIVEMENT, on s'en doutait. Une étude de l'Insee nous en apporte la confirmation avec netteté : le nombre de naissances diminue depuis 1983, le contexte économique en général et de la situation de l'emploi en particulier. Publiée mardi 28 novembre, le bulletin Insee-Prémière (n° 413) constate qu'en 1993 la natalité de la France a enregistré un tel recul (711 600 naissances, en baisse de 32 000), qui a fait passer le taux de fécondité (nombre d'enfants par femme en âge de procréer) de 1,73 en 1992 à 1,65 en 1993. « Ce recul est le plus récent et le plus important de la situation économique et de la natalité se verront confortés », souligne l'étude, qui rappelle que « les années 1992 et 1993 ont été marquées en termes conjoncturels ».

Catherine Lamay, l'auteur de cette étude, a eu la bonne idée de prolonger cette observation. « Les chutes les plus brutales de la natalité ont été enregistrées en 1983 (49 000 naissances en moins) et en 1975 (54 000 nais-

sances en moins) », deux périodes qui correspondent à « deux moments difficiles pour l'économie française », constate-t-elle. La comparaison des données régionales est encore plus édifiante. Le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine, qui ont subi une forte dégradation de l'emploi de 1988 à 1993, ont aussi enregistré une chute de quelque 14 % des naissances. Mieux loties, l'Île-de-France et, dans une moindre mesure, l'Alsace ou Rhône-Alpes n'ont subi qu'un recul compris entre 3,3 % et 5,2 % de leur natalité.

L'étude des périodes les plus récentes va dans le même sens. Les chiffres provisoires indiquent en effet que le nombre de naissances a très légèrement fléchi en 1994 (710 500 nouveau-nés), mais laissent espérer une amélioration pour l'année en cours. La reprise atteint 2,5 % sur les neuf premiers mois de 1995, dont le premier semestre a enregistré des évolutions relativement positives au regard des statistiques de l'emploi.

A cela, s'est probablement ajouté un « effet de rattrapage », certains parents ayant finalement décidé de programmer une naissance prévue plus tôt. « Il va maintenant falloir suivre de très près les conséquences de la déprime perceptible chez les ménages depuis la rentrée », souligne François Héran, responsable de la division enquêtes démographiques à l'Insee. Logiquement, il faut s'attendre à un tassement.

### MAJORITY PLUS TARDIVE

Au-delà de ces variations conjoncturelles, la démographie de la France continue d'évoluer à la baisse. Au point que l'Hexagone, qui se situait encore récemment dans la moyenne supérieure européenne, apparaît désormais en milieu de tableau, derrière les pays du Nord et devant les pays méditerranéens. En 1993, le reflux a concerné toutes les catégories d'âges : les plus de trente-cinq ans, qui ont pratiquement assuré le renou-

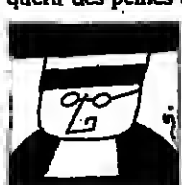
vèlement de leur génération, mais aussi les plus jeunes nés dans les années 60 et 70 et qui, selon l'Insee, « ont accumulé un déficit suffisamment important pour que le rattrapage apparaisse bien difficile ». L'une des observations les plus marquantes est en effet la faible propension des moins de vingt-cinq ans à avoir des enfants. En 1993, l'âge moyen à la maternité était d'un peu plus de vingt-huit ans et demi contre vingt-sept ans en 1981. « Si cette situation devait se prolonger, conclut l'Insee, le relèvement des générations nées après 1965 ne serait plus assuré. »

Enfin, se confirment des évolutions perceptibles depuis plusieurs années : augmentation du nombre des enfants dont l'un des parents au moins est étranger (une naissance sur sept) et des naissances hors mariage (35 %, dont 37 % chez les mères françaises).

Jean-Michel Normand

## Dix ans de prison ont été requis contre les responsables français et colombiens du réseau de trafic de drogue Margarita

« UN CLIMAT de peur entoure ce dossier », a commenté le substitut du procureur de la République, Marie-José Fulgères, avant de requérir des peines allant de dix ans d'emprisonnement ferme à deux ans de prison avec sursis, mercredi 29 novembre au tribunal correctionnel de Paris, dans une affaire qui vise directement les intérêts du cartel des narco-trafiquants colombiens de Cali. Intimidations en Colombie contre les parents de trafiquants latino-américains jugés à Paris, craintes d'un prévenu français préférant s'expliquer devant la justice de son pays plutôt que d'être soupçonné d'irrégularités par ses chefs de Cali, interception par les policiers d'une conversation téléphonique au cours de laquelle des menaces de mort ont été lancées contre un magistrat français ayant récemment condamné un trafiquant colombien : en évoquant ces chantages aux représentations, M<sup>me</sup> Fulgères a rappelé « la terreur » qui a accompagné, ces dernières années en Colombie, la montée en puissance du cartel de Cali qui, dominant le marché mondial de la cocaïne, cherche à s'implanter en Europe.



PROCES

correctionnel de Paris, dans une affaire qui vise directement les intérêts du cartel des narco-trafiquants colombiens de Cali. Intimidations en Colombie contre les parents de trafiquants latino-américains jugés à Paris, craintes d'un prévenu français préférant s'expliquer devant la justice de son pays plutôt que d'être soupçonné d'irrégularités par ses chefs de Cali, interception par les policiers d'une conversation téléphonique au cours de laquelle des menaces de mort ont été lancées contre un magistrat français ayant récemment condamné un trafiquant colombien : en évoquant ces chantages aux représentations, M<sup>me</sup> Fulgères a rappelé « la terreur » qui a accompagné, ces dernières années en Colombie, la montée en puissance du cartel de Cali qui, dominant le marché mondial de la cocaïne, cherche à s'implanter en Europe.

Pour la première fois en France, des trafiquants de stupéfiants ont néanmoins comparu devant une

formation spécialisée dans les affaires financières - la 11<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris - lors d'un procès consacré à un réseau chargé du trafic de cocaïne colombienne en Europe et du blanchiment de ses profits (Le Monde du 23 novembre). Outre la difficulté de lutter contre des cartels, les quatre premières journées d'audience ont souligné les limites du dispositif antiblanchiment français. L'opération Margarita a cependant montré qu'il est possible de s'en prendre aux multinationales de la drogue en s'attaquant à leur point faible : le contrôle tatillon qu'elles imposent à leurs « comptables » locaux. Tirant le fil financier pour arriver à la drogue, les enquêteurs ont porté un rude coup à une organisation déjà solidement implantée en France, même si plusieurs parrains colombiens, à l'étranger lors du coup de filet du 27 juin 1994, ont manqué à l'appel.

### LE NEVEU DU « GRAND CHEF »

Principal prévenu présent dans la salle d'audience, Jaime Zuluaga Botero, neveu du « grand chef » du réseau Margarita, Gustavo Tapas Ospina, a nié l'ensemble des faits qui lui sont reprochés, prétendant être le fils fortuné d'une famille colombienne venue étudier le français dans l'Hexagone. « Être le neveu du destinataire final du trafic de cocaïne n'est certes pas un délit », a considéré M<sup>me</sup> Fulgères, en requérant dix ans de prison contre

Jaime Zuluaga Botero. Moins des preuves surabondantes situent Jaime Zuluaga Botero ou plus près des décideurs colombiens à la tête du trafic. « Cet étudiant colombien âgé de vingt-huit ans dissimulant dans la partie cryptée de son agenda électronique une comptabilité qui correspond à des sommes effectivement versées à des intermédiaires ayant, eux, reconnu les faits : 250 000 dollars reçus par un skipper ayant convoyé l'un des voiliers du réseau chargé de débarquer des tonnes de cocaïne sur les côtes européennes, ainsi qu'une somme d'environ 300 000 dollars reçue par un « blanchisseur » colombien opérant, aux États-Unis, pour le compte de l'oncle de Jaime Zuluaga Botero.

Grand absent du procès, car réfugié en Colombie, l'oncle Gustavo a été condamné (par défaut) à dix ans de prison. Il a été dénoncé par un « blanchisseur » colombien installé aux États-Unis, Alejandro Hernandez, qui, dans son témoignage à la justice américaine, l'a désigné comme le destinataire final des fonds issus du trafic en Europe. Abondamment décrits par M. Hernandez, les circuits de ce rapatriement des fonds vers la Colombie étaient relativement simples. Les masses de billets étaient d'abord converties, généralement en dollars, notamment dans deux bureaux de change marseillais peu regardants. Puis ces masses de narco-dollars étaient transférées sur les comptes

bancaires ouverts en France par des sociétés financières américaines - dont l'une, au moins, M and M International, sise à Atlanta (Géorgie), avait en fait été créée de toutes pièces par les douanes américaines. Au Comptoir parisien de réescorment (CPR) a ainsi été déposé 1,6 million de dollars, tandis qu'un compte au Crédit industriel et commercial (CIC) voyait passer plus de 2 millions de francs. De novembre 1993 à juin 1994, les enquêteurs ont établi que plus de 2,5 millions de dollars ont été transférés de France vers les États-Unis.

### UN AGENT INFILTRÉ

Interpellé par les autorités américaines, M. Hernandez a indiqué qu'il transmettait ensuite ces dollars à des personnes ou des entreprises colombiennes, qui lui retournaient en échange des pesos (la monnaie colombienne). Le destinataire ultime était Gustavo Tapas Ospina, a-t-il alors certifié, à la fin de l'année 1994, avec d'autant plus de facilité qu'un certain « Monsieur Paul », agent infiltré par les policiers et censé représenter en France la société fictive M and M International, a confirmé l'essentiel de ses déclarations.

Ni les deux banques françaises ayant opéré les virements d'argent sale, ni les deux responsables des bureaux de change marseillais, n'ont été inquiétés par la justice dans l'affaire Margarita (le parquet de Marseille a cependant

poursuivi pour défauts de comptabilité les deux changeurs de la Canebière). La loi française implique en effet de prouver que de tels intermédiaires financiers savaient que les sommes en jeu provenaient du trafic de stupéfiants. De la même manière, seuls deux des nombreux « Schtroumpfs » du réseau - une jeune Colombienne et une ancienne toxicomane française - ont pu être convaincus, grâce aux écoutes téléphoniques et aux filatures, d'avoir intentionnellement blanchi des sommes d'argent qu'ils savaient provenir du trafic de stupéfiants.

Parmi les prévenus présents, la peine maximale (dix ans de prison) a aussi été requise contre le Colombien Chemil Barjum Uribe. « Directement mondoloté par les décideurs de Cali », selon le ministère public, il cachait plus de 40 kilos de cocaïne à son domicile parisien. La même peine a visé le Français Jean-Claude Tréneau, « chef de la partie logistique du réseau en France depuis 1992 », ayant notamment organisé la livraison d'une cargaison de 600 kilos de drogue sur les côtes françaises en 1993 et ayant tenu la comptabilité du trafic. Sept ans de détention ont été requis contre Vincent Casteton et cinq ans contre les trois skipper ayant convoyé les voiliers chargés de cocaïne, tandis que des peines plus légères ont visé les « Schtroumpfs ».

Erich Inciyan



## DISPARITIONS

■ **PIERRE BELLÉGO**, figure connue du clergé parisien, est décédé le 22 novembre à l'âge de quatre-vingt-trois ans, et ses obsèques auront lieu samedi 2 décembre en l'église Saint-Vincent-de-Paul (Paris 10<sup>e</sup>).

Originaire du diocèse de Bayeux-Lisieux, ordonné prêtre en 1938, il fut d'abord aumônier de la paroisse universitaire et des étudiants de Caen, auxquels il avait laissé un grand souvenir par ses conférences sur Charles Péguy et surtout sur Teilhard de Chardin, à la réputation encore sulfureuse. Sa vision audacieuse de l'avenir de l'Eglise lui amena même quelques démêlés avec la hiérarchie.

Vicaire à la paroisse Saint-Sulpice à Paris, puis curé de Saint-Séverin-Saint-Nicolas-du-Charbonnet, il fut expulsé de son église, en pleine messe, de son église, en février 1977, par un commando d'un millier d'intégristes qui depuis, malgré les décisions de justice (dont l'archevêque de Paris ne demande pas l'exécution), occupent toujours illégalement les lieux. Meurti par ce conflit avec les partisans de Mgr Lefebvre, le père Bellégo assura la continuité de sa paroisse dans d'autres locaux. Homme de dialogue et d'écoute, il se recueillait souvent à la Trappe. Grand prédicateur, ses sermons furent également publiés et préfacés, en leur temps, par l'écrivain Gilbert Cesbron.

■ **DOMINIC IGNATIUS EKANDI**, cardinal nigérian, ancien archevêque d'Abuja et président de la conférence épiscopale de son pays, est décédé samedi 25 novembre à l'âge de soixante-dix-huit ans. Il avait été, en 1933, le premier séminariste autochtone du Nigeria. Sa disparition ramène le Sacré Collège des cardinaux à 160 membres, dont 116 âgés de moins de quatre-vingts ans et électeurs du pape en cas de conclave.

■ **DINESH SINGH**, ancien ministre indien des affaires étrangères, est décédé jeudi 30 novembre, à New Delhi, des suites

d'une longue maladie, à l'âge de soixante-dix ans. Au moment de sa mort, il était ministre sans portefeuille dans le cabinet du premier ministre R.V. Narasimha Rao. Il avait été remplacé par M. Pranab Mukherjee à la tête de la diplomatie indienne en février dernier à cause de ses problèmes de santé.

Né le 19 juillet 1925, Dinesh Singh avait été secrétaire particulier du premier chef de gouvernement indien, Jawaharlal Nehru. Elu en 1957 à la Chambre basse où il représentait l'Etat d'Uttar Pradesh, Dinesh Singh a occupé plusieurs postes ministériels. Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement d'Indira Gandhi de 1962 à 1966, puis de 1969 à 1970, il avait ensuite été chargé du développement industriel. Ministre des ressources hydrauliques, puis du commerce du premier ministre Rajiv Gandhi, il avait été nommé à la tête de la diplomatie par M. Rao en janvier 1993.

■ **JEFFREY LYNN**, acteur américain, est mort à Burbank (Californie), le 24 novembre. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Second rôle dans les films importants, vedette de productions de seconde zone : ainsi peut se résumer la carrière de Jeffrey Lynn, de son vrai nom Ragnar Lind, qui était né le 16 février 1906 à Auburn (Massachusetts). Dans la première catégorie se détachent notamment *Les Fontaines* (1939), avec James Cagney et Humphrey Bogart, et *Chânes conjugués*, de Joseph L. Mankiewicz (1949), dans lequel il interprétait le mari de Jeanne Crain. Il avait signé, en 1938, un contrat de sept ans avec la Warner, qu'il renoua à honorer pour s'engager dans l'armée en 1942 et que la firme ne renouela pas en 1946. Il retourna bientôt au théâtre, où il avait débuté, et participa dans les années 60 à plusieurs séries télévisées. En 1986, il avait produit *Le Journal d'Anne Frank* au Center Theatre de Los Angeles.

## NOMINATIONS

## AGRICULTURE

**Pierre Muret-Labarthe**, conseiller maître à la Cour des comptes, a été nommé président du conseil d'administration du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, par le conseil des ministres du mercredi 29 novembre.

[Né le 24 octobre 1938, à Bordeaux, Pierre Muret-Labarthe est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA. Il a été notamment chargé de mission au cabinet de Pierre Messmer, alors premier ministre (1972-1974), puis au cabinet de Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture (1974-1976), avant de devenir directeur de l'Office interprofessionnel des vins de table (1976-1980), puis président de la Société interprofessionnelle des oléagineux (1982-1988) et président de l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture (1982-1986). En avril 1988, il a été nommé conseiller maître à la Cour des comptes au tour extérieur. Depuis janvier 1991, il est président du conseil supérieur du cheval.]

## DOCUMENTATION FRANÇAISE

**Martine Vallet** a été nommée directrice de la Documentation française, en remplacement de Jean Jenger, par le conseil des ministres du mercredi 29 novembre.

[Née le 7 décembre 1953, à Bourg-en-Bresse (Ain), Martine Vallet est diplômée de l'HEC, de l'Institut d'études politiques de Paris, et ancienne élève de l'ENA. Elle a fait l'essentiel de sa carrière dans l'administration du ministère de l'Intérieur, en particulier, depuis juin 1989, à la sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontalière à la direction des libertés publiques et des affaires juridiques.]

## DIPLOMATIE

**François Barry Martin-De-longchamps** a été nommé ambassadeur à Singapour, en remplacement de Gérard Coste, par décret paru au *Journal officiel* daté 27-28 novembre.

[Né le 27 mars 1949, François Barry Martin-De-longchamps est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de

Paris et ancien élève de l'ENA. Il a été notamment en poste à Moscou (1980-1984), à Bangkok (1984-1987), à Londres (1987-1992). Depuis novembre 1993, il était directeur adjoint des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement à la direction des affaires politiques et de sécurité au ministère des affaires étrangères.]

## MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, le conseil des ministres du mercredi 29 novembre a procédé au mouvement préfectoral suivant : Robert Pommes, actuel préfet de l'Indre, est nommé préfet de la Réunion, en remplacement de Pierre Steinmetz, devenu directeur de cabinet de Dominique Perben ; Nicolas Theis, administrateur civil hors classe, est nommé préfet de l'Indre, en remplacement de Robert Pommes ; Claude Langevin, préfet du Lot, est nommé préfet hors cadre ; Georges Lefèvre, sous-préfet, est nommé préfet du Lot, en remplacement de Claude Langevin ; Jacques Fabre, sous-préfet, est nommé préfet chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement. Jean-Charles Marchand est nommé préfet du Var, en remplacement de Jean-Pierre Richer.

[Né le 18 décembre 1941 à Paris, Robert Pommes commence sa carrière comme instituteur, en 1960. Il entre dans l'administration en 1964 comme attaché, puis devient élève de l'École nationale d'administration. En 1970, il est affecté au ministère de l'Intérieur en qualité d'administrateur civil. Il est successivement directeur de cabinet du préfet de la Savoie (1971), sous-préfet de Calvi (1973), chef du cabinet du préfet de la région parisienne (1975), sous-préfet de Montargis (1980). En 1982, il est détaché en qualité de conseiller technique auprès du gouvernement du Sénégal. Il reprend sa carrière préfectorale en 1987 et occupe les fonctions de secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire (1987), sous-préfet de Mulhouse (1989), préfet des îles Wallis et Futuna (1990), préfet du territoire de Belfort (janvier 1993), et préfet de l'Indre (décembre 1993).]

[Né le 4 décembre 1937 à Paris, Nicolas Theis est affecté à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur, en qualité d'administrateur civil, à la sortie de l'ENA en 1966. Il devient secrétaire général de la préfecture de Haute-Loire (1968), puis sous-préfet de Lure, en Haute-Saône (1971). En 1974, il est nommé chef du cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre des réformes administratives, puis des affaires culturelles et de l'environnement. Il est ensuite chargé de mission au cabinet de Jacques Barrot, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Équipement (1974-1977). Il occupe la fonction de secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1977 à 1983, date à laquelle il est placé hors cadre. Il entre alors au groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann, en qualité de directeur de la communication, puis de directeur des affaires administratives et régionales (1985). En novembre 1989, il devient directeur général adjoint du groupe Sime. En 1994, il est président de la commission internationale de Syntex-Ingenierie. En décembre 1994, il est délégué général à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, au ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville.]

[Né le 23 avril 1942 à Aix-en-Provence, Georges Lefèvre commence sa carrière comme inspecteur du trésoir. En 1973, admis à un concours de recrutement de sous-préfets, il est affecté en Haute-Saône comme directeur du cabinet du préfet. Il est successivement directeur de cabinet du préfet du Finistère (1974), sous-préfet de Lodève (Hérault) (1977), chargé de mission de la protection civile des Bouches-du-Rhône (1979), sous-directeur à la direction de la sécurité civile du ministère de l'Intérieur (1982-1985), et sous-préfet de Forbach (1986). Depuis 1990, il était secrétaire général de la préfecture du Nord (1990).]

[Né le 6 août 1943 à Bastia, Jean-Charles Marchand entre au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdce, devenu DGSE) dans les années 60. En 1970, il entre à la société Servair (filiale d'Air France), devient secrétaire général du groupe des hôtels Méridien (1982-1983), puis PDG du groupe Vigita SA (1984-1986). Il est chargé de mission au cabinet de Charles Pasqua, lorsque celui-ci est nommé ministre de l'Intérieur (1986-1988). Il est ensuite conseiller pour le Moyen-Orient du groupe Thomson. En octobre 1993, alors que Charles Pasqua était ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, il avait été nommé préfet chargé d'une mis-

sion de service public. En janvier 1995, il avait été placé hors cadre.]

**Joël Thoraval**, préfet de la région Ile-de-France, a été élu président de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, mercredi 29 novembre, en remplacement de Paul Bernard, préfet de la région Rhône-Alpes. L'association renoue ainsi avec une tradition qui veut que son président soit le préfet de l'Ile-de-France.

## OISTINCTION

■ **JACQUELINE DE ROMILLY**, de l'Académie française, a reçu pour son livre *Alcalvaire ou les dangers de l'omnipotence* (Ed. de Fallois) le prix décerné par la Fondation créée pour perpétuer le souvenir de Pierre Laffie, journaliste, historien et biographe. Depuis la disparition au printemps de Jean Marin, le jury est présidé par André Fontaine, ancien directeur du *Monde*.

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 27 et mardi 28 novembre est publié :

● **Gouvernement** : un arrêté portant nomination au cabinet du ministre délégué à la jeunesse et aux sports, Guy Druet.

Au *Journal officiel* du mercredi 29 novembre sont publiés :

● **Décrets d'attribution** : quatre décrets relatifs aux attributions du secrétaire d'Etat à la recherche, François d'Aubert, du secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, Hervé Gaymard, du ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, Alain Lamassoure, et du ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, Yves Galand.

● **Enseignement** : les avis de mise en vente, de la Documentation française, de deux ouvrages : *Le Syndicalisme des enseignants*, d'André Robert, et *Le Baccalauréat*, de Georges Solau.

## AU CARNET OU « MONDE »

## Mariages

On nous prie d'annoncer le mariage de

Anne GUERLET et Olivier PUTERFLAM,

à Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 1995.  
11, rue Paul-Bert, 75011 Paris.

## Décès

Le directeur, Les avocats et les membres du personnel de l'École de service de santé de Lyon, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jacob ATLAN, ancien directeur général, ancien directeur régional de Nancy, ancien vice-président de l'Union des avocats, avocat honoraire,

survenu le 27 novembre 1995, dans sa soixante-neuvième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 30 novembre, à 15 heures, au cimetière parisien de Pantin.  
Les Hauts de Villiers, 2 bis, rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret.

On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Annie CECCHI, maître de conférences de littérature comparée à l'université Paris-III,

survenu brutalement le 25 novembre 1995.

De la part de sa famille et de ses amis profondément attristés,

La direction et le personnel de l'Institut Pasteur ont le regret de faire part du décès de

M. André DODIN, professeur honoraire de l'Institut Pasteur,

survenu le 24 novembre 1995.

Docteur en médecine, diplômé de l'École du service de santé de Lyon, le professeur Dodin était entré à l'Institut Pasteur en 1968, où il fit le reste de sa carrière.

L'essentiel des contributions scientifiques du professeur Dodin a porté sur la peste et sur le choléra. Il fut sollicité à de multiples reprises, à titre d'expert, lors d'épidémies de ces maladies.

Esprit curieux et original, André Dodin avait une grande culture médicale et bactériologique.

Le docteur Louise Fauve-Hovhannessian, son épouse, Stéphane Fauve, son fils,

M<sup>me</sup> veuve Karim Hovhannessian, sa belle-mère, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. le professeur Robert-Marc FAUVE, chef de l'Unité d'immunophysiologie cellulaire de l'Institut Pasteur,

survenu le 26 novembre 1995, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 décembre, à 13 h 30, en l'église arménienne Saint-Jean-Baptiste, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu vers 15 h 30, au cimetière de Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine), dans la sépulture de famille.

Selon la volonté du défunt, prière de ne pas apporter ni fleurs ni couronnes, les remplacer par des dons à l'Institut Pasteur ou au Soudan français aux enfants d'Arménie, 27, rue des Gardes 92190 Meudon.

Le président du conseil d'administration, Le directeur général, Et le personnel de l'Institut Pasteur, ont le regret de faire part du décès de

M. Robert FAUVE, professeur à l'Institut Pasteur,

survenu le 26 novembre 1995.

La cérémonie aura lieu le lundi 4 décembre, à 13 h 30, en l'église arménienne Saint-Jean-Baptiste, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu vers 15 h 30, dans la sépulture familiale au cimetière de Marnes-la-Coquette.

Ni fleurs ni couronnes. Ceux qui le souhaitent peuvent faire un don à l'Institut Pasteur ou au Soudan français aux enfants d'Arménie, 27, rue des Gardes, 92190 Meudon.

[Docteur en médecine, M. Fauve a fait pratiquement toute sa carrière à l'Institut Pasteur et a apporté une contribution importante à l'étude expérimentale de la physiopathologie de la réaction inflammatoire. L'ensemble de son œuvre a fait l'objet d'un grand nombre de publications.]

M. Fauve a été très impliqué dans la vie scientifique nationale et internationale, notamment à l'OMS et au CNRS.

Très attaché à l'Institut Pasteur, il y a été président du conseil scientifique, chargé de mission auprès du directeur général pour la recherche biomédicale et membre du conseil d'administration.]

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Les Guides de France ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Anne GRASSIN DE LYLE,

survenu le 6 novembre 1995.

Une messe sera dite à sa mémoire, samedi 2 décembre, à 18 heures, en l'église Saint-Albert-Le Grand, 122, rue de la Glacière, 75013 Paris.

M<sup>me</sup> René Jeanjean, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Patrick Jeanjean, Romain, Caroline, Clément, Constance,

M. et M<sup>me</sup> François Valois, Marianne, Paul-Antoine, ses enfants, et petit-enfant, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur René JEANJEAN,

survenu le 24 novembre 1995.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 27 novembre, en l'église du Sacré-Cœur à Moutins (Allier).

50, rue Félix-Madé, 03000 Moutins.

M<sup>me</sup> Robert Maze-Sencier, son épouse, M. Emmanuel Maze-Sencier, M<sup>me</sup> Clémence Maze-Sencier, ses enfants, Ses sœurs, belles-sœurs, et beaux-frères, et leurs enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Robert MAZE-SENCIER, commandeur des Palmes académiques,

survenu le 27 novembre 1995.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité le vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à 14 heures, en l'église de Saint-Claude-sur-le-Son (Charente).

Une messe sera dite en la basilique Sainte-Clothilde à Paris, le jeudi 21 décembre, à 18 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président, le conseil d'administration et le personnel de la Mutuelle des affaires étrangères, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Adrien MERIAN, chevalier de l'Ordre national du Mérite, directeur de la Mutuelle des affaires étrangères 1970-1995.

*Ilomo sum humani nili in me alienum puto* (littéralement : Chaque homme porte en soi la forme entière de l'humaine condition (Montaigne)).

1, rue de l'Abbé-Roger-Dorcy, 75130 Paris Cedex 15.

## Rectificatifs

Les obsèques de M<sup>me</sup> Anne CECCHI, ont eu lieu mercredi 29 novembre 1995.

## Services religieux

Le Consistoire central, Le Consistoire Israélite de Paris, vous prient d'assister aux prières dites pour la fin de l'année de deuil du

grand rabbin Jacob KAPLAN, ancien grand rabbin de Paris, ancien grand rabbin de France, grand rabbin du Consistoire central, membre de l'Institut, grand croix de la Légion d'honneur,

le mardi 5 décembre 1995, à 18 h 30, en la grande synagogue, 44, rue de la Vierge, 75009 Paris.

## Hommages

L'hommage au professeur Jacqueline BRAUJEU-GARNIER, samedi 9 décembre, à 14 h 30, salle Louis-Liard en Sorbonne.

## Conférences

Alliance Israélite universelle, Collège des études juives, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris. Journée d'études : « La loi de l'Etat est la loi » avec MM. Alain Boyer, Emerie Deutsch, Raphaël Drai, Georges Hansel et Charles Mopsik, dimanche 3 décembre, de 14 heures à 18 heures (PAF), renseignements : 42-80-35-00.

La Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, le jeudi 7 décembre, à 19 h 30, Séminaire, Terre de Bouddha, par Monique Cohen (Bibliothèque nationale de France) et Jacques Gils (Musée Guimet, Centre de recherches sur l'Extrême-Orient de Paris-Sorbonne - CREOPS).

Alliance Israélite universelle, Collège des études juives, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris. Journée d'études : « La loi de l'Etat est la loi » avec MM. Alain Boyer, Emerie Deutsch, Raphaël Drai, Georges Hansel et Charles Mopsik, dimanche 3 décembre, de 14 heures à 18 heures (PAF), renseignements : 42-80-35-00.

## Communications diverses

ROCK SPECIAL D'ARCHITECTURE Président : Christian de Portcampare, 254, boulevard Raspail, 75014 Paris.

L'ESA informe que les examens d'admission pour la rentrée de mars 1996 auront lieu les jeudi 7 décembre 1995 et jeudi 15 février 1996. Pour tous renseignements, téléphoner au : (33-1) 40-47-40-00.

En raison des circonstances, l'Assemblée générale extraordinaire et l'Assemblée générale ordinaire de la SOPHAU prévues ce samedi 2 décembre sont reportées à une date ultérieure. Merci de la faire savoir.

BOURSES D'ÉTUDES 3<sup>e</sup> cycle, stratégie achat et logistique.

L'Institut Européen du Management (Genève Campus) offre deux bourses couvrant les frais de scolarité MBA. Début : 15 janvier 1996, durée : douze mois.

Conditions d'admission : diplôme d'ingénieur, bilingue anglais, minimum deux ans d'expérience industrielle. Demande de dossier avant le 7 décembre 1995. Tél. : (16) 30-31-56-78. Fax : (16) 30-31-56-80.

Les lauréats seront informés de la décision finale le 20 décembre, à 14 heures.

**CARNET DU MONDE** Télécopieur 45-66-77-13

LOTTO											
6	30	31	37	44	46	50	5	12	19	23	27
3	10	11	14	15	16	17	18	20	21	22	24
2	7	8	9	13	25	26	28	29	32	33	34
1	4	5	6	12	13	14	15	16	17	18	19
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

**Le Monde ROSSIERS & DOCUMENTS**

**La société française des années 90**

L'évolution de la structure sociale, les mutations socioprofessionnelles, les comportements face à la crise

**La pêche en mutation**

Le Parlement de Bretagne en flammes dans la nuit du 4 au 5 février 1994... Cette évènement témoigne de la crise que traverse la pêche en Europe, et de la difficile construction de l'Europe bleue.

DÉCEMBRE 1995

**UNE PUBLICATION DU « MONDE » CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

27/11/95



HORIZONS  
ENQUÊTE

## Le calvaire des petits patrons faillis

**B**ERNARD Radelet se souvient avec émotion du jour où Raymond Barre lui-même l'a fait chevalier de l'Ordre du Mérite pour son action en faveur de la création d'entreprises. Et comment ne serait-il pas fier de son œuvre, aujourd'hui encore et malgré les épreuves de 1993, ce tourneur FI, ancien militant syndical CGT, qui décida un jour de 1977 de retourner à l'école pour apprendre la gestion, afin de fonder sa propre entreprise en hypothéquant son pavillon de banlieue ?

Cela commence comme un conte de fées : le voilà propriétaire à 90 % et patron de Méca RM (cinq salariés), une entreprise spécialisée dans la mécanique de précision. Deutsche Telekom et le géant Thomson sous-traitent à la petite société installée à Comblains-Saint-Honorine (Yvelines) la fabrication de pièces de radar et, par exemple, la première antenne du sous-marin nucléaire *L'Inflexible*. Le chiffre d'affaires grimpe à 12 millions de francs par an, les bénéfices à 2 millions et les effectifs de 1990 à vingt-trois personnes. Méca RM dispose de 2 millions de francs de fonds propres et de 3,5 millions de liquidités. La vie est belle, et Bernard Radelet en veut toujours : « Je n'ai jamais distribué de dividendes, car j'ai tout réinvesti. »

Arrive la récession de 1991-1992. Les grands clients ralentissent leurs commandes. Pis, ils délocalisent en Italie, en Turquie, en Tchécoslovaquie et aux Pays-Bas. « On n'a pas pris la peine de nous demander comment nous pourrions nous adapter aux nouvelles conditions de concurrence », dit-il. On ne nous a proposé aucun partenariat, à nous qu'on avait poussés à acheter des machines modernes pour des millions ! Car il n'y a jamais d'accord signé dans la sous-traitance, sauf si vous fabriquez des produits qui leur font peur ! Et c'est la descente aux enfers. Face à la fonte du carnet de commandes, Bernard Radelet tente de diversifier ses produits et sa clientèle en se lançant dans la robotique, l'électronique et le sous-vide. Il n'arrive pas à remonter la pente. Début 1993, il licencie la moitié de son personnel, ce qui lui coûte 1 million de francs. Il restructure. En juin, ses conseils l'avertissent : que les banques risquent de faire jouer les cautions. Il dépose le bilan. L'été s'améliore rien, et la liquidation est prononcée en septembre. « C'est une partie de moi-même qui est partie », soupire-t-il, mais il est satisfait tout de même « d'avoir fait quelque chose de propre ». Sa prudence a mis ses fournisseurs à l'abri. Les dettes sociales ont été payées avec l'actif restant.

Sa sérénité tient aussi au fait qu'il avait souscrit une assurance contre le chômage et qu'à cinquante-neuf ans il n'a plus que six mois avant de toucher sa retraite. Mais il n'est pas besoin de le pousser pour qu'il instruisse un procès en règle contre les banques, le fisc et les délocalisations. Il râle parce que les trois mois de gestion sous l'autorité d'un syndic lui ont coûté 488 000 francs. « Quand je pense qu'en 1990 on avait mis sur la table plus de 4 millions de francs pour acheter mon entreprise et que j'ai dit non parce que j'étais bien ou travaillé », soupire-t-il.

**C**ERTAINS dénouements sont plus heureux. Jean-Claude Thiault, quarante-trois ans, avait pris la succession de son père à la tête de SGRM, une maison spécialisée dans la robinetterie pour l'industrie alimentaire (bière, lait, jus de fruit). Quarante salariés dans deux sociétés pour 40 millions de francs de chiffre d'affaires. Chez lui aussi, la guerre du Golfe et la dépression qui s'ensuivit marquent une rupture catastrophique. Le chiffre d'affaires chute de 10 % en 1991, de 25 % en 1992 et encore de 25 % en 1993. C'est le moment que les banques choisissent pour réduire leurs encours sur les PME, autrement dit pour refuser les déconvois précédemment autorisés. Plus d'argent.

L'Urssaf déclenche la procédure de cessation de paiement en mars 1993, après avoir refusé un rééchelonnement du paiement des impôts puisque ceux-ci n'auraient pas été gagés sur une caution personnelle du patron. « C'est un moment horrible », raconte Jean-Claude Thiault. Dès qu'il rentre quelque argent, je remets 10 000 francs à tel ou tel créancier. Les fournisseurs demandent à être payés comptant alors qu'on n'a pas d'argent. Les salariés regardent les petites annonces et calculent leurs indemnités alors qu'il faudrait qu'ils soient plus que jamais mobilisés !

Avec l'aide de l'administrateur judiciaire, le patron comprend que la baisse d'activité n'est pas la seule cause de ses problèmes. Son endettement est trop important et la filiale de production est structurellement déficitaire. Il la met en liquidation et recentre son activité sur la conception, le montage et la vente, en sous-traitant la fabrication. Au bout d'un an de fonctionnement sous surveillance, l'administrateur suggère la vente de l'entreprise, idée que combat Jean-Claude Thiault. En mars 1994, grâce au retour des bénéfices (200 000 francs), il convainc son administrateur et le juge que SGRM est saine. Ceux-ci acceptent un plan de continuation qui prévoit le remboursement des créanciers sur dix ans. Depuis, il rembourse avec ponctualité grâce à un chiffre d'affaires remonté à 14 millions de francs avec dix salariés. « Je n'ai plus d'angoisse, car nous avons restructuré pour obliger notre point mort, et qui nous permet de ne pas perdre d'argent actuellement, alors que l'activité s'est effondrée en septembre. Notre trésorerie est importante et nous plaçons de

l'argent, ce qui change complètement les rapports avec nos banquiers ! »

Tout le monde n'a pas la même chance et il est des catastrophes annoncées. Bruno Garaud, trente-cinq ans, est prêt à déposer le bilan de sa boulangerie de Bagigny (Seine-Saint-Denis) parce qu'il en « a marre de se lever tous les matins à trois heures pour une poignée de riz ». C'est un dur à l'ouvrage et sa femme aussi. Depuis cinq ans, il ne ménage pas sa peine pour faire tourner sa boutique, achetée 2,6 millions de francs, il y a cinq ans. « Ça les valait, dit-il, car elle

la supérette rouvre, un an plus tard, les ventes ne remontent pas, et le boulanger doit licencier.

Il demande à la mairie une réduction de sa taxe professionnelle : refus. Il demande à ses banques un moratoire : elles font le mort, au point qu'il cesse ses remboursements mensuels de 55 401 francs et se dit prêt à supporter seulement le paiement de 30 000 francs, qu'il verse sur un compte depuis le début de l'année 1995. Malgré l'entremise de négociateurs de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, la situation semble bloquée, et Bruno Garaud veut que

relèvera pas et qu'il ne veut plus « travailler pour les autres ». Si rien ne bouge, il déclenchera lui-même la fin de son aventure boulangère dans les semaines à venir.

**B**ERNARD, Jean-Claude et Bruno ont de la chance : ils ont tenu tête dans la tempête qui s'est abattue sur eux. Question de caractère et de rencontres. Parmi les quelque soixante mille chefs d'entreprise qui déposent le bilan chaque année en France, la plupart ont vécu plus douloureusement encore le chemin de croix du patron failli. « C'est vraiment terrible pour lui, raconte Jacques Maisonneuve, avocat au barreau de Brive (Corrèze). Il travaille dans l'urgence, le nez dans le guidon. Il ne veut pas voir la réalité, car la vie risque de perdre tout son sens pour lui. Nous sommes obligés de lui montrer les assignations pour qu'il consente à nous détailler ses difficultés. Il éprouve une forte culpabilisation, notamment vis-à-vis de ses collaborateurs. Il pense qu'il est nul. Il se réfugie dans le mutisme, voire dans les mensonges. Lorsque le dépôt de bilan est fait, s'ouvre une période de répit. Il peut enfin dormir. Il n'est plus assailli par les coups de téléphone des créanciers et les commandements d'huissier. C'est toujours très dur, notamment dans nos petites villes, où il lui faut affronter la rumeur et le changement d'attitude des banques et des fournisseurs. Quand il se met à accuser la terre entière, c'est plutôt bon signe : il a surmonté sa dépression et cesse de se ronger de l'intérieur... »

Les professionnels qui accompagnent le petit patron répètent comme une litanie les deux maux qui amorcent son chemin de croix : le manque de fonds propres

qui ne permet pas de supporter le moindre incident ; l'inadaptation de l'entreprise et de ses produits au marché. On ne compte plus les excellents charpentiers ou les restaurateurs virtuoses qui ont pratiqué des prix trop élevés chassant la clientèle au des prix trop bas dévorant leur fonds de commerce... et qui se retrouvent, sans rien y comprendre, dépaillés de leurs biens professionnels, mais aussi de leur demeure et de tous leurs biens personnels, sans droit aux indemnités de chômage. Certains couples n'y résistent pas, et les divorces sont fréquents.

« Ce qui me frappe, c'est que ces gens exigeants et solitaires que sont les petits patrons comprennent qu'il faut financer des machines, mais pas qu'il convient de vivre un, deux ou trois ans en attendant que l'activité soit soutenue et les recettes suffisantes », analyse Jacques Morel, expert-comptable à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Ils ne réalisent pas qu'il faut également financer le temps. Ils s'entêtent et refusent des partenariats. Ils craignent d'effrayer leurs clients. Ils ne peuvent se résoudre à partager leur bébé avec quelqu'un d'autre. Lorsqu'ils se résignent à reconnaître la défaillance de leur entreprise, c'est trop tard. Il n'est plus de réserves. Leur société est trop essouffée pour se redresser. »

**L**ES statistiques de la chambre de commerce et d'industrie de Paris sont cruelles : 30 % seulement des jugements autorisent le redressement de l'entreprise. « Quand le chef d'entreprise arrive devant le tribunal, il est tout étonné qu'on lui dise que l'importance de sa dette exclut qu'il parvienne à la rembourser, explique Pierre Serré, délégué général à la prévention des difficultés des entreprises auprès du tribunal de commerce de Paris. Nous essayons de l'assister, mais il n'a en général pas de compte prévisionnel et la situation est trop dégradée. Il ressent la situation comme particulièrement injuste. » M. Serré formule un conseil de prudence : « Toute PME qui fait l'objet d'une inscription de privilège doit examiner lucidement sa situation et, par exemple, prendre contact avec l'Urssaf pour obtenir un moratoire pour le paiement des cotisations sociales en retard. »

Il est essentiel de faire sortir le patron de sa coquille. Selon les statistiques de l'Insee, trois entreprises sur cinq, n'ayant consulté aucun expert pendant les cinq premières années de leur existence, connaissent des défaillances, alors qu'elles ne sont plus qu'une sur cinq en difficulté lorsqu'elles consultent au moins quatre experts.

C'est dire toute l'importance des procédures de prévention mises en place par la réforme du 10 juin 1994. « Désormais, les commissaires aux comptes et les experts-comptables ont un rôle d'alerte du chef d'entreprise, explique M. Serré. Le président du tribunal peut délivrer un mandat ad hoc en cas de demande de règlement amiable. Dans la plus stricte confidentialité, le débiteur et ses conseils exposent l'état de la société et détaillent un projet prévisionnel pour les prochaines années. Ils démontrent qu'avec sa marge brute d'autofinancement elle sera capable de rembourser ses dettes. Le tribunal doit affronter les réticences des banques, qui ont la tentation de se livrer à un soudain « abusif » de l'entreprise, qui engagerait leur responsabilité. Nous souhaitons que ces procédures préventives soient décentralisées dans les mairies d'arrondissement parce que, notamment, le restaurateur qui se rend tous les matins aux aurores au marché de Rungis n'a pas le temps de venir au palais de justice. Et il en a peur. »

L'exercice à la fois juridique, économique et psychologique demeure délicat, puisqu'il s'agit de réussir à mener à bien la triple mission de sauvegarder les intérêts des créanciers et d'éviter les suppressions d'emploi, en persuadant le chef d'entreprise d'avoir l'humilité de reconnaître qu'il ne maîtrise plus la situation...

Alain Faujas

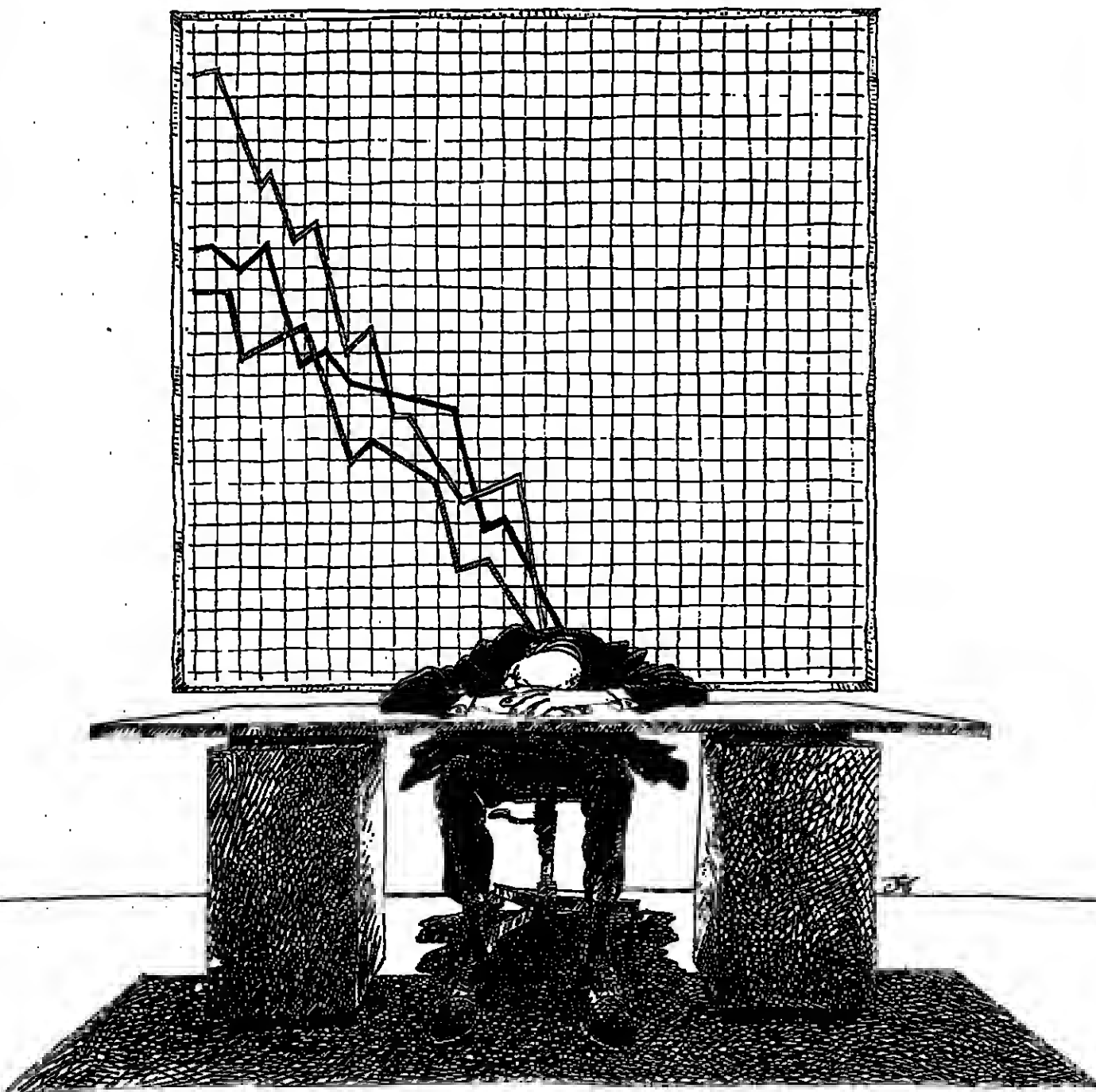
**Les professionnels répètent comme une litanie les deux maux qui amorcent les chemins de croix : le manque de fonds propres, qui ne permet pas de supporter le moindre incident ; l'inadaptation de l'entreprise et de ses produits au marché.**

dégageait une marge brute de 800 000 francs, et j'employais trois personnes avant... » Avant l'incendie de la supérette voisine en décembre 1993, dont on n'a jamais su « ni cherché à savoir », ajoute-t-il, « si l'été d'origine criminelle. Il perd du jour au lendemain 20 % de son chiffre d'affaires, et l'insécurité s'aggrave. Une insécurité faite d'incidents, de voies de fait, notamment sur sa femme, de vols à l'arraché, de racketts à base de bûches de vitres ou d'inscriptions comme « Garaud, fils de pute, le GIA aura ta peau ». La police et la municipalité se disent impuissantes. Aussi, lorsque

le tribunal oblige les banques à baisser leurs prétentions au prorata la liquidation.

« J'ai payé tous les intérêts depuis cinq ans, argumente-t-il. Je veux bien rembourser le capital restant, mais pas au taux de 13,5 % pour un fonds de commerce qui ne vaudra plus rien dans dix ans. » En enfourmant pains et baguettes, il dénonce pâle-mâle le je-m'en-fautisme de la police, la taxe professionnelle « assassine », le laxisme bancaire, la chute du pouvoir d'achat, la concurrence des hypermarchés. Il dit avec la même rage que son entreprise est saine, mais qu'elle ne se

**Ils sont plus de 60 000 chefs d'entreprise à faire faillite chaque année. Parfois responsables. Toujours solitaires dans la tourmente**



# Sida : où vont les associations ?

**A**PRÈS plus de dix ans d'épidémie, les associations qui ont été à l'avant-garde de la lutte contre le sida vivent une crise d'identité que l'absence actuelle de traitement curatif et l'essor planétaire de la maladie ne suffisent pas à expliquer. Affaiblies par la disparition de certains militants de la première heure, minées par le poids des deuils répétitifs, elles peinent à renouveler leurs discours, redéfinir leur rôle et maîtriser leurs dérives bureaucratiques.

Derrière une appellation commune, des structures de nature, de taille et de vocation très différentes se sont développées. Chacune a un bilan à faire valoir, mais beaucoup paraissent n'avoir d'autre projet que de se survivre à elles-mêmes, tandis que de nouvelles venues connaissent une croissance spectaculaire, tirant profit du fait que le sida est devenu un « thème porteur » dans les médias, les discours des hommes politiques et le show-business.

La reconnaissance dont bénéficient quelques-unes de ces associations recèle bien des ambiguïtés. Pourquoi le corps social continue-t-il de déléguer la gestion d'une épidémie qui concerne tout le monde à une minorité agissante ? Pourquoi les professionnels et les scientifiques, dont certains ont très tôt aidé les associations, prennent-ils aujourd'hui leurs distances ? Pourquoi l'Etat valorise-t-il le « savoir-faire » des associations si ce n'est pour mieux se désengager de certaines de ses responsabilités ? Les associations ainsi « agréées »

sont-elles légitimes dans leur prétention à représenter toutes les personnes atteintes, à défendre les intérêts supérieurs de la cause ? Historiquement, certaines de ces associations ont joué un rôle important dans la prise de conscience de la menace épidémique. Leur activisme a favorisé l'adoption, souvent trop tardive, de mesures cruciales : promotion du préservatif, vente libre de seringues, actions ciblées en direction de populations marginalisées, prise en charge à 100 % des soins liés à la séropositivité, accès aux produits de substitution à l'héroïne, etc.

Comment concilier le discours de l'urgence avec celui sur le sida, révélateur de failles sociales et culturelles à combler durablement ? Si l'expérience a prouvé que le sida jetait une lumière crue sur certaines impasses et des manques, qu'il obligeait à reformuler des questions et à trouver de nouvelles solutions, elle démontre aussi qu'il est abusif et inopérant de vouloir faire du sida la grille de lecture unique de tous les maux de notre société. De ce point de vue, les associations de lutte contre le sida ont autant à apprendre des acteurs traditionnels de la santé et de l'action sociale qu'elles peuvent leur apporter. Elles devraient sans doute plus se soucier de mobiliser et d'adapter les dispositifs existants avant d'en créer de nouveaux, de capitaliser l'expérience acquise et les ressources disponibles.

Faute de réflexion globale sur le sens donné à « la solidarité » envers les exclus, l'Etat et les associations multiplient les guichets d'aide

sociale, en catégorisant les publics. Pour des raisons de souplesse, ils développent le SAMU social, des boutiques pour toxicomanes, des bus de prévention. Mais un quart-monde sanitaire regroupant de nouveaux « intouchables » ne risque-t-il pas de s'institutionnaliser, faute de relais suffisants avec le système de soins ? Le sida ne « révèle »-t-il pas une détresse plus large que les associations négligent sans le dire ?

L'action des associations a permis d'améliorer notablement le sort des personnes atteintes ; mais les acquis ainsi obtenus ne pourront être conservés et développés

cours de « victimisation », héritier politiquement correct du tiers-mondisme le plus navrant. Pour être aux côtés de celui qui souffre, il faudrait en faire à la fois une victime de l'autre (homophobe, toxicoprobe, misogyne) et un héros combattant la maladie et l'oppression. Certes, les malades souffrent parfois de discriminations odieuses. Mais peut-on analyser la souffrance sous ce seul angle ?

Que pensent les séropositifs d'un double discours qui, d'un côté, les fige dans l'incarnation du malheur absolu et, de l'autre, les transforme en héros qui ont quasiment l'obligation de ne pas être déprimés,

Pourquoi le corps social continue-t-il de déléguer la gestion d'une épidémie qui concerne tout le monde à une minorité agissante ?

que s'ils sont élargis à d'autres maladies, d'autres exclusions. La défense des intérêts particuliers a été une étape nécessaire, imposée par l'inertie ou l'hostilité des institutions et de la société. Il faut maintenant passer à une lutte qui soit partie prenante d'autres revendications et mouvements sociaux. N'y a-t-il pas contradiction entre les pulsions identitaires auxquelles certaines associations donnent libre cours et la volonté historique de sortir le sida de ses « ghettos » d'origine ?

Autre dérive non avouée : le dis-

sous peine de faire chuter leurs T4 ?

La chape de plomb du prêt-à-penser parasite la pédagogie de la prévention. Ainsi une association qui refuse de laisser dire que le sida est mortel voit dans le film *Philadelphia* un hymne à la vie. Mais, pour une autre selon laquelle « le sida, on en crève ! », ce film dit enfin « la » vérité au grand public. Quand les épidémiologistes révisent à la baisse l'estimation du nombre de séropositifs, certains activistes les accusent de négationnisme. Quand ils relèvent une re-

prise de l'épidémie chez les gays, les mêmes militants ne voient dans cette information que la remise en cause de leur action et une attaque contre la communauté gay. Cela rappelle le déni du sida chez les leaders du mouvement homosexuel à un autre moment-clé de l'épidémie : le début des années 80.

Tout à leur effort de mobilisation, à la lutte contre la discrimination, les associations n'ont pas assez dit que, face au sida, les enjeux sont autant démocratiques que techniques.

Cela suppose donc de rendre des comptes, de justifier son expertise, de penser le sida non plus comme un tout, mais de le restituer parmi les autres problématiques de santé publique et d'exclusion. Les Sidactions de 1994 et de 1995 ont été le symbole des contradictions associatives. En 1994, la volonté des télévisions et de certaines associations de « faire consensus » montrait bien le « risque » du débat : indisposer des donateurs. Est-il satisfaisant d'arguer du peu de maturité de l'opinion pour éviter les débats contradictoires ?

L'afflux inattendu d'argent a suscité une course aux projets nouveaux, alors qu'il aurait été peut-être plus pertinent de renforcer et d'adapter les dispositifs généralistes existants. Avec le reflux financier du Sidacon 1995, les associations risquent de sacrifier des programmes cruciaux pour maintenir leur standing plutôt que s'interroger sur leur finalité. Elles sont incitées aussi à se livrer à une surenchère dans la recherche de fonds, en se disputant la palme de

l'efficacité dans l'aide aux malades par le biais de campagnes d'images et de coups médiatiques.

Les valeurs éthiques et l'engagement citoyen dont se réclame le mouvement sida sont-ils compatibles avec les recettes du *charity business* ? L'argent est-il ce qui manque le plus dans le sida ? Quelle place a l'argent privé dans un pays où la prise en charge sanitaire et sociale relève des responsabilités de l'Etat ?

Celui-ci, en ne finançant qu'un compte-gouttes les associations, les pousse également à rentrer dans une fausse logique financière qui consiste à quémander perpétuellement des fonds comme un dû. Il n'est pas question d'être hypocrites : l'argent n'est pas sale par nature à condition qu'il soit utilisé dans la clarté et avec efficacité.

Combien de temps encore les associations pourront-elles occulter toutes ces contradictions ? Il serait urgent pour elles de convertir la rente de situation que constitue leur image en investissement dans le débat démocratique, comme ont su le faire certains leaders d'organisations non gouvernementales (ONG) qui n'ont pas hésité à interpeller l'opinion sur les dérives de la pensée humanitaire.

**Marie Ahouanto, Cedric Claquin, Pierre Kneip, Emeric Languerand, Roland Landman, Françoise Linard, Mathieu Verboud, Laurent de Villepin** sont membres d'associations de lutte contre le sida.

## Les Africaines ont le droit de savoir

par Dominique Kerouedan

**L**A condition de la femme africaine - le facteur VIH venant ici exacerber une réalité sous-jacente antérieure - ne pourra évoluer favorablement que si les femmes maîtrisent les situations, les choix et les décisions qui les concernent. Pour espérer un jour son émancipation, la femme africaine doit parvenir à être souveraine. Elle ne peut l'être, pour le bénéfice de son devenir et de celui de ses enfants, que si elle dispose de tous les éléments pour réfléchir et agir. Y compris vis-à-vis de sa santé.

Cela est d'autant plus vrai à l'égard de la transmission du sida en Afrique : les femmes ne maîtrisent pas leur sexualité, ce qui est un facteur majeur d'exposition à leur infection par le virus du sida et de propagation de l'épidémie. Dépendantes des choix et des décisions de leur père (de très bonne heure, puisque dès l'âge de onze ou douze ans il n'est pas rare qu'elles soient offertes par leur père à des hommes plus âgés et souvent infectés), puis de leur partenaire ou de leur mari, elles n'ont pas le pouvoir de dire non.

Dans ce contexte, nous concevons bien en quoi les messages de prévention du sida les plus couramment diffusés en Afrique, incluant les thèmes de l'abstinence, du port du préservatif, de la fidélité sont caducs lorsque les responsables des campagnes de prévention pensent s'adresser aussi aux femmes. Les femmes africaines n'ont pas le choix de décider du moment de l'acte sexuel. L'abstinence est pour elles exclue. Encore moins disposent-elles du pouvoir d'imposer aux hommes l'usage des préservatifs. Les femmes sont généralement fidèles, mais comment la fidélité peut-elle les protéger si leurs partenaires ne le sont pas ? Une des armes de la lutte contre le sida en Afrique est bien que les femmes maîtrisent les décisions et les choix relatifs à leur sexualité.

Pour ces raisons et de manière générale, nous redoutons tous les propos qui visent à ralentir tout effort vers l'émancipation des femmes ou tout effort de prévention du sida sur ce continent. Il n'y a pas d'émancipation possible sans connaissance de cause. Il n'y a ici pas de prévention efficace du sida sans connaissance du statut sérologique.

La question de la femme et de la mère africaines face au sida est une question de société et une question de santé publique, plus qu'une question de dépistage au sein d'un protocole de recherche. Abordons-

la comme telle : les femmes souffrent de leur séropositivité parce que la communication sur le sida en Afrique a été extrêmement réductrice pendant les dix dernières années, en portant quasi exclusivement sur la prévention de la transmission du VIH par voie sexuelle et en insistant sur le multipartenariat comme facteur de risque.

Comment éviter alors que les femmes infectées, alors même que le plus grand nombre d'entre elles ne connaissent pourtant que leur mari, soient insultées et traitées de prostituées par celui-ci, rejetées et chassées de leurs foyers ? Les jeunes filles et les femmes ont été peu visées par les stratégies de prévention menées au profit de la population en général. Les canaux de communication habituellement utilisés que sont la presse, la radio et la télévision leur sont bien souvent inaccessibles. Les notions de transmission du VIH de la mère à l'enfant, de transmission du VIH en milieu hospitalier, la notion même de séropositivité par rapport au sida, ont été très peu abordées. Elles commencent à l'être dans certains pays malheureusement déjà très touchés par l'épidémie, là où les cas de sida sont si nombreux que nous ne pouvons qu'en parler.

Une question de société, plus qu'une question de dépistage

Même si elles doivent en souffrir en première instance, les femmes africaines ont le droit de savoir et le droit d'exister séropositives. C'est ce droit pour lequel il faut se battre. Ce n'est pas en gardant le silence sur la séropositivité que l'on parviendra à faire évoluer les mentalités et à favoriser l'insertion des personnes vivant avec le sida. De grâce, ne créons pas davantage d'obstacles à la prévention du sida en Afrique. C'est déjà bien assez compliqué : parlons du sida, parlons des séropositifs en Afrique aussi ; défendons-les, aidons-les à exister au contraire, aidons leur entourage à ne pas les craindre et à les accepter, à continuer de vivre avec eux. Ils auront besoin de cet entourage à tous les stades de leur maladie. Démunis sur le plan thérapeutique, souvent même pour l'essentiel, sans parler des traitements antirétroviraux, nous pouvons tout de même limiter ainsi l'impact

de cette maladie en Afrique. Un autre aspect est celui du secret médical. Nombre de personnes souffrent de discrimination en Afrique, non parce qu'elles ont fait connaître leur statut à leurs partenaires, mais parce que leur statut a été révélé à autrui à leur insu, soit dans le milieu familial, soit dans le milieu professionnel. Il faut reconnaître que la déontologie médicale, et les questions d'éthique en général, sont malheureusement peu estimées et peu respectées par nos confrères africains. C'est de la violation du secret médical que souffrent les personnes infectées sur ce continent, les femmes comme les hommes.

Nous sommes confrontés à des situations familiales et sociales qui pourraient être prévenues si les femmes et les couples étaient volontairement dépistés et conseillés correctement. Étant donné les chiffres de séropositivité dans ces pays, nous devons encourager le dépistage volontaire des femmes enceintes et de la population en général. Nous y croyons parce que le dépistage volontaire et anonyme permet de s'adresser aux personnes individuellement, de s'entretenir longuement avec elles, de faire passer de nombreux messages à la fois. Alors que les discours collectifs sur l'usage des préservatifs et les changements de comportements... Qui peut nous dire aujourd'hui l'impact de ces stratégies en Afrique ?

Si les femmes africaines sont rejetées et humiliées, c'est d'abord du fait de leur condition de femmes trop souvent analphabètes, dans une société inégalitaire où elles maîtrisent à peine les questions de cuisine et de maternité. Même l'éducation des enfants bien souvent leur échappe, contrairement à ce que nous pensons. Nous devons donc mener des actions qui contribuent à leur émancipation, à les amener à prendre des décisions, à prévoir l'avenir, à s'y projeter et à faire des choix en toute souveraineté. Pour cela, elles doivent savoir et connaître. Les femmes séropositives, comme les autres, ont besoin d'exister et d'être ce qu'elles sont.

Nous n'avons pas de médicaments à proposer aux femmes d'ici. Mais nous avons d'autres armes pour prévenir l'infection par le VIH et limiter l'impact de l'épidémie : les sortir de l'ignorance et de leur aliénation.

**Dominique Kerouedan**, médecin, est conseillère technique au Programme national de lutte contre le sida en Côte d'Ivoire.

## Que communiquer ?

par Jonathan M. Mann

« COMMUNIQUER pour agir » - défi fondamental.

Mais que communiquer ? Vers quelle action ? Comment réunir le savoir, la communication et l'action ? Un consensus collectif sur le sida existe actuellement : le transfert de l'information seule ne suffit pas à une prévention efficace. Le vrai problème dépasse en fait cette conclusion tout compte fait banale : notre communication, notre information et nos actions ne sont qu'à la mesure de l'analyse que l'on aura faite du problème posé et de la définition que l'on en aura avancée. Après presque quinze ans d'expérience, la question est de savoir sur quel doit porter la communication et quelles actions bénéficieront de ses effets.

L'histoire de l'information sur le sida - de ses processus d'acquisition autant que de sa communication - se lit à travers de la série d'images et de définitions de la pandémie qui se sont succédées. La première phase a été une phase d'alerte et d'information. Suite à la découverte clinique en 1981, l'épidémiologie dans sa forme classique a cherché à cerner l'ampleur du problème, sa distribution géographique et démographique, ses modes de transmission, et les comportements qui y sont liés. Des campagnes d'information d'une vigueur et d'une ampleur sans précédent ont visé à alerter le public sur l'existence du problème et ont cherché à traduire des données épidémiologiques dans des termes compréhensibles par tous. La priorité était donc de susciter une mise en état d'alerte tout en propageant l'information essentielle sur l'épidémie et sur les moyens de se protéger contre elle. Revoyant ces images et ces messages aujourd'hui, on est frappé par leur aspect expéditif, insuffisant et provisoire.

Un millier de cette décennie, la santé publique a développé une image plus cohérente du sida. A la tâche d'alerter a succédé l'effort, beaucoup plus complexe, d'informer, d'éduquer, et d'assurer une gamme de services sanitaires et sociaux afin de promouvoir et d'appuyer les changements du comportement individuel sur lesquels la prévention était fondée.

Depuis environ 1988, l'approche hautement classique de la santé publique - qui définissait l'épidémie et les maladies en gé-

néral comme facteurs dynamiques dans un contexte social statique - boitait. Nos efforts n'aidaient en effet qu'une petite partie de la population ; ils étaient d'une certaine utilité à un plus grand nombre, mais n'étaient guère profitables à la majorité. Dans tous nos pays - même les plus riches -, l'épidémie continuait à se propager, parfois de façon explosive, comme on a pu le voir sur les continents américain ou asiatique.

En fait, depuis la fin des années 80, ceux qui travaillent sur le sida savent que la simple poursuite - ou même l'amplification des actions et activités en cours - ne sera en aucune manière capable d'enrayer la pandémie. Cette vérité profonde mais pénible, surtout quand on sait le courage, la créativité et l'engagement déployés pendant plus d'une décennie, a amené la santé publique à la croisée des chemins. Il est tentant de se contenter du déclin actuel du nombre de nouvelles infections et de se satisfaire des efforts de prévention en cours.

Il ne suffit pas de citer, en conclusion d'un discours, l'importance des facteurs sociaux, économiques, politiques et culturels pour que ceux-ci soient véritablement pris en compte

L'autre voie qui s'ouvre à une santé publique souvent timorée imposera le rejet du statu quo quant à la définition du problème, aux sources d'information nécessaires, et aux formes d'actions qu'appelle le sida. C'est la voie qui conduit vers une analyse, une compréhension et une action au niveau social - dimension parfois évoquée mais en réalité souvent négligée par la santé publique traditionnelle. Car il ne suffit pas de citer, en conclusion d'un discours sur le sida ou sur tout autre problème de santé publique, l'importance des facteurs

sociaux, économiques, politiques et culturels pour que ceux-ci soient véritablement pris en compte.

Au lieu de multiplier les analyses épidémiologiques, nous devons repenser et reformuler les questions de base. Nous pouvons avancer plus loin à travers d'une nouvelle analyse de la pandémie et de son évolution, et réfléchir sur les raisons concrètes de l'insuffisance des programmes actuels.

Informons pour agir. Il est clair qu'il est plus simple d'alerter que d'informer ; et il est simple de rester au niveau de la santé publique traditionnelle que de mettre en cause directement les conditions sociales qui déterminent - plus que tout autre élément - qui vivra et qui mourra, qui sera en bonne santé et qui sera malade, de quoi et à quel moment. Mais aujourd'hui, face au sida, révélateur puissant des limites inhérentes des approches et des paradigmes hérités, il est nécessaire d'inscrire et d'intégrer la dimension sociale des droits de la personne concrètement dans les stratégies de prévention au niveau communautaire, national et mondial. Les objectifs et le contenu de l'information jugés indispensables pour la prévention de demain en découleront. De même que nous savons que des efforts pour soutenir la capacité associative d'une société peuvent contribuer autant ou plus à la lutte contre le sida que la création d'une organisation anti-sida, nous pouvons entrevoir que l'éducation sur les droits de la personne - et donc sur les racines de la santé - serait aussi importante pour le futur de l'épidémie que la communication de n'importe quelle information spécifique sur le sida.

Analyse, communication, action : vers une nouvelle santé publique - enfin capable d'affronter les causes sociales profondes de la maladie, des handicaps et de la mort précoce. Après presque quinze ans de lutte, nous continuons à porter un message de confiance et d'espoir : confiance dans notre capacité de renouveler nos analyses et notre compréhension face à une pandémie dynamique et volatile ; confiance dans l'importance des droits de la personne et de la dignité humaine.

**Jonathan M. Mann** est professeur d'Ecole de santé publique de l'Université de Harvard (Massachusetts).

27/12/1995



**Le Monde** est édité par la SA Le Monde.  
Président du conseil d'administration, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani.  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldon, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction ;  
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel ;  
Rédacteurs en chef : Thomas Fenech, Robert Solé ;  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camille, Pierre Georges, Laurent Goussier, Danielle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Vincent Lemaire, Marcel Luchet, Luc Rosenzweig ;  
Directeur artistique : Dominique Royette ;  
Rédacteur en chef technique : Eric Ann ;  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fauroux ;  
Directeur de la gestion : Eric Plaque ; directeur délégué : Anne Chaussebourg ;  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet ;  
Médiateur : André Laurens ;  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président ;  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lesourne (1991-1994) ;  
Le Monde est édité par la SA Le Monde.  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil d'administration ;  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE PALAISEAU, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél : (1) 46 45 25 25 Télécopieur : (1) 46 45 25 27 Fax : (1) 46 45 25 26  
ADMINISTRATION : 15, RUE PALAISEAU, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél : (1) 46 45 25 25 Télécopieur : (1) 46 45 25 27 Fax : (1) 46 45 25 26

## Le Monde

EDITORIAL

### Discrimination et sida

**I**NEXORABLEMENT, sur les cinq continents, la pandémie de sida progresse. Comme les années précédentes, la Journée mondiale de lutte contre le sida fournit l'occasion d'un triste constat : en 1995, chaque jour, plus de 6 000 personnes sont infectées par le virus. A la mi-juillet, plus de 14 millions d'adultes - 8 millions d'hommes et 6 millions de femmes -, vivant pour 90 % d'entre eux dans des pays en voie de développement, étaient contaminés par le VIH. 4 millions d'adultes sont d'ores et déjà morts du sida. Environ 1,5 million d'enfants ont été infectés, un nombre qui ira croissant à mesure qu'augmentera celui des femmes contaminées.

L'Afrique subsaharienne demeure la région du monde la plus touchée, mais l'Asie, où l'épidémie est beaucoup plus récente, devrait d'ici peu devenir le continent où le nombre de nouveaux cas d'infections est le plus important. D'ici à l'an 2000, prévoit l'Organisation mondiale de la santé, 30 à 40 millions de personnes auront contracté le virus du sida.

Au-delà des chiffres et des piètements de la recherche - contrairement aux fanfaronnades de certains soi-disant spécia-

listes, aucun vaccin n'est actuellement en vue -, un fait massif demeure : le sida est d'abord et avant tout une maladie qui touche des personnes socialement et économiquement défavorisées. La discrimination demeure un facteur essentiel de propagation du virus.

Dans certaines parties du monde, principalement en Afrique, la subordination politique, sociale et sexuelle des femmes les empêche de maîtriser leurs rapports sexuels. Du respect des droits des femmes à la mise en œuvre de vastes programmes de santé publique, la lutte contre la propagation du virus doit donc accompagner, dans les pays les plus pauvres, une politique globale de développement.

Dans les pays riches, la situation épidémiologique est différente. La transmission du virus s'observe essentiellement dans

certaines groupes à risque - toxicomanes, homosexuels - ainsi que dans certaines populations migrantes. Tout particulièrement en France, cette constatation conduit à s'interroger sur la pertinence des campagnes « généralistes » d'information et de prévention visant indistinctement, pour l'ensemble de la population, l'utilisation du préservatif. Ces campagnes ont eu des effets pervers. En accréditant, sans nuances, l'idée que tout un chacun pouvait contracter le virus, elles ont fini, comme l'a montré la dernière enquête menée sous l'égide de l'ANRS et de la direction générale de la santé, par convaincre l'opinion de l'existence d'un danger massif et de la nécessité de mettre en œuvre des mesures discriminatoires (« sidatoriums », dépistage obligatoire, levée du secret médical).

Eviter toute forme de stigmatisation des personnes infectées et rétablir une certaine « vérité » épidémiologique, de manière à affiner les politiques de prévention : tel est le double défi auquel sont confrontées les autorités sanitaires. En sachant qu'il serait catastrophique que le ralentissement observé en France serve de prétexte à une diminution de l'effort financier consenti pour lutter contre la pandémie.

### Duo américano-russe sur l'OTAN

Suite de la première page

Il n'est ressortit pourtant pas complètement les mains vides d'une négociation qui a duré des semaines. Sans doute Andreï Kozirev, ministre russe des affaires étrangères, a-t-il un peu enjolivé la réalité en déclarant : « A travers la coopération, nous parviendrons à un changement dans le rôle de l'OTAN, les fonctions de l'Alliance atlantique, et nous serons en mesure de défendre notre point de vue, notamment sur la question de l'expansion de l'OTAN. »

Mais il n'a pas totalement tort d'espérer pouvoir un jour influer sur les décisions de l'organisation occidentale. Les Etats-Unis et la Russie sont en effet engagés dans un vaste marchandage dont l'enjeu est à terme l'architecture de sécurité qui remplacera en Europe le vide laissé par l'effondrement de la structure bipolaire, et dont la manifestation actuelle est la controverse sur l'élargissement de l'OTAN vers l'Est. Les dirigeants russes, toutes tendances confondues, veulent empêcher cette extension, soit parce qu'ils sont convaincus qu'elle est dirigée contre eux, soit parce qu'elle ferait le jeu des nationalistes les plus extrémistes, soit encore pour des raisons purement tactiques : en faisant monter les enchères, le Kremlin cherche à arracher des compensations aux Occidentaux. C'est la méthode qu'il a déjà employée en refusant de signer le « partenariat pour la paix » aussi longtemps qu'il n'avait pas obtenu un statut privilégié tenant compte de son passé de superpuissance.

En menaçant l'Alliance atlantique des pires calamités en cas d'élargissement de l'OTAN, Boris Eltsine a parlé d'une nouvelle ère de glaciation en Europe - les Russes espèrent ébranler les membres européens de l'Alliance, qui devront donner leur consentement ; inquiéter suffisamment l'administration américaine pour qu'elle renonce ou le Congrès pour qu'il refuse une opération coûteuse ; et si ces menaces se révèlent vaines, faire payer le prix fort.

#### ALTERNATIVE

En réalité, la Russie a des possibilités de représailles limitées ; elle peut essayer de reconstituer un bloc militaire autour de la Communauté des Etats indépendants - mais les candidats ne se bousculent pas ; elle peut remettre en cause l'accord sur la limitation des armements classiques en Europe - mais elle l'a déjà fait - ou retarder la ratification du traité SALT II sur la réduction des armements stratégiques. Elle peut aussi menacer de sortir du « partenariat pour la paix », mais ce serait un aveu de faiblesse plus que de force.

La Russie n'a aucun intérêt à bouter les possibilités de concertation offertes par l'OTAN ; au contraire, elle veut être partout partie prenante, quitte à cacher ses reculs sous une intransigence rhétorique, comme l'a fait encore mardi le général Gratchev à Bruxelles. Que ce soit dans le « partenariat pour la paix », avec l'accord sur la Bosnie, lors de manœuvres communes, etc., les Américains et les Russes se livrent à des exercices compliqués de dissuasion et de confiance mutuelles ; Washington veut montrer que l'OTAN n'est pas (n'est plus) une organisation dirigée contre Moscou, qu'elle a un rôle essentiel à jouer dans la sécurité de l'Europe, que Moscou

peut coopérer avec elle, donc que son élargissement en direction des anciens pays socialistes est inoffensif. Le Kremlin, en revanche, cherche à prouver que la paix en Europe peut être maintenue - ou rétablie - par une entente entre l'OTAN et la Russie, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une extension de l'organisation atlantique qui mettrait en péril la coopération. Celle-ci « n'est pas un feu vert mais une alternative à l'élargissement de l'OTAN », a insisté M. Kozirev.

Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis ont aujourd'hui plus d'atouts pour forcer Moscou à accepter leurs conditions. Le feront-ils sans trop se soucier des Européens, qui sont tentés d'utiliser le refus russe actuel de l'élargissement pour amener Washington à envisager une réforme de l'OTAN et la création d'une identité européenne de défense ? On ne peut l'exclure, quand on voit comment les Européens ont dû batailler à Dayton pour ne pas être complètement tenus à l'écart dans la négociation de l'accord de paix en Bosnie ou à Bruxelles pour imposer un contrôle politique de tous les membres de l'Alliance atlantique sur les décisions militaires du commandant en chef américain.

Dans un entretien au magazine *Time*, Jacques Chirac a cité « la modernisation de l'Alliance atlantique et la création d'un pilier européen de défense », parmi ses objectifs prioritaires. Il est grand temps de passer des déclarations aux actes, pour ne pas être pris à contre-pied par un arrangement russo-américain qui ne laisserait plus beaucoup de marge de manœuvre.

Daniel Vernet

### Barcelone, vue du Sud

volet consacré aux « échanges entre sociétés civiles » prône « le respect entre cultures et religions » et « la coopération décentralisée entre les acteurs du développement ».

Cela n'a pas empêché l'Europe, résolue à combattre l'immigration clandestine, de demander au Sud le renforcement de la coopération mutuelle pour réduire les pressions migratoires et d'harmoniser la semaine dernière sa politique d'asile dans un sens restrictif en fixant sur une définition plus étroite du statut de réfugié.

D'autant qu'elle tient souvent le Sud pour une « bombe à retardement démographique » posée à sa porte. D'ici à l'an 2010, date souhaitée pour l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne, la population des douze pays du Sud représentés à Barcelone augmentera de 50 %, passant de 200 à 300 millions d'habitants. Si beaucoup, notamment au Maghreb - où un homme sur deux a moins de vingt-cinq ans -, commencent à admettre que la politique familiale laxiste menée dans le passé empêchera pour longtemps de réduire sensiblement le chômage, même si la croissance économique vient à galoper, ils restent aussi, courbes à l'appui, que la tendance démographique s'est désormais inversée.

L'autre inquiétude du Sud est d'ordre économique. Le bassin méditerranéen redoute d'être surtout une terre de mission commerciale pour les produits du Nord. Sans doute faut-il relativiser cette crainte, pour deux raisons. D'abord cette région occupe - et occupera longtemps - qu'une place marginale dans le commerce global de l'Union européenne : 5 % de ses exportations, 4 % de ses importations. Ensuite, l'Europe y tient déjà un rôle prédominant, absorbant, par exemple, 80 % des produits tunisiens, 70 % des exportations ma-

rocaïnes, et 68 % de celles de l'Algérie.

L'amertume du Sud à des raisons plus profondes. Estimant avoir nagueré pâti de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, il dit aujourd'hui faire les frais des retournements du Vieux Continent avec lui-même. Face aux pays d'Europe centrale, géographique et culturellement plus proches de l'Union, où, entre autres atouts, la main-d'œuvre est mieux formée, et qui peuvent offrir aux investissements une forte valeur ajoutée, le Maghreb doit se contraindre des capitaux résiduels.

Même si le Sud se compare parfois abusivement à l'Europe centrale, alors qu'il n'a pas vocation, comme celle-ci - en dehors de Malte, Chypre et la Turquie - à adhérer à l'Union, il ressent cruellement le fait de recevoir d'elle une aide par tête d'habitant trois fois moindre que celle accordée à l'ancien monde communiste. Certains pays mettent aussi en cause la responsabilité historique de l'Europe, pour les avoir mal récompensés des efforts accomplis de longue date avec sa bénédiction. Le Maroc, à cet égard, est un cas exemplaire : bon élève, adepte de l'économie de marché depuis les années 60, il estime avoir été lâché par le Nord au moment où il perdait la plupart de ses avantages comparatifs au profit de l'Europe centrale et de l'Asie, alors qu'il aurait au moins mérité de recevoir « une prime de fidélité ».

A cela s'ajoute l'incompréhension envers une Union qui préconise le libre-échange, mais en exclut pour l'instant les produits agricoles, pourtant vitaux pour les économies du Sud, afin de protéger les équilibres de sa propre politique agricole commune. Ultime paradoxe : les plus ardents avocats d'un réajustement de l'Union vers le Sud - les pays latins - sont aussi les plus

intransigeants à son égard, dès que leurs intérêts sont en jeu, comme l'a encore montré, s'agissant de l'Espagne, la récente et rude négociation sur le renouvellement des accords de pêche entre l'Union et le Maroc.

Il reste que la rive sud de la Méditerranée n'a pas le choix. Pour mieux s'intégrer à l'économie mondiale, et sous peine d'être marginalisée, elle doit s'ancrer à l'Europe. Même si celle-ci ne fait pas pour le moment profiter ses voisins d'une force d'entraînement comparable à celle du Japon en Asie ou des Etats-Unis sur le continent américain. La réussite de cet ancrage suppose d'entrée de jeu, comme le souligne le professeur Driss Ben Ali, économiste à l'université de Rabat, « que l'Europe cesse de se barricader derrière un discours sécuritaire et que la rive sud renonce à un discours purement revendicatif ».

Jean-Pierre Langellier

#### RECTIFICATIFS

##### ANGOLA

Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre article sur les rencontres de création chorégraphique africaine de Luanda (*Le Monde* du 24 novembre 1995), Ana Maria de Oliveira, ministre de la culture du gouvernement angolais, appartient au MPLA, parti au pouvoir depuis l'indépendance, et non à l'Unita, parti de Jonas Savimbi.

##### GEORGES MESMIN

Georges Mesmin (UDF-CDS) n'est plus maire du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, comme il a été indiqué par erreur dans l'article du *Monde* du 28 novembre. Il est député de cet arrondissement, dont la mairie est détenue par Pierre-Christian Taittinger (UDF-PR).

#### REVUE DE PRESSE

##### FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Friedrich Karl Fromme  
■ Les Verts et le SPD ont proposé au Bundestag une loi visant à réhabiliter les déserteurs de la Wehrmacht condamnés par les tribunaux militaires (...). Une réhabilitation globale de ces déserteurs causerait du tort à la Bundeswehr, car elle remettrait en question la légitimité du service militaire.

##### LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jacques Julliard  
■ L'avenir de la Bosnie est désormais, pour l'essentiel, entre les mains des Bosniaques eux-mêmes. Nous pouvons cependant les aider à rétablir la démocratie, en imposant la punition des criminels de guerre.

##### INFOMATIN

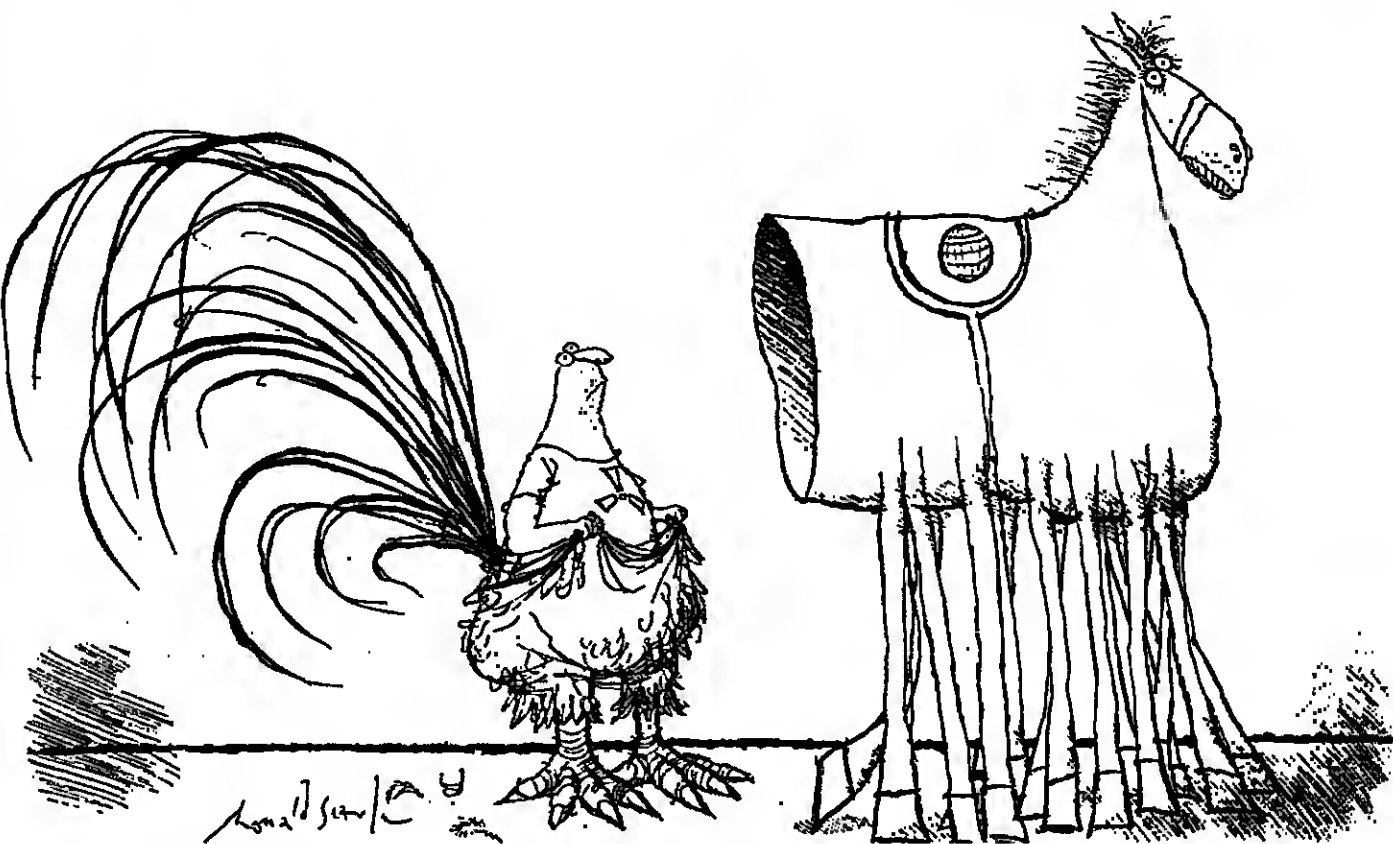
Marc Jézéguel  
■ Trop c'est trop. Ce n'est pas la grève qui est en cause. Encore moins le droit de la faire. Mais pourquoi ne pas l'imaginer autrement ? En pesant sur les intérêts de l'entreprise, sans léser ceux des clients. Cheminots, RATPistes, électriciens, postiers : roulez, éclairez, trieux, mais gratuitement.

##### EUROPE 1

Aloin Duhamel  
■ Entre les propositions des présidents d'université, les offres de François Bayrou et les demandes des étudiants, il n'y a pas d'abîme (...). Un geste significatif en faveur d'une génération d'étudiants qui n'a jamais connu que la crise n'aurait de surcroît rien d'abusif.

##### FRANCE INTER

Bernard Guetta  
■ Sans doute faut-il accepter le changement. Sans doute comportent-il des sacrifices, mais tant que personne ne dira vers quelle rive nous voguons, tant qu'on méprisera la politique, le front du refus s'élargira.





## FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / VENDREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1995

**RESTRUCTURATION** Les institutions financières spécialisées, ensemble hétéroclite créé par la loi bancaire de 1984, traversent une crise existentielle sans précédent.

● LA DISPARITION quasi totale des missions d'intérêt public confiées par l'Etat, et notamment la distribution des prêts bonifiés, leur a ôté leur traditionnel fonds de

commerce. Elles sont condamnées à disparaître ou à se transformer. Certaines préparent leur transformation en établissements de crédits « banalisés ». ● LA MISSION de finance-

ment des PME par le CEPME vient d'être réaffirmée par le premier ministre, qui envisage un rapprochement avec une autre IFS, la Sofaris, et une coopération accrue avec les

sociétés de développement régional (SDR). Ces dernières ont été balayées par la crise des PME, ruinées par des erreurs de stratégie et pénalisées par un actionnariat écarté.

## Les institutions financières spécialisées n'ont plus d'avenir

Créées pour distribuer des crédits bonifiés, elles voient leurs missions supprimées dès lors que l'Etat adopte une politique libérale et que le paysage bancaire se banalise

LE PREMIER MINISTRE a annoncé lundi 27 novembre un vaste plan en faveur des PME. Il s'inscrit dans la lignée de tous ses prédécesseurs, qui, de Pierre Mauroy à Édouard Balladur, en passant par Édith Cresson, ont successivement redécouvert l'importance des petites et moyennes entreprises dans le tissu industriel français. Parmi les mesures présentées à Bordeaux figurent la réaffirmation du rôle du CEPME (Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises)

reux. Il pourrait conduire la banque présumée à relâcher ses critères de sélection, puisqu'elle disposerait d'un filet de sécurité interne. Développer des fonds propres dont ni l'une ni l'autre ne dispose. Le CEPME n'est pas encore sorti de sa période noire, puisqu'il devrait encore consacrer un nouveau déficit en 1995, ce qui porterait le cumul de ses pertes depuis 1992 à 1,7 milliard de francs. Si l'on en croit son président, Philippe Jurgensen, la Sofaris, éta-

près de la Sofaris pour couvrir leurs risques liés à des crédits aux PME. Le CEPME n'arrive, avec 4 %, qu'au 10<sup>e</sup> rang des établissements garantis par la Sofaris en 1994.

## UNE CATÉGORIE ORIGINALE

Alain Juppé va même plus loin puisqu'il préconise une meilleure coordination du CEPME avec les SDR (sociétés de développement régional).

Le choix de resserrer les liens de ces établissements n'est pas le fruit du hasard. Ils ont en commun leur statut d'institutions financières spécialisées (IFS). Une sorte de fourre-tout créé par la loi bancaire de 1984 pour caser tous les établissements incasables. « Une catégorie très originale au sein du système bancaire français », rappelle le plus sévère commentateur du monde, la commission bancaire dans son rapport 1994.

Les IFS avaient en commun, lors de leur création, la mission permanente d'intérêt public que leur avait confiée l'Etat, faisant d'elles des instruments réguliers de politique industrielle. Les SDR étaient chargées du financement des besoins en capitaux des entreprises locales. Le CEPME et la Sofaris se consacraient aux concours à moyen ou à long terme et aux garanties et appuis en fonds propres aux PME. Le Crédit foncier de France et le Comptoir des entrepreneurs financiers l'immobilier. Le Crédit local de France prêtait aux collectivités locales. La Société nationale de crédit agricole prêtait aux agriculteurs. Les départements d'outre-mer et la Caisse française de développement les pays en voie de développement.

En contrepartie, le gouvernement se réservait la nomination des dirigeants, ce qui lui permettait, disent les méchantes langues, de nourrir le

corps des inspecteurs des finances. En fait, rien ne rapproche les IFS les uns des autres. « Elles n'existent pas en tant que communauté, comme les banques AFB », souligne un banquier. C'est pourquoi, dix ans après leur création, aucune n'a les mêmes objectifs et ne mène le même combat, tant leurs situations et leurs états de santé sont différents. Toutes pourtant ont dû et doivent encore faire face à la disparition progressive de leur trame de situation, puisque, dans la plupart des cas, leurs missions de service public ont purement et simplement disparu. Certaines payent en prime les excès de gestion engendrés par le confort de leur statut. Combles de malchance, elles ont été touchées, à quelques années d'intervalle, par deux choses successives : la désengagement et la récession. Cette dernière a été d'autant plus durement ressentie que ces institutions financières, par tradition, l'immobilier et les entreprises.

L'inventaire de chacune des IFS fait la démonstration de l'absurdité de la situation. Le Crédit national est une société de droit privé. Il n'a plus de mission d'intérêt public. Ses dirigeants ne sont plus désignés par le gouvernement, mais son personnel bénéficie toujours du statut d'IFS. Le CEPME et la Sofaris sont membres associés de l'AFB et ont adhéré à sa convention collective. Le

## La Sofaris, soutien des PME

Créée en 1982 pour inciter les banques à prêter aux petites et moyennes entreprises (PME) en les garantissant contre des pertes selon un mécanisme classique d'assurance, la Sofaris a apporté, en 1994, 12 milliards de francs de concours à plus de cinq mille PME. Pour le premier semestre 1995, près de 3 500 entreprises ont bénéficié d'un soutien de 6,5 milliards de francs. Le risque encouru sur les crédits aux PME est supérieur à la moyenne. Une étude de la Sofaris indique que, sur la période 1986-1993, le niveau des sinistres sur engagements bancaires est de l'ordre de 2 %, alors qu'il n'est que de 0,5 % pour les grandes entreprises. Pour éviter les effets brutaux d'accélération et de freinage successifs sur le financement des PME par les banques, l'intervention publique consiste à alléger le risque des prêteurs par la mutualisation d'une partie de celui-ci. La Sofaris ne prend à sa charge que 50 % du risque et au maximum 65 % dans le cas du financement de la création d'entreprise.

CEPME attend depuis deux mois que le gouvernement se mette d'accord sur le nom de son nouveau président. Le Crédit foncier de France, réputé indestructible, traverse la plus grave crise de son histoire et entretient discrètement la porte de l'AFB, via le développement de sa petite banque Domus. Il tente, avec La Poste, de se réinventer une stratégie après que l'Etat lui ait tiré le tapis sous les pieds en décrétant la disparition des prêts d'accès à la propriété, dont il avait le quasi-monopole. Le Comptoir des entrepreneurs, « que l'on aurait dû laisser mourir » selon un ancien ministre,

va se trouver absorbé par les AGF et redimensionné. Lorsqu'elles ne disparaissent pas du paysage, les SDR sont adossées à des établissements bancaires ou à la Caisse des dépôts. Le Crédit local de France, pour qui « le statut d'IFS a un vrai sens puisqu'il est spécialisé sur un métier et a clairement une mission d'intérêt général », affirme son président, Pierre Richard, louche toutefois vers la banalisation partielle. Il a déjà développé un « outil bancaire », membre associé de l'AFB.

Les pouvoirs publics ont longtemps ignoré le dossier des IFS, tant il était difficile de répondre de façon homogène aux quatre questions suivantes : les IFS ont-elles encore une raison d'être ? Doit-on croire que cette maintenance certaines d'entre elles au prix de recapitalisations successives ? Au nom de quelle doctrine faut-il conserver un statut qui perd toute sa substance ? L'Etat doit-il conserver des bras séculiers pour mettre en œuvre sa politique industrielle ?

En annonçant la création d'une banque de développement des PME issue du CEPME, le gouvernement vient au moins de donner une réponse affirmative à la dernière question.

Babette Stern

## Un statut fourre-tout

Les institutions financières spécialisées, créées par la loi bancaire de 1984, sont des établissements auxquels l'Etat a confié une mission permanente d'intérêt public. Elles ne doivent effectuer d'autres opérations de banque que celles affectées à cette mission, sans à titre accessoire. Comme les sociétés financières, elles peuvent recevoir, d'une manière générale, des dépôts du public à plus de deux ans d'échéance ainsi qu'à titre accessoire, dans les conditions définies par le comité de la réglementation bancaire, des fonds à vue ou à court terme.

La décision prise par les pouvoirs publics de réduire le volume des prêts bonifiés et de supprimer certaines catégories de financements assortis d'aides publiques a conduit un certain nombre d'IFS à engager une reconversion et à offrir de nouveaux services. Certaines IFS, notamment le Crédit national, le Crédit local de France et le Crédit foncier de France, se sont implantées sur des marchés étrangers.

dans le financement des PME et son rapprochement avec la Sofaris. Même si on ne sait pas encore quelle sera la nature exacte de ce rapprochement : fusion, liens capitalistiques ou simple convention de partenariat.

Les deux premières hypothèses semblent difficile à mettre en œuvre. Fusionner un établissement qui octroie des crédits avec un autre dont la mission est de garantir ce même risque est un mélange des genres qui peut se révéler dange-

blissement de place, a besoin de doubler ses fonds propres (aujourd'hui de 800 millions de francs) pour poursuivre son développement.

En revanche, l'idée d'imposer au CEPME de « cofinancer » lorsqu'il s'agit de crédits à l'exportation - la totalité de ses prêts est évidemment la bonne. Une vingtaine d'institutions financières, dont le groupe CIC, la BNP, le Crédit agricole et les Banques populaires, s'assurent d'ores et déjà au-

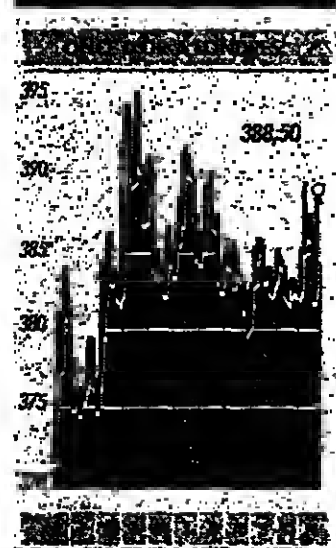
## Le marché de l'or est victime de soubresauts

LONDRES  
de notre correspondant  
dans la City

Le cours de l'or s'est stabilisé mercredi 29 et jeudi 30 novembre, après une flambée surprenante mardi de l'once à Londres sous la pression d'une forte hausse du coût de l'emprunt de ce métal précieux. Il n'aura fallu que dix minutes, mercredi, aux cinq participants à la séance de l'après-midi du *fixing*, qui se tient deux fois par jour au troisième étage de la banque N. M. Rothschild & Sons, pour constater l'arrêt de la hausse du cours de l'or sur le marché physique et déterminer un prix de 388,50 dollars (1911,4 francs) l'once, soit un très léger recul par rapport à mardi. « Personne ne s'attendait à ce que la très vive hausse tienne jusqu'à la fin de la semaine. Chaque fois que l'or se dirige vers la barre journalière des 390 dollars l'once, malheureusement il recule », souligne James Leahy, analyste auprès de Nedcor Securities.

**BAISSE DE LA PRODUCTION**  
Les tensions sur les prêts en or constatées au cours des dernières semaines avaient été à l'origine de cette flambée soudaine du cours du métal fin, monté à son plus haut point depuis juillet 1995. A l'origine de cet événement, qui a pris les opérateurs par surprise, les prêts moins importants que prévu des banques centrales, principaux fournisseurs sur ce marché, sociétaires de rapatrier leur or en cette période de clôture des comptes. A cette contraction de l'offre est venue s'ajouter une augmentation inattendue de la demande provenant des producteurs miniers sud-africains, inquiétés des mouvements sociaux les frappant et qui ont préféré « livrer » leur production à venir. Cette hausse des taux appliquée aux emprunts d'or s'est naturellement répercutée sur le marché physique de Londres comme sur celui de New York. Malgré cette tempête, les ex-

## Le métal jaune reste stable



Stable sur longue période, le marché de l'or est affecté par de fréquents mouvements spéculatifs.

pers de la City demeurent prudents quant à l'évolution du cours de l'or en 1996. Les optimistes parient sur une appréciation de l'ordre de 10 %, dans la foulée du présent accès de fièvre. Quant aux pessimistes, largement majoritaires, ils parient sur le statu quo autour des 380 dollars.

La production mondiale d'or, qui a enregistré en 1994 sa première baisse depuis près de vingt ans, reculant à 2 296 tonnes, devrait rester à ce niveau au cours de cette année, estime l'Institution Gold Fields Mineral Service dans son rapport annuel, publié en juin. La production d'Afrique du Sud, qui ne cesse de diminuer en raison des troubles sociaux et de la baisse de la qualité du minerai, devrait passer à 520 tonnes en 1995, contre 583 en 1994. L'extraction aux Etats-Unis, deuxième producteur mondial, plétine en

raison de difficultés de financement ou d'obtention d'autorisations administratives pour exploiter de nouveaux sites. Les gisements russes sont victimes de l'anarchie prévalant dans l'industrie minière et du manque d'investissement. Mais ce repli des principaux producteurs devrait être largement compensé par l'augmentation de la production en Australie, en Amérique latine (Pérou, Chili, Brésil...) et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Sur le front de la demande, la reprise économique dans les pays occidentaux, tout comme le maintien d'un fort taux de croissance en Asie du Sud-Est, devrait alimenter les achats d'or, que ce soit de la part des joailliers ou des industriels. Mais, en fin de compte, les cours sont surtout influencés par le sentiment des investisseurs. Or celui-ci demeure négatif à l'égard d'un métal qui a perdu son rôle de placement-refuge. « La diminution des tensions politiques dans le monde, la faible inflation que connaissent les économies de l'OCDE et les incertitudes sur l'évolution du dollar continueront à pénaliser l'or », insiste Robert Goy, spécialiste du métal jaune auprès de N. M. Rothschild.

Ce pronostic négatif n'empêche pas certains investisseurs de réviser, et de voir dans les tensions observées sur les prêts en or une nouvelle phase d'évolution des cours du métal jaune. Le métal précieux serait à nouveau entré dans une ère de volatilité des cours contrastant avec la stabilité observée depuis la fin des années 70. Dans ces circonstances, ils envisagent que l'or puisse devenir à son tour un produit dérivé, utilisé à des fins spéculatives ou de protection. Tel est déjà le cas du platine et de l'argent. Des futures (contrats à terme) en or ? Un tel scénario aurait de quoi faire craquer le fléme des géomètres du *fixing* londoniens.

Marc Roche

## Vingt sociétés de développement régional en mutation

Les sociétés de développement régional (SDR) ont été instituées par le décret du 30 juin 1955 avec une double mission : revitaliser les régions en difficulté économique et souffrir de sous-emploi, et faire participer l'épargne régionale à l'effort d'investissement des PME. Quarante ans plus tard, le bilan est catastrophique. Balayées par la crise des petites et moyennes entreprises, ruinées par des erreurs de stratégie et de gestion, pénalisées par un actionnariat écarté, les SDR connaissent, sauf rares exceptions, une grave crise financière. Trois d'entre elles, Lorient, Centre et Picardie, sont en voie de liquidation. Quatre autres sont pour ainsi dire devenues des filiales de groupes bancaires : c'est le cas de la SDR du Sud-Est, dont le Crédit lyonnais détient 66 %, de la Sodéco (banque régionale de l'Ouest) ou de Champex, dans laquelle les caisses d'épargne sont entrées en force. La Caisse des dépôts s'est, pour sa part, renforcée dans SADE (Alsace), Tofino (Sud-Ouest) et Pays de la Loire.

## Wall Street est en proie à une véritable folie spéculative autour d'Internet

LES JOURS se suivent et se ressemblent à Wall Street qui a encore battu un nouveau record mercredi 29 novembre, le 65<sup>e</sup> depuis le début de l'année et le 13<sup>e</sup> lors des quinze dernières séances. L'indice Dow Jones a franchi cette fois le seuil des 5 100 points et portant à 33 % le gain depuis le début de l'année. L'indice SP 500 plus significatif puisqu'il représente 75 % de la capitalisation boursière a également atteint un nouveau sommet à 607,64 points. Les rumeurs de cette hausse sont multiples. A commencer par l'annonce mercredi de l'acquisition des activités d'assurance-dommages d'Aetna par le groupe de services financiers Travelers pour 4 milliards de dollars (19,68 milliards de francs). Les boursiers parient sur la multiplication des fusions entre groupes financiers. Wall Street bénéficie également de la poursuite de la baisse des taux. Le rendement des bons du Trésor américain à trente ans est descendu à 6,19 %, leur plus bas niveau depuis près de deux ans.

## LA POULE AUX ŒUFS D'OR

Sur le fond, la Bourse de New York est portée par un afflux ininterrompu de liquidités. Les plus importants fonds d'investissement américains soulignent que l'engouement des épargnants américains pour Wall Street ne se dément pas, au contraire. Fidelity Investments, le plus grand fonds du monde qui gère 285 milliards de dollars (1 400 milliards de francs), a annoncé avoir vendu 500 millions de dollars de plus en novembre de parts de fonds place-

ments par rapport à octobre. Au total, les épargnants américains ont apporté 2,4 milliards de dollars à Fidelity en novembre.

Enfin, Wall Street est en proie à une véritable folie spéculative autour d'Internet. Les actions des sociétés liées de près ou de loin à ce réseau informatique mondial s'arachent à des cours toujours plus élevés. Les spéculateurs sont persuadés qu'Internet, promis à une croissance exponentielle, sera la poule aux œufs d'or du XXI<sup>e</sup> siècle. « Le monde ne sera plus jamais le même », affirmait la semaine dernière une étude de la banque CS First Boston. La spéculation a franchi une nouvelle étape, mardi, lorsqu'un analyste de la banque d'investissement Goldman Sachs a prédit un avenir radieux à Netscape Communications, le principal éditeur de logiciels d'accès à Internet et le « porte-drapeau » de la nouvelle industrie qui s'épanouit autour du réseau informatique. Selon Goldman Sachs, qui estime à 2 milliards de dollars le chiffre d'affaires que réaliseront dès 1997 l'ensemble des firmes présentes sur Internet, les actions Netscape peuvent doubler d'ici deux ans.

Les cours ont déjà été multipliés par quatre depuis l'introduction en Bourse au mois d'août des titres Netscape. La valeur a encore gagné 18 % mardi et près de 7 % mercredi, atteignant un nouveau record à 140 dollars.

La cohorte de sociétés qui se sont lancées à Wall Street dans le sillage de Netscape et sont liées à Internet comme UUNET ou Netcom On-Line ont suivi le mouvement. Mais une semaine auparavant, les valeurs liées avaient

brutalement chuté. Des évolutions brutales qui sont le reflet d'un marché spéculatif et d'aberrations boursières. Netscape, qui devrait réaliser cette année un chiffre d'affaires de 47 millions de dollars, a une capitalisation boursière de 5,4 milliards de dollars.

Comme dans tout marché boursier qui a déjà fortement progressé, les investisseurs ont de plus en plus de mal à trouver des valeurs dont le potentiel de hausse est important. Ils se rabattent alors sur des paris de plus en plus risqués. La flambée des titres liés à Internet illustre cette évolution. Elle souligne aussi un certain aveuglement des investisseurs qui semblent considérer que les cycles économiques appartiennent au passé, que la croissance est continue et les bénéfices des entreprises toujours appelés à s'améliorer.

Eric Leser  
(avec l'agence Bloomberg)

■ TRAVELERS : Le groupe américain de services financiers va racheter l'activité assurance-dommages d'Aetna Life and Casualty pour 4 milliards de dollars (près de 20 milliards de francs), a annoncé Travelers mercredi 29 novembre. Travelers va fusionner la branche assurance-dommages d'Aetna avec sa propre activité dans ce domaine. Le PDG de Travelers Sanford Weill a indiqué que l'acquisition aurait une contribution positive immédiate aux bénéfices de Travelers. Avec des primes de 10 milliards de dollars, le nouvel ensemble sera le numéro 4 américain dans l'assurance-dommages.

29/11/95



## Seagram et Grand Metropolitan veulent améliorer leurs profits

Dans un marché européen atone, l'alcool n'est plus rentable

Comme l'a confié au Monde son président, Edgar Bronfman, le deuxième groupe mondial de spiritueux Seagram va réorganiser, début 1996,

sa production et son réseau de distribution pour retrouver une croissance supérieure à 10 % de ses bénéfices. Grand Metropolitan investit mas-

sivement dans le marketing pour doper ses marques. Des efforts qui ne porteront leurs fruits qu'à long terme.

L'ALCOOL ne paie plus. Après avoir racheté au printemps les studios de cinéma MCA, le groupe canadien Seagram, deuxième groupe mondial de spiritueux derrière Grand Metropolitan, doit restructurer ses métiers de base : les alcools de grande marque. La société canadienne, qui détient les whiskeys Chivas, Glenlivet ou Four Roses, le cognac Martell, le champagne Mumm ou la vodka Absolut, a annoncé, mercredi 29 novembre, une provision pour restructuration de 290 millions de dollars (environ 1,4 milliard de francs), faisant plonger le groupe dans le rouge au troisième trimestre.

Le groupe familial présidé par Edgar Bronfman, qui a enregistré 811 millions de dollars de bénéfices pour 6,4 milliards de chiffre d'affaires en 1994, a vu ses marges dans les spiritueux chuter de 3 % au troisième trimestre. « En Europe, le marché des spiritueux continue d'être extrêmement difficile. Les prix et les volumes stagnent », confie au Monde Edgar Bronfman, président de Seagram, qui entend réagir à cette contre-performance. « Nous voulons mener une politique agressive pour avoir une croissance à deux chiffres de nos profits », poursuit M. Bronfman.

Depuis dix-huit mois, le cabinet de conseil en stratégie Boston Consulting Group mène une mission de « re-engineering » au sein du groupe, dont les conclusions seront rendues au premier semestre 1996 et mises en application. « Nous espérons devenir plus efficace en diminuant notamment nos coûts de production et de distribution. Les économies et les améliorations

sont beaucoup plus vastes que celles que nous croyions réaliser au début. Mais il sera impossible de réaliser cette réorganisation sans diminuer le nombre d'emplis du groupe », note M. Bronfman, qui se refuse à chiffrer les licenciements, en particulier en Europe et en France.

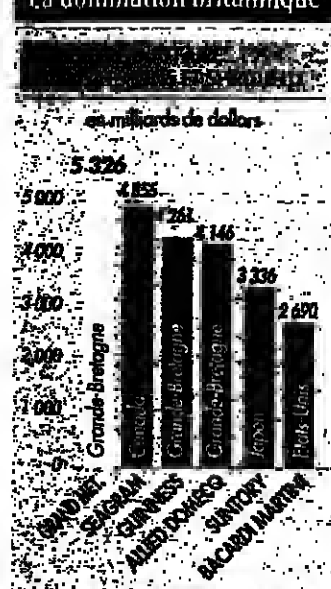
Le groupe parvient toutefois à sauver l'essentiel grâce à la bonne tenue du marché américain et surtout à ses ventes en Asie, en particulier de Cognac, sur lequel le groupe mise depuis des années. « Nous sommes leader dans cette région, qui a un bien plus grand potentiel à long terme que l'Europe de l'Est, par exemple, d'autant que les consommateurs achètent de forte marge », poursuit M. Bronfman.

### PRIX EXCESSIFS

Le groupe canadien semble en meilleure position à long terme que son concurrent, numéro un mondial du secteur, le groupe britannique Grand Metropolitan, qui a annoncé jeudi 30 novembre un bénéfice annuel avant éléments exceptionnels de 912 millions de livres (6,9 milliards de francs) pour l'exercice clos le 30 septembre, en baisse de 3,5 % par rapport à l'année précédente.

En France, en Asie du Sud-Est, la filiale de vins et spiritueux de Grand Metropolitan, International Distillers and Vintners (IDV), qui détient le whisky J&B, la vodka Smirnoff, la liqueur Baileys ou le vin Chizano, prend de plein fouet la baisse de la consommation des alcools en Europe. IDV a vu son profit opérationnel baisser de 13 %

### La domination britannique



Dans un marché européen atone, les grands groupes doivent réduire leurs coûts et améliorer leurs investissements.

à 455 millions de livres. Cette chute est imputable selon la société à la perte de la distribution aux États-Unis de la vodka Absolut, distribuée mondialement par Seagram et de Grand Marnier. Le volume des ventes n'a cru que de 2 % dans le monde, en dépit d'une augmentation de 13 % des dépenses de marketing et d'un bond de 21 % des investissements publicitaires.

Selon une étude de Morgan Stanley, les prix des alcools, particulièrement des whiskeys, ont progressé plus que l'inflation à partir de la fin des années 80 et leur niveau semble excessif pour les consommateurs. Les groupes de spiritueux doivent investir massivement pour améliorer l'image de leurs marques. Ces efforts, défensifs, ne permettent pas d'améliorer les marges à court terme.

Grand Met est parvenu à sauver ses résultats grâce à l'excellente performance de sa filiale agroalimentaire américaine Pillsbury. Propriétaire des marques de conserve Giant Vert ou des crèmes glacées Häagen-Dazs, Pillsbury a commencé plus tôt sa restructuration dès 1993 et fermé sept usines de production. Sa marge opérationnelle a cru cette année de 49 %. Ce bond est dû notamment à l'acquisition début 1995 de la société Pet, spécialisée dans la cuisine « tex mex » (Le Monde du 11 janvier 1995).

La politique suivie par Pillsbury est la même que celle d'IDV, mais elle est plus efficace. La filiale américaine intervient sur des marchés en forte croissance. Surtout, les dépenses de marketing (en baisse de 22 %) ont eu un effet immédiat sur les ventes, qui ont crû en volume de 11 %. Vu les performances contrastées des deux groupes, la Bourse de Londres bruit régulièrement de rumeur d'OPA sur Grand Met, ou de démantèlement d'un groupe qui détient aussi la chaîne de restauration Burger King.

Arnaud Leparmentier

## Félix Potin est acculé au dépôt de bilan

La BNP, principal créancier, a refusé de faire face aux échéances de novembre

BRUSQUEMENT, la BNP est « revenue » de Félix Potin. Jusqu'alors plus fidèle soutien de la chaîne de magasins alimentaires, la banque a décidé, mardi 28 novembre, de ne plus faire face aux échéances de celle-ci, à la veille du règlement des salaires de novembre. Les élus du personnel, convoqués, mercredi, à un comité d'entreprise extraordinaire, ont appris par la direction que le dépôt de bilan était inévitable. Il devrait avoir lieu vendredi 1<sup>er</sup> décembre. Les 1 100 salariés de Félix Potin semblent condamnés, au moment où le gouvernement veut relancer le commerce de proximité.

La BNP avait apporté sa caution au plan de redressement de Félix Potin présenté en avril et entériné par le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes (Essonne) en juillet. Le groupe, déjà au bord de la faillite, devait bénéficier d'un échelonnement de sa dette, s'élevant à 250 millions de francs, sur deux ans. 200 magasins sur 413 devaient être vendus et la moitié des emplois supprimés.

Au printemps, le groupe, en pleine crise, a de plus en plus mal à approvisionner ses magasins. Les gérants, qui ont le statut de salariés, s'alarment. À l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-CCF, ils ont tenté une grève. Les niveaux se baissent, les manifestations se succèdent. La BNP, très engagée auprès de la famille Sayer, propriétaire de Félix Potin, s'inquiète de la publicité donnée à ce dossier, en pleine campagne électorale.

### UN « REDRESSEUR »

Après avoir fait appel au comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), la banque finit par prendre elle-même en main la destinée de Félix Potin. Elle convainc la famille Sayer de s'éloigner de la gestion et de confier la direction du groupe à un « redresseur », Daniel Lehard.

La reprise se fait cahin-caha. Le groupe, qui a subi des actionnaires plus attentifs aux plus-values potentielles du parc immobilier en centre-ville qu'à la modernisation

de l'activité, commence à s'attaquer à ses problèmes structurels. Il fait disparaître sa propre centrale d'achat, non compétitive, pour s'approvisionner auprès de celle du groupe de distribution Promodès. Cela lui permet d'abaisser ses coûts d'approvisionnement. Une négociation est engagée avec les syndicats afin d'allonger les heures d'ouverture et d'offrir de meilleures services, comme le font les petites épiceries indépendantes.

Mais la conjoncture n'est pas au rendez-vous. Comme tous les autres commerces, Félix Potin réalise de médiocres ventes à la rentrée. Le chiffre d'affaires escompté n'est pas suffisant. La BNP, qui a plus de 100 millions de francs d'engagements, voit les pertes se creuser à nouveau. Et aucune garantie en face. La famille Sayer n'a pas recapitalisé le groupe, malgré une situation nette négative de 9,3 millions depuis 1994. Les éventuels acheteurs ne se bousculent pas pour reprendre les magasins, souvent situés en banlieue parisienne. Sur les 200 points de vente qui devaient être cédés, quelques-uns seulement l'ont été. La BNP, qui estime avoir fait son devoir - à l'inverse des actionnaires et des organismes sociaux et fiscaux - a jugé que les conditions normales d'exploitation n'étaient plus réunies.

L'enseigne Félix Potin, créée en 1844, risque cette fois de ne pas en réchapper. La disparition de ce groupe, considéré comme le fondateur du commerce alimentaire moderne, pourrait, cependant, ne pas se passer sans heurts. Les gérants, qui avaient repris espoir, ne paraissent pas décidés à se laisser faire. L'intersyndicale devrait rapidement se reformer. La grève pourrait à nouveau reprendre. La famille Sayer, mise à l'écart ces derniers mois, considère que la BNP et Daniel Lehard sont seuls responsables du dossier. Devant le tribunal de commerce, la banque, elle, pourrait avoir beaucoup de difficultés à prouver qu'elle n'a pas été « gestionnaire de fait ».

Martine Orange

## La libéralisation du téléphone oblige la France à réexaminer sa doctrine du service public

QU'ADVIENDRA-T-IL du service public dans le téléphone à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, date de l'ouverture totale à la concurrence de ce secteur ? Le modèle français ne risque-t-il pas de voler en éclats avec les nouvelles règles du jeu, qui se mettront en place ?

ANALYSE. À l'heure où le gouvernement maintient, officiellement, sa volonté de lutter contre la fracture sociale, ces questions sont cruciales. Jeudi 30 décembre, les députés devaient d'ailleurs débattre d'une proposition de résolution sur le service public, rédigée par Franck Borotra (RPR) lorsqu'il n'était pas encore ministre de l'Industrie et des P&T. Dans le téléphone, ces questions sont au cœur de la consultation publique sur l'évolution de la réglementation, lancée mi-octobre et s'achevant le 15 décembre. François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, attend des conclusions de cette consultation - elles seront officialisées le 19 décembre - qu'elles apportent à France Télécom et à ses personnels suffisamment de garanties sur les missions de service public - qui leur incomberont encore à partir de 1998 - pour pouvoir présenter parallèlement, dès 1996, le projet de réforme du statut de l'exploitant.

Par certaines phrases floues ou ambiguës le document soumis à consultation montre que la doc-

trine gouvernementale n'est pas encore totalement clarifiée. Ce qui provoque quelques interrogations. Sur le contenu du service public tout d'abord. « Le concept de service universel retenu au niveau communautaire permet de garantir la fourniture d'un service public du téléphone telle qu'elle existe en France et d'en assurer le financement », dit le texte. « Entre notre regard sur le service public et le service universel européen il y a un grand chemin » relève toutefois le sénateur Gérard Larcher (RPR, Yvelines), chargé d'une mission d'information sur « France Télécom face à ses défis ». Pour lui, le service universel ne doit pas se limiter au téléphone de base.

### UN DOCUMENT ÉVASIF

Mais c'est surtout sur le volet de la péréquation tarifaire, l'un des fondements du service public, que le document se fait le plus évasif. « Il paraît nécessaire de maintenir l'égalité de traitement tarifaire du service universel sur l'ensemble du territoire », indique le texte, notant que ce service devra être proposé « selon les mêmes formules de prix abordables sur l'ensemble du territoire ». Mais le texte ne dit pas si le système actuel, où les prix du raccordement, de l'abonnement, des communications locales et des communications nationales sont les mêmes quelle que soit la localisation géographique, sera maintenu.

« Il ne peut pas ne pas y avoir unité des tarifs pour le service universel », fait-on valoir chez François Fillon. Dans l'état actuel de la réflexion, il semble acquis que France Télécom continuera à assurer l'uniformité des tarifs de raccordement et d'abonnement (avec une différence particulière pour les professionnels comme aujourd'hui), ainsi que des prix des communications locales. La question du maintien de l'uniformité des tarifs des communications nationales n'est en revanche pas encore tranchée. « Deux possibilités existent » reconnaît un expert. « Conserver le système actuel, ou apter pour un

système de routes reflétant les coûts » et pouvant conduire à des tarifs différents pour des appels entre villes séparées par un même kilomètre. Cette dernière option permettrait à France Télécom, dont les tarifs longue distance sont plus élevés que ceux de ses concurrents, de s'adapter face à de nouveaux acteurs qui s'attaqueront en priorité aux axes interurbains les plus usités. « Il ne faut pas mettre un poids mort sur France Télécom », indique-t-on chez François Fillon.

Cette solution pose cependant des problèmes en termes d'aménagement du territoire, même si certains experts estiment que « la concurrence ne va pas forcément à l'encontre de l'aménagement du territoire, comme on a pu le voir avec les baisses des tarifs interurbains ». « Politiquement, ce n'est pas tenable », assure-t-on chez François Fillon, où l'on préconise de conserver des tarifs longue distance uniformes selon la distance,

mais en autorisant des réductions à partir d'un certain volume de communications, moyennant une hausse des abonnements.

La hausse de l'abonnement devrait de toute façon concerner à moyen terme tous les Français. Le texte de la consultation le dit clairement. France Télécom, dont les prix de raccordement et d'abonnement sont les plus bas d'Europe, perd de l'argent sur ces postes, ainsi que sur les communications locales : 20 à 25 milliards de francs au total, compensés par les tarifs interurbains. Comme ces derniers baisseront sous l'effet de la concurrence, il faudra réajuster les autres postes. « Si les hausses sont trop importantes sur le raccordement et l'abonnement, comme semble le vouloir Bruxelles pour un alignement sur les coûts, il y aura des problèmes sociaux », prévient Gérard Larcher.

Philippe Le Cœur

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### SICAV UNI-ASSOCIATIONS

- Orientation : monétaire brève
- Durée de placement : 3 mois à 2 ans
- Valeur liquidative au 15.11.1995 : 124,64 F

#### Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Uni-Associations sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le jeudi 21 décembre 1995 à 11 heures, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 29 septembre 1995.

La distribution du dividende de la Sicav Uni-Associations est prévue le vendredi 22 décembre 1995.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'UNI-ASSOCIATIONS sur SICAVCOTE Tél. : 36.68.56.55

Coté : 14 (3 unités par mot)



SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

### L'Officiel de l'Or et des Monnaies

78, rue de Richelieu  
75002 Paris.  
Tél : 42.60.16.17

Achat - Vente  
Or - Monnaie - Lingot







**CAC 40**  
↓

**PARIS**  
**-1,00%**  
**CAC 40 :**  
**1828 P**

Compen-

Station	(1)
13	750
48	750
25	750
49	750
10	750
81	750
61	750
77	750
17	750
30	750
08	750
55	750
29	750
09	750
17	750
36	750
25	750
90	750
89	750
59	750
87	750
26	750
85	750
10	750
81	750
94	750
80	750
39	750
23	750
87	750
58	750
98	750
72	750
16	750
33	750
14	750

Marine Warehouse	379	375.10	1.02
Martha's Hardware	99	97.53	1.06
Metacorp	50.05	51	0.79
Metastroke Inter.	14.40	14.15	1.29
Melkoff	206.30	204.60	0.82
Melroe	56	51	1.11
Microwaves	11.72	11.60	0.97
Navigation Marine	7.72	7.65	0.90
Nord-Est	117.50	116.40	0.93
Norfolk (Ngy)	33.33	32.02	0.77
Osby	469	463	0.99
Orion	4.53	4.60	0.94
Paribas	264.90	277.80	2.21
Pedway CIP	205.50	203.20	1.11
Pedway Inter.	100	99.40	0.60
Pedway-Ricard	125	129.20	0.97
Pengold	654	649	0.76
Plauke-Print-Ind.	790	820	2.66
Plastic-Cent (Lyt)	351	348	0.85
Plastic-Cent (Lyt)	486	494	0.85
Primogaz	371	372	0.92
Promotes	1118	1110	0.81
Publicis	311	310	0.72
Radiotechnique	227	224.50	0.97
Radiotek Colorad	148.10	146.70	0.97
Remark	248.10	146.70	0.94
Rend	830	830	1.00
Rhone Poulenc A	109.30	108.30	1.09
Richard (Lab)	36.50	36.50	1.09
Roussel Uclaf	72	72	1.00
Rou Impartiale (Lyt)	3550	3660	1.40
Sade (Ngy)	165	165.30	0.06
Sage SA	2645	2640	0.18
Saint-Louis	59	59	1.00
Saint-Louis	1311	1323	0.97
Sikomex (Lyt)	2000	2007	0.07
Solomon (Lyt)	354	353.30	0.06
Sonoff	287.90	285.20	0.95
Sor	1080	1083	0.79
Soupeuse (Ngy)	1295	1280	0.90
Soupeuse (Ngy)	1082.30	1080	0.10
SCORE SA	160	159.30	0.98
S.E.B.	970	968	0.95
SEI	355	351.50	0.98
SEITA	1016	1016	1.00
Seitachance	106	108	1.00
SPIM	900	900	1.00
S.P.A.	135	136	2.42
Sidel	1590	1580	0.62
Sinco	456.90	454	0.63
S.I.T.A.	862	869	0.34
S.L. Christoff	1282	1282	1.00
S.L.O.	410	405.10	0.92
Societe Gen A	1264	1291	2.15
Soderho	683	680	0.15
Solomon-Millert	1315	1306	0.67
Sophia	207.50	205	1.20
Sovac	620	610	1.61
Spry Communication	400.60	400	0.13
Spry Facom	195	195	1.00
Suez	195.90	191.50	0.94
Symbiose	286	282.20	1.29
Techint	306	305	0.97
Techint-CSF	107.60	107.60	1.00
Total	304.30	305.60	0.23
UAP	133	130.10	0.10

320	LEAL s	480	692,30
322	L.C.J.	\$7,90	57,35
37	L.T.T.	600	604
57	No Yokoda s	266,50	270
111	Moskowsky	70,70	70
300	H.S. Donald's s	216,30	217,00
560	Sherid and Co s	297,30	312
11	Minnesota Maj s	317	323,50
21	Minotaur Corp s	59	60
21	Nobis Corporation	515	519
174	Morgan J.L.	385,30	391,60
265	Weste J.A Norm. s	5383	5360
703	Norsk Hydro s	65,60	65,60
703	Norsk Hydro Park s	119,50	120
732	Oakland	149,90	149,2
	Philips N.V.	445	440
	Piazar Dome Int l	124	123
	Procter Gamble P	420	425,20
	Quintines	220	220,10
	Randome	32,10	31,80
	Rhone-Poulenc R s	338	238
	Royal Dutch	639	641
	Sachs	72,40	72
	Sarg Enterprises	254,30	—
	Sant-Helena	280	27,75
215	Schulzberger s	328	317,10
268	S.G.S. Simpson Mfrs.	188,50	190
360	Singapore S	20,00	20,00
360	Saint Petrus s	2584	2604
360	Sony Corp s	264	262,80
360	Sumitomo Bank s	92,80	94,10
360	T.B.P.	71,70	70
360	Telefonica r	67	66
122	Theofia s	35,55	36
285	Thyssen	16,42	16,49
1270	Union Technol. L	953,10	461,10
1270	Vale Reals	322	320,90
16,50	Volvo Trucks LG F	1465	1611
265	Weco Indusl s	101,30	100
6,50	Western Deep	116,80	158
2620	Zambouba s	102,70	105
140	Ziminda Copper	1,61	1,62

Compen-  
sation  
(1)

210  
215  
268  
360  
360  
360  
360  
210  
122  
285  
1270  
1270  
16,50  
265  
6,50  
2620  
140  
140  
132  
132  
54  
325  
325  
325  
2,80  
46  
360  
112  
285  
140  
140  
17,50  
320  
340  
360  
360  
35  
14,50  
460  
460  
1230

ABRÉVIATIONS  
N = Nancy; L = Lille; Ly = Lyon;  
B = Bordeaux; Ns = Nantes.  
**SYMBOLS**  
c = catégories de cotation; ss indicat  
o coupon détaché; o coup détaché.  
**DERNIÈRE COLONNE (1) :**  
3 Lundi date mardi ; o variation 31/2  
3 Mardi date mercredi ; montant du coupon  
14,50 Mercredi date jeudi ; paiement dernier coupon  
460 Jeudi vendredi ; compensation  
460 Vendredi date samedi ; nominal

■ Flora 9,75%  
 OAT 9,8%  
 OAT 8,5%

5 QAT 9,90%

DAT 9-08-98  
DAT 9-50%  
OAT TMB 2  
OAT 6,125%  
OAT 8-50%  
OAT 85-00 T  
OAT 10%  
OAT 89-01 T  
OAT 4-5%  
OAT 8-50%  
OAT 8-30%  
SNCF 8-8%  
Lyon, Entré 6,

S	Cours précéd.	Derniers cours	Fondere Eurtis Fondica # A Frymeyer L France S.A. From, Paul-Renard Garcia # Genfin Cofinor G.T.I (Transport) Immobiscap Immobilbank ImmoKlassico Invest (St Cie.) J.M. Bonville Lofandinvest Loireaux Lucas Machin Bull Monoprix Metal Deploye Mo's R Nippon (Yle) Palm-Mammox Papic-Clairfont(Ny) Partimex Pro Orlans Pryer Heideick Porcher Promodes (CI) Rochet J.L
#	198	246	
	620	576	
	305	300 1/2	
#	110	110	
	5,50	5,55	
#	299	304	
	480	480	
	85	85	
#	295	295	
	25	25	
	716	716	
	300	305	
#	2390	2390	
	405	404 1/2	
	665	665	
#	15,50	15,50	
	30	30	
#	350	350	
	20	20	
	3500	3500	
	576	576	
	720	720	
#	260	260	
	69,00	69,00	
	360	360	
#	67	67	
	360	360	
	100	100	

147	150	ACTIONS	
192.10	195.30	ETRANGERS	
530	535	Cours	
151	251	Bayer, Veredon Bank	134
164.50	164.50	Commerzbank AG	1140
430	430	Deutsche Bank	1454
122	122	Cevair	275.30
681	707	Gold Fields South	130
138.150	135.10	Inducta Corp	30.100
145	145	International Acquis	40.50
354	354	Iskra Optical	40.50
62.75	62.75	Johnson de Finl	383
3460	3460	Roteneo	146.60
967	967	Safeway N.A.	135.60
396	396	Selco	264
726	726	Refinco	3400
227.70	227.70	Wiggins Ltd	4.75
265	265		
199	199		
660	660		
120	120		

ABBREVIATIONS	
B = Banque;	LI = Liffe; Ly = Lyon
Ny = Nancy;	Ns = Nantes
SYMBOLS	
c	= c = catégories de cotation -
1	catégorie 3; z = coupon détaché;
o	= o = offert; d = demandé; f =
d	= d = demandé réduite; m = contrat d'

CDA-Cle des  
 C.E.E. # \_\_\_\_\_  
 CEGEP # \_\_\_\_\_  
 Cernex # (L) \_\_\_\_\_  
 CFP1 # \_\_\_\_\_  
 CFP2 # \_\_\_\_\_

S Orange Boulevard  
Christ. Diallo  
Cote d'Ivoire

CNIM CA...  
 Codebourg...  
 Comp.Euro...  
 Confandey...  
 CA de la Bri...  
 CAGironde...  
 CAHaute N...  
 CAJ&V...  
 CA Paris TD...  
 CA de Flisc...  
 CALoire A...  
 CALot...  
 CAMorbha...  
 CA du Nord...  
 CA Oise CC...  
 CAPas de C...  
 CA Somme...  
 CAToulous...  
 CFJPElexGA...  
 Chaime et Tr...  
 CAMidi CC...  
 Creeks...

395	309	Idemco
417	309	Imperial Chemicals Ltd.
367	308	Insta-Mix (L)
452.10	357.10	Int. Computer #
59.10	357	Intertek Parts 1
23	357	Intertek Parts 2
22	25	M4-Metropack Tv
430	194	Manitowb Tv
233	233	Manitowb Tv
233	233	Manitowb Tv
270	170	Mast-Lites-Pro
78	78	McAuliffe
324	225	McGraw-Hill
107.50	347.70	MCI Cooper 2
449	349	McLaren
390	290	McNair
86	99	McNair
300	290	McNair
62.95	62.95	McNair
225	225	McNair
510	305	McNair
162.50	162.50	McNair
188	188	McNair
332.00	332.00	McNair
486	486	McNair
330.00	330.00	McNair
180	180	McNair
157.70	157.70	McNair

89,55	994		
415	445		
83,90	465		
120	170		
170	200		
200	230		
230	260		
260	290		
290	320		
320	350		
350	380		
380	410		
410	440		
440	470		
470	500		
500	530		
530	560		
560	590		
590	620		
620	650		
650	680		
680	710		
710	740		
740	770		
770	800		
800	830		
830	860		
860	890		
890	920		
920	950		
950	980		
980	1010		
1010	1040		
1040	1070		
1070	1100		
1100	1130		
1130	1160		
1160	1190		
1190	1220		
1220	1250		
1250	1280		
1280	1310		
1310	1340		
1340	1370		
1370	1400		
1400	1430		
1430	1460		
1460	1490		
1490	1520		
1520	1550		
1550	1580		
1580	1610		
1610	1640		
1640	1670		
1670	1700		
1700	1730		
1730	1760		
1760	1790		
1790	1820		
1820	1850		
1850	1880		
1880	1910		
1910	1940		
1940	1970		
1970	2000		
2000	2030		
2030	2060		
2060	2090		
2090	2120		
2120	2150		
2150	2180		
2180	2210		
2210	2240		
2240	2270		
2270	2300		
2300	2330		
2330	2360		
2360	2390		
2390	2420		
2420	2450		
2450	2480		
2480	2510		
2510	2540		
2540	2570		
2570	2600		
2600	2630		
2630	2660		
2660	2690		
2690	2720		
2720	2750		
2750	2780		
2780	2810		
2810	2840		
2840	2870		
2870	2900		
2900	2930		
2930	2960		
2960	2990		
2990	3020		
3020	3050		
3050	3080		
3080	3110		
3110	3140		
3140	3170		
3170	3200		
3200	3230		
3230	3260		
3260	3290		
3290	3320		
3320	3350		
3350	3380		
3380	3410		

</

Comptavalon  
Converti ClC  
Crédit Mutuel  
Crédit Mutuel  
Créd. Mut. Ep  
Créd. Mut. Ep

Cred. Mut. Ep  
Cred. Mut. Ep  
Cred. Mut. Ep

Créd. Mut. Ep.  
Créd. Mut. Ep.  
Créd. Mut. Ep.  
Diezre  
Econcl  
Ecupar  
Ecur. Actions  
Ecur. Distrim  
Ecur. Expans  
Ecur. Geovale  
Ecur. Invest  
Elanciel D  
Elicash  
Emergence P  
Eparic  
Eparcourt-Sle  
Epargne-Uni  
Euro Solidar  
Eurotic Lead  
Eurodyn  
Fonsicav  
Franc Obli  
Franc  
Franc Pierre  
Franc-Regio  
Globilis C  
Globilis D

178475.54	178497.58	Katso Partinome
178497.58	178519.62	Natso Repetitive
178519.62	178541.66	Natso Repetitive
178541.66	178563.70	Natso Placements
178563.70	178585.74	Natso Repetitive
178585.74	178607.78	Natso Security
178607.78	178629.82	Natso Security
178629.82	178651.86	Natso Security
178651.86	178673.90	Natso Security
178673.90	178695.94	Natso Security
178695.94	178717.98	Natso Security
178717.98	178740.02	Natso Security
178740.02	178762.06	Natso Security
178762.06	178784.10	Natso Security
178784.10	178806.14	Natso Security
178806.14	178828.18	Natso Security
178828.18	178850.22	Natso Security
178850.22	178872.26	Natso Security
178872.26	178894.30	Natso Security
178894.30	178916.34	Natso Security
178916.34	178938.38	Natso Security
178938.38	178960.42	Natso Security
178960.42	178982.46	Natso Security
178982.46	179004.50	Natso Security
179004.50	179026.54	Natso Security
179026.54	179048.58	Natso Security
179048.58	179070.62	Natso Security
179070.62	179092.66	Natso Security
179092.66	179114.70	Natso Security
179114.70	179136.74	Natso Security
179136.74	179158.78	Natso Security
179158.78	179180.82	Natso Security
179180.82	179202.86	Natso Security
179202.86	179224.90	Natso Security
179224.90	179246.94	Natso Security
179246.94	179268.98	Natso Security
179268.98	179291.02	Natso Security
179291.02	179313.06	Natso Security
179313.06	179335.10	Natso Security
179335.10	179357.14	Natso Security
179357.14	179379.18	Natso Security
179379.18	179401.22	Natso Security
179401.22	179423.26	Natso Security
179423.26	179445.30	Natso Security
179445.30	179467.34	Natso Security
179467.34	179489.38	Natso Security
179489.38	179511.42	Natso Security
179511.42	179533.46	Natso Security
179533.46	179555.50	Natso Security
179555.50	179577.54	Natso Security
179577.54	179599.58	Natso Security
179599.58	179621.62	Natso Security
179621.62	179643.66	Natso Security
179643.66	179665.70	Natso Security
179665.70	179687.74	Natso Security
179687.74	179709.78	Natso Security
179709.78	179731.82	Natso Security
179731.82	179753.86	Natso Security
179753.86	179775.90	Natso Security
179775.90	179797.94	Natso Security
179797.94	179819.98	Natso Security
179819.98	179842.02	Natso Security
179842.02	179864.06	Natso Security
179864.06	179886.10	Natso Security
179886.10	179908.14	Natso Security
179908.14	179930.18	Natso Security
179930.18	179952.22	Natso Security
179952.22	179974.26	Natso Security
179974.26	179996.30	Natso Security
179996.30	180018.34	Natso Security
180018.34	180040.38	Natso Security
180040.38	180062.42	Natso Security
180062.42	180084.46	Natso Security
180084.46	180106.50	Natso Security
180106.50	180128.54	Natso Security
180128.54	180150.58	Natso Security
180150.58	180172.62	Natso Security
180172.62	180194.66	Natso Security
180194.66	180216.70	Natso Security
180216.70	180238.74	Natso Security
180238.74	180260.78	Natso Security
180260.78	180282.82	Natso Security
180282.82	180304.86	Natso Security
180304.86	180326.90	Natso Security
180326.90	180348.94	Natso Security
180348.94	180370.98	Natso Security
180370.98	180393.02	Natso Security
180393.02	180415.06	Natso Security
180415.06	180437.10	Natso Security
180437.10	180459.14	Natso Security
180459.14	180481.18	Natso Security
180481.18	180503.22	Natso Security
180503.22	180525.26	Natso Security
180525.26	180547.30	Natso Security
180547.30	180569.34	Natso Security
180569.34	180591.38	Natso Security
180591.38	180613.42	Natso Security
180613.42	180635.46	Natso Security
180635.46	180657.50	Natso Security
180657.50	180679.54	Natso Security
180679.54	180701.58	Natso Security
180701.58	180723.62	Natso Security
180723.62	180745.66	Natso Security
180745.66	180767.70	Natso Security
180767.70	180789.74	Natso Security
180789.74	180811.78	Natso Security
180811.78	180833.82	Natso Security
180833.82	180855.86	Natso Security
180855.86	180877.90	Natso Security
180877.90	180899.94	Natso Security
180899.94	180921.98	Natso Security
180921.98	180944.02	Natso Security
180944.02	180966.06	Natso Security
180966.06	180988.10	Natso Security
180988.10	181010.14	Natso Security
181010.14	181032.18	Natso Security
181032.18	181054.22	Natso Security
181054.22	181076.26	Natso Security
181076.26	181098.30	Natso Security
181098.30	181120.34	Natso Security
181120.34	181142.38	Natso Security
181142.38	181164.42	Natso Security
181164.42	181186.46	Natso Security
181186.46	181208.50	Natso Security
181208.50	181230.54	Natso Security
181230.54	181252.58	Natso Security
181252.58	181274.62	Natso Security
181274.62	181296.66	Natso Security
181296.66	181318.70	Natso Security
181318.70	181340.74	Natso Security
181340.74	181362.78	Natso Security
181362.78	181384.82	Natso Security
181384.82	181406.86	Natso Security
181406.86	181428.90	Natso Security
181428.90	181450.94	Natso Security
181450.94	181472.98	Natso Security
181472.98	181495.02	Natso Security
181495.02	181517.06	Natso Security
181517.06	181539.10	Natso Security
181539.10	181561.14	Natso Security
181561.14	181583.18	Natso Security
181583.18	181605.22	Natso Security
181605.22	181627.26	Natso Security
181627.26	181649.30	Natso Security
181649.30	181671.34	Natso Security
181671.34	181693.38	Natso Security
181693.38	181715.42	Natso Security
181715.42	181737.46	Natso Security
181737.46	181759.50	Natso Security
181759.50	181781.54	Natso Security
181781.54	181803.58	Natso Security
181803.58	181825.62	Natso Security
181825.62	181847.66	Natso Security
181847.66	181869.70	Natso Security
181869.70	181891.74	Natso Security
181891.74	181913.78	Natso Security
181913.78	181935.82	Natso Security
181935.82	181957.86	Natso Security
181957.86	181979.90	Natso Security
181979.90	182001.94	Natso Security
182001.94	182023.98	Natso Security
182023.98	182046.02	Natso Security
182046.02	182068.06	Natso Security
182068.06	182090.10	Natso Security
182090.10	182112.14	Natso Security
182112.14	182134.18	Natso Security
182134.18	182156.22	Natso Security
182156.22	182178.26	Natso Security
182178.26	182200.30	Natso Security
182200.30	182222.34	Natso Security
182222.34	182244.38	Natso Security
182244.38	182266.42	Natso Security
182266.42	182288.46	Natso Security
182288.46	182310.50	Natso Security
182310.50	182332.54	Natso Security
182332.54	182354.58	Natso Security
182354.58	182376.62	Natso Security
182376.62	182398.66	Natso Security
182398.66	182420.70	Natso Security
182420.70	182442.74	Natso Security
182442.74	182464.78	Natso Security
182464.78	182486.82	Natso Security
182486.82	182508.86	Natso Security
182508.86	182530.90	Natso Security
182530.90	182552.94	Natso Security
182552.94	182574.98	Natso Security
182574.98	182597.02	Natso Security
182597.02	182619.06	Natso Security
182619.06	182641.10	Natso Security
182641.10	182663.14	Natso Security
182663.14	182685.18	Natso Security
182685.18	182707.22	Natso Security
182707.22	182729.26	Natso Security
182729.26	182751.30	Natso Security
182751.30	182773.34	Natso Security
182773.34	182795.38	Natso Security
182795.38	182817.42	Natso Security
182817.42	182839.46	Natso Security
182839.46	182861.50	Natso Security
182861.50	182883.54	Natso Security
182883.54	182905.58	Natso Security
182905.58	182927.62	Natso Security
182927.62	182949.66	Natso Security
182949.66	182971.70	Natso Security
182971.70	182993.74	Natso Security
182993.74	183015.78	Natso Security
183015.78	183037.82	Natso Security
183037.82	183059.86	Natso Security
183059.86	183081.90	Natso Security
183081.90	183103.94	Natso Security
183103.94	183125.98	Natso Security
183125.98	183148.02	Natso Security
183148.02	183170.06	Natso Security
183170.06	183192.10	Natso Security
183192.10	183214.14	Natso Security
183214.14	183236.18	Natso Security
183236.18	183258.22	Natso Security
183258.22	183280.26	Natso Security
183280.26	183302.30	Natso Security
183302.30	183324.34	Natso Security
183324.34	183346.38	Natso Security
183346.38	183368.42	Natso Security
183368.42	183390.46	Natso Security
183390.46	183412.50	Natso Security
183412.50	183434.54	Natso Security
183434.54	183456.58	Natso Security
183456.58	183478.62	Natso Security
183478.62	183500.66	Natso Security
183500.66	183522.70	Natso Security
183522.70	183544.74	Natso Security
183544.74	183566.78	Natso Security
183566.78	183588.82	Natso Security
183588.82	183610.86	Natso Security
183610.86	183632.90	Natso Security
183632.90	183654.94	Natso Security
183654.94	183676.98	Natso Security
183676.98	183699.02	Natso Security
183699.02	183721.06	Natso Security
183721.06	183743.10	Natso Security
183743.10	183765.14	Natso Security
183765.14	183787.18	Natso Security
183787.18	183809.22	Natso Security
183809.22	183831.26	Natso Security
183831.26	183853.30	Natso Security
183853.30	183875.34	Natso Security
183875.34	183897.38	Natso Security
183897.38	183919.42	Natso Security
183919.42	183941.46	Natso Security
183941.46	183963.50	Natso Security
183963.50	183985.54	Natso Security
183985.54	184007.58	Natso Security
184007.58	184029.62	Natso Security
184029.62	184051.66	Natso Security
184051.66	184073.70	Natso Security
184073.70	184095.74	Natso Security
184095.74	184117.78	Natso Security
184117.78	184139.82	Natso Security
184139.82	184161.86	Natso Security
184161.86	184183.90	Natso Security
184183.90	184205.94	Natso Security
184205.94	184227.98	Natso Security
184227.98	184250.02	Natso Security
184250.02	184272.06	Natso Security
184272.06	184294.10	Natso Security
184294.10	184316.14	Natso Security
184316.14	184338.18	Natso Security
184338.18	184360.22	Natso Security
184360.22	184382.26	Natso Security
184382.26	184404.30	Natso Security
184404.30	184426.34	Natso Security
184426.34	184448.38	Natso Security
184448.38	184470.42	Natso Security
184470.42	184492.46	Natso Security
184492.46	184514.50	Natso Security
184514.50	184536.54	Natso Security
184536.54	184558.58	Natso Security
184558.58	184580.62	Natso Security
184580.62	184602.66	Natso Security
184602.66	184624.70	Natso Security
184624.70	184646.74	Natso Security
184646.74	184668.78	Natso Security
184668.78	184690.82	Natso Security
184690.82	184712.86	Natso Security
184712.86	184734.90	Natso Security
184734.90	184756.94	Natso Security
184756.94	184778.98	Natso Security
184778.98	184801.02	Natso Security
184801.02	184823.06	Natso Security
184823.06	184845.10	Natso Security
184845.10	184867.14	Natso Security
184867.14	184889.18	Natso Security
184889.18	184911.22	Natso Security
184911.22	184933.26	Natso Security
184933.26	184955.30	Natso Security
184955.30	184977.34	Natso Security
184977.34	185000.38	Natso Security
185000.38	185022.42	Natso Security
185022.42	185044.46	Natso Security
185044.46	185066.50	Natso Security
185066.50	185088.54	Natso Security
185088.54	185110.58	Natso Security
185110.58	185132.62	Natso Security
185132.62	185154.66	Natso Security
185154.66	185176.70	Natso Security
185176.70	185198.74	Natso Security
185198.74	185220.78	Natso Security
185220.78	185242.82	Natso Security
185242.82	185264.86	Natso Security
185264.86	185286.90	Natso Security
185286.90		

[illegible]

\_\_\_\_\_

**à 10h15**

Derniers cours	
161	.
137	.
917	.
41,60	.
..	.
..	.
..	.

Marseille:

indication  
 ■ coupon  
 = offert:  
 demande

**Marseille:**

WATER JOURNAL

indication	coupon	offer	demande
	124,91		
	1176,01		
	577,68		
	1577,65		
	1369,46		
	1330,86		
	294,10		
	1608,63		
	2087,83		
	2437,65		
	33804,79		
	244,33		

---

**DIRECT**

DE  
43 76 26



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**TENNIS** La Russie reçoit les Etats-Unis à Moscou, du 1<sup>er</sup> au 3 décembre, pour une finale de Coupe Davis inédite. Après avoir laissé le « saladier d'argent » en 1994 aux Suédois, les

Russes veulent croire à leurs chances. ● LE FORFAIT d'Andre Agassi leur a donné espoir, même si Andreï Chesnokov, Evgueni Kafelnikov, Alexander Volkov et Andreï Ol-

hovski auront fort à faire devant Pete Sampras, Jim Courier, Todd Martin et Richey Reneberg. Pour les Russes, une partie est déjà gagnée : celle de la reconnaissance interna-

tionale. ● LES EFFORTS de Shamil Tarpičev, ministre russe des sports, ont amené le tennis national à maturité, depuis une ouverture débutée il y a dix ans. ● MALGRÉ LE

COÛT des équipements, le manque de courts en salle et l'écartement de l'ex-URSS, la Russie possède aussi un solide réservoir de jeunes joueurs.

## Les Russes partent à la conquête de la Coupe Davis

La finale inédite contre les Etats-Unis, qui se joue à guichets fermés à Moscou, intronise l'équipe de Chesnokov, Kafelnikov, Volkov et Olhovski parmi les grandes nations des courts

## MOSCOU

*de notre envoyé spécial*  
Légèrement enroué dans un costume chiné noir et blanc, Shamil Tarpičev promène une mine rayonnante dans les couloirs du stade olympique. Le ministre russe des sports, ancien champion de tennis, ne vit plus que pour l'instant dont il rêve depuis toujours : vendredi 1<sup>er</sup> décembre, la finale de la Coupe Davis opposera, pour la première fois dans l'histoire du tennis, la Russie aux Etats-Unis. Sur trois journées, Pete Sampras et ses équipiers auront affaire à « ses » garçons : Andreï Chesnokov, Alexander Volkov, Andreï Olhovski et Evgueni Kafelnikov. « On les a vu grandir, on les a presque élevés », dit-il avec affection. Capitaine de Coupe Davis à dix-sept ans, ce quadragénaire a connu le tennis de son pays dans tous ses états : Union soviétique, Communauté des Etats indépendants et, aujourd'hui, Russie.

En valeureux soldat, le joueur-ca-

pitaine a veillé sur des équipes mal ficelées de 1974 à 1992. Il passe pudiquement sur les années noires, quand le système interdisait l'expression de tout talent véritable à l'étranger. Maintenant, l'avenir sourit à Tarpičev. L'année dernière, les joueurs russes se sont agueris en finale de l'épreuve contre la Suède. Cette année, le vent pourrait bien tourner en leur faveur. Andreï Agassi est indisponible. Et l'on joue de nouveau à domicile.

Le ministre des sports espère secrètement le miracle : la première victoire russe dans la course au « saladier d'argent » face au plus redoutable des adversaires, les Etats-Unis, trente fois vainqueurs de l'épreuve depuis le début du siècle. « Je donne 30 % de chances à la Russie, mais 30 % qui pourraient bien mener à un grand événement ».

A force de patience, Tarpičev a vu le tennis russe changer : « De 1977 à 1982, les sportifs soviétiques, comme les Sud-Africains, n'étaient

pas les bienvenus hors de chez eux. » Sans broncher, il a continué à entraîner l'équipe nationale. Au milieu des années 80, on a laissé partir Chesnokov et sa fameuse raquette en bois qui faisait figure d'amiquet sur le circuit professionnel. D'autres l'ont suivi.

Depuis, Tarpičev a cédé sa chaise de capitaine pour d'autres occupations. Mais il n'a pas trahi le tennis. Pour son sport, le conseiller de Boris Eltsine se dépense sans compter. Le président russe, ex-joueur de volleyball de niveau national et fanatique de tennis au point de le pratiquer plusieurs fois par semaine, est l'allié le plus sûr de Tarpičev. « Ça vous paraît sans doute peu, mais nous recevons pour le tennis une subvention de 700 000 dollars par an, s'enorgueillit-il, et nous avons plusieurs académies du type sport-études pour former de jeunes talents, dont une à Moscou avec trente-six élèves ».

Malgré quelques désagréments, Tarpičev aperçoit le bout du tun-

nel : « Dans l'éclatement du pays, nous avons perdu de nombreux centres d'entraînement, mais le réservoir des juniors est conséquent. Andreï Stoliarov, qui est ici le partenaire d'entraînement, est actuellement le meilleur. Anatoli Leshin, l'entraîneur de Kafelnikov, qui a longtemps coaché les juniors, est capitaine ».

## DÉTECTION

« Nous sommes une grande famille, renchérit Alex Metreveli, l'ancien champion géorgien. Je suis originaire d'une République indépendante, mais cela ne m'empêche pas d'aider Shamil. Il y a dans les autres Républiques de talentueux Russes d'origine qui voudraient bien revenir jouer ici, comme Andreï Medvedev ou Oleg Ogorodov, le jeune Ouzbek que j'entraîne ».

Le secret de la santé florissante du tennis russe ? Une transition en douceur. « Nous avons mis les anciens critères de sélection au goût du jour et gardé un peu notre ancienne mentalité », explique Tarpičev. Nous conti-

nons la défection dans les clubs devenus privés, mais les enfants doivent faire leurs preuves dans de petits tournois pendant un ou deux ans, ensuite nous prenons les meilleurs en charge. » Tarpičev refuse de croire à une évasion massive de la nouvelle génération vers le confort des académies ensoleillées de Floride, leurs agents zélés et les juteux sponsors : « Regardez-les, dit-il en désignant son équipe, ils sont restés et ils auraient pu partir cent fois ».

Le problème pourrait se poser. Le tennis est de moins en moins abordable en Russie, et les courts en salle trop peu nombreux. « Avec le salaire du Moscovite moyen, estimé à environ 500 francs par mois, comment s'offrir une heure de leçon de tennis qui peut aller de 50 à 500 francs ? proteste Alla Fyodorova, vingt-trois ans, professeur de tennis dans un club privé moscovite. En quatre ans, ma clientèle a totalement changé, je n'ai plus que des cadres de l'armée et des

hommes d'affaires. On a de plus en plus de mal à convaincre les parents d'investir dans un équipement de tennis pour leurs enfants. » Shamil Tarpičev tempère : « En Russie, le tennis n'est à la mode depuis une dizaine d'années, parce que la télévision diffuse les grands événements. Beaucoup de gens influents s'y mettent. » Iouri Luzhkov, le maire de Moscou, est venu contrôler les installations du stade olympique, rafraîchies pour l'événement. Il a commencé le tennis il y a un an à peine. Vendredi, il sera aux premières loges. Boris Eltsine, qui récupère d'une crise cardiaque, ne sera pas de la fête : « Le médecin lui a déconseillé le trop-plein d'émotions », explique Tarpičev. Mais nous attendons le premier ministre, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la sécurité. Le ministre de la défense a décliné l'invitation à regret pour cause de visite officielle en Israël.

Patricia Jolly

## Sans Andre Agassi, les forces sont moins déséquilibrées

## MOSCOU

*de notre envoyé spécial*  
L'annonce officielle de l'indisponibilité d'Andre Agassi a déçu les inconditionnels. Le numéro deux mondial ne serait toujours pas remis d'une déchirure à la poitrine, contractée lors de la demi-finale de la Coupe Davis disputée fin septembre contre la Suède chez lui, à Las Vegas. Un incident qui l'a déjà empêché de défendre son titre à l'Open de Paris, il y a quelques semaines. Richey Reneberg, trente ans, connu pour ses succès en double et présent à Moscou en qualité de partenaire d'entraînement, remplace donc Agassi.

Discret jusqu'au bout sur les projets de son fantasme équinier, la délégation américaine ne s'est pas formalisée de la nouvelle. Son capitaine, Tom Guzikson, aurait même déclaré que, compte tenu de l'état de santé d'Agassi, il lui aurait sans doute préféré Courier pour le simple. Pete Sampras devrait logiquement disputer l'autre match individuel, tandis qu'on verra sûrement Todd Martin associé à Reneberg dans le double. En signe de solidarité, Agassi avait tout de même annoncé sa venue en « touriste » pour mercredi soir.

Son absence sur le court ne chagrinerait guère les organisateurs russes. La rencontre aura lieu à guichets fermés. Les cinquante mille places disponibles sur trois jours

sont toutes vendues depuis déjà deux semaines. Cédées au tarif officiel de 20 à 250 francs, on les trouverait au marché noir entre 750 et 2 000 francs. La défection d'Agassi ouvre en outre une sérieuse brèche pour l'équipe adverse, qui paraissait frêle face à l'actuel chef de file du tennis, Sampras, et à un ex-numéro un mondial, Courier.

## RALENTIR AU MAXIMUM

Comme pour la demi-finale remportée face à l'Allemagne en septembre, les Russes ont reçu 22 tonnes de terre battue très brune et plutôt lente, importée de Suède. Le jeu d'attaque de Sampras ne manquera pas de s'en ressentir. Quant à Courier, deux victoires et une finale à Roland-Garros ne suffiront pas à lui faire apprécier le terrain abondamment arrosé chaque soir. L'Américain s'inquiète à juste titre. Après leur demi-finale contre l'Allemagne, les Russes avaient écopé de 25 000 dollars d'amende. A la suite d'une inondation « inexplicable » du court la nuit précédant la rencontre, le début des matches avait dû être retardé d'une heure. Shamil Tarpičev, le ministre russe des sports, décline toute responsabilité : « A la Fédération internationale de vérifier l'état du court à temps ».

P. Joly.

## Contre PSG, Guingamp veut confirmer ses bons débuts en division 1

## GUINGAMP

*de notre envoyé spécial*

Xavier Gravelaine ne savait pas grand-chose de Guingamp, juste que ce n'était « pas loin de la mer ». Lorsqu'il a débarqué, dimanche 26 novembre, en provenance de Paris, il ignorait la place du Centre et ses vieilles pierres qui ressemblent des bouts d'histoire bretonne. Pour lui, Guingamp n'était qu'une bourgade des Côtes-d'Armor, une petite ville devenue



CHAMPIONNAT

grande grâce aux succès de l'En-Avant. Il aurait été bien incapable de dire l'origine de ce club laïque né au début du siècle des rêves de quelques instituteurs qui avaient su rendre le football obligatoire.

Il avait pourtant le sentiment de ne pas avoir commis d'erreur en quittant le prestigieux Paris-Saint-Germain qui ne voulait plus de lui pour poser son sac de joueur professionnel sur le banc des vestiaires du stade du Roudourou. L'ironie du calendrier, qui veut que sa première rencontre soit les couleurs de Guingamp l'oppose vendredi 1<sup>er</sup> décembre au PSG pour le début des matches retour du championnat de première division, le faisait à peine sourire.

En quelques mois, le Roudourou est devenu célèbre, aussi vite que l'équipe s'est faite redoutable. Et Gravelaine a pu suivre de loin l'incroyable ascension d'un petit club que ses concurrents promettaient à la rélegation. En août, avant sa disgrâce, il avait même eu l'occasion d'affronter les joueurs bretons pendant vingt minutes du match aller au Parc des Princes. Guingamp avait obtenu le nul, et cela avait eu pour effet d'un heureux accident. Aujourd'hui, les succès de l'En-Avant n'étonnent plus personne, et sa cinquième place au classement général a valu les ultimes récentes de Xavier Gravelaine.

« S'il est venu, c'est que les gens du football se

disent maintenant qu'à Guingamp on n'est pas des ploucs, qu'on a notre place en première division. » Nicolas Laspalles est tout le contraire de Gravelaine. Il n'a connu le football qu'à l'En-Avant, dès l'âge de huit ans. C'est un gamin du pays qui n'a jamais cédé à l'envie d'aller voir ailleurs. Le stade du Roudourou a été son école, où il s'est pour la première fois revêtu de joueur professionnel. Il fait aujourd'hui partie de ces footballeurs qui alimentent avec constance une chronique heureuse sur laquelle Guingamp aime plus que jamais se pencher.

A tout juste vingt-quatre ans, Laspalles a couru toutes les étapes de ce parcours météorique qui a conduit le club de la nationale 1 (l'ancienne troisième division) à la première division en trois saisons. Les sourires d'aujourd'hui ne lui ont pas fait tirer un trait sur les grimaces d'hier. Il n'a pas oublié les huées des supporters, ces « trop payés ! » qui fusillaient des tribunes lorsque l'En-Avant était redescendu de division 2 en nationale 1 en 1993.

## PETITES REVANCHES

L'équipe puise une part de sa force dans cette modestie partagée par les six joueurs de l'équipe première formés au club et par beaucoup des nouveaux arrivants. Le reste ? Il vient pour une part de Francis Smerecki. L'entraîneur, arrivé en 1993, se réfugie volontiers derrière l'entraînement historique du club pour expliquer la réussite actuelle. Il rappelle une épopée en Coupe de France, au début des années 70, qui avait valu au nom de Guingamp, alors en division régionale, de franchir pour la première fois les frontières de l'Armor.

Derrière le folklore, Francis Smerecki décèle la naissance d'un formidable soud de réussite. Lui s'est chargé d'apporter la touche de rigueur supplémentaire - Guingamp est la deuxième défense du championnat - qui a valu au club le qualificatif d'équipe « à l'italienne ». Il lui permettra de soute-

nir, espère-t-il, le problème essentiel : se maintenir en D1 dans la durée. Car, pour le reste, l'En-Avant a su adapter ses structures aux 34 millions de

francs de budget, qui en font l'une des équipes les plus modestes à ce niveau, après Gueugnon. « Ici, raconte Smerecki, l'aspect sportif prend toujours le pas sur le reste et c'est ce qui fait progresser le club ».

Bertrand Salomon en sait quelque chose. Le président n'a pas de bureau. Le siège du club est une vieille maison de maître léguée par un supporter. L'administration y a installé son bric-à-brac. Les dirigeants n'ont jamais consenti à engager les frais d'un coup de peinture. Bertrand Salomon est resté fidèle à cette ligne inaugurée par Noël Le Graët, son prédécesseur devenu président de la Ligue et maire de Guingamp. Il la résume en une phrase : « Il faut s'adapter. » Guingamp accomplira l'effort nécessaire pour tenir son rang en D1, comme il l'avait fait chez les amateurs.

Le président se souvient encore de ces matches anonymes de nationale 1, « de cette rencontre à Roubaix où, faute de vestiaires, il avait fallu se changer sur l'herbe avant le coup d'envoi ». Aujourd'hui, il doit faire face à d'autres obligations. Le stade du Roudourou s'apprête à engager des travaux d'aménagement, et l'En-Avant n'attend plus que l'agrément de la fédération pour ouvrir un centre de formation.

L'En-Avant de Guingamp se prépare donc à devenir un club ordinaire, un sociétaire de la première division qui n'aurait rien à envier à personne. Et le temps est venu des petites revanches, sur un été trop court pour convaincre des joueurs professionnels de rejoindre la Bretagne malgré les dizaines de coups de fil, sur la peur de redescendre aussi vite que l'on était monté. Sur la condescendance générale aussi. Bertrand Salomon s'est vengé du commentaire méprisant d'un journaliste de télévision en début de saison. Celui-ci s'était demandé ce que pouvaient bien faire des clubs comme Guingamp ou Gueugnon en première division. L'En-Avant a désormais le sentiment d'avoir fourni une bonne réponse à la question.

Pascal Ceaux

## SCIENCES

## Une augmentation des cas de leucémie est détectée près de la Hague

LES TRÈS FAIBLES DOSES de radioactivité enregistrées autour de certains sites nucléaires peuvent-elles provoquer une augmentation des cas de leucémie chez les riverains ? Certaines études épidémiologiques permettent de le soupçonner, mais la preuve n'en a, jusqu'à présent, jamais été administrée et le sujet divise les experts.

Une enquête statistique approfondie, menée par Jean-François Viel, chef de l'unité de biostatistique et d'épidémiologie de la faculté de médecine de Besançon (Dnubs), apporte un élément nouveau dans le débat. Ces travaux, publiés dans le prochain numéro de la revue spécialisée *Statistics in Medicine* mais que M. Viel a exposés en exclusivité au mensuel *Science et Vie*, semblent montrer un accroissement du risque de leucémie au voisinage immédiat du centre de retraitement de combustibles irradiés de la Hague (Manche).

Depuis de nombreuses années, déjà, les épidémiologistes tentent

de se faire une idée précise des risques encourus par les populations soumises aux faibles doses de radioactivité. Toutes les études ont, jusqu'à présent, buté sur une difficulté majeure : la leucémie, premier type de cancer observé chez les victimes (notamment les jeunes) d'irradiations massives, est une affection relativement rare. Dans ces conditions, l'augmentation attendue du risque en cas d'exposition à des faibles doses ne porte que sur quelques cas qui, la plupart du temps, ne sortent pas de la marge d'erreur attachée à toute étude épidémiologique.

Quand elles sont détectées, les anomalies sont d'autant plus difficiles à analyser que les causes de la leucémie sont multiples et sa répartition géographique naturellement irrégulière. « En l'absence de toute radioactivité, on trouve souvent des pics assez inexplicables », souligne Jacques Estève, épidémiologiste au Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), dépendant de

l'OMS. Toutes les études menées au Canada et aux Etats-Unis ont été négatives, affirme Denis Bard, chef du laboratoire d'épidémiologie à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire française (IPSN).

## DÉJÀ EN ANGLETERRE

En revanche, des résultats positifs ont été enregistrés autour de plusieurs sites britanniques, « et notamment près du centre de retraitement de Sellafield où une augmentation des cas de leucémie a été mise en évidence sans aucune ambiguïté », reconnaît M. Bard. « Mais, en dépit d'une dizaine d'études de tout type, le lien de cause à effet avec la pollution radioactive n'a jamais pu y être établi de manière convaincante ».

En France, Jean-François Viel - Normand d'origine - s'intéresse au cas de la Hague depuis dix ans. A l'issue d'un travail de terrain dant tous ses collègues louent le sérieux, il a publié en 1993 dans le *British Medical Journal*, une enquête relevant un excédent très léger des cas qui, affirme-t-il, lui

même, ne pouvait donner lieu à aucune conclusion valable. Réactualisés, ces résultats montrent que 25 leucémies ont été diagnostiquées durant les quinze dernières années sur 60 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans vivant dans un rayon de 35 kilomètres autour de l'usine. D'après les estimations de M. Viel, on aurait dû en enregistrer 22,8 en l'absence de toute pollution.

Ces 2,2 cas supplémentaires ne sont, évidemment, pas significatifs. Afin de contourner l'obstacle, le chercheur a passé ces statistiques au crible de modèles statistiques permettant d'évaluer la répartition géographique des malades. Trois méthodes différentes ont toutes abouti à un excès des cas (2,8 à quinze fois) dans le canton de Beaumont-la-Hague, aux environs immédiats du site. « J'ai pris une grosse loupe pour mettre en évidence un petit excédent invisible sans cela », explique Jean-François Viel, qui souligne cependant que les

quatre cas enregistrés dans le canton (contre 1,4 attendu) ne révèlent pas, en tout état de cause, « un problème majeur de santé publique ».

Même si, comme l'affirme l'un de ses collègues, « un traitement statistique sophistiqué appliqué à des données incertaines ne rend pas ces dernières plus fiables », les travaux de M. Viel (financés par l'INSERM) viennent néanmoins renforcer les « soupçons » soulevés par les travaux britanniques. Reste à les compléter par une analyse approfondie de l'histoire médicale et sociale des patients répertoriés qui permettra, peut-être de mieux cerner l'origine de leur maladie parmi les nombreux facteurs possibles. Les résultats de cette « étude de cas » devraient être disponibles l'an prochain. S'ils sont positifs, la connaissance des effets sur l'homme des faibles doses de rayonnement aura fait un grand pas.

Jean-Paul Dufour

## Le carbone 14

« rajeunissait » trop le passé

LES PEINTURES de Lascaux sont-elles plus anciennes qu'on le pensait ? C'est ce que croit Carlo Lai. Pour ce chercheur du Laboratoire de modélisation du climat et de l'environnement du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), les objets dont l'âge, mesuré par la méthode du carbone 14, est compris entre 20 000 et 40 000 ans doivent être « vieillissants » de 2 000 à 3 000 ans. Les responsables de ces erreurs seraient les instabilités que le champ magnétique terrestre a connues dans le passé et qui ont affecté la formation de carbone 14. Ces variations viennent d'être précisées grâce à des mesures faites sur la lave des Açores, et avaient déjà été mises en évidence par des équipes du Centre des faibles radioactivités de Gif-sur-Yvette, de l'université d'Ala-Marseille et du Lamont Doherty Geological Observatory.

20/12/1995



## Le Salon nautique par petit temps

Plus de 900 exposants font escale le long de 10 kilomètres de coursives où sont attendus quelque 300 000 visiteurs

« BIENVENUE À BORD ! » Le slogan du 35<sup>e</sup> Salon nautique veut redonner au public l'envie de naviguer. Il va tenter d'attirer plus de 300 000 visiteurs, porte de Versailles à Paris, du 2 au 11 décembre. L'enjeu est de taille pour l'industrie nautique française. C'est la deuxième au monde et elle exporte près de la moitié de sa production. Dans le domaine de la voile et des bateaux pneumatiques, la France est le premier fournisseur mondial. Mais le marché de la voile a diminué de moitié ces dernières années.

Pourtant qu'un repli frileux devant les méfaits de la crise, l'industrie nautique, de la voile tout particulièrement, a choisi d'innover. Il y a encore des dizaines de nouveautés tout au long des 10 kilomètres de stands du Salon nautique. « Les goûts et les dépenses des clients évoluent encore plus vite pendant les périodes de récession », explique Annette Roux, président-directeur général de Bénéteau, le leader mondial de la voile. Nous avons dû entièrement renouveler notre gamme depuis cinq ans, pour nous adapter aux mentalités et aux nouvelles ressources des consommateurs. »

Comment redonner des envies de bateau quand les loisirs sont le premier secteur de dépenses sacrifié par le public ? D'abord en proposant des bateaux d'initiation bon marché, répondent les fabricants. « Les dérivés avaient été démodés par l'apparition des planches à voile et des catamarans », explique Yves Belliard, responsable des activités voile à l'UCPA. L'arrivée des « nouveaux dérivés » a permis à ceux qui commencent à

s'embarquer sur les catamarans, et aux plongistes qui n'avaient pu passer au funboard, de trouver de nouvelles sensations. »

Les Anglais de la marque Topper ont mis au point le Buzz, pour l'UCPA. Ce dérivé est très toilé. Il est équipé d'un spi asymétrique explosé en quelques secondes d'un alevier et fixé par un targon éjectable de la coque. Avec sa dérive sabre relevable, ce 4,20 mètres peut déjager aux allures portantes et atteindre ainsi le fameux « planning » recherché par tous les adeptes de la glisse. Sensations que l'on devrait également retrouver sur un dérivé plus classique comme le nouveau 430 de Jeanneau.

A des prix quatre à cinq fois plus élevés que ceux du Buzz, on du Laser 4000, les fabricants proposent des « nouveaux dérivés » beaucoup plus sophistiqués. Avec de nouvelles technologies et l'utilisation de matériaux comme le carbone, ces engins sont très légers et très toilés. Leur rapport poids-puissance permet des accélérations et des vitesses élevées. Le Laser 5000 et, surtout, le Melges 24, conçu par l'Américain Buddy Melges, vainqueur de la Coupe de l'Amérique 1992, sont cependant de vraies « bombes », délicates à manier.

Après quelques saisons moroses, les catamarans reviennent en vogue, paradoxalement grâce à la jauge imposée par la Fédération

française de voile. Ce sont les Formule 18 destinés aux régatiers, présents dans toutes les marques. Mais les catamarans restent des engins accessibles, autant par leurs prix (de 15 000 à 80 000 francs) que par leur facilité d'utilisation.

### NOUVELLE CLIENTÈLE

L'apparition des quilles rétractables a également modifié la donne des petits voiliers habitables. Grandes séries mais petites marges, ils sont importants pour les constructeurs car ce sont ces modèles qui permettent aux familles de s'initier aux croisières, et de prendre goût à la voile. Bénéteau avait déjà relancé ce segment de marché avec le First 210, qui proposait, pour 100 000 francs, un véritable bateau de croisière de

6,20 mètres pour quatre personnes. Rapide et simple, mais très bien équipé et disposant d'un moteur fixe, le First 260 va tenter de renouveler le succès sur une autre gamme de prix (247 500 francs).

Avec le Sun Fast 17, Jeanneau résout le problème du mouillage des petits voiliers habitables. Si les couchettes de ce 5,35 mètres sont suffisantes pour deux adultes et deux enfants, le Sun Fast 17 peut être remorqué sur une remorque après chaque sortie. A 63 200 francs, ce petit voilier devrait susciter des envies chez une nouvelle clientèle soucieuse de ne pas investir tout son budget loist dans l'achat et l'entretien d'un petit bateau.

La vogue des vieux gréments a été relancée par les grands rassemblements de ces dernières années. Plusieurs fabricants ont compris que cet engouement n'est pas un simple effet de mode. Ainsi, le Cormoran était devenu introuvable. Ce petit yacht insubmer-

sible, apparu dans les années 20 en baie de Morlaix, offre de réels plaisirs de navigation. En bois, il était devenu introuvable. Acte Mer en a réalisé une version en polyester à 83 000 francs. Avec son grément d'origine, cette coque reste étonnamment performante en régate.

Dans le même esprit, on trouve le Tofinou, proposé à 225 000 francs par Latitude 46. Et puis, comment ne pas admirer l'admirable travail d'artisanat, la qualité des bois et des vernis sur la Luciole, réplique de barque traditionnelle des plans d'eau intérieurs, propulsée cette fois par un moteur électrique.

Christophe de Chenay

★ Salon nautique. Parc des expositions de Paris, porte de Versailles, du samedi 2 au lundi 11 décembre. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Nocturne le vendredi 8 jusqu'à 23 heures. Tarifs : 55 F et 30 F pour les groupes et enfants de 7-13 ans.



L'AIR DE PARIS

dux, pour lui, est de collaborer avec son beau-père, le commandant Ampik, qui l'écrase d'une longue série de titres. Les fleurs, tout de même, sont pour le poète. Des roses rouges souvent, quelques tulipes par là, plutôt rouges également. Il faut croire que c'est la couleur des fleurs du mal.

Delphine Seyrig, presque vulgaire, vint

sa tombe toujours ornée de fleurs fraîches, un beau bouquet dans un vase bleu. Jean Seberg n'a pas cette chance, mais, depuis quelque temps, la petite plaque oblique qui porte son nom jointe une photo de l'actrice. Elle y a son minois d'A bout de souffle, film qui s'achève dans le quartier, sur les cloches de la rue Campagne-Première, à l'angle du boulevard Raspail. Sur la tombe de Gainsbourg, on milien d'un pêle-mêle très kitsch, on peut voir deux petits ours verts. Vert aussi, un beau chun pommé rappelle l'Hamme à tête de chou. Quant aux tickets de métro, ils sont là en hommage au Poinçonneur des Lilas. Il y en a toute une série dans une pochette transparente, avec, an dss, des nms, des dates et des messages adressés au grand Serge : « On t'aime toujours », « Pour le fumeur de Gitanes »,

« Je suis venue te dire que tu n'as manqué ».

Non loin de là repose Samuel Beckett, 1906-1989. Il est enterré avec sa femme, Suzanne Beckett, 1900-1989, née Déchevaux-Dumesnil. Voilà un marbre dépanillé, un sobre parallépipède, à l'image des plaquettes de l'écrivain aux éditions de Minuit. Le caractère des noms gravés, au reste, ressemble à celui qui court en haut des couvertures de l'honorable maison. Ce détail aura peut-être échappé aux deux contractuelles qui, l'autre midi, croquaient leur sandwich sur le banc d'à côté. En tout cas, elles ne voyaient rien à verbaliser dans les parages. Non, aucun mot ne semblait avoir dépassé son temps de stationnement.

Daniel Percheron

### Repos à Montparnasse

A deux pas du cimetière Montparnasse, la tour du même nom clame sa note verticale. Le cimetière, avec ses nombreux allongés, cultive plutôt l'horizontale, mais vous pouvez aussi y entrevoir le fils d'un ami, sur un banc, serrer sa douce en toute intimité. S'il a en train quelque dissertation, peut-être bénéficié-t-il, du même coup, de la proximité de Sartre et de Beauvoir. Il y avait un jour, sur leur tombe, un Kleenex retenu par des cailloux. Etais écrit dessus : « Merci. Grâce à toi, j'ai eu ma bac ». Le tutoiement était sympathique, mais rien ne disait auquel des deux il était destiné. Charles Bandelaira, de son côté, connaît un succès sans à-coups. Le plus

## Au Salon du cheval, le poney est à l'honneur

POUR les amateurs et les professionnels du cheval, c'est déjà Noël. Du 1<sup>er</sup> au 10 décembre, 45 000 mètres carrés du Parc des expositions de la porte de Versailles se transforment en grandes écuries. Plus de 160 000 visiteurs en 1994, 450 exposants attendus, 500 chevaux présentés, parmi lesquels des chevaux de trait, et 300 poneys. Ceux-ci se voient accorder les faveurs des organisateurs qui misent, en 1995, sur eux et, donc, comptent sur les enfants. Compétitions, animations et concours leur sont réservés, les 2 décembre (concours de saut d'obstacles) et 3 décembre (Coupe Ile-de-France, rassemblant des équipes). Le 6 décembre, le bâti-

ment 8 accueillera un tournoi de horse-ball sur poneys shetland. La fête du poney s'achèvera par les Pony-Games internationaux, les 9 et 10 décembre, épreuve de rapidité et d'adresse disputée par des équipes de Belgique, de Grande-Bretagne et de France. La Fédération française d'équitation accueille les licenciés et les autres dans le bâtiment 5. Comme de coutume, les Haras nationaux proposent des colloques pendant toute la durée de l'événement sur des sujets variant de la protection du cheval en France à la filière des loisirs on la médiatisation du cheval. Le Salon sera ponctué, les 8, 9 et 10 décembre, par le Grand Prix de Paris du cheval de trait et par son traditionnel concours international de saut d'obstacles. Du 7 au 9 décembre, il rassemblera tout au long de six épreuves les meilleurs cavaliers du moment. Ce dernier affiche déjà complet.

★ Salon du cheval et du poney de Paris : porte de Versailles, bâtiments 4, 5, 6 et 8. De 10 à 19 heures ; nocturne le 5 décembre, jusqu'à 22 heures. Entrée : adultes, 60 F ; de six à douze ans, 30 F ; de douze à seize ans, 45 F ; gratuit pour les moins de cinq ans ; groupes (dix personnes minimum), 40 F. Minitel : 3615, code FFE.

★ SPECTACLES ÉQUESTRES : le Musée vivant du cheval de Chantilly présente, à l'occasion de son dixième anniversaire, un spectacle intitulé « Noël, le cheval et l'enfant » imaginé et mis en scène par Yves Bienaimé. Représentations les 2, 3, 6, 9, 10, 13, 16, 17, 20 et tous les jours du 21 décembre au 3 janvier 1996, sauf le 25 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier, à 14 h 30 et 16 heures sauf les 6, 24 et 31 décembre où n'aura lieu qu'une représentation, à 14 h 30. Tarifs : adultes, 80 F ; groupes, 70 F ; enfants de deux à six ans, 50 F, de six à douze ans, 70 F.

### RENDEZ-VOUS

■ VAL-D'ISÈRE : la station de sports d'hiver de haute Tarentaise va inaugurer, à l'occasion de la Coupe du monde de surf qui aura lieu du 19 au 22 décembre, un « snowboard park ». Cet espace de 35 000 mètres carrés, situé sur les pentes de la Daille, à l'entrée de la station, sera ensuite mis à la disposition des surfers, qui pourront évoluer sur une déclivité moyenne et régulière sans risquer le choc avec les skieurs traditionnels. Jusqu'au 23 décembre, la station propose des forfaits pour trois jours en hôtel avec demi-pension et remontées mécaniques à 1 405 F (deux étoiles), 1 820 F (trois étoiles), 2 205 F (quatre étoiles). Renseignements : (16) 79-06-06-06.

■ AVIGNON : après le congrès international sur la céramique en Méditerranée, qui s'est tenu du 13 au 18 novembre à Aix-en-Provence, le Palais des papes d'Avignon abrite, jusqu'au 14 janvier 1996, une exposition sur les carreaux de sols et de revêtements muraux du Moyen Âge à l'époque moderne. De 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Visites libres, 25 F ; visites guidées, 36 F. Renseignements : (16) 90-27-50-74.

■ PARIS : le chapiteau dressé sur la place de l'Hôtel-de-Ville abrite, du 1<sup>er</sup> décembre au 3 janvier 1996, la traditionnelle crèche géante. Elle vient cette année de Sicile, et elle est réalisée par Angela Tripi, avec la voix de Claudia Cardinale. De 10 heures à 20 heures. Tarifs : 30 F sur place, 35 F sur réservation au (1) 40-26-60-36.

### ANTIQUITÉS

● Paris, tour Eiffel : 70 exposants, 5 experts, entrée 40 F, jusqu'au 4 décembre, de 11 heures à 19 h 30, nocturne le 30 jusqu'à 22 heures. ● Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), espace de l'aéroport Aulnat : 60 exposants, 1 expert, entrée 25 F, du 30 novembre au 3 décembre, de 10 heures à 20 heures, nocturne le vendredi jusqu'à 23 heures. ● Angoulême (Charente), Logis de Lunesse : 60 exposants, 1 expert, entrée 30 F, du 1<sup>er</sup> au 4 décembre, de 14 heures à 19 h 30 le vendredi, puis de 10 à 19 h 30.

● Toulon (Var), place de la Liberté : 1 expert, entrée 30 F, du 1<sup>er</sup> au 4 décembre, de 8 h 30 à 19 heures, nocturne le samedi jusqu'à 22 heures. ● Niort (Deux-Sèvres), parc des expositions : 50 exposants, entrée 20 F, 1 expert, les 2 et 3 décembre, de 9 h 30 à 19 heures. ● Jouy-en-Josas (Yvelines), école HEC : 35 exposants, 1 expert, entrée 10 F (au profit de la recherche médicale), du 1<sup>er</sup> au 3 décembre, de 15 heures à 20 heures le vendredi puis de 10 heures à 19 heures.

### BROCANTES

● Marseille (Bouches-du-Rhône), Parc des expositions, hall 7 : du 1<sup>er</sup> au 3 décembre, les 2 et 3 décembre. ● Caen (Calvados), Parc des expositions : 160 exposants, du 1<sup>er</sup> au 3 décembre. ● Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), Parc des expositions Brézillet : 50 exposants, du 1<sup>er</sup> au 3 décembre. ● Collonges-sous-Salève (Haute-Savoie), place du Marché : 70 exposants, du 1<sup>er</sup> au 3 décembre. ● Le Faou (Côtes-d'Armor), salle multifonctions : 40 expo-

sants, les 2 et 3 décembre. ● Tours (Indre-et-Loire), rue Bernard-Pallasy : 150 exposants, les 2 et 3 décembre. ● Mâcon (Saône-et-Loire), Parc des expositions : 75 exposants, les 2 et 3 décembre. ● Paris, Parc des princes (XVI<sup>e</sup>) : 120 exposants, les 2 et 3 décembre. ● Vincennes (Val-de-Marne), château de Vincennes : 200 exposants, les 2 et 3 décembre. ● Courtenay (Loiret), la Halle : 60 exposants, les 2 et 3 décembre.

### VENTES

## Mystères archéologiques en provenance du Mexique

LA VENTE d'une grande collection d'art préhispanique, qui aura lieu à Drouot-Montaigne le 7 décembre, est un événement pour tous les amateurs d'art mexicain : quoiqu'il compte moins de cinquante lots, cet ensemble se distingue par plusieurs œuvres exceptionnelles.

Une suite de six masques provient de Teotihuacan, une grande métropole religieuse. La ville, divisée en deux par une avenue de 50 mètres de large bordée de monuments, est un des sites les plus majestueux du pays, et les pyramides tronquées du Soleil et de la Lune figurent parmi les constructions célèbres dans le monde entier. Son histoire, qui débute vers 100 av. J.-C., marque son apogée entre 300 et 600, puis décroît jusque vers 750. Stylisés mais réalistes, les masques en pierre de Teotihuacan représentent, pour de nombreux critiques, un des points culminants de l'art de l'ancien Mexique. Ils illustrent aussi les mystères de ces civilisations, car les spécialistes n'ont pas encore découvert leur fonction exacte. Tout au plus pense-t-on qu'ils étaient les visages de dieux ou d'ancêtres que l'on fixait sur d'autres effigies à l'aide des trous percés sur les bords.

Dans la série proposée ici, le plus impressionnant (estimé 400 000 F/600 000 F), en pierre noire à grain très fin, offre un front nu et lisse courbé par des arcades sourcilières dont la ligne rejoint d'un côté les pommettes et, de l'autre, marque la naissance du nez ; les narines formées, la bouche entrouverte aux lèvres délicatement modelées font de ce masque (daté entre 300 et 600) un exemple pur du style de Teotihuacan. De la même période, les autres masques volent leurs prix varier entre 140 000 F et 200 000 F.

### SACRIFICES HUMAINS

Autre pôle d'intérêt, les représentations en pierre des éléments du jeu de balle, trouvées dans des tombes de la région de Veracruz. Religieuses et divinatoires, joués seulement par des prêtres, ce jeu s'est développé dans toutes les cultures de l'Amérique centrale. Il consistait à faire passer une balle en latex dans un anneau de pierre, son trajet symbolisant la course du Soleil. A l'origine en cuir rembourré, les jougs servaient à frapper la balle et se portaient autour de la taille. Le plus important de la collection, en pierres vertes finement polies, évoque un animal mythique mi-crapaud, mi-jaguar, à la gueule puissante ; les extrémités de ce joug sont ornées de deux portraits en bas-relief de prêtres ou de dignitaires. Datant de la période de transition post-olmèque (400-200 av. J.-C.), il est estimé 550 000 F/650 000 F.

La violence sanguinaire qui régnait sur ces civilisations fascine et répugne beaucoup d'Européens. Les sacrifices humains en sont l'exemple le plus frappant, et la tradition rapporte que le temple principal de Mexico (*Templo mayor*) ruisselait du sang de dix mille victimes les jours des grandes fêtes. Des statues d'hommes debout étaient disposées de part et d'autre des escaliers menant à l'autel, un bras replié, le poing fermé et évidé pour recevoir la hampe d'un drapeau. L'une d'entre elles, provenant probablement du *Templo mayor*, est proposée ici. En basalte gris, un Aztèque au visage sévère, vêtu d'un pagne et coiffé d'un bonnet, mesure 97 centimètres de hauteur. Daté 1325-1521, il est estimé 200 000 F/250 000 F. A côté de ces pièces maîtresses, des objets abordables sont proposés entre 4 000 F et 20 000 F : bijoux d'or, céramiques, petites statuettes.

Catherine Bedel

★ Drouot-Montaigne, jeudi 7 décembre, 19 h 30. Exposition sur place le 6, de 11 heures à 21 heures, et le 7, de 11 heures à 18 heures. Étude de Quay-Lombart, 22, rue de Courcelles, 75008. Tél. : 45-61-54-54. Expert Bernard Dulon, 12, rue Guénégaud, 75006. Tél. : 43-25-25-00.







**EDITION** Suite de *Jurassic Park*, le nouveau roman de Michael Crichton (*The Lost World* (« Le Monde perdu ») est sorti au début de l'automne aux Etats-Unis. Dès sa

parution, il a pris la tête de la liste des best-sellers. ● AUTEUR prolifique, Michael Crichton a été médecin avant de se consacrer à l'écriture et à la réalisation de films dont

presque tous furent des succès internationaux. Il est considéré comme le père du « techno-polar », avec des livres d'une médiocre valeur littéraire. Mais, truffés de di-

gressions scientifiques, ils vulgarisent avec efficacité les grandes questions de l'époque. ● *THE LOST WORLD*, qui sortira en France au printemps 1996, n'est pas une

simple suite de *Jurassic Park*. Il met en scène la théorie du chaos et celle de l'évolution à travers le mystère, toujours pas résolu, de la disparition des dinosaures.

## Michael Crichton aborde le mystère de l'évolution dans la suite de « Jurassic Park »

Deux mois après sa sortie aux Etats-Unis, « *The Lost World* » est en tête des meilleures ventes de livres. Le père du « techno-polar » n'est sans doute pas un grand écrivain, mais il a trouvé dans la mise en scène des questions de l'époque les clés d'un succès planétaire

LOS ANGELES

correspondance  
Dès sa parution fin septembre aux Etats-Unis, le dernier roman de Michael Crichton, tiré d'entrée à deux millions d'exemplaires – un record dans l'édition américaine –, est en tête des listes de best-sellers. *The Lost World* (« Le monde perdu ») est la suite de *Jurassic Park*, l'un des plus rentables romans de l'histoire (près de dix millions d'exemplaires vendus) et dont l'adaptation cinématographique, signée Steven Spielberg, rapporta 912 millions de dollars, record mondial. L'auteur met en scène, cette fois, des théories scientifiques aussi complexes que celles du chaos et de l'évolution, et *The Lost World* fera, bien entendu, l'objet d'un nouveau film réalisé encore par Spielberg, pour MCA-Universal. Sortie prévue pour l'été 1997.

Qu'est-ce qui fait que Michael Crichton, un médecin qui se tourne très tôt vers la littérature, produit des best-sellers mondiaux à la chaîne avec une telle apparente facilité ? Agé de cinquante-trois ans, ce phénomène de l'édition, « père du techno-polar », compte plus de cent millions d'exemplaires de ses livres en circulation dans le monde. Car *Jurassic Park* ne fut pas, loin de là, son premier succès mondial. En dix romans (dont huit ont été adaptés par Hollywood), autant de scénarios, quatre essais, six films en tant que réalisateur et une série télévisée, il a déjà raconté l'attaque d'un virus extraterrestre (*The Andromeda Strain*), les robots (*Runaway*), le vol d'organes (*Coma*), l'ambition japonaise (*Soleil levant*), le harcèlement sexuel (*Harcèlement*), le retour vers le futur (*Sphère*), le clonage par l'ADN (*Jurassic Park*), le milieu hospitalier (*ER*)... Mais il a aussi publié un livre d'art sur le peintre Jasper Johns, ainsi qu'un des premiers essais sur la technologie informatique.

Ce grand garçon de 2,05 mètres possède une curiosité insatiable et multidimensionnelle ; là est peut-être son secret. A l'âge de quatorze ans, il publie son premier article dans le *New York Times*. Il a toujours voulu être écrivain et s'inscrit au département de littérature anglaise de l'université Harvard. Mais ses compositions obtiennent de mauvaises notes, si bien qu'un jour il soumet, incognito, un essai de George Orwell, qui fait lui aussi un score médiocre... « Ce qui



m'a convaincu que le département d'anglais était trop difficile pour moi. » Il passe en anthropologie, tout en suivant la préparation à la filière de médecine et en écrivant, sous divers pseudonymes, une dizaine de polars pour financer ses

pour la médecine et choisit l'écriture à plein temps. « [La médecine] m'a donné un champ d'expertise qui m'a beaucoup servi, et un rythme, explique-t-il. Je pense que mon sens de la scansion narrative vient de la salle d'urgences... »

avec Genevieve Bujold en médecine, *The First Grand Train Robbery*, avec Sean Connery et Donald Sutherland, et *Looker* (1981). Mais après la rédaction de *Congo* (paru en 1980), il a une panne d'écriture.

### Une série télévisée en salle d'urgences

Le scénario de *ER* (pour « Emergency Room », la salle des urgences) a été écrit il y a vingt ans par Michael Crichton, qui avait puisé abondamment dans ses souvenirs de carabin, mais « été rejeté par les studios jusqu'à ce que Steven Spielberg décide d'en faire une série télévisée, coproduite par sa société Amblin Entertainment pour NBC. Crichton a rédigé le « pilote » de ce show médical réaliste et supervise de très près l'écriture et la production de chaque épisode. Depuis sa création l'an dernier, *ER* bat les records d'audience avec 30 millions de téléspectateurs en prime time, et a raflé huit Emmy Awards, qui sont à la télévision ce que sont les Oscars pour le cinéma.

Crisis médicales, cas de conscience, flirts, amours, tout se traite en état d'urgence dans cet hôpital de Chicago. « *Michael a apporté son exigence d'un scénario intelligent, et le public a répondu », dit John Wells, le producteur exécutif de ER.*

études. Quand il obtient son diplôme de médecin en 1969, *The Andromeda Strain*, son premier livre signé Crichton, est déjà un énorme succès de librairie, et sera aussitôt adapté par Universal. Mais après une année au Salk Institute de La Jolla (un des hauts lieux de la recherche biomédicale américaine), le docteur Crichton décide qu'il est « trop imaginaire »

Cette formation aussi solide qu'éclectique explique en grande partie l'œuvre de Crichton. « *Etudiant, j'entraînai dans les musées de Paris et d'Amsterdam surchargés de guides et de livres critiques. Je voyais tout. Je mangeais de tout. J'expérimentais tout », écrit-il dans son essai biographique Travels (un ouvrage drôle et candide publié en 1988). Il déménage à Hollywood où il rédige son premier scénario en 1972 (Extreme Close-Up) et passe aussitôt à la réalisation.*

C'est un coup de maître : *Westworld*, avec Yul Brynner, est l'histoire d'un parc de loisirs où les touristes peuvent expérimenter des époques passées. Il signe en suivant la mise en scène de *Coma*,

« Le style littéraire ne l'intéresse pas, déclare son agent, Lynn Nesbit, ce qu'il veut, c'est éduquer les gens. » Crichton n'attaque pas un livre sans avoir lu et assimilé tout ce qui s'est écrit sur le sujet. Il insiste sur le fait que la curiosité personnelle est son seul guide. « Je n'ai aucun sens du marché, soutient-il au magazine *Vanity Fair*. Si vous commencez à penser « Est-ce que cette idée va se vendre ? », vous êtes mort. » Il attire le succès même quand il est descendu par la critique, comme

« La médecine m'a donné un champ d'expertise qui m'a beaucoup servi, et un rythme. Je pense que mon sens de la scansion narrative vient de la salle d'urgences... »

pour sa dernière adaptation cinématographique, *Congo*.

Contrastant avec la minutie de son information et sa faculté aiguë d'anticiper les problèmes et fantasmes contemporains, ses romans sont construits sur des prémisses simples, voire simplistes. Spielberg le qualifie de « grand prêt-à-porter du high concept », ces histoires fortes qui se résument en trois phrases et conviennent si bien à Hollywood : une île, un parc d'attraction, des adultes sans scrupules, des scientifiques naïfs, des dinosaures incontrôlables, des enfants en péril... La « formule Crichton », c'est une nouveauté à la mode (technique, scientifique, mythique, économique, idéologique) qui tourne à la catastrophe.

Broyés par la même logique du concept tout-puissant, ses personnages aussi sont réduits... à leur plus simple expression. Ils ne sont que des pions utiles au déroulement de l'intrigue, et leur personnalité est souvent sommaire et sans profondeur. Après des années passées sur le divan, Crichton perçoit aujourd'hui le XX<sup>e</sup> siècle comme l'époque qui aura eu l'illusion de pouvoir analyser le psychisme humain. Il a soif de justifier son refus de l'introspection par une sorte de bébélisme littéraire. Ainsi, il a inscrit en épigraphe

de son roman de 1972 *The Terminal Man* cette remarque d'un scientifique anglais : « Je suis arrivé à la conclusion que l'explication subjective de mes propres motivations est souvent mythique... Je ne sais pas pourquoi j'agis. » Les personnages de Michael Crichton non plus, mais ils agissent (beaucoup) et parlent (énormément) dans ces livres bourrés de dialogues, tout prêts à évoluer en scénario.

L'auteur a livré des détails sur sa routine littéraire, qu'il surveille grâce à un logiciel adéquat, lequel comptabilise ses heures de travail, le nombre de mots produits quotidiennement, etc. Sept jours par semaine, il se rend dès l'aube à son bureau dans un quartier de Santa Monica, et de plus en plus tôt au fur et à mesure que le projet avance, et il écrit jusqu'à midi. Pendant la conception d'un livre, et afin d'éviter toute distraction, il mange systématiquement le même plat (des nouilles pour *Soleil levant*, un sandwich de dinde avec de la purée pour *Congo*...). Ses seuls loisirs en période d'écriture : le jogging et sa famille (il en est à son quatrième mariage et à son premier enfant, une petite fille de sept ans). Il lui faut environ quarante jours pour établir la première version d'un manuscrit, dix-huit mois pour parvenir au produit final. C'est mathématique.

La multitude des expériences de Crichton (la paternité étant une des dernières en date) lui a fourni un réservoir inépuisable d'idées. « J'ai eu moins huit projets auxquels je pourrais m'attaquer maintenant si j'avais l'énergie ! » Il n'exclut pas de réaliser à nouveau un long-métrage. En attendant, le médecin généraliste de nos fantasmes modernes s'attaque à un livre sur la surmédicalisation des grands procès. Encore un sujet à polémique...

Claudine Mulard

### Ventes et recettes

- **Livres :**
  - Droits du roman *Harcèlement* vendus pour 3,5 millions de dollars.
  - Ventes de *Jurassic Park* : près de 10 millions d'exemplaires.
  - Ventes de *Soleil levant* : 6 millions d'exemplaires.
- **Films :**
  - Recettes de *Jurassic Park* : 912 millions de dollars (record mondial).
  - *Soleil levant* : 65 millions de dollars.
  - *Harcèlement* : 83 millions de dollars.
  - *Congo* : 80 millions de dollars.
- Revenus de Michael Crichton en 1995 : 22 millions de dollars (source *Forbes*).

### Romancier, scénariste et metteur en scène

Voici la liste des films réalisés par Michael Crichton lui-même ou mis en scène à partir de ses romans ou scénarios, ainsi que ses ouvrages n'ayant pas fait l'objet d'une adaptation, et disponibles en France.

- « *Le Mystère Andromède* » (*The Andromeda Strain*). 1971. Mise en scène de Robert Wise, d'après le roman de Michael Crichton (*La Variété Andromède*, Pocket, 1994).
- « *Opération clandestine* » (*The Carey Treatment*). 1972. Mise en scène de Blake Edwards, d'après le roman de Michael Crichton, alias Jeffrey Hudson. (*Extrême Urgence*, Pocket, 1995).
- « *Extrême Close-up* ». 1972. Mise en scène de Jeannot Szwarc, scénario de Michael Crichton.
- « *Mondwest* » (*Westworld*). 1973. Écrit et mis en scène par Michael Crichton.
- « *The Terminal Man* ». 1974. Mise en scène de Mike Hodges, d'après le roman de Michael Crichton. (*L'Homme terminal*, Fayard, 1974 ; Pocket, 1994).
- « *Morts suspectes* » (*Coma*). 1977. Écrit et mis en scène par Michael Crichton.
- « *L'Attaque du Train d'or* » (*The First Grand Train Robbery*). 1978. Mise en scène et adapté par

Michael Crichton, d'après son roman (*Un Train d'or pour la Crimée*, Fayard, 1976 ; 10-18, 1990).

- « *Video Crime* » (*Looker*). 1981. Écrit et réalisé par Michael Crichton.
- « *L'Évadé du futur* » (*Runaway*). 1984. Mise en scène et scénario de Michael Crichton.
- « *Physical Evidence* ». 1989. Mise en scène de Michael Crichton.

- « *Jurassic Park* ». 1993. Mise en scène de Steven Spielberg, d'après le roman de Michael Crichton. (Laffont, 1992 ; Pocket, 1994).
- « *Soleil levant* » (*Rising Sun*). 1993. Réalisé par Philip Kaufman, d'après le roman de Michael Crichton (Laffont, 1993 ; Pocket, 1995).

- « *Harcèlement* » (*Disclosure*). 1994. Mise en scène de Barry Levinson, d'après le roman de Michael Crichton (Laffont, 1994).
- « *Congo* ». 1995. Mise en scène de Frank Marshall, d'après le roman de Michael Crichton (10-18, 1990 ; Pocket, 1995).

- « *ER* ». 1995. Série télévisée, scénario de Michael Crichton.
- « *Sphère* ». Roman. (Laffont, 1988 ; LGF, 1990).
- « *Les Mangeurs de morts* ». Roman. (Pocket, 1994).

LOS ANGELES

correspondance  
*The Lost World* commence dans une salle de conférence d'un institut de Santa Fe où d'éminents savants débattent de l'évolution, de la théorie du chaos et de l'hypothèse selon laquelle certaines espèces ayant échappé à l'évolution et à la destruction se trouveraient quelque part dans un coin de la planète, tels les derniers vestiges d'un monde perdu. D'où le titre, *The Lost World*, déjà utilisé (comme le thème) par Arthur Conan Doyle, un médecin lui aussi qui préféra la littérature.

On comprend d'emblée que l'auteur ne se laisse pas si facilement porter par *Jurassic Park*. C'est la première fois qu'il consent une suite à un de ses ouvrages, et il prend soin d'ancrer doublement son intrigue. Richard Levine, un paléontologue aussi brillant qu'ar-

rogant et qui croit dur comme fer à la théorie du « monde perdu », enquête sur des monstres étranges apparus sur une île du Costa Rica.

### LES VRAIS MONSTRES

Il retrouve l'emplacement du « parc jurassique » six ans après le désastre (on se souvient que le roman comme le film avaient laissé des dinosaures, en liberté). Mais la théorie scientifique (spéculative et contestée) d'un « trou noir » de l'évolution permet à Crichton de corser son histoire. D'où proviennent ces revenants ? Du zoo de *Jurassic Park* ou du « monde perdu » ?

Levine s'est trouvé en contact prématuré avec les monstres préhistoriques et Ian Malcolm, le seul personnage rescapé de *Jurassic Park* (où il était interprété par Jeff

Goldblum), organise une mission de sauvetage avec deux collègues, et du matériel archéologique. Deux enfants de onze et treize ans, de vrais génies en informatique, se sont glissés dans leurs bagages (voilà pour l'innocence). Et dans les parages, traîne un groupe de vilains qui ont besoin des dinosaures à des fins biotechnologiques. Le polar offre tout ce qu'il faut de frayeurs, suspense, course-poursuite, et jeeps écrasées par ces créatures de 5 tonnes. Entre deux escarmouches avec les dinosaures, les scientifiques débattent de l'évolution.

« *L'espèce humaine o-t-elle adapté des compartements qui pourraient conduire à sa propre extinction ?* », demande l'auteur dans son introduction, s'inquiétant de la fragilisation de l'écosystème de notre planète, de la communication de masse, et de

l'indifférence de nos cultures envers les enfants.

« Nous seuls avons décrété que l'éducation des enfants n'est plus importante », déclare le jeune papa dans une interview à l'agence de presse Reuter. D'après le mathématicien Ian Malcolm, les dinosaures ne furent pas victimes d'une attaque extérieure (un météorite), mais de leur comportement qui cessa de répondre à l'environnement (ils seraient devenus des parents ineptes et indigènes).

L'avertissement de Michael Crichton est clair : ce monde perdu pourrait bien être le nôtre. Oubliions les virus, les extraterrestres et les dinosaures : ce grand pessimiste nous laisse deviner qui sont les vrais monstres de la civilisation moderne, incapables d'élever correctement leur progéniture.

C. M.



## L'humiliation de l'art par le totalitarisme

Une exposition sur les rapports douloureux entre création et dictature

ART AND POWER, EUROPE UNDER THE DICTATORS 1930-1945, Hayward Gallery, South Bank, Londres ; tél. : 0171-960 4242. Tous les jours de 10 heures à 18 heures, mardi et mercredi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 21 janvier, (fermé les 23, 24 et 25 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier 1996).

### LONDRES

C'est un groupe d'écrits anglais, tous d'une douzaine d'années, sous vêtus avec vestes et cravates. Ces écrits sont immobiles devant un téléviseur. Ils regardent sans mot dire des actualités de la guerre d'Espagne tournées du côté républicain. Ils regardent les combats dans la Cité universitaire de Madrid, les carcasses d'immeubles modernes secouées par les obus de mortiers et les tireurs allongés à leur meurtrière, derrière des planches prises à des volets et des tas de sable. Si les images d'étaient en noir et blanc et le commentaire en espagnol, on les croirait en provenance de Sarajevo. Quand le film finit, les écoliers passent dans la salle suivante, pour assister à une parade dans la Rome mussolinienne, avec chameaux pomponnés, bersaglieri emplumés et Duce héroïque.

Écoliers ou non, les visiteurs se conduisent tous de la même manière dans l'exposition « Art and Power » : ils parlent peu, ils cheminent lentement et semblent de plus en plus accablés à mesure qu'ils progressent de section en section. Il y a de quoi : les salles bétonnées, froides, grises de la Hayward Gallery renferment la collection la plus complète jamais réunie à ce jour d'œuvres et de documents fascistes, nazis et stalinien. Tableaux et affiches, plans d'urbanisme et coupes de bâtiments colossaux, bronzes et plâtres, photographies et actualités cinématographiques ont été rassemblés et disposés de manière à rendre sensible de la manière la plus brutale la réalité de l'art totalitaire.

Quelques-uns de ces documents avaient été exhumés à l'occasion de l'exposition des « Réalistes » au Centre Pompidou, mais il manquait la part soviétique, faute de prêts. Or les parallèles s'imposent, particulièrement en matière d'architecture. Entre le Berlin dessiné par Speer pour Hitler et le Moscou imaginé par le plan de 1935 que contresigna Staline, les différences sont réduites. Les visiteurs de l'exposition universelle de 1937 s'en étaient aperçus. Face à face, le long de la Seine, au pied du Trocadéro, se dressaient le pavillon allemand surmonté de l'aigle et le pavillon soviétique surmonté par les figures symboliques d'un ouvrier et d'une paysanne croisant le marteau et la faucille. L'antagonisme était écla-

**L'idée de la parenté profonde des régimes totalitaires trouve ici sa vérification la plus visible**

tant, non moins que la parenté des architectures, deux néo-classicismes simplifiés et géométrisés à outrance.

L'exposition est bâtie sur l'idée de cette parenté profonde des totalitarismes, idée qui n'est pas œuvre mais qui trouve ici sa vérification la plus visible. Il est démontré que le totalitarisme a un style et que ce style se fonde sur la récupération du vocabulaire classique - en peinture autant qu'en architecture - et son exaltation par la démesure et la perfection de l'exécution. Les athlètes de Breker et de Thorak, les aviateurs et les kolthosiens de Vera Moulton, qu'ils soient coulés dans le bronze ou taillés dans le marbre, se ressemblent. Musculeux, bombant le torse, gonflant le biceps, tendant

le jarret, ils exhibent volontiers leurs virilités très fournies. Les femmes, quand il y en a, associent la puissance de la combattante à l'ampleur de la nourrice. Ce sont, autrement dit, de très solides personnes.

Les peintres ont occupé une légion d'artistes russes et allemands. Leurs toiles laissent pantois. Elles mentent. Évidemment - on s'y attendait - mais elles mentent mal, sottement, grossièrement. Qui n'a pas vu *Le Kirov à la parade des sports* de Samokhvalov et les *Vénus* et les *Diane* de Salgues et de Kampf oue sait jusqu'où peuvent aller la grandiloquence et la courtisannerie. Mais la palme revient au *Nu d'Adolf Ziegler*, artiste favori du Führer, niaisement pas même égaré, triste beauté germanique qui n'accepte de se déshabiller qu'à condition de conserver ses chaussons et son ocre gris dans les cheveux.

Les mêmes et leurs confrères ont exécuté le portrait d'Hitler en veste jaune d'œuf - pourquoi jaune d'œuf ? - sur fond de paysage crépusculaire et des Staline digne, méditatif, chaleureux ou soucieux selon les circonstances. Derrière lui un Lénine de pierre l'écoute, la main dans la poche, le gilet plissé, le pantalon froissé. Ce serait drôle, si ce n'était pitoyable.

Seule exception : l'Italie, où l'art officiel fasciste échoue à s'imposer parce que lui n'y croit vraiment, ni Sironi le mélancolique, ni Chirico l'énigmatique, ni les autorités elles-mêmes, qui laissent travailler et exposer des abstraits tels Lichni et Melotti et un expressionniste comme Gutuso. Si fort demeure à Rome le respect des beaux-arts que très rares sont ceux qui osent humilier dans de basses besognes idéologiques. Par comparaison avec ce qui précède et ce qui suit, le département italien apparaît ainsi comme le moins oppressant.

Ce qui suit, ce sont les gymnastes de Rodchenko et les discoboles de Riefenstahl. Même exécutées par des artistes adroits, ces images restent de l'imaginerie. Chargées d'une fonction de propagande, elles se doivent d'être simples, immédia-



« Boxeur », de Josef Thorak, 1936, photographie d'époque

tement lisibles et compréhensibles. La pauvreté du slogan détermine la pauvreté de la forme. Absence de pensée et absence d'invention plastique vont de pair. Aussi les « artistes » au service des régimes totalitaires se bornent-ils à réutiliser des schémas usés et à se vouloir d'excellents praticiens, qui peignent proprement et polissent infatigablement leurs statues. Le respect manique du beau métier, comme d'habitude, fait office de cache-misère.

Cette médiocrité essentielle se voit d'autant plus que place a été faite aux œuvres de ceux qui ont résisté. En Espagne, ils se nomment Picasso, Miró et Gonzalez, dont les toiles et les sculptures de fer s'opposent radicalement à une immense toile de Serot dont le titre dit l'édifiant programme : elle s'appelle « sainte Thérèse, ambassadrice de l'amour divin, offre au Seigneur les Martyrs espagnols de 1936 ». La petite affiche de Miró, *Aidez l'Espagne*, suffit à dégonfler ce chrono de six mètres de haut tout doré. Accro-

chées dans une telle perspective, la *Nature morte au vieux soulier* de même Miró et les études de Picasso pour *Guernica* sur le thème de l'enfant mort dans les bras de sa mère vibrent d'une intensité que leur célébrité n'atténue pas.

L'affrontement n'est pas moins violent entre *La Nageuse* de Gerhard Marcks et *La Femme qui rampe* de Max Beckmann, deux bronzes. Le premier accumule les poncifs néo-classiques. Le deuxième se construit par déformations expressives et ruptures d'échelle à partir d'une pose impudique et honteuse. La première accomplit l'idéal de la pureté ethnique, la deuxième symbolise crûment l'époque. Ce Beckmann, son triptyque *Carnaval*, des Klee tragiques de 1939, l'*Autoportrait en artiste dégénéré* de Kokoschka et sa toile *Arschluss* sont autant de manifestes de la liberté contre le totalitarisme, autant de raisons de ne pas désespérer, si désespérante soit l'exposition.

Philippe Dagen

## Les cinémas des trois Chineses au Festival d'automne

CINÉASTES CHINOIS D'AUJOURD'HUI. Jusqu'au 12 décembre à l'UGC Ciné-Cité Les Halles. Forum des Halles niveau -3. Tél. : 36-68-68-58.

Concoctée par les *Cahiers du cinéma*, la programmation du volet « films » du Festival d'automne présente un florilège d'une des cinématographies contemporaines les plus fécondes. Une cinématographie ? Les films de Chine populaire, de Taïwan et de Hongkong se font dans des contextes économiques et politiques éloignés, sinon antagonistes. On repère pourtant une vitalité commune dans cet ensemble de titres qui traduisent, aussi, la singularité d'auteurs à part entière.

Les plus connus sont les deux figures de proue de la « cinquième génération » de Chine populaire, Zhang Yimou et Chen Kaige. Mais si *Épouses et concubines* et *Adieu ma concubine* ont assuré leur célébrité en Occident, il faut découvrir leurs premiers films, *Le Sogro rouge* de Zhang, *La Terre jaune* et le très injustement méconnu *La Grande Parade* de Chen.

### NOUVELLEVAGUE

Trois cinéastes plus jeunes complètent ce volet pékinois : parmi leurs films, ne pas manquer les deux réalisations de Ning Yu, ainsi que l'étonnant documentaire consacré par Zhang Yuan à la place Tiananmen, *The Square*.

Deux cinéastes de Hongkong figurent au programme : d'une grande beauté formelle, les films de Stanley Kwan (notamment *Rouge et Center Stage*) incarnent un certain classicisme. Mais ce sont ceux de Wong Kar-wai (*As Tears Go By*, *Nos années de jeunesse*, *Changfeng Express*) qui représentent la plus alléchante partie de cette section, confirmant le talent d'un réalisateur dont on regrette que l'œuvre entière ne soit pas présente.

C'est pourtant Taïwan qui reste, pour l'instant, le lieu le plus fécond. Elle est représentée par les deux principales figures de la nouvelle vague du début des années 80. *Sept films* de Hou Hsiao-hsien dessinent une œuvre d'une cohérence et d'une exigence qui font de ce réalisateur l'un des plus grands cinéastes d'aujourd'hui. On l'a découvert grâce à ses titres récents, qui sont aussi fondamentalement les plus audacieux (*La Cité des douleurs*, *Le Maître de marionnettes*, *Good Men Good Women*). Ses films plus anciens devaient aider à mieux accéder à l'ensemble d'un travail ancré dans l'histoire de son pays. Edward Yang, d'inspiration plus cosmopolite, s'est davantage concentré sur la vie contemporaine, bien que son seul film distribué à ce jour en France, *A Brighter Summer Day*, soit une évocation de son enfance. Les trois autres films présentés témoignent de la vivacité et de la profondeur de son cinéma.

Aux côtés de Hou et Yang, deux jeunes cinéastes manifestent la pérennité de cette cinématographie. Hsu Hsiao-ming, l'un des « fils » de Hou Hsiao-hsien, reprend sur un mode plus juvénile le travail de son mentor. Et Tsai Ming-liang, venu du très actif milieu théâtral de Taïpei, impose avec grâce une stylisation du réalisme contemporain dans la capitale taïwanaise.

Jean-Michel Frodon

## Un document retrouvé aux États-Unis élucide le pillage et le trafic des œuvres sous l'Occupation

C'EST UNE LISTE dactylographiée. Elle a pour titre *Index of Paris Art Dealers and Individuals who sold Works of Art to German Museums* - index des marchands et des personnes privées qui ont vendu des œuvres d'art aux musées allemands de 1940 à 1944. On l'appelle la « liste Scheecker », parce qu'elle a été établie grâce à des documents saisis au siège parisien de la Schenker Internationale Transport, compagnie allemande chargée du convoiement des objets d'art. Cette liste a été établie par les Britanniques sous la direction de l'historien d'art Douglas Cooper. Une copie figurait dans les archives américaines, où elle a été retrouvée par Hector Feliciano, un journaliste, qui, depuis plusieurs années, mène une enquête sur le pillage des collections françaises par les nazis. Il la publie en annexe de son livre, *Le Musée disparu*, premier bilan de ses recherches.

Ce serait peu dire que ce document, jusqu'alors ignoré des spécialistes, jette une lumière violente sur le marché de l'art sous l'Occupation. Il compte des noms toujours familiers, les noms d'illustres marchands, Cailleux, Fabiani, Schoeller, Rattion, Schmit. Pour quelques-uns, « on » savait. Pour d'autres, la surprise est grande et amère. De cette source inédite, Feliciano a entrepris l'exploitation, vérifiant, recoupant, inventariant les œuvres. Etienne Bignou a vendu des Delacroix, des Courbet, un Gauguin. André Schoeller a collaboré avec les Allemands et le Commissariat général aux questions juives. Paul Cailleux a signé des expertises et des ventes, comme plusieurs autres de ses collègues. L'énumération pourrait être plus longue, plus accablante.

Le commerce de l'art a été très actif à Paris pendant ces quatre années, autant qu'en zone « libre » et à Nice, commandé de la Sicheitopolizei ? L'enquête continue. Les faits commencent à se révéler, mais le travail est loin d'être achevé.

Bien des pistes sont à suivre, des œuvres et des héritiers à retrouver, d'autant que la question des toiles confiées aux musées français après la guerre parce que leurs propriétaires avaient disparu n'est pas absolument limpide. *Le Musée disparu* appelle une suite, un ouvrage plus analytique dans lequel la complexité de Vichy et la résistance des conservateurs français seraient plus nettement montrées. Un livre d'histoire qui force les Français à connaître la vérité de l'Occupation dans tous ses détails.

Ph. D.

★ *Le Musée disparu*, enquête sur le pillage des œuvres d'art en France par les nazis, d'Hector Feliciano, éd. Austral, 256 p., 149 F.

Le Théâtre de la Madeleine présente SANG D'ENCRE

de 4 à 10 h 30

100 places disponibles

01 47 78 78 78

ÉCOUTEZ VOIR

MUSIQUE THEATRE DE LA MADEMOISELLE PARIS

JEU. 7 DEC. 20H30

KRONOS QUARTET

JULIA WOLFE  
KEN BENSHOOF  
HARRY PARTICH  
JOHN ADAMS  
TAN DUN

Invitée : Wu Man pipa

\*œuvres écrites pour le Kronos Quartet

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17  
ou sur minitel, 36-17 Drouot  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 h. Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

**DIMANCHE 3 DÉCEMBRE**  
S.3- Atelier Pierre GOGIOIS.  
Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
**LUNDI 4 DÉCEMBRE**  
S.3- Livres. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
Expos : Mme Vidal-Migret.  
S.5 et 6- 20H30- IMPORTANTS TABLEAUX ET SCULPTURES MODERNES.  
Bonnard, Chirico, Derain, Dufy, Esbène, Gromaire, Jongkind, Léger, Maillol, Marquet, Matisse, Miró, Pascin, Picasso, Pissarro, Renoir, Rodin, Signac, de Vlaminck. Mes LOUDMER.  
Expo. le samedi 2 et le lundi 4 décembre de 11 h à 18 h.  
S.13- Tableaux et sculptures des XIXe et XXe. Me PICARD.  
Expert : M. Thierry Picard.

**MARDI 5 DÉCEMBRE**  
S.10- Art d'Extrême-Orient. Me PICARD. Expert : M. Thierry Portier.  
S.12- Bibelots. Me BONDUR.

**MERCREDI 6 DÉCEMBRE**  
S.7- Tableaux, céramiques, meubles, objets d'art, tapisseries. Mes DELORME et FRAYSSE.  
S.9- Autographes. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. Expert : M. Bodin.  
S.14- Archéologie grecque, romaine et égyptienne. Collection TALLEUX. Me RENAUD.

**JEUDI 7 DÉCEMBRE**  
S.8- Art précolombien. Mes LOUDMER.  
S.9- Suite de la vente du 6 décembre.  
Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S.14- Suite de la vente du 6 décembre. Me RENAUD.

**VENDREDI 8 DÉCEMBRE**  
S.1- Archéologie. Collection G. HALPHEN. Me de RICQUES.  
Expert : M. Mariand de Serres.  
S.5 et 6- Modèles réduits et jouets de la collection HENRI M. PETIT.  
Se vente. Me PICARD. Assisté de : MM. Lamming et Scherperdell.  
S.8- Arts d'Asie. Mes LOUDMER.  
S.10- Art d'Extrême-Orient. Faïences et porcelaines des XVIIIe et XIXe. Tableaux, objets mobiliers, meubles anciens et style. Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009) 47.70.67.68  
BONDUR, 17, rue Drouot (75009) 47.70.36.16  
DELORME et FRAYSSE, 14, avenue de Messine (75008) 45.62.31.19  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, 12, rue Drouot (75009) 42.46.61.16  
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50  
PICARD, 5, rue Drouot (75009) 47.70.77.22  
RENAUD, 6, rue de la Grange Batelière (75009) 47.70.48.95  
de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009) 48.74.38.93







## « Libération » prévoit 95 nouveaux départs

Le plan de restructuration de l'entreprise prévoit une réduction d'un quart des effectifs. Les salariés contestent les chiffres de la direction et la CFTD lance un mot d'ordre de grève

LE COUPERET est tombé sans surprise. Depuis trois mois, le personnel de *Libération* s'attendait à une restructuration importante, prévoyant le départ d'une centaine de personnes. Le chiffre a été confirmé mercredi 29 novembre : 95 départs, dont 63 journalistes, sur 390 salariés. Depuis un an, le journal vit au rythme de crises successives, de psychodrames et de désespoir, de fatalisme et de révolte.

Le projet de restructuration tant attendu a été remis au comité d'entreprise du journal, mercredi 29 novembre, en vue de la convocation d'un CE extraordinaire le 13 décembre, journée cruciale pour *Libération* puisque le conseil de surveillance et le conseil d'administration de la société éditrice examineront également le plan de la direction, ce jour-là.

Serge Joly, président de *Libération* et un de ses créateurs, reprend dans un argumentaire adressé au CE les points déjà évoqués sur la situation économique de l'entreprise (*Le Monde* du 31 octobre) : 240 millions de pertes cumulées en 1994, 1995 et 1996, selon des prévisions pour un chiffre d'affaires de 430 millions de francs. Ce qui conduirait *Libération* au dépôt de bilan « sans intervention massive d'un ou de plusieurs porteurs financiers », en l'occurrence le groupe Chargeurs, dirigé par Jérôme Seydoux. Ce soutien s'accompagne d'un plan destiné à redresser l'entreprise et lui permettre de re-

trouver la rentabilité en 1997. Pour Serge Joly et Pierre-Jean Bozo (nouveau directeur général et copropriétaire, venu du groupe Hersant), il est impératif de faire passer le déficit prévisionnel de 1996 de 60 à 15 millions. Mais cette estimation de 60 millions est contestée par le comité d'entreprise, sur la foi d'un rapport du cabinet d'expertise comptable Sécafi-Alpha, comme par le conseil de surveillance.

LE RÔLE DE CHARGEURS C'est cette nécessité de réduire ce déficit 1996 qui impose un nombre aussi important de départs, qui devraient permettre une réduction de la masse salariale de 37 millions de francs. Un système de départs volontaires sera mis en place du 14 décembre au 6 janvier 1996.

Selon la direction, ce projet de réduction des coûts - et des effectifs - se place dans le cadre d'un plan de relance qui passe par des investissements dans quatre domaines : l'informatique, la formule graphique, les études marketing, la promotion du titre. Claude Maggiori continue de travailler à l'amélioration et à la refonte de la formule du journal. Des modifications devraient intervenir dans la « une » - qu'il prendra lui-même directement en charge - dès le 4 décembre. D'autres évolutions interviendront à partir de janvier. Le coût total du plan de redressement est estimé à 70 millions de francs. Le dernier volet du projet de

Serge Joly porte sur la recapitalisation du journal. Communication et participation, qui regroupe plusieurs actionnaires financiers, industriels ou privés, devrait prendre part à cette opération. Mais le partenaire essentiel sera Chargeurs, qui a déjà souscrit, au début de l'année, des obligations convertibles pour un montant de 75 millions de francs : « Un actionnaire solide fait partie des conditions du redressement de *Libération* », estime Serge Joly. Ce partenariat devrait se faire dans le cadre d'un « pacte d'indépendance » qui garantirait les droits d'actionnaire du personnel.

Le plan a suscité des réactions plutôt hostiles au sein du journal. Une assemblée générale du personnel devait avoir lieu jeudi 30 novembre, vers midi, dans les locaux du journal. Réunis dans la soirée du mercredi 29, les instances représentatives du personnel contestaient vivement les mesures de la direction. Le conseil de surveillance - principal actionnaire du journal - semblait prêt à refuser le plan proposé, qui avait également l'opposition de la Société des journalistes de *Libération* et de la CFTD, principal syndicat du journal.

Lors de cette assemblée générale, la CFTD devait proposer un mot d'ordre de grève immédiate et un préavis pour le 12 décembre, veille du conseil d'administration. Une lettre d'explication des salariés devrait être envoyée à l'ensemble des actionnaires de *Libération* (Danone, Gan, La

Mondiale, la SCOR, André, etc.) pour expliquer leurs positions.

Le personnel reproche au plan sa brutalité et une absence de véritable relance rédactionnelle, après le traumatisme provoqué par l'échec de *Libération 3*. Fatiguée par un an de crise et d'incertitudes, la rédaction voit mal comment réaliser un meilleur journal avec 95 personnes en moins, tout en sauvegardant ou en retrouvant l'identité du journal. En 1993, les effectifs de *Libération* étaient de 393 personnes pour une pagination équivalente à celle d'aujourd'hui, soit de 44 à 48 pages. Une centaine de personnes avait été embauchée pour préparer et lancer la nouvelle formule, faisant passer les effectifs à 500 personnes, qu'un premier plan social avait réduit à 390, chiffre que le deuxième plan social revêtait à nouveau à la baisse, de près de 100 personnes.

Ses syndicats comme le conseil de surveillance estiment que l'équation économique présentée par la direction ne justifie pas un nombre aussi important de départs. Certains salariés n'admettent pas de faire les frais de l'échec de *Libé 3*, qui avait suscité de nombreuses inquiétudes, même s'il avait été finalement accepté. Enfin, ils craignent une prise de contrôle de Chargeurs. Pour l'instant, les différentes instances du journal sont opposées à une prise de participation de 51 % du groupe de Jérôme Seydoux.

Alain Salles

## Canal Plus et la CLT se rapprochent sur la télévision numérique

LES 5 MILLIARDS de francs que la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT) avait prévu d'investir dans des chaînes de télévision numérique ont été trop lourds à digérer par ses actionnaires. Mardi 21 novembre, Havas, le Groupe (belge) Bruxelles-Lambert (GBL) et la Compagnie générale des eaux (CGE) ont mis à profit un conseil d'administration de la Compagnie luxembourgeoise multimédia (CLMM), société de holding qui contrôle la CLT, pour examiner les conditions d'un rapprochement entre Canal Plus et l'opérateur luxembourgeois. Michel Delloye, administrateur délégué de la CLT, devait rencontrer Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, mardi 28 novembre à Paris (*Le Monde* du 29 novembre).

L'opérateur luxembourgeois et la chaîne cryptée se refusent à tout commentaire. Pierre Dauzier, PDG de Havas et actionnaire commun de Canal Plus (23 %) et de la CLT (18 %), semble avoir réussi à éviter une concurrence frontale entre les deux groupes.

### ÉVITER L'ARROGANCE

L'entente entre Havas, GBL et la CGE entérine donc la préférence de Canal Plus sur le territoire français. Avec seulement un million de paraboles installées en 1995, la rentabilité des « bouquets » diffusés par satellite n'est pas attendue avant plusieurs années.

Dans ces conditions, le choix de la CLT de dépenser 5 milliards de francs sans prompt retour sur investissement pouvait faire frémir

certaines actionnaires. Désormais seul maître du jeu face à une CLT brutalement bridée dans ses ambitions numériques, la chaîne présidée par Pierre Lescure devra faire preuve de doigté. Pour certains spécialistes, « la chaîne cryptée ne devra pas faire preuve de trop d'arrogance », sinon Albert Frère, patron de GBL, « peut, contre toute logique financière, encourager la CLT à lancer un "bouquet" francophone avec Rupert Murdoch ou d'autres investisseurs ». Mais si « tout peut encore arriver, Canal Plus est en bonne position pour négocier un rapprochement avec la CLT ».

De plus, la chaîne cryptée offrira à la CLT une part dans le capital de Canalsatellite. En terme d'une augmentation de capital, le groupe luxembourgeois pourrait acquérir 25 % des parts du « bouquet » de chaînes thématiques. Et Canal Plus devra accueillir, dans son ensemble numérique, certaines des chaînes que prépare l'opérateur luxembourgeois.

Une autre solution, qui permettrait à la CLT « de sauver la face », consisterait en un échange de participations - en direct -, entre les deux groupes : l'entrée de Canal Plus dans le capital de la CLT irait de pair avec celle du groupe luxembourgeois dans le tour de table de la chaîne cryptée. Enfin, au rapprochement Canal Plus-CLT en France pourrait correspondre « un accord à trois en Allemagne entre la CLT, Canal Plus et Bertelsmann ».

Guy Dutheil

JEUDI 30 NOVEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.50 Magazine : A vrai dire.</p> <p>13.00 Journal, Météo.</p> <p>13.30 Magazine : Femmes.</p> <p>14.00 Feuilleson : Les Feux de l'amour.</p> <p>14.25 Feuilleson : Dallas.</p> <p>15.25 Série : Cannon.</p> <p>16.15 Jeu : Une famille en or.</p> <p>16.45 Club Donoré.</p> <p>17.00 La Philo selon Philippe.</p> <p>17.55 Les Nouvelles Filles d'à côté.</p> <p>18.25 Série : Le Miracle de l'amour.</p> <p>19.00 Série : Alerte à Malibu.</p> <p>20.00 Journal, Tiersé, La Minute hippique, Météo.</p> <p>20.50 Série : Les Cordier, juge et flic. Cécile, mon enfant, de Marion Sarraute. Pendant l'interpellation d'une bande de loubards pour vol à l'arrache, un des agresseurs réussit à prendre la fuite en blessant un policier. Le fugitif n'est autre que la fille d'une chanteuse très connue...</p> <p>22.35 Magazine : Ty Crois, j'y crois pas. Présenté par Tina Kieffer. Faut-il interdire le tabac ?</p> <p>0.50 Journal, Météo.</p> <p>1.05 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 3.40, 4.25); 2.00, 2.25 Correspondances. Invité : Le cinéaste burkinabé Idrissa Ouédraogo. 22.40 La Marche du siècle. 0.10 Tell quel. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir. 3.10 Visions d'Amérique (15 min).</p> <p>PLANÈTE 19.15 Allah Kabon. « Dieu est grand ». De Laurent Dubret. 19.35 Andreotti et les Parrains. De Jane Ryder. 20.35 La Loi du silence. De Simon Edelstein. 21.10 L'Aventure des plantes : 4.05, Mesaventures, 5.10, Musique : 5.15, Les Aventures du jeune Patrick Picaud (6 min).</p>	<p>12.20 Jeu : Les 2 amours (et 4.30).</p> <p>12.30 Météo (et 13.35).</p> <p>12.55 Loto, Journal.</p> <p>13.45 Série : Derrick.</p> <p>14.45 Série : Placé en garde à vue.</p> <p>15.45 Tiersé. En direct de Vincennes.</p> <p>16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.25).</p> <p>16.45 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Série : Quoi de neuf, docteur ?</p> <p>17.45 Série : Génération musique.</p> <p>18.10 Série : La Princesse de Bel-Air.</p> <p>18.40 Que le meilleur gagne.</p> <p>19.15 Bonne nuit les petits.</p> <p>19.20 Studio Gabriel (et 2.15).</p> <p>19.59 Journal.</p> <p>20.15 Invité spécial. Robert Hue.</p> <p>20.45 Météo, Point route.</p> <p>20.55 Magazine : Envoyé spécial. L'Homme-poisson, de Cyril Thot et France Leger. Le Socialisme ou la Mort, de Bengt Norberg et Bo Sand. Les sentinelles de la foi, de Philippe Rochot et Mossi Armon.</p> <p>22.50 Expression directe. CGPM.</p> <p>23.10 Cinéma : Ascenseur pour l'échafaud. ■■■ Film français de Louis Malle (1957), avec Jeanne Moreau.</p> <p>0.45 Les Films Lumière.</p> <p>0.50 Journal, Météo.</p> <p>1.00 Le Carde de minuit.</p> <p>2.45 Programmes de nuit. Bas les masques (rediff.) : 3.55, 24 heures d'infos : 4.05, Jeu : Pyramide : 5.45, Dessin animé.</p>	<p>12.00 Télévision régionale.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.05 Jeu : Tout en musique.</p> <p>13.40 Si vous parlez.</p> <p>14.50 Série : Simon et Simon.</p> <p>15.40 Série : Magnum.</p> <p>16.30 Dessin animé : Popeye.</p> <p>16.40 Les Minikéums.</p> <p>17.50 Série : Les deux font la loi.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour. La Goumardise, de Manuel Vazquez Monteban.</p> <p>18.55 La 19-20 de l'information.</p> <p>19.05 Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.45 Keno.</p> <p>20.50 Cinéma : Un cœur en hiver. ■■■ Film français de Claude Sautet (1991). Avec Daniel Auteuil.</p> <p>22.40 Météo, Journal.</p> <p>23.10 Magazine : Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson. La santé en famille ? Invités : le docteur Michel Drazan (Histoire de la pensée médicale en Occident); Lucien Stet (La Santé parfaite, critique d'une nouvelle utopie); le docteur Jean-Bernard Malet (Ne tirez pas sur l'ambulance. Où va l'argent de votre santé ?); Léon Perlmutter (L'homme hormonal).</p> <p>0.10 Magazine : Espace francophone. Hector Bianchiotti, portrait.</p> <p>0.40 Série : Dynastie.</p> <p>1.30 Musique Graffiti.</p>	<p>12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.</p> <p>13.25 Téléfilm : Une belle revanche. De Bill Brown.</p> <p>15.05 Boulevard des clips (et 1.00, 5.35).</p> <p>16.00 Variétés : Hifi Machine.</p> <p>17.30 Dessin animé : Tintin. (1/2) L'Affaire Tournesol.</p> <p>18.00 Série : Highlander.</p> <p>19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Jeu : Le Grand Zap.</p> <p>20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. 1942 : la bataille de Stalingrad.</p> <p>20.45 Téléfilm : Mannequin le jour. De Christian Duguay, avec Famke Janssen, Stephen Shellen. Une jeune femme, mannequin le jour, se transforme en justicière la nuit pour venger une de ses amies agressée dans Central Park.</p> <p>22.30 Téléfilm : L'Investissement des cocons. De Fred Olen Ray, avec Charles Napier, Annie Trukel. Deux flics enquêtent sur une série de meurtres atroces commis par un dangereux « alien ».</p> <p>0.05 Magazine : Culture rock. La Saga James Brown.</p> <p>2.30 Rediffusions. Rock express : 2.55, Jazz 6 : 3.50, Fantôme : 4.15, Saga de la chanson française (Serge Gainsbourg) : 5.10, Starnews.</p>	<p>En clair jusqu'à 13.45</p> <p>12.30 La Grande Famille.</p> <p>13.40 Magazine : Le Journal de l'emploi.</p> <p>13.45 Cinéma : Ransom a Bleeding. ■ Film américain de Peter Medak (1993). Avec Gary Oldman.</p> <p>15.30 Documentaire : Dans la nature avec Stéphane Peyron. De Roland Theron.</p> <p>16.20 Pas si vite ! (rediff.).</p> <p>16.30 5 en sortit.</p> <p>16.35 Cinéma : La Séparation. ■■ Film français de Christian Vincent (1994). Avec Isabelle Huppert.</p> <p>17.55 Dessin animé : Les Multitoches. L'usine à solution.</p> <p>18.00 Le Dessin animé. Reboot.</p> <p>18.30 Cyberflash.</p> <p>En clair jusqu'à 20.30</p> <p>18.40 Nulla part ailleurs (et 19.10).</p> <p>19.30 Flash d'informations (et 22.30).</p> <p>19.40 Zéronoma, le contre-journal.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.15 Sport : Football. Gueugnon-Auxerre. Match avancé de la 20<sup>e</sup> journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.30, coup d'envoi.</p> <p>22.35 Cinéma : Giorgino. ■ Film français de Laurent Boutonnat (1993). Avec Jeff Dahlgrén.</p> <p>1.40 Cinéma : Ma passion chinoise. ■ Film français d'Alain Mazars (1994, 91 min). Avec Alain Bashung.</p>	<p>12.30 Atout savoir.</p> <p>13.00 Documentaire : Le Cancer du sein.</p> <p>13.25 Le Journal du temps (et 18.57).</p> <p>13.30 Les Grands Maîtres du cinéma. Miquel Camé.</p> <p>14.30 Arrêt sur images.</p> <p>15.30 Qui vive ! (3/5).</p> <p>15.45 Allô ! la Terre (3/4).</p> <p>16.00 La Preuve par cinq. Francophonies : une histoire de langue.</p> <p>16.40 Magazine : Fête des bêtises !</p> <p>17.05 Cello.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Ma souris bien-aimée.</p> <p>18.15 Alphabets de l'image. Frédéric Mitterrand à propos de « Madame Butterfly ».</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>19.00 Série : L'Homme invisible (1425) Photo finish, de Peter Maxwell.</p> <p>19.30 Documentaire : Hongkong. L'Espoir et la Peur, de Wolfgang Lörcher. Le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Hongkong revient à la République populaire de Chine selon l'accord prévu en 1984 entre Londres et Pékin. Espoirs et angos des citoyens... 20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Soirée thématique : De la dictature à la démocratie. Le Odeï présenté par Inaki Gabilondo.</p> <p>20.45 Documentaire : Franco. D'Yvon Géraud.</p> <p>22.00 Vingt ans de démocratie (1/2). La Transition démocratique, de Raul Hernandez Garido et Paz Fernandez-Xesta.</p> <p>22.35 Interview. Adolfo Suarez et Felipe Gonzalez.</p> <p>22.55 Vingt ans de démocratie (2/2). L'Espagne aujourd'hui, discussion animée par Inaki Gabilondo, avec Jorge Semprun, Rodolfo Martin Villa.</p> <p>23.25 Bibliographie.</p> <p>23.30 Cinéma : Les Saints Innocents. ■■ Film espagnol de Mario Camus (1984, v.o.). Avec Alfredo Landa, Francisco Rabal, Terete Pavez.</p> <p>1.20 Documentaire : Jérusalem, le syndrome Borderline. D'Éyal Shav (v.o.).</p> <p>2.30 Documentaire : Elliot Erwitt, entre chiens. De Pia Frankenberg et Thomas Struck (v.o., rediff., 17 min.).</p>

### CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Le Desert des Tatars. ■■ Film italien de Valerio Zurlini (1976). Avec Vittorio Gassman. 22.05 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.25 Correspondances. Invité : Le cinéaste burkinabé Idrissa Ouédraogo. 22.40 La Marche du siècle. 0.10 Tell quel. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir. 3.10 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.15 Allah Kabon. « Dieu est grand ». De Laurent Dubret. 19.35 Andreotti et les Parrains. De Jane Ryder. 20.35 La Loi du silence. De Simon Edelstein. 21.10 L'Aventure des plantes : 4.05, Mesaventures, 5.10, Musique : 5.15, Les Aventures du jeune Patrick Picaud (6 min).

Mahler. Symphonie n° 8, par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Klaus Tennstedt. 0.40 Musiques en scènes (25 min).

CANAL 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus : 18.10, Dodo, le retour : 18.15, C'est vous qui le faites : 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty : 18.50, Tip top clip : 19.00, Atomes crochus : 19.15, La Revue de presse. 19.20, Codes secrets : 19.30, Série : Alana ou le futur imparfait : 19.55, La Mode et au revoir.

CANAL JIMMY 20.00 La Nuit américaine. ■■■ Film français de François Truffaut (1973). Avec François Truffaut. 21.55 Ouverture en un. 22.20 3000 scénarios contre un virus. 22.25 American Graffiti. ■■ Film américain de George Lucas (1973, v.o.). Avec Richard Dreyfuss. 0.15 Souvenir. Top à Claude François (75 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.30) La Porte de la mort. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Le Retour de Maudie. 20.20 Série : Mon amie Flicka. Le Cheval blanc. 20.45 Série : Les Évasions célèbres (et 0.20). Le Comte de Lovelette. 21.45 Série : Les Espions. Fin de film. 22.35 Série : 200 dollars plus les frais. Les Assassins du colonel (55 min).

MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 0.15, 1.00). Invité : Albert Alogoud. 19.15 Eurotrash (et 0.30). 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom

Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. 22.30 Buzz Tee Vee. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Médiamag (60 min).

RTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beaver and Butthead. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : Aeon Flux. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.45 Eurosportnews (et 1.00) 20.00 Superbike. 21.00 Catch. 22.00 Natation. Résumé. Championnats du monde de courte distance. A Rio de Janeiro. 23.00 Bone 0.00 Golf (90 min).

CINÉ CINÉFIL 12.45 L'Inconnu. ■■ Film américain de William Wyler (1938, N. v.o.). Avec Bette Davis. 20.30 Le Dernier Sou. ■■ Film français d'André Cayatte (1944, N.). Avec Ginette Leclerc. 21.55 L'Homme fatal. ■■ Film britannique d'Anthony Asquith (1944, N. v.o.). Avec James Mason. 23.45 Le Club. 1.00 The Eve of St. Mark. ■■ Film américain de John M. Stahl (1944, N. v.o., 95 min). Avec Anne Baxter.

CINÉ CINÉMAS 19.00 Cohen and Tate. ■■ Film américain d'Eric Red (1988). Avec Roy Scheider. 20.30 Le Dernier des géants. ■■ Film américain de Don Segel (1976). Avec John Wayne. 22.05 C'est arrivé près de chez vous. ■■ Film belge de R. Belvaux. B. Poelvoorde. A. Bonzel (1992). 23.40 Grand guignol. ■■ Film français de Jean Marbœuf (1986, 90 min). Avec Guy Marchand.

### RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La musique au temps de Napoléon. 4. Le compositeur Modeste Grelly. 20.30 Lieux de mémoire. Les grands corps de l'Etat. 1. Les Ponts et Chaussées. 21.28 Poésie sur parole. Boris Pasternak (4). 21.32 Fiction. Le Sang détrempé et A l'air qui ne m'a pas sauvé la vie. D'Henri Guibert. 22.40 Nuits magnétiques. Monsieur Escarole de Tourtour. 0.05 Du jour au lendemain. Frédéric Boyer (Les innocents). 0.50 Musique : Coda. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 18 novembre à Versailles lors de l'inauguration de l'orgue de la Chapelle royale, par les Dames de Saint-Cyr, dir. Emmanuel Mandrin. In honorem Sanci Ludovici : Hymne de Saint-Louis : 1<sup>er</sup> sonde russe (piano-chant du 1<sup>er</sup> ton); Improvisations aérées sur l'orgue; Motet pour la fête de Saint-Louis : O sancti regis Ludovici, de Naves; Introit : In virtute tua (piano-chant du 8<sup>er</sup> ton); Kyrie (messe Canticopoli); 2<sup>e</sup> livre d'orgue - Prose de Saint-Louis; Quotquot De (piano-chant du 5<sup>er</sup> ton); Improvisations aérées sur l'orgue; Offertoire : Dialogue (2<sup>e</sup> livre des psalms pour orgue); de Mar-chand; Sanctus-Elevation : Messe propre pour les couvents; de Couperin; O salutaris hostia, faux bourdon; Agnus Dei (messe Canticopoli); Second livre d'orgue, de Lebégue. Prière pour le roi : Baudouin; Improvisations aérées sur l'orgue; Motet pour le Roy, la

Reine et le Dauphin : Ballet in Domino, de Clembaut; Sortie : Offertoire (1<sup>er</sup> livre des pièces pour orgue), de Dandrieu. 22.00 Soliste. Samson François, piano : Réverie, de Debussy; Ma mère l'Oye, de Ravel; Polonaise, op. 26 n° 1, de Chopin. 22.25 Déjeûné-notes. 22.30 Musique pluriel. De natura sonorum : 2<sup>e</sup> série (extraits, de Parménide; Veni creator, de Perle-dardi, par le Tapolia Chamber Choir, dir. Jukka Kuivanen. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Dvorak, Janacek, Martinu. 0.00 Tapisage nocturne. Roland Dyens. Guitare... au pluriel. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hertz.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Soirée scandinave autour de Jean Sibelius. Tapiola, poème symphonique op. 112, de Sibelius, par l'Orchestre symphonique de San Francisco, dir. Herbert Blomstedt; Ma mère l'Oye, de Ravel; Polonaise, op. 26 n° 1, de Chopin. 22.25 Déjeûné-notes. 22.30 Musique pluriel. De natura sonorum : 2<sup>e</sup> série (extraits, de Parménide; Veni creator, de Perle-dardi, par le Tapolia Chamber Choir, dir. Jukka Kuivanen. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Dvorak, Janacek, Martinu. 0.00 Tapisage nocturne. Roland Dyens. Guitare... au pluriel. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hertz.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Soirée scandinave autour de Jean Sibelius. Tapiola, poème symphonique op. 112, de Sibelius, par l'Orchestre symphonique de San Francisco, dir. Herbert Blomstedt; Ma mère l'Oye, de Ravel; Polonaise, op. 26 n° 1, de Chopin. 22.25 Déjeûné-notes. 22.30 Musique pluriel. De natura sonorum : 2<sup>e</sup> série (extraits, de Parménide; Veni creator, de Perle-dardi, par le Tapolia Chamber Choir, dir. Jukka Kuivanen. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Dvorak, Janacek, Martinu. 0.00 Tapisage nocturne. Roland Dyens. Guitare... au pluriel. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hertz.

Reine et le Dauphin : Ballet in Domino, de Clembaut; Sortie : Offertoire (1<sup>er</sup> livre des pièces pour orgue), de Dandrieu. 22.00 Soliste. Samson François, piano : Réverie, de Debussy; Ma mère l'Oye, de Ravel; Polonaise, op. 26 n° 1, de Chopin. 22.25 Déjeûné-notes. 22.30 Musique pluriel. De natura sonorum : 2<sup>e</sup> série (extraits, de Parménide; Veni creator, de Perle-dardi, par le Tapolia Chamber Choir, dir. Jukka Kuivanen. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Dvorak, Janacek, Martinu. 0.00 Tapisage nocturne. Roland Dyens. Guitare... au pluriel. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hertz.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Soirée scandinave autour de Jean Sibelius. Tapiola, poème symphonique op. 112, de Sibelius, par l'Orchestre symphonique de San Francisco, dir. Herbert Blomstedt; Ma mère l'Oye, de Ravel; Polonaise, op. 26 n° 1, de Chopin. 22.25 Déjeûné-notes. 22.30 Musique pluriel. De natura sonorum : 2<sup>e</sup> série (extraits, de Parménide; Veni creator, de Perle-dardi, par le Tapolia Chamber Choir, dir. Jukka Kuivanen. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Dvorak, Janacek, Martinu. 0.00 Tapisage nocturne. Roland Dyens. Guitare... au pluriel. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hertz.



# TF 1 feuillette les albums de famille

Isabelle Quenin, dans son émission « Famille : je vous aime », ne se contente pas d'évoquer l'enfance des « vedettes ». Elle s'intéresse aussi aux parcours amoureux des citoyens ordinaires

LE GÉNÉRIQUE donne le ton : sur un air d'accordéon défilent des bouts de vidéo amateur et des photos aux bords dentelés et aux couleurs quelque peu passées. Vire en tricycle avec papa, pique-nique en famille sur les bords de la Seine, premières glissades sur des skis... De ces images dont se nourrissent les chroniques familiales, Isabelle Quenin a fait la matière première de son magazine, qui alterne les souvenirs d'enfance d'un invité vedette et les reportages dans des familles françaises. Le credo de la réalisatrice est de montrer qu'il n'y a pas de « schéma familial idéal » et de « dédramatiser les occasions de parcours de la vie sentimentale ».

Une équipe de journalistes a la tâche de partir à la recherche des couples, frères et autres « associations » qui vivent des histoires insolites. En plateau, l'invité — une personnalité du monde du spectacle — réagit aux joies et aux peines de ces « anonymes » et dévoile son propre album de famille. Le décor est original, dépourvu de tout à la fois : la silhouette même d'Isabelle Quenin évolue dans de ce qui pourrait être un appartement « bourgeois » dont les pièces auraient été répliquées du sol au plafond d'une couleur uniforme : bleu vif pour le salon et safran pour l'antichambre. Au pied de ce « plateau », un public discret apparaît lors de furtifs plans de coupe. Lové dans un canapé Napoléon III, l'invité peut se livrer en confiance aux questions de son hôte.



Cadre, ton, ambiance : assurément, on est entre gens de bonne compagnie. Isabelle Quenin ne convie que des hommes et des femmes qui l'émeuvent. Sur le plateau de « Famille : je vous aime », la chanteuse Lio a évoqué son enfance portugaise sous le régime autoritaire du président Salazar, l'exilé obligé en Belgique après le divorce de ses parents, le bonheur des retrouvailles, l'été, avec le petit frère resté au pays, élevé par les grands-parents. « Toutes les familles vivent des moments de souffrance », a-t-elle dit, avec une gravité qu'on ne lui connaissait pas forcément, l'interprète de Bonono Split.

Enfant d'une famille recomposée, Lio dit avoir été « inondée d'amour » et évoque avec gaîté sa vie familiale actuelle, sa manière de combiner les rôles d'artiste, de compagne et de maman.

Roger Hanin, un autre soir, s'est souvenu de « gros cul, bel œil », le sobriquet qu'on lui avait donné dans la basse Casbah d'Alger en référence à son « fessier oriental » et à son regard « poilé d'or ». Epaulé par sa sœur Annie et sa fille Isabelle, toutes deux présentes sur le plateau, il a évoqué son enfance algérienne : « Nous étions pauvres, mais heureux puisque nous nous savions aimés ». Cet amour

parental, c'est sa « colonne vertébrale ». C'est grâce à lui qu'il s'est « construit ».

Ces confessions intimes de gens du show-business se mêlent aux histoires familiales d'individus ignorés des *sunlights*. Pour l'émission du vendredi 1<sup>er</sup> décembre, avec Michel Leeb, les caméras ont suivi une « famille de trois », quatre voyageurs qui partagent depuis des années le même wagon pour un aller-retour quotidien entre Evreux et Paris. Ces compagnons de transport ont tissé des liens et se racontent leur vie, d'avantage peut-être qu'ils ne le font au sein de leur « vraie » famille. Le mois dernier, Isabelle Quenin et son équipe avaient relaté l'histoire de deux « bébés-parloir » nés derrière les barreaux d'une prison. Elle avait mis en évidence les efforts de leur mère et du personnel de la crèche carcérale pour, malgré l'enfermement, les éveiller à la vie. Une autre fois, les télespectateurs ont découvert une famille où tous — père, mère et enfants — sont pompiers volontaires, ce qui n'est pas sans causer de sérieux problèmes d'organisation.

Avec son ton pudique et retenu, sa veine volontairement positive, « Famille : je vous aime », animé par une jeune femme courtoise aux yeux bleus, détonne agréablement dans la tranche horaire de TF 1 de deuxième partie de soirée.

Sylvie Kerviel

★ « Famille : je vous aime », TF 1, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à 22 h 35.

## Télé-apéro

par Luc Rosenzweig

LES CIMETIÈRES de la télévision française sont remplis de ces ténéraires qui ont tenté l'ascension audimatique de ce fameux *access prime time*. Une tranche horaire d'importance vitale selon les experts, dont dépendrait l'audience du journal de 20 heures qui lui succède et surtout la manne publicitaire afférente. Dans la dernière période, on a pu assister à des naufrages grandioses, comme celui des « Nouzès » de Laurent Ruquier, et à des étiolements lents mais inexorables, comme celui du « Bébé show » de Stéphane Collaro. Même des idées séduisantes sur le papier, réalisées par des gens de talent, comme « Confetti », le magazine européen d'Alex Taylor sur Arte, n'ont pas eu le succès attendu.

Il faut dire que le téléspectateur pris entre 19 heures et 20 heures est un être particulièrement versatile, voire irritable, qui se trouve dans un sas entre la fin de sa vie publique journalière et le retour à son intimité familiale. Il n'est pas d'humeur à se laisser refiler d'importance quelle nourriture cathodique surgelée en provenance de stocks à écouter d'urgence. Naguère, il se satisfaisait d'un feuilleton bien ficelé en attendant le journal. Aujourd'hui, même les maillots de bain trop petits de deux tailles réveillant les avantages souvent acquis des héroïnes d'« Alerte à Malibu » ne parviennent pas à le fidéliser. Il faut peut-être voir dans cette évolution du public le succès de France 3 sur cette

tranche horaire, qui répond au besoin de télévision de proximité, conviviale et sans prétensions. Quand on rentre à la maison, on n'est pas mécontent d'apprendre les petites nouvelles du village d'à côté avant de se laisser entraîner dans le vaste monde. Cela est naturellement beaucoup plus sensible dans nos provinces, où les informations régionales sont moins artificielles que dans le Moloch francilien.

On ne donnait pas cher, il y a quelques mois, de la survie de « Studio Gabriel », de Michel Drucker, sur France 2. Et pourtant, en dépit des quolibets de son concurrent direct, les Guignols de Canal Plus, ce gentil talk-show promotionnel a trouvé son ton et son rythme, moins « speedé » que « Nulle part ailleurs ». Si on en manque un bout en allant surveiller le rôt, ce n'est pas grave, on n'aura pas trop de mal à retrouver le fil. A cette heure-là, la télé loue un peu le rôle du bistrot dans lequel on va boire l'apéro avec des amis avant de rentrer. Certains préfèrent les estaminets classiques à banquette de moleskine, où les brèves de comptoir ne sont pas trop sophistiquées : ils iront à « Studio Gabriel » sourire à la satire bien tempérée de Laurent Gerra et Virginie Lemoine. Les amateurs de cafés techno, comme on en trouve dans le quartier des Halles ou aux environs de l'Opéra Bastille, resteront des fidèles de « Nulle part ailleurs » et des « Guignols de l'info ».

VENDREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

### TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.  
13.00 Journal, Météo.  
13.30 Magazine : Femmes.  
13.40 Feuilles : Les Femmes de l'année.  
14.25 Feuilles : D'elles.  
15.25 Série : Cannon.  
16.15 Jeu : Une famille en or.  
16.45 Club Dorothée.  
17.00 La Philo selon Philippe.  
17.55 Les Nouvelles Filles d'à côté.  
18.25 Le Miracle de l'amour.  
19.00 Série : Alerte à Malibu.  
20.00 Journal.  
La Minute hippique, Météo.  
20.50 Téléfilm : L'Heure aux moines.  
De Caroline Huppert, avec Christophe Malavoy, Philippine Leroy-Beaulieu.  
Lors d'une sortie en Bretagne, trois enfants de la DDAJ vont en profiter pour fuir la maison de Jacques Martin, on découvre le cadavre d'une danseuse. Massard doit sortir le grand jeu car, une fois n'est pas coutume, les suspects sont légion...  
22.35 Magazine : Famille, je vous aime.  
Présenté par Isabelle Quenin. Invité : Michel Leeb.  
0.05 Magazine : Formule foot.  
0.40 Musique : Minuit.  
L'heure du clip.  
Concili : Patrick Bruel ; 1.20, Laser ; 2.10, Viryl.  
2.35 Journal, Météo.  
2.45 Programmes de nuit.  
Histoire de la vie ; 3.40, Mémoires naturelles (et 4.35) ; 4.10, Histoire naturelles (et 5.05) ; 5.00, Musique.

### FRANCE 2

12.20 Jeu : Les 2 Amours (et 4.25).  
12.55 Météo (et 13.35).  
12.55 Journal, Point route.  
13.45 Série : Dancin'.  
14.30 Série : Place en garde à vue.  
15.50 Variétés : La Chanson aux chansons (et 4.55).  
16.45 Des chiffres et des lettres.  
17.15 Quel de neuf, docteur ?  
17.45 Série : Génération musicale.  
18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.  
18.40 Jeu : Que le meilleur gagne.  
19.15 Bonne nuit les petits.  
Un tamarind au tableau noir.  
19.20 Studio Gabriel.  
19.59 Journal, Météo, Point route.  
20.55 Téléfilm : Les Cinq Dernières Minutes.  
Les Faux de la rampe, de Daniel Losset, avec Pierre Santini, Jacques Martin.  
Au Théâtre de l'Empire, lors de la répétition de l'émission de Jacques Martin, on découvre le cadavre d'une danseuse. Massard doit sortir le grand jeu car, une fois n'est pas coutume, les suspects sont légion...  
22.35 Magazine : Géopolis.  
Géorgie, Les Lendemaïns de guerre.  
22.35 Magazine : Bouillon de culture.  
La Géorgie.  
0.30 Les Films Lumière.  
0.35 Journal, Météo.  
0.50 Magazine : La 25<sup>e</sup> Heure.  
[3/3] Sida, paroles de familles.  
2.15 Programmes de nuit.  
Envoyé spécial (rediff.) ; 3.45, 24 heures d'infos ; 4.00, Jeu : Pyramide ; 5.45, Dessin animé.

### FRANCE 3

12.00 Télévision régionale.  
12.45 Journal.  
13.05 Jeu : Tout en musique.  
13.40 Magazine : Si vous partiez.  
14.50 Série : Simon et Simon.  
15.40 Série : Magnum.  
16.30 Dessin animé : Popeye.  
16.40 Les Minikous.  
17.50 Série : Les deux font la loi.  
18.20 Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
Dessins, la passion d'une vie, de Michel Roux et Martin Brigdale.  
Le 19-20 de l'information.  
A 19.08, Journal régional.  
20.05 Jeu : Fa si la chanter.  
20.35 Tout le sport.  
20.45 Consomag.  
20.50 Magazine : Thalassa.  
Papa les petits bateaux.  
21.50 Magazine : Faut pas rêver.  
Présenté par Sylvain Augier. Invité : David Douillet, Russie ; week-end à Moscou ; France : à table ; Etats-Unis : le paradis du New York populaire.  
22.55 Météo, Journal.  
23.20 Magazine : Nimbus.  
Présenté par Elie Lucet.  
Les animaux sont-ils intelligents ? Invité : Marie-Claude Borselli. La Survie dans le désert ; Les Stratégies sèches des animaux ; L'Animal thérapeute ; Animaux sociaux ; L'Apprentissage ; Bêtes de scène.  
0.20 L'Heure du golf.  
0.50 Feuilleton : Dymastie.  
1.40 Musique Graffiti (15 min).

### M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.  
13.25 Téléfilm : Pour l'amour de Lisa.  
De Karen Arthur, avec Lee Remick, Marlee Matlin.  
15.05 Boulevard des clips (et 1.20, 6.25).  
17.00 Variétés : Hit Machine.  
17.30 Dessin animé : Tintin.  
[2/2] L'Affaire Tournesol.  
18.00 Série : Highlander.  
19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.  
19.54 Six minutes d'informations, Météo.  
20.00 Jeu : Le Grand Zap.  
20.35 Magazine : Capital 6 (et 23.50).  
20.45 Magazine : Flashback.  
Présenté par Laurent Boyer.  
Le Meilleur des années 60.  
Invités : Yves Lecoq, Ophélie Winter, Veronique Genest.  
23.00 Série : Aux frontières du réel.  
Le Vaisseau fantôme.  
Sully et Muller enquêtent sur la disparition d'un destroyer de la marine américaine dont le seul témoin, un lieutenant de 38 ans, a disparu d'un instant.  
0.00 Magazine : Sexy Zap.  
0.30 Dance Machine Club.  
Kim Wilde.  
0.55 Hit Dance.  
3.00 Rediffusions, Fanzone ; 3.25, Sexy mode ; 4.15, Black Ballad ; 5.05, Jazz 6 ; 6.00, Starnews.

### CANAL +

En clair jusqu'à 13.45.  
12.30 La Grande Famille.  
13.40 Le Journal de l'emploi.  
13.45 Cinéma : Grosse Fatigue. ■  
Film français de Michel Blanc (1993).  
15.10 Documentaire : La Tribu du tunnel.  
De Florent Marce.  
16.00 Téléfilm : Le Fils de Paul.  
De Didier Grousset.  
17.30 Le Journal du cinéma (et 20.30).  
17.55 Dessin animé : Les Multoches.  
18.00 Le Dessin animé, Bobo et Cyberflash.  
En clair jusqu'à 20.35.  
18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).  
19.30 Flash d'informations (et 22.05).  
19.40 Zéromag, le contre-journal.  
19.55 Les Guignols.  
20.35 Documentaire : Les Beatles par les Beatles (1<sup>re</sup> volet).  
22.15 Magazine : Jour de foot.  
23.00 Piège en eaux troubles. ■  
Film américain de Rowdy Herrington (1994).  
0.45 Cinéma : Le Retour des morts-vivants 3. ■  
Film américain de Brian Yuzna (1993).  
2.20 Fraîche et chocolat. ■  
Film cubain de Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tabo (1991, v.o.).  
4.05 Documentaire : Etat d'apesanteur.  
Mao et Dygas.  
5.15 Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen. ■ ■ ■  
Film allemand de Josef von Baky (1943, 100 min, v.o.).

### LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir.  
Le sida et l'argent.  
13.00 Les Yeux de la découverte.  
Les Chevaux.  
13.25 Le Journal du temps (et 18.50).  
13.30 Le Phénomène Queen.  
14.30 Magazine : Signes de vie.  
14.40 Allô ! La Terre (5/5).  
15.25 Qui vive ! Le sida.  
15.55 La Preuve par cinq.  
Francophonies.  
17.00 Journée mondiale de lutte contre le sida.  
Emission spéciale en direct de l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif. Avec Philippe Douste-Blazy, Daniel Defert, créateur de Aides, et le Dr Daniel Vimeco, responsable de l'unité de soins à l'hôpital Paul-Brousse.  
19.00 Série : L'Homme invisible (15/25) Pas de preuves.  
19.30 Documentaire : Mort au milieu des joncs.  
D'Helga Lippert.  
Témoignages historiques et explications scientifiques pour mieux comprendre les extraordinaires histoires racontées par la Bible.  
20.30 B 12 Journal.  
20.40 Téléfilm : Comme un bateau, la mer en moins.  
De Dominique Ladoge, avec Mathias Le Hy, Patrick Fiery.  
Fils d'un chef de chantier, un enfant subit tous les désagréments du nomadisme et une vie de famille caennaise. Jusqu'au jour où il fait la connaissance d'un gitan...  
22.15 Magazine : Archimède.  
Le Sommeil et les Rêves. Le temps des rêves ; L'horloge biologique ; Mind Machines, hardware pour le cerveau ; Les cinquante-deux fils de Pharaon.  
23.10 Cinéma : L'Inhumain. ■ ■ ■  
Film français de Marcel L'Herbier (1923, N. muet) Avec Gergette Leblanc, Jacques Catelain.  
1.30 Magazine : Eurotrash.  
Présenté par Antoine de Caunes et Jean-Paul Gaudier.  
1.55 Magazine : Transit.  
Le Suicide des jeunes. Apprendre à accepter sa vie ; Etats-Unis : Judas Priest coupable ; Enquête à Munich sur le suicide de deux adolescents ; Suicides en Russie (rediff., 65 min).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

### CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTR. En direct, 18.20 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du boulangier. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Ouverture du V<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etats francophones à Cotonou. Francophonies, ici et ailleurs. Compilation des meilleurs moments du Festival de la chanson francophone. 23.40 « Complément une heure. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (30 min). PLANÈTE 19.10 Le Roman de France. [4/6] L'Alsace, hommes de pierre, hommes de foi. D'Alain Schwarzstein. 19.40 Nomades du Pacifique. [5/5] Des trous dans le ciel. De Peter Crawford. 20.35 Fuir le Tibet. De Nick Gray. 21.25 Les Automates vivants. De Gérald Calderon. 22.20 Do ré mi fa sol si do, les Krummer. De Christophe de Pontilly et François Giré. 23.15 Allah Kabon, « Dieu est grand ». De Laurent Dubret. 23.40 Andréotti et les parrains. De Jane Ryder. 0.35 La Loi du silence. De Simon Edelstein (35 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Totalelement cinéma. 19.30 Stars en stock. Barbara Stanwyck. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Concert. Radio Conté. Enregistré au Spectrum de Montréal, en 1988. 21.50

Musiques en scènes. 22.20 Opéra : L'Africaine. En cinq actes, de Giacomo Meyerbeer (165 min). CANAL J 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Le Journal des bons plans du week-end ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Or et Orin ; 19.00, Extra large ; 19.15, Tip top clip ; 19.25, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.50, Tip top clip. CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Dyan Cannon. 20.25 Série : Les Enchevêtrements. Vitez. 21.20 Série : M.A.S.H. Reconnaissance éternelle. 21.45 Cobra girls. 22.10 3000 scénarios contre un virus. 22.15 Série : Dream On. Par affection pour Peter. 22.50 Série : Seinfeld. La Collecte de dons. 23.15 Country Box. 23.40 La Semaine sur Jimmy. 23.50 Série : New York Police Blues. 0.40 Série : Angela, quelques ans. Vous dansez, monsieur ? (45 min). SÉRIE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.30). Un petit déjeuner trop lourd. 19.55 Série : Cher oncle Bill. 20.20 Série : Mon amie Flicke. Le Photographe. 20.45 Série : Spécial Branch (et 0.20). L'Œil sur eux. 21.40 Série : Les Espions. Souvenirs d'enfance. 22.35 Série : 200 dollars plus les frais. La Réincarnation d'Angie (55 min). MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45). Invité : le footballeur Alain Roche. 19.15 Rebel TV. 19.55 Mangazone. 20.00 Zoom zoom

Guest. 21.00 Eurotrash. 21.30 Private Jack. 22.00 L'Invité de marque. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min). MTV 20.00 A Tribute to Pedro Zamora. 21.00 Most Wanted. 22.30 Safe & Sexy. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 Oddities Featuring the Head. 0.00 Partyzone (120 min). EUROSPORT 19.00 Ski. En direct. Coupe du monde : descente messieurs. A Vall (Colorado). 20.30 Eurosportnews (et 1.00). 21.00 Boxe. 22.00 Rationnel. Résumé. Championnats du monde de course de distance. A Rio de Janeiro (Brésil). 23.00 Catch. 0.00 Sumo. Résumé. Sumo : championnats d'Europe. A Ingolstadt (Allemagne) (60 min). CINÉ CINÉFIL 18.55 The Eve of St Mark. ■ Film américain de John M. Stahl (1944, N. v.o.). Avec Anne Baxter. 20.30 Marie Stuart. ■ Film américain de John Ford (1936, N. v.o.). 22.30 La Duchesse de Langeais. ■ Film français de Jacques de Baroncelli (1941, N.). 0.05 Les Yeux de la Patellière (1959, N., 100 min). CINÉ CINÉFIL 18.40 Téléfilm : Les Yeux de Cécile. De Jean-Pierre Denis (1992). 20.05 Le Bazar de Ciné Cinémas. 21.00 La Nuit des juges. ■ Film américain de Peter Hyams (1983). 22.45 Quelmadra. ■ Film italien de Gillo Pontecorvo (1969, v.o.). Avec Marlon Brando. 0.35 Hurlements. ■ Film américain de Joe Dante (1981, 90 min).

### RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Gérard Chahoud (Les Empires nomades). 19.35 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine : le traitement des calculs biliaires. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La musique au temps de Napoléon. 4. Le compositeur Luigi Cherubini. 20.30 Radio Archives. Marcel Gréville. La philosophie baroque, la magie et la mode en Afrique Noire. 21.28 Poésie sur parole. Bons Pasteurs (5). 21.32 Musique : Black and Blue. Jacques Ponzio et François Postil (Blue Monk). Portrait de Thelonious. 22.40 Nuits magnétiques. Les petites ondes 0.05 du jour au lendemain. Pierre Bergougnoux (La Cité d'Honneur). 0.50 Musique : Coda Notations sur la Fontaine ou L'Abbaye et le Musicien (30). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donné le 30 novembre au Théâtre des Champs-Élysées, et émis simultanément sur les radios de Francfort, Leipzig et Sanarbruck, par l'Orchestre national de France, dir. Emmanuel Krivine. L'Apprenti sorcier, de Dukas ; Concerto pour violon et orchestre (création mondiale), de Landovsky ; Symphonie en ré mineur, de Franck. 22.00 Soliste. Elisabeth

Schwarzkopf, soprano. 22.25 Dépêche-voies. 22.30 Musique pluriel. Pour Luigi pour l'âme, clarinète, violon, violoncelle et piano, de Hurl, par l'ensemble Cour-Cortot, dir. Pierre-André Valade (concert donné à la Villa Medice le 23 mars). D'unies Spiel pour petit orchestre, de Rohn, par la Badische Staatskapelle, dir. Günther Neuhold. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Schubert. 0.00 Jazz club. La chanteuse Jero Brown et le trio d'Alain Jean-Marie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Sources de Radio-Classique. Festival Piano aux Jacobins. Concert enregistré le 8 septembre à Toulouse. Le pianiste Stephen Kovacevich Bagatelles op. 126, de Beethoven ; Partita n° 4 BWV 828, de Bach ; Sonate n° 21 D 960, de Schubert. 22.30 Les Sources. (Suite) Symphonie n° 6 Tragique, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Leonard Bernstein. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

## Compte de fées

par Pierre Georges

AU DIABLE l'avarice, double paie pour tout le monde ! En tout cas pour deux cent mille fonctionnaires. Par un de ces insondables mystères de la gestion informatique, ces bienheureux viennent de recevoir, en novembre, double ration de pécunies : leur salaire plus leur salaire. Un bis bancaire, un bégaiement comptable sous les vifs de la foule !

Imaginez leur bonheur ! Une augmentation de 100 % ! Un treizième mois au onzième coup de l'année pour ceux qui, par statut, n'ont pas droit précisément à cette gratification. La vraie révolution, Noël en novembre.

Ce n'était, hélas pour eux, qu'un compte de fées. La Banque de France, qui passe généralement pour une maison sérieuse et assez près de ses francs, s'est prise les pieds dans le tapis. Ou, si l'on préfère, dans ce vertigineux « système interbancaire de télécompensation » qui gère ces choses-là et dont le seul nom constitue déjà un motif d'appréhension.

Ledit système s'est planté. Ne demandez ni comment ni pourquoi. Un hoquet informatique, un virus humain facétieux ou provocateur, un complot de cuisine contre le franc fort ? Toutes les hypothèses sont permises. Toujours est-il que l'ordre de virement fut donné deux fois. Payez, payez. C'est le franc qui manque le moins.

Cette histoire drôle et budgétivore ne dura que ce que durent les rêves. Ce que la Banque de France fait, la Banque de France peut le défaire. Sans préavis ni vague à l'âme. Ordre de virement. Contre-ordre de virement. C'est prévu par le règlement car, justement, c'est la Banque de France qui fait le règlement.

Il y eut donc maladresse au Lot de la Française des virements,

au Banco Trichet. Et cette mésaventure n'est pas sans provoquer quelques interrogations. Ainsi donc la Banque de France, notre Banque de France pourrait, dans des égarements comptables ou coupables, émettre des virements en bois pour des salaires fictifs ? Ainsi prendrait-elle le risque inconsidéré d'avoir à s'inscrire elle-même, serpent monétaire se mordant la queue, à son fichier des mauvais payeurs ?

Ce serait trop cruel, la fin de tout, des haricots et du franc. Il faut supposer alors, hypothèse nettement plus raisonnable, que la mère de toutes nos banques a les moyens de ses erreurs. Elle pouvait payer ce qu'elle ne devait pas payer. Ce qui est la preuve absolue qu'il y a bien de l'argent partout, et notamment dans les recoins des bas de laine informatique. Car nul ne pensera un instant que le vrai-faux salaire de 200 000 fonctionnaires, une paille tout de même, puisse se trouver aussi sous le sabot d'un cheval ou le pied d'un gouverneur.

Sauf à croire, ultime piste, que 200 000 fonctionnaires furent stop payés par erreur et 200 000 autres pas payés pour les autres, il n'y a pas à sortir de là. Ou il y a de l'argenteot. Ou l'argent est une pure fiction, une simple convention papier. Sur ce dernier point, on hésitera à se prononcer. Notamment depuis que, par un hasard miraculeux, M. Bayrou, ministre tire-bas de laine, a redécouvert l'existence d'un trésor caché : 4 milliards de francs dans les caisses secrètes des universités. Diable ! Voilà qui donne du romantisme à l'entreprise de récupération. Les 4 milliards des présidents. Les Cinq Sous de Lorraine ! Déjà monte du plus profond de l'Université française cette lugubre plaiote : « Ma cossette, ma cassette ! »

## L'augmentation du chômage s'est confirmée en octobre

Moins forte qu'en septembre, elle s'élève à +0,3 %

LES INDICATEURS économiques se suivent et se ressemblent : à l'exception notable du commerce extérieur, ils vivent tous au rouge. Après la baisse de la production manufacturière, le net ralentissement de la croissance, qui ne progresse plus que de 0,8 % en rythme annuel, et la chute brutale de la consommation en octobre (moins 4,4 %), les statistiques du chômage du mois dernier viennent confirmer l'atonie de l'activité et l'attentisme des chefs d'entreprise.

Le nombre de chômeurs s'est accru de 9 700 (+0,3 %) en octobre, après une progression de 28 200 en septembre. La France compte 2 961 800 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières. Il s'agit des personnes qui ont travaillé moins de soixante-dix heures dans le mois et qui cherchent un poste à temps complet et à durée indéterminée. Si l'on ajoute celles qui ont eu une activité de plus de soixante-dix heures – elles ne sont plus comptabilisées dans le baromètre officiel du chômage depuis juin dernier –, le nombre atteint 3 240 300 (+0,7 %), soit 22 200 de plus qu'en septembre. Le nombre des chômeurs au sens du Bureau interna-



tional du travail (une personne cherchant activement un emploi et immédiatement disponible) s'établit à 2 940 000 (11,5 % de la population active).

LA CRÉDIBILITÉ DE M. JUPPÉ Dans ce sombre bilan, seul le nombre de personnes inscrites depuis plus d'un an à l'ANPE recule de 12 300 (moins 1,2 %) et s'établit à 1 045 900 (en tenant compte des variations saisonnières). Le contrat initiative-emploi (CIE) contribue à ce recul : plus de cent mille de ces contrats ont été signés depuis leur création, en juillet. En revanche, le chômage des moins de vingt-cinq ans continue de croître – notamment chez les hommes (+2,4 %) – et frappe désormais 597 400 jeunes.

Les sorties de l'ANPE pour reprise d'emploi sont un peu plus nombreuses qu'en septembre, mais elles ont reculé de 1,4 % sur un an. Quant aux offres collectées par l'ANPE, elles restent stables en octobre. Sur un an, le nombre de deman-

deurs d'emploi a, certes, reculé de 133 600 (-4,3 %). Mais les données des deux derniers mois indiquent qu'un retournement de tendance se dessine après un an de baisse continue du chômage, même s'il faut attendre celles de novembre et de décembre pour en être certain. Ces chiffres sont, en tout cas, en cohérence avec ceux de l'INSEE, qui note un net ralentissement des créations d'emplois au deuxième trimestre 1995 dans le secteur marchand non agricole (+0,2 % contre +0,4 % au cours des quatre trimestres précédents).

La crédibilité de la politique d'Alain Juppé, qui a fait de l'emploi sa « priorité absolue », est aujourd'hui mise à rude épreuve. Le premier ministre n'est pas encore parvenu à démontrer que l'on peut mener de front la lutte contre le chômage et le redressement à marche forcée des finances publiques.

Jean-Michel Bezat

## M. Chirac fait part à M. Clinton de sa « préoccupation » à propos de la situation des Serbes de Sarajevo

LE PRÉSIDENT de la République, Jacques Chirac, a adressé mardi 28 novembre un message au président des États-Unis, Bill Clinton, pour lui faire part de la « préoccupation » que lui inspire la situation à Sarajevo. L'accord de Dayton, note M. Chirac, « préserve l'unité de la Bosnie-Herzégovine », mais « ne prévoit néanmoins pour les populations serbes qui y vivent aucune des garanties dont plusieurs pays, parmi lesquels la France, avaient souligné la nécessité ».

Selon la répartition des différents contingents qui vont constituer la force d'application de l'accord de paix (IFOR), Sarajevo se trouve en secteur français. Des « casques bleus » français et des soldats de la Force de réaction rapide s'y trouvent déjà et recueillent depuis quelques jours les réclutinations des quartiers serbes de Sarajevo, les demandes de protection ou les menaces de recourir aux armes. L'accord de Dayton ne donne aucune directive précise aux soldats français.

Dans son message à Bill Clinton, Jacques Chirac insiste sur « les risques » d'un « exode massif » des Serbes de la région, voire d'une « reprise des combats avant même la mise en œuvre de l'accord » de Dayton, alors que la France va se trouver à Sarajevo « placée en première ligne ».

« GARANTIES » Réagissant à ce message, le premier ministre bosnien, Haris Silajdzic, a déclaré mercredi que les Serbes de Sarajevo « disposent d'outils de garanties que n'importe quel citoyen de n'importe quel pays a le droit de demander » mais plutôt des « Serbes extrémistes », comme tous les autres habitants de la ville, a-t-il ajouté. D'autre part, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, a indiqué mercredi que la cérémonie de signature des accords sur l'ex-Yugoslavie paraitrait à Dayton le 21 novembre aurait lieu « selon toute probabilité » le 14 décembre à Paris, en présence du président américain.

Enfin, dans un rapport sur la chute de l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, en juillet dernier, le secrétaire général de l'ONU indique qu'entre 3 500 et 5 500 personnes sont toujours portées « disparues ». Le rapport confirme la présence du général Ratko Mladic à Srebrenica au moment où les forces serbes y ont commis leurs exactions. (AFP.)

## Informez honnêtement...

L'association TV-Cartoon-Jaune, qui entend contrôler le sérieux de l'information télévisée, et son président Michel Patronillan, ont été condamnés, mercredi 29 novembre, à payer 50 000 francs de dommages-intérêts au journaliste Bernard Volker pour lui avoir porté un préjudice moral, ainsi que 10 000 francs à TF1. TV-Cartoon-Jaune avait intenté un procès à Bernard Volker et TF1, après que le journaliste eut affirmé, au journal de 20 heures du 18 février 1994, puis de nouveau le 11 mars, que l'obus ayant causé la mort de 68 personnes, le 5 février, sur un marché de Sarajevo, avait été tiré, selon la Forpro, depuis les lignes bosniaques et non serbes.

Ces informations émanaient en réalité de l'agence de presse serbe Tanjog (Le Monde du 16 mars 1994). La Forpro n'en avait démenties, de même que Lord Owen, le médiateur européen de l'époque, et le ministre français des affaires étrangères. Mais il n'empêche : l'association TV-Cartoon-Jaune, qui reprochait à TF1 de les avoir présentés « sur le mode affirmatif » et d'avoir, ce faisant, « méconnu l'obligation d'informer honnêtement et exactement », en sera pour ses frais. Le juge a précisé qu'il ne pouvait pas « apprécier le fond de l'information », mais « seulement vérifier que sa présentation est exempte de toute manipulation matérielle ou technique ».

## M. Marchiani est nommé préfet du Var

LA PRÉFECTURE du Var confiée à Jean-Charles Marchiani ! Les membres du gouvernement au fait de l'histoire secrète de la V<sup>e</sup> République ont dû s'étonner de cette décision, prise par le conseil des ministres, mercredi 29 novembre. Est-ce son passé d'agent des services secrets (lire page 12) qui vaut à M. Marchiani d'être dorénavant le représentant de l'Etat dans un département où l'extrême droite est solidement implantée ? En tout état de cause, ses activités d'homme de l'ombre n'ont pas laissé que de bons souvenirs à des proches de l'actuel président de la République. Son nom avait commencé à apparaître lors de l'affaire dite Markovitch quand, à la fin de 1963, certains gaullistes avaient tenté de mettre en cause l'honorabilité de Georges Pompidou et de son épouse. Depuis 1986, il est proche de Charles Pasqua, pour qui il a conduit de nombreuses opérations secrètes au Proche-Orient. Or, si son action a pu connaître quelques succès lors de la première cohabitation, elle a été sévèrement combattue, sous la seconde, par Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et par son directeur de cabinet, Dominique de Villepin.

Celui qui est aujourd'hui premier ministre et celui qui est maintenant secrétaire général de l'Elysée n'ont cessé de dénoncer la diplomatie secrète et parallèle du ministre de l'Intérieur. Ils ont dû pourtant accepter la promotion de l'homme qui la symbolise. En leur infligeant une potion aussi amère, Jacques Chirac a sans doute voulu faire un cadeau amical à Charles Pasqua.

## Société des rédacteurs du « Monde »

LES ASSOCIÉS de la Société des rédacteurs du Monde, société civile à capital variable, sont invités, conformément aux statuts, à participer à une assemblée générale réunie à titre extraordinaire, en seconde convocation, jeudi 14 décembre à 16 heures. Cette assemblée se tiendra à l'Assemblée nationale (salle Colbert). Ordre du jour : 1. Mouvements d'associés ; 2. Modification des articles 8, 12 et 13 des statuts ; 3. Pouvoirs à conférer ; 4. Questions diverses.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 L'ÉCONOMIE

Cours relevés le jeudi 30 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES  
Tokyo Nikkei 18934 -0,83 -6,02  
Hong Kong Index 9617,32 -0,07 +17,41

Tokyo, Nikkei sur 3 mois  
18934 -0,83 -6,02

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES  
Cours au 29/11 Var. en % Var. en % fin 94

Paris CAC 40 1857,33 -0,70 -1,27  
Londres FT 100 3644,90 +0,55 +16,68  
Zurich 1485,29 - -19,59  
Milan MIB 30 893 - -12,87  
Frankfurt Dax 30 2242,97 +0,07 +6,47  
Bruxelles 1480,43 +0,14 +6,53  
Suisse SPS 1445,04 - -39  
Madrid Ibea 35 310,46 - -8,92  
Amsterdam CDS 311,60 - -12,08

Tirage du Monde daté jeudi 30 novembre 1995 : 450 131 exemplaires

**CHALLENGES**  
NUMÉRO SPÉCIAL

**Impôts**

Les décisions à prendre avant le 31 décembre

**Contrôle fiscal**  
Les quatre méthodes pour mieux se défendre

**Le tour de vis 1996**  
Concubins, épargnants, retraités, professions privilégiées

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

**SVM**  
Science & Vie Micro

**CD-ROM**  
TECHNO  
CONSO

Tout ce qui va changer  
Les plus beaux titres

+ EN CADEAU

Le CD-Rom des CD-Rom avec Cléo, cyber-animatrice sur Canal+

SVM, toute la vie de la micro



octobre

# Le Monde LIVRES

VENREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1995

## La fille qui venait d'ailleurs

Hannah Arendt, disciple de Martin Heidegger : c'est ce que démontre une biographie croisée des deux philosophes. Loin du sentimental, deux essais, dont un texte inédit, nuancent largement cette filiation

**HANNAH ARENDT ET MARTIN HEIDEGGER**  
d'Elzbieta Ettinger.  
Traduit de l'anglais  
par Nicolas Guilhot,  
Seuil, 160 p., 99 F.

**QUEST-CE QUE LA POLITIQUE ?**  
de Hannah Arendt.  
Textes rassemblés  
par Ursula Ludz,  
traduit de l'allemand  
par Sylvie Courline-Denamy,  
Seuil, 224 p., 120 F.

**CE QUE L'HOMME FAIT À L'HOMME**  
de Myriam Revault d'Allones.  
Seuil, 176 p., 99 F.

**H**annah Arendt a dix-huit ans lorsqu'elle s'inscrit à Marburg, dans la classe du professeur Martin Heidegger. Au printemps suivant, manifestement subjuguée par le penseur « révolutionnaire » qui est en train d'achever *Être et Temps*, elle devient sa maîtresse. « Personne, lui écrit-elle cinquante ans plus tard, ne peut donner un cours comme vous le faites, et personne n'en fut jamais capable auparavant. » Quant à l'austère Martin, il semble décon- vrir, grâce à la belle Hannah, les joies de la passion. Leur liaison clandestine va durer quatre ans. Mais Martin, marié et soucieux de sa carrière, craint le scandale. Dès le second semestre de 1926, il pousse Han-

nah à quitter Marburg pour Heidelberg, où elle commence une thèse de doctorat sous la direction de Karl Jaspers. Puis, vers 1928, il décide de rompre. L'année suivante, Hannah épouse un homme qu'elle n'aime pas, Günther Stern.

Cette union prend fin, à son tour, en 1933, au moment même où Heidegger devient (pour un an) recteur de l'université de Fribourg, et (pour douze ans) membre du parti nazi. Dans une lettre, Hannah, qui est juive, fait part à son ancien amant des préoccupations qui lui inspirent les rumeurs d'antisémitisme qui courent à son propos. « La preuve que je ne suis pas antisémite, lui répond en substance celui-ci, c'est que je t'ai aimée. » Sur cette fine allusion, un grand silence s'instaure entre les deux philosophes, qui dureront près de vingt ans.

Exilée à Paris - où elle refait sa vie avec un émigré communiste, Heinrich Blücher, qui l'aide à retrouver son équilibre -, puis, à partir de 1941 aux États-Unis, Hannah se tourne vers la réflexion politique mais n'en reste pas moins fidèle à la pensée de Heidegger, qu'elle est l'une des premières à faire connaître en Amérique. En février 1950, à l'occasion d'un voyage en Europe, elle passe par Fribourg et court rendre visite au « maître » - encore quelque peu marginalisé en raison de ses activités durant le III<sup>e</sup> Reich. Heidegger insiste pour qu'elle fasse la connaissance de sa femme, à qui, entre temps, il a tout dit. Commence alors une nouvelle phase, la plus étonnante, de leurs relations.

Pendant un quart de siècle, Arendt et Heidegger se reviennent et s'écrivent régulièrement. Elle s'emploie à faire traduire ses livres aux États-Unis, à le réconcilier avec Jaspers (en vain) et à sauver sa pensée de tout soupçon de collusion avec l'idéologie nationale-socialiste. En même temps, elle s'efforce de nouer de bonnes relations avec M<sup>me</sup> Heidegger, qui n'est pas commode. De son côté, Heidegger continue de prendre Arendt pour confidente, même s'il ne parvient pas, pour toutes sortes de raisons, à accorder l'intérêt qu'elle mérite à l'œuvre de « la fille qui vient d'ailleurs » - comme se surnomme elle-même, d'une expression empruntée à Schiller, son ancienne disciple.

Les deux philosophes se rencontrent une dernière fois en août 1975. Hannah meurt en décembre de la même année; Martin, en mai 1976.

Telle est, dans sa simplicité, l'histoire que conte Elzbieta Ettinger, professeur au Massachusetts Institute of Technology. Belle et classique histoire d'amour? Sujet en or pour un grand film sentimental sur fond d'« orages d'acier », façon James Ivory? Le plus sage serait, sans doute, de s'en tenir là. Tout finirait alors par de graves questions

psychologiques: Hannah était-elle une masochiste obsédée par l'image d'un père tôt disparu, et Martin un mecoteur professionnel?

Laissons donc le feuilleton et, en attendant que soit publiée l'intégralité de la correspondance entre les deux amants, qu'Elzbieta Ettinger a eu seulement le droit de citer par fragments (pour Hannah) ou de paraphraser (pour Martin), revenons à des interrogations plus importantes.

D'après de nombreux fragments de lettres cités par Elzbieta Ettinger, Arendt semble tout devoir, sur le plan intellectuel, à l'auteur d'*Être et Temps*. Faut-il la prendre au mot? Certes, l'influence de l'existentialisme sur sa pensée n'est pas une découverte. Jacques Taminiaux (1) et, plus récemment, Dana R. Villa (2) l'ont évoquée dans d'excellents ouvrages. Cette influence serait-elle, cependant, plus grande qu'on ne l'a cru? Y aurait-il, là aussi, un « secret » bien caché?

Il faudrait, pour en avoir le cœur net, relire toute l'œuvre d'Arendt. A une telle relecture, les inédits qu'Ursula Ludz vient de réunir sous le titre *Qu'est-ce que la politique?* offrent un bon point de départ. Bien qu'il s'agisse d'un manuscrit inachevé dont la rédaction s'est étalée de

1956 à 1959, le texte présente l'intérêt de se situer à la charnière de ces deux grands livres que sont *La Condition de l'homme moderne* (1958) et *La Vie de l'esprit* (1978). Son propos: retrouver, entre action et contemplation, le sens de la politique, qui tient à la fois de l'une et de l'autre.

La politique, explique Arendt, « repose sur un fait: la pluralité humaine ». Elle ne traite pas de l'homme, mais des hommes ou, plus exactement, de l'« espace intermédiaire » qui les sépare, seul espace où puisse se déployer leur « liberté ». De cette prémisse découlent des analyses - de la polis aristotélicienne ou des modernes philosophes de l'histoire - qui pourraient en effet, de bien des façons, se rattacher à la problématique heideggerienne du « déclin » ou de la « chute ».

Pourtant, même si Arendt met en cause la technique et évoque, avec insistance, le danger d'annihilation qu'une guerre nucléaire ferait courir à l'humanité, la direction dans laquelle s'oriente sa propre pensée paraît fort éloignée du retrait pessimiste

Hannah Arendt:  
l'amour n'explique  
pas tout



et dédaigneux dans lequel Heidegger, après 1945, s'est tenu par rapport à l'Histoire. Arendt parle d'espérance, veut croire à la liberté, refuse d'admettre que le contenu de la politique se réduise à la violence. Pour elle, le monde reste toujours, en définitive, le « produit de l'homme »: conclusion qui, à tout prendre, la rapproche davantage de Walter Benjamin que de Heidegger.

Une autre manière de réfléchir sur ces singuliers chassés-croisés philosophiques pourrait être, comme le suggère dans son dernier livre Myriam Revault d'Allones, de s'interroger sur le concept de « banalité du mal ». On sait que l'occasion de formuler celui-ci fut fournie à Arendt par le procès d'Eichmann à Jérusalem, qu'elle suivit pour le *New Yorker*. Et que le compte rendu qu'elle en fit souleva contre elle l'hostilité d'une partie de la communauté juive.

Hostilité qui, selon Myriam Revault d'Allones, repose sur un malentendu. Frappée par la médiocrité d'Eichmann, Arendt n'a nullement prétendu « banaliser » le mal. Elle a, bien au contraire, tenté de comprendre comment celui-ci pouvait s'inscrire dans la nature humaine, n'être que l'envers de notre liberté. Elle a, si l'on préfère, réactualisé, à la lumière sinistre de la Shoah, la vieille notion kantienne de « mal radical », sans aller malheureusement jusqu'au bout de son élaboration. Afin de poursuivre cette tâche, Myriam Revault d'Allones propose de revenir à Aristote, et nous invite à ressaisir, dans leur origine commune, art politique et art tragique.

Une telle approche a le mérite de replacer la pensée d'Arendt dans une filiation autre que celle de Heidegger. Et de nous rappeler que « la fille qui venait d'ailleurs » avait quand même, avec l'ancien recteur nazi, des points de désaccord radicalement irréductibles. L'amour, en somme, n'explique pas tout. On s'en serait douté.

Christian Delacampagne

(1) *La Fille de Thracie et le Penseur professionnel*, Payot, 1992.  
(2) *Arendt and Heidegger: the Fate of the Political*, Princeton University Press, 1995.

Le Magazine littéraire de novembre consacrer un important dossier à Hannah Arendt (n° 337, 30 F.).

## Bonjour, les enfants

La poésie est au cœur du Salon du livre de jeunesse de Montreuil

Cette année encore, Montreuil est, jusqu'au 4 décembre, « le » rendez-vous pour toute l'édition jeunesse. Pour sa douzième édition, le Salon du livre de jeunesse 1995, parrainé par le conseil général de Seine-Saint-Denis, promet le panorama annuel le plus complet de la production: il n'y a pas moins, cette année, de quatre librairies sous le chapiteau qui abrite la manifestation. Désormais, les prix littéraires de jeunesse attendent Montreuil pour leur proclamation ou pour la remise de ceux dont le lauréat est déjà connu: parallèlement, le salon « off », lancé dès le 20 novembre par trois expositions d'illustrateurs à Pantin (Quentin Blake), Montreuil (Lorenzo Mattotti) et Romainville (Françoise Flacel), ne s'achèvera que le 8 février lorsque se fera, à la Bibliothèque Elsa-Triole de Bobigny, l'exposition « Nicole Chevrel et compagnie ». On aura compris que, de fait, le Salon se dilate résolument dans l'espace et le temps.

La fête du dixième anniversaire n'a donc pas compromis le dynamisme qui avait assuré le succès

de la manifestation. Mieux, l'équipe emmenée par Henriette Zoughebi, fondatrice et directrice du Salon, n'en finit plus de lancer des défis. Mettre la poésie au cœur de l'édition 1995 reste une gageure quand on sait la difficile survie de ce genre si prisé dans la petite enfance (fables, comptines, charades et autres jeux de mots et d'esprit), alors que l'adolescent se tourne plus volontiers vers une littérature où la fiction l'emporte, qu'elle soit réaliste, futuriste ou dessinée. La force de Montreuil, c'est que les éditeurs partagent sa folie: quatre anthologies personnelles et complémentaires sortent pour célébrer la poésie contemporaine. Comme une conclusion idéale du colloque international qui s'est tenu en début de semaine.

Non contente du succès d'une décennie prodigieuse, l'équipe du Salon a poussé ses partenaires naturels - entendez les bibliothèques d'une part, les auteurs et illustrateurs de l'autre - à dresser leur propre bilan: un questionnaire copieux et précis leur a été adressé. Son premier volet doit permettre de tout savoir de ceux qui donnent formes et couleurs aux histoires,

illustrateurs dans tous leurs états. Formation, origines, état civil, titres publiés, types de production, contact avec les nouvelles technologies, publications dans la presse, tout est bon pour préparer une synthèse statistique qui sera présentée lors de la journée professionnelle du 4 décembre. Tout jusqu'aux techniques employées, à la promotion du travail et aux autres activités rémunérées éventuelles puisqu'il n'est pas acquis que le métier fasse vivre son homme, qui est d'ailleurs, en ce domaine, souvent une femme.

Le second volet de l'enquête est consacré à la situation des bibliothèques de jeunesse aujourd'hui. Plus du quart des établissements contactés ont répondu - et, l'enquête se voulant le point de départ d'un travail à suivre sur le long terme, les envois de retardataires restent bienvenus.

Sans préjuger du débat qui s'instaurera le 4 décembre entre les gens du métier, dégageons quelques évidences: les bibliothèques de jeunesse sont extrêmement actives, travaillant largement avec l'école primaire, pour des actions de formation aussi. Éléments en-

courageant dans l'atmosphère de déprime civique qui caractérise l'époque, les ZEP (zones d'éducation prioritaires) ne sont pas en reste. Si l'on constate que le fonds privilégie la fiction (contes, romans, BD), on lit un net effort en direction des documentaires et ouvrages de référence, même si leur nombre en fait davantage des outils consultés que des livres empruntés.

La double difficulté aujourd'hui des bibliothèques de jeunesse peut se résumer en un manque de moyens, jamais en rapport avec la fréquentation de cette section singulière des établissements municipaux, et, corollaire logique, un déficit d'image qui nuit à la reconnaissance de ce laboratoire essentiel du lecteur de demain. En proposant ce genre d'enquête et de débat, le Salon de Montreuil assume, en tout cas, pleinement une autorité et une légitimité que chacun, désormais, s'accorde à lui reconnaître dans l'édition de jeunesse.

Philippe-Jean Catinchi

Lire notre « Spécial Montreuil » pages V à VII.

## ROGER GRÉNIER TROIS HEURES DU MATIN SCOTT FITZGERALD



« Le propos de Roger Grenier, c'est de chercher l'écrivain derrière l'homme... Il parle très bien de Scott. Il le comprend, il le confesse en quelque sorte. »

François Bot/Le Monde

L'UN  
L'AUTRE

GALLIMARD



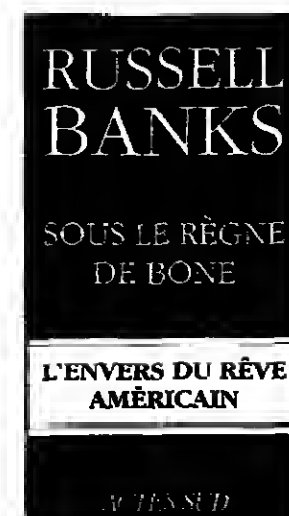
## L'ÉDITION

■ Quarante ans pour « Terre humaine ». La prestigieuse collection « Terre humaine » dirigée, chez Plon, par Jean Malaurie, fête cette année ses quarante ans. Bousculant l'univers des sciences sociales avec une « littérature du réel » destinée à faire entendre des voix du peuple, à privilégier les minorités, à rendre compte de civilisations et de sociétés, « Terre humaine » contribue, avec ses auteurs anonymes – parfois illettrés – ou célèbres (Lévi-Strauss, Hélias, Soustelle, Segalen, Thesiger, Fernandez...), à construire une ethnologie vivante ou, selon Jean Malaurie, « une anthropologie à port entier, ou regard global, où toute réflexion ne s'élabore que sur une expérience vécue ». La collection comprend à ce jour soixante-neuf titres vendus à huit millions d'exemplaires, et, depuis 1982, Pocket lui consacre une série en poche, « Terre humaine/poche », où ont déjà paru trente-huit ouvrages. Une série de « compacts » paraîtra chez Omnibus en 1996 (« Terre humaine/Omnibus »). Elle comportera des ouvrages rassemblant, sur un même thème, cinq à dix titres de la collection.

■ Une « encyclopédie des phénomènes spirituels ». La spiritualité est une valeur éditoriale en hausse. A tel point que les éditions Mame et Plon ont décidé, conjointement, de lui consacrer une encyclopédie. Chaque volume, dont le premier tirage avoisine les 6 000 exemplaires, est rédigé par un spécialiste sous la direction de Jacques Vernet. L'ensemble devrait rassembler une trentaine de tomes, avec un rythme de publication de dix titres par an. Six ouvrages ont déjà paru : *Sagesse et pratiques du christianisme*, *Reincarnation-Résurrection*, *Le Franc-Maçonnisme*, *Lo Sorcellerie*, *Le Yoga et Les Religions orientales* (Distribution : Ionadis et Interforum. Prix du volume : 89 F).

■ Itzhak Rabin disait... Les Mémoires du premier ministre israélien assassiné, Itzhak Rabin, sont en cours de réédition chez Buchet-Chastel, où le livre avait déjà été publié en 1980. Tirée à 4 000 exemplaires, annonce l'éditeur, la nouvelle édition paraîtra à la mi-décembre, avec une préface de notre collaborateur Jean-Pierre Langellier.

■ Prix littéraires. Le prix international Union latine des littératures romanes, décerné à Rome, est allé au Roumain Alexandre Voda pour *Les Fenêtres murées* (Actes Sud). Le Prix populiste à Patrick Besson pour *Les Brabans* (Albin Michel). Le Grand Prix Jean-Giono à Vladimir Volkoff pour l'ensemble de son œuvre et le Prix du jury Jean-Giono à Amélie Nohomb pour *Les Containiers* (Albin Michel). Les Grands Prix d'histoire Chateaubriand à Jean-Jacques Goblot pour *Le jeune France libérale : de la Gloire et son grand libéralisme, 1824-1830* (Plon) et à Jean-Marie Rouart pour *Morny : un voluptueux au pouvoir* (Gallimard). Les Grands Prix de l'imaginaire ont récompensé *Les Rocines du mal*, de Maurice Dantec (Gallimard, « Série noire »), *En remuant le havanah*, de James Morrow (J'ai lu), *Quiconque*, de G. O. Chateaubriand dans *Dernières nouvelles de King-Kong*, Zulma, le Grand Amant, de Dan Simmons (dans *L'Amour, la mort*, Albin Michel), *Invasions divines*, de Lawrence Sutin (Denœl), et la revue « Cyberdreams ». Dans le cadre du Salon du livre de Montreuil, le Prix de la lecture à deux voix a couronné *Le Nain ou lang nez*, de Wilhelm Hauff et Lisbeth Zwerger (éd. Nord-Sud) et *Les Trois Oranges*, de Michel Hindenoch (Syros).



## Paul Celan de retour à Paris

La ville d'exil du poète suicidé a accueilli un colloque international consacré à son œuvre

Paul Celan aurait eu soixante-quinze ans le 23 novembre, à la veille de l'ouverture du premier grand colloque international consacré à son œuvre et à sa vie dans une ville – Paris – où cet exilé avait élu domicile depuis 1947. Soixante-quinze ans... si Celan n'avait pas mis fin à ses jours, le 20 avril 1970, en se jetant dans la Seine du pont Mirabeau. Aujourd'hui, son nom résonne comme celui d'un des plus grands poètes germanophones – au même titre que Rilke, Trakl ou Gottfried Benn. Poète d'expression germanique, Celan l'est, assurément ; il fut également, dans les années 60, répétiteur d'allemand à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, où une salle porte aujourd'hui son nom. Mais par un paradoxe longuement glosé au cours de cette rencontre, qui réunissait, du 23 au 27 novembre, des spécialistes du monde entier, Celan fut avant tout poète contre la langue allemande, langue tant aimée des Juifs avant la deuxième guerre mondiale, langue enseignée avec amour par la mère de Celan, mais langue devenue aussi, si, par les détours de l'histoire, l'idéologie des assassins des parents du poète.

Celan est donc un poète juif, un poète d'après la Shoah qui mit très vite le caractère inacceptable de l'extermination au centre de son œuvre. Il le fit bien avant que le génocide ne devienne un thème public, au point que, pour Jean Bollack, l'un des meilleurs connaisseurs de cette œuvre, la juïté de Celan se réduit à la tension, au refus de l'Allemagne, à l'exhibition de la blessure linguistique que le meurtre de masse a infligé, selon lui, aussi bien à la langue allemande qu'à l'identité juive.

Celan, a-t-il été dit, a souffert de l'indifférence et de la solitude qui l'entourait et du peu d'écho de sa parole en Allemagne même. Chacun de ses séjours outre-Rhin, d'après un témoignage, « l'altérait profondément » (1). Une de ses amies, Nina Cassian, présente au colloque, ne nomma-t-elle pas Celan « le plus triste des poètes » ? Pour autant l'évidence obscurcit de son œuvre ne doit pas être confondue avec la « face grise du désespoir », selon l'heureuse expression utilisée par un autre poète, Hedi

Khadour. S'il y a un désespoir chez Celan, il ne s'agit nullement d'un désespoir « classique » d'artiste incompris. Comme l'a très bien résumé Jean Bollack, le sujet historique, chez Celan, contrôle toujours le sujet lyrique.

Poète juif germanophone, né à Cernowitz, en Bukovine (aujourd'hui Tchernovitsy, en Ukraine), Celan fut, dans son enfance, écartelé entre un père hébraïsant et une mère qui l'initia aux *Lieder* dans une ville roumaine yiddishophone. Ni lui ni son œuvre n'ont cependant de véritable pays. Son récent biographe, l'Américain John Felstiner (2), curieusement absent des débats, a bien tenté de suggérer que la courte visite du poète en Israël, en octobre 1969, aurait pu lui laisser croire qu'il retrouverait dans l'hébreu un bien familier à la langue. Mais beaucoup des participants du colloque ont estimé cette interprétation forcée. Les mots hébreux ou yiddish qui parsèment l'œuvre représentent plutôt les pierres tombales des Juifs morts, semées dans le jardin de la langue du boursoufflement. S'il y a un véritable « lieu » de la parole celanienne, on soulignait plusieurs intervenants, c'est plutôt celui de l'« inquiétante étrangeté » freudienne, où le plus proche – en l'occurrence, la langue maternelle – devient aussi le plus lointain et le plus terrifiant. Inassimilable, Celan est-il, pour autant, un poète du désenracinement ? Il est, en tout cas, significatif que le colloque ait été ouvert par l'intervention sensible d'un jeune poète allemand d'origine turque, Zafar Senocak : « Les poètes ne sont pas des médiateurs, mais des médiateurs, ils nous désorientent. J'ai suivi les traces de Celan et je me suis arrêté là où mes racines se perdent. »

INSAISSISSABLE. Curieusement, c'est ce caractère insaisissable de Paul Celan – « irréductible », selon l'expression de Régine Robin – qui semble prêter flanc aux divers régimes d'appropration dont sa poésie fait l'objet. Ceux que soucie la continuité de la culture allemande, par-delà le gouffre d'un génocide dont elle serait tout entière responsable, opposent Celan, le poète, à Adorno, le philosophe, qui jugeait impossible toute poésie après Auschwitz. Rachel Ertel, spécialiste de la poésie

yiddish, voit, quant à elle, dans cette œuvre une expression de la littérature de l'anéantissement. Notre collaborateur Edgar Reichmann et Nina Cassian évoquent le séjour de Celan à Bucarest comme une beureuse éclaircie dans une existence sombre. Et, de son côté, Emmanuel Moses retrouve dans l'œuvre de Celan, marquée par l'« jonction et l'appel, l'écho d'une tradition de la poésie liturgique hébraïque, où l'auteur cherche à ouvrir le dialogue avec son Créateur, après catastrophes et massacres.

Au-delà des diverses lectures d'une écriture difficile, cette rencontre a permis de mesurer l'impact d'une poésie qui, d'après Jean-Pierre Faye, n'est ni thèse ni texte, mais voyage sans fin, à la fois infini et bref. Brève, refus de la couleur, musicalité préférée à la mélodie : par ces traits, comme par son rejet obstiné de toute métaphore, l'œuvre de Celan appartient bien, pour le poète italien Edoardo Sanguineti, à la tradition poétique allemande du XX<sup>e</sup> siècle. Mais, dans la nostalgie symboliste d'une langue sacerdotale et sacrée qu'il lit chez Celan, il ne voit pas une source d'inspiration ni d'influence, pour les principaux courants de la poésie d'aujourd'hui. Malgré l'absence remarquée des premiers traducteurs de Celan, Jean Daive et André du Bouchet, et d'Hermi Meschonnic, qui les contesta – en revanche, Martine Broda, qui appartient à la deuxième génération des « passeurs » de Celan (3), était présente –, en dépit d'un manque évident de préparation, voire d'une certaine improvisation, ce premier colloque parisien, abrité successivement par l'Ecole normale supérieure et la maison des écrivains, a su, grâce à quelques perspectives critiques ou distanciées, échapper au trop fréquent « Magnifique nihilisme », émotif mais fastidieux.

Nicolas Weil

(1) Voir Emmanuel Levinas, *Noms propres*, Paris, Mouton, 1976.  
(2) John Felstiner, *Paul Celan, Poet, Survivor, Jew*, paru cette année aux éditions Yale University Press, New Haven and London (en anglais).  
(3) Elle est notamment l'éditeur de *Contre-jour. Etudes sur Paul Celan*, actes d'un colloque de Créteil parus aux éditions du Cerf en 1996.

## Khair-Eddine ou la fureur de dire

Hommage à l'écrivain récemment disparu

Une des voix les plus fortes et les plus originales du Maghreb s'est tue (Le Monde du 22 novembre). Mohamed Khair-Eddine s'était très tôt emparé de la langue française avec une passion violente, l'aimant d'un amour féroce, sans cession, sans prudence. Il est, avec Kateb Yacine et Aimé Césaire, celui qui a le plus bouleversé et enrichi cette langue. Il le faisait naturellement, avec l'exigence d'un poète doué pour aller à l'essentiel. Il aimait déterrer ses mots dans des champs de mines et les utilisait comme des balles. Il disait : « Il fallait une arme : ma langue sèche ma langue aveugle. » Sa langue était belle parce qu'elle prenait ses racines dans la culture berbère du Sud marocain et empruntait syntaxe et images aussi bien chez Rimbaud que chez Mallarmé. On a dit de lui qu'il était un « guérillero » des mots, un amant cruel, traitant la langue française avec fougue. Il disait : « Terre sous ma langue / Terre / Comme la logique du paysan. »

La terre oatale lui collait à la peau. Tous ses textes ou parlent, la chanteot, la provoquent et la bousculent. Jamais de répit. Jamais de joliesse. La beauté est dans la force brutale des mots qui s'entrechoquent. Son pays – « Ce Maroc ! », titre d'un de ses recueils – l'obsédait, surtout pendant les années d'exil en France. Sa patrie, celle qui lui a tenu compagnie, c'était surtout la poésie, territoire qu'il arpentaient sans se soucier des bienvenues de la vie sociale. Il écrivait vite, les mots parfois débordaient de la jarre luxuriante qu'il prétendait habiter. Ils coulaient comme des

laves d'un volcan : « Mon visage n'est qu'un volcan mon visage. » Cet homme en colère dérangeait. Il prenait la fonction du poète à la lettre, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir un humour acerbe. Il n'aimait pas l'ordre et n'avait aucun sens politique. Il n'aimait pas le pouvoir même si lui lui arrivait d'admirer des chefs d'Etat pour des raisons qui n'étaient ni littéraires ni politiques. Il n'aimait pas les gens convenables. Il leur disait en face ce qu'il pensait d'eux. Redoutable, il était craint dans certains milieux de l'intelligentsia mondiale où il débarquait sans invitation et criait quelques vérités. Il choquait du fait même de sa présence souvent tonitruante.

Il n'aimait de la vie que ses excès, buvait et fumait trop, mais sa source poétique ne tarissait jamais. Que de fois il a écrit des poèmes magnifiques sur un bout de papier dans un café, comme un artiste maudit, incompris mais assez libre puisqu'il n'était attaché à rien ! Il était possédé par la fureur de dire et considérait que « la liberté est au bout d'une feuille de papier ». Ses mots harcelaient ceux qui se laissaient dans le confort et la résignation, ceux qui baissaient les bras et s'abandonnaient à la fatalité. Mohamed Khair-Eddine les brutalisait avec l'évidence du poète qui ne renonçait jamais au combat. Il était hors normes. Il ne se sentait pas déchiré entre sa langue maternelle, le tamazight, et le français. Il était au-delà des problèmes d'identité et d'appartenance. Pour lui, tout se résolvait dans et par la poésie.

Et poète ravageur, il avait aussi écrit des romans, plutôt des récits bantés par des personnages étranges et funestes sortis d'une

mémoire « se hâtant vers la couche tendue entre la ténacité et le ciel radé » de sa rétinie. Comme un de ses personnages, il ne corrigait pas l'image qu'on donnait de lui, celle du poète mal aimé, sans domicile fixe, sans argent et sans sécurité sociale ou métaphysique. Bien au contraire, il jouait ce rôle jusqu'au bout, jusqu'à une superbe édit de rire qui le caractérisait. Il se savait vagabond dans l'âme, riche de sa seule poésie. Il ne recherchait ni la reconnaissance, ni les médailles. Il était avant tout du côté de l'indémittible, pour reprendre l'expression de son éditeur Denis Roche. Alors il se permettait tout et ne retenait jamais les mots qui bouillonnaient en lui. Sa rage ne s'atténuait pas avec l'écriture.

Au contraire, elle ne cessait de puiser dans l'injustice et le malheur des hommes sa raison d'être. Le poète restait disponible pour être le passeur des mots et des silences de ce « peuple assis sur une natte rugueuse » martelant sa tête avec ses poings.

Tabar Ben Jebloun

Où trouver un livre épuisé ? service de recherches gratuit LE MONDE DU LIVRE 50, rue Bourst, 75019 Paris Formulez votre demande : PAR ÉCRIT adresse ci-dessus PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 66 PAR MINITEL : 36 15 MDL Merci de joindre cette annonce à votre demande

## ACTUALITÉS

## Espagne : des lettres de Freud inédites

Au bout de quatorze années de travail, le psychanalyste espagnol Nicolás Caparrós, avec l'appui de son cabinet de psychothérapie, el Grupo Quipú, et de la maison d'édition Quipú Ediciones, va pouvoir ajouter des éléments importants à la bibliographie freudienne en publiant six volumes de correspondance du père de la psychanalyse, à raison de deux titres par an. Chaque volume rassemble des lettres qui n'ont, pour la plupart, jamais encore été publiées. Le premier volume (1871-1876) rassemble la correspondance de jeunesse, notamment le courrier échangé avec son ami Silverstein mais aussi avec celle qui allait devenir sa femme, Martha Bernays. Le deuxième volume (1887-1910) devrait être publié incessamment.

■ ESPAGNE. C'est une romancière originaire de Majorque (Balears), Carme Riera, qui a obtenu le Premio Nacional de Narrativa, octroyé par le ministère de la culture, d'un montant de 2,5 millions de pesetas (100 000 F), avec un roman intitulé *Dins el darrer blau*, écrit en catalan et non encore traduit en castillan. Le journal – conservateur – ABC n'a pas manqué de s'étonner en faisant remarquer qu'aucun des membres du jury ne connaissant la signification exacte du titre, on pouvait donc se demander s'ils avaient lu le livre. Le roman raconte un épisode de l'inquisition et de la persécution des Juifs, non façon, pour l'auteur, de « demander pardon ». Carme Riera a devancé Javier Marías qui avait déjà obtenu deux récompenses prestigieuses, le Romulo Gallegos et le Fastenrath, pour *Mañana en la batalla piensa en mí*.

■ RUSSIE. L'association MMKA (Association des Foires internationales du livre de Moscou) a organisé la première Foire internationale des encyclopédies, dictionnaires et autres guides, qui s'est ouverte à Moscou le 29 novembre au Palais des sports Dynamo et se clôturera le 2 décembre. C'est l'heure du bilan pour les multiples dictionnaires, guides et autres « bibles » qui ont vu le jour ces dernières années, pour répondre à l'attente des lecteurs en quête de textes censurés et de références. *La Grande Encyclopédie soviétique* – la première encyclopédie marxiste-léniniste –, qui fut longtemps l'ouvrage de référence, était devenue le miroir d'une époque passée aux trop nombreuses pages blanches. En février, pour ses soixante-dix ans, la maison d'édition du même nom, une des plus vieilles depuis 1917, avait d'ailleurs fait le point sur le rôle de l'encyclopédie dans la société et Boris Eltsine avait inscrit au programme d'édition fédéral la préparation d'une *Grande Encyclopédie de Russie*.

■ PARAGUAY. Le Prix national de littérature, décerné par le ministère paraguayen de l'éducation et doté de 5 000 \$ (25 000 F), a été attribué à Augusto Roa Bastos, pour son dernier livre *Modone Sul*. Né en 1917, le romancier a longtemps vécu en exil à Buenos Aires, Madrid et Paris. Il avait reçu en 1989 le prix Cervantès, le plus prestigieux décerné à un auteur de langue espagnole.

■ GRANDE-BRETAGNE. La « shortlist » de la vingt-cinquième édition du Whitbread Prize, qui sera décerné le 4 janvier 1996, ressemble étrangement à celle du Booker Prize, décerné à Pat Barker pour *The Ghost's Road* (« Le Monde des livres » du 24 novembre). On y retrouve non seulement celle-ci mais aussi Salman Rushdie, qui était le grand favori du Booker pour *The Moor's Last Sigh*, et encore Julian Cartwright pour *In Every Face I Meet*. En revanche, *The Information*, de Martin Amis, jamais bien vu des jurés du Booker, est un nom nouveau, avec Kazuo Ishiguro pour *The Unconscious*. On retrouve Ishiguro, Amis, Barker et Rushdie parmi les finalistes du Guardian Fiction Award qui sera décerné d'ici une semaine. Il y a quatre autres catégories du Whitbread : biographies et autobiographies, littérature enfantine, premiers romans et poésie. Parmi les cinq vainqueurs, qui recevront chacun 2 000 £ (15 000 F), l'un se verra décerner, le 23 janvier, le Whitbread Book of the Year, doté d'une somme supplémentaire de 21 000 £ (160 000 F).

## COLLOQUES, BULLETINS ET SOCIÉTÉS

■ UNE RENCONTRE AUTOUR DU LIVRE NOIR. D'Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, aura lieu, dimanche 3 décembre à 16 heures, au Passage de Retz, 9, rue Charlot, à Paris dans le 3<sup>e</sup> arrondissement (Métro Filles-du-Calvaire). Les conférenciers seront l'historienne Annette Wieworka, Emmanuel Moses, directeur de la collection « Hébraïca » (Actes Sud) et notre collaborateur Nicolas Weil. Tél. : 48-04-37-99.

■ CHARLES BAUDELAIRE. Le Centre de recherches sur la création poétique et le groupe Recherches baudelairiennes consacreront une journée d'études à l'écrivain, samedi 2 décembre. A cette occasion sera présenté *Baudelaire : nouveaux chantiers* (Presses universitaires de Septentrion), un ensemble de textes réunis par Jean Delabroy et Yves Charnet (ENS de Fontenay/Saint-Cloud, 31, av. Lombart, 92266 Fontenay-aux-Roses).

■ GÉNÉTIQUE TEXTUELLE. L'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM/CNRS) poursuivra son séminaire « Questions à la génétique textuelle » tout au long de la saison 1995-1996. Les prochaines séances auront lieu les 2 décembre, avec Daniel Ferrer, et 13 janvier 1996, avec Jacques Neefs (samedi de 10 heures à 12 h 30, Ecole normale supérieure, 46, rue d'Ulm, 75005 Paris. Rens. : 42-96-30-94).

■ FAULKNER. Les deuxièmes rencontres William Faulkner sont organisées par l'université Rennes-II les 1<sup>er</sup> et 2 décembre. Elles sont plus particulièrement centrées autour de *Sonchiale* et accueilleront notamment, pour diverses conférences, Juan Jose Saer, Richard Gray, Michel Gresset, Giliane Morel ou Cheryl Lester (6, avenue Gaston-Berger,

35048 Rennes. Tél. : (06) 99-14-14-49, fax : (06) 99-59-29-07).

■ UN SALON DU LIVRE se tient à la mairie du XVI<sup>e</sup> arrondissement à Paris, samedi 2 décembre, de 14 h 30 à 19 heures. Plus de cinquante écrivains, dont des académiciens Jacques de Bourbon-Busset, Louis Leprince-Ringuet, Alain Peyrefitte, Maurice Rheims et Jacqueline de Romilly – dédicaceront leurs livres (Entrée libre, 71, avenue Henri-Martin, 75016 Paris).

■ LE XIII<sup>e</sup> SALON DU LIVRE DE PAU, organisé par l'Association Les Journées pyrénéennes du livre, se tient du 1<sup>er</sup> au 3 décembre. Sent prévus des rendez-vous autour de Jean de La Fontaine, avec notamment une exposition, ainsi qu'une rencontre avec des auteurs de polars à l'occasion des cinquante ans de la Série noire (parc des expositions de Pau. Rens. : (06) 59-32-02-26).

■ LITTÉRATURE ET SIDA. Une rencontre-lecture sur ce thème sera animée par notre collaborateur Hugo Marsan, samedi 2 décembre à 17 heures à la Bibliothèque Robert-Desnos, 14, bd Rouget-de-L'Isle, 93100 Montreuil (Métro Mairie-de-Montreuil).

poésie contemporaine et enfance DEBAT autour des 10 ans de la collection Jeunesse de Cheyne éditeur POÈMES POUR GRANDIR R. Serpant, C. Hubert, A. Serres, J.P. Sautou. Lundi 4 décembre, 13 h 30 Salon de Montreuil - petit théâtre Contact Salon : MELLINTE Staud G31



Je t'attends

QUALITÉ  
s lettres  
inédites

## LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE



**ZONES**  
de Jean Rolin.  
Gallimard, 196 p., 90 F.

D'après les statistiques de l'édition française, il se publie chez nous, bon an mal an, trois mille sept cents romans, non compris les livres de fiction pour la jeunesse. En proportion, c'est beaucoup plus que partout ailleurs ; à peu près le double de l'Allemagne, par exemple, ou de l'Italie. Pour des raisons que les historiens de la littérature et les analystes de notre âme nationale n'ont pas encore tirées au clair, le roman est le roi de notre république des lettres. Au point qu'on n'ose guère aujourd'hui se prétendre écrivain si l'on n'a pas sacrifié au rite du passage romanesque. Autre signe qui ne trompe pas : jadis, nos vedettes des spectacles, nos actrices, nos attachés d'ambassade et nos mondains, demis ou entiers, dans l'espoir d'offrir à leur notoriété superficielle une ombre de profondeur, auraient gratifié le public d'un recueil de poèmes ou de quelques comprimés d'aphorismes. De nos jours, ceux qui n'ont pas encore publié de roman font savoir à sons de trompe qu'ils méditent – ou menacent – d'en écrire un.

Il n'y aurait là qu'un léger ridicule national si l'équation qui lie l'écriture au roman n'avait pas pour effet de renvoyer dans les marges ou dans des ghettos pour *happy few* les malheureux écrivains qui ne s'adonnent pas à la fiction romanesque. Les poètes, bien sûr, mais aussi nombre de prosateurs parmi les meilleurs de notre littérature contemporaine. Michel Leiris, par exemple, ou Michel Butor, qui a abandonné le roman pour d'autres aventures, il y a plus de trente ans, ou Perros, ou Roubaud. Ou encore, chez les talents plus jeunes, Jean Rolin.

Jean Rolin, il est vrai, a écrit des romans. Mais c'était pour se délasser, pour penser à autre

chose, comme on fait des réussites. On l'a bien vu l'an dernier lorsqu'il a publié en même temps un récit, *Joséphine*, et un ouvrage de fiction, *Cyrille et Méthode*. Les deux livres étaient liés, certes, mais comme la nuit et le jour. A *Joséphine* la ferveur, l'intensité poétique, l'expression d'une vérité et d'une douleur que traquait chaque mot. A *Cyrille et Méthode* les jeux purement formels de l'invention d'une histoire, les mensonges qui ne se donnent pas même la peine de se cacher, un univers de stéréotypes, les petits plaisirs de l'évasion. Des mots pour rien, sinon pour évacuer la réalité.

Où l'écriture de Jean Rolin a besoin du réel. Ce n'est pas un écrivain en chambre à qui suffisent les ressources de son imagination. Il doit s'alimenter en images extérieures. C'est, pour reprendre un concept à la mode, un « écrivain-voyageur ». Mais ce terme, comme chacun sait, recouvre les pratiques les plus hétéroclites. Zones, sans didactisme, jette les bases d'une morale du voyage, inséparables d'une éthique de l'écriture. En exergue à son livre, Rolin a placé cette citation de Mesa Selimovic – un écrivain bosniaque, héros de la résistance au nazisme : « A l'exception des commerçants, les gens qui voyagent sont des inquiets qui ne savent pas rester seuls avec eux-mêmes ; ils vont chercher au loin des images neuves qu'ils offrent à leurs yeux, mais leur cœur reste vide. » Zones tente d'échapper à cette définition.

D'abord Rolin ne va pas « chercher au loin des images neuves ». Ses expéditions, menées à la fin du printemps, au milieu de l'été et à la fin de l'automne 1994, ne le mènent pas plus loin que dans la banlieue parisienne. Nanterre et Villejuve-la-Garenne à l'ouest, Sarcelles et Garges-lès-Gonesse au nord, Montreuil à l'est. Le métro, l'autobus et surtout la marche, inlassable, hasardeuse, sont ses seuls moyens de transport. Il ne prétend pas davantage ramener des zones qu'il explore des images inédites, génératrices de savoirs nouveaux. La banlieue-spectacle, celle qui a envahi les écrans de télévision, celle qui nourrit les bavardages à prétention sociologique, celle qui renouvelle le stock du pittoresque menacé par la banalisation marchande, voilà précisément ce que son regard lave et que son style nettoie. Le seul auteur que cite Rolin est Guy Debord et sa *Société du spectacle*.

Dès lors, Rolin assume le risque de la banalité. Son livre raconte l'histoire d'un niant, d'un jour-

naliste, d'un écrivain des honorables quartiers de la bourgeoisie intellectuelle parisienne qui va vivre et voyager pendant quelques semaines dans les zones pauvres. Il n'adressera la parole à personne à moins d'avoir été invité à le faire ; il fuira autant que faire se peut les contacts physiques – il avoue sa peur de la violence –, il n'aura pas la prétention arrogante de partager la vie des habitants. Plus simplement, plus profondément, il intégrera à sa vie, à sa sensibilité, à ses idées, le temps d'un ou de deux séjours, les paysages qui les entourent, les bruits qu'ils entendent, les conversations qu'ils échangent, les rues qu'ils arpentent, les violences qu'ils subissent ou qu'ils infligent.

Pas un soupçon de misérabilisme chez Rolin, pas un zeste de démagogie, pas plus que d'esquisses d'une solution politique miraculeuse. L'émotion chez lui ne gît pas dans les mots – il se méfie de tout ce qui pourrait ressembler à une manipulation rhétorique : elle sourd des blancs, des silences, de la notation d'un chant d'oiseau, de la contemplation des couleurs du ciel : « En cette saison, on peut dire du soir qu'il vient, mais

certainement pas qu'il tombe. » Zones, pourtant, est dominé par « une impression de catastrophe imminente », comme l'écrit Rolin à propos de l'esplanade Charles-de-Gaulle de Nanterre. Nous ne nous promenons pas dans des ruines mélancoliques à la Hubert Robert, mais dans la promesse de ruines futures qui ne seraient plus faites de pierres glorieuses et usées, mais d'énormes socles de béton, d'un enchevêtrement de poutrelles métalliques tordues et rouillées, d'excavations boueuses, de carcasses de voitures brûlées. Une catastrophe dont les signes annonciateurs ne se lisent pas dans le vol des oiseaux ou dans le sang des animaux sacrifiés, mais dans l'environnement quotidien, dans les gestes de la peur, dans ce qui semble encore être une résignation à l'insupportable. « Ce doit être un des signes auxquels on reconnaît, à Sarcelles, un étranger ou un nouveau venu : parce qu'il est le seul à lever le nez à chaque fois qu'un avion semble prêt à s'écraser sur la ville. »

Dans leur passionnant *Voyage en France*, qui vient de paraître, Jean-Marie Goulemot, Paul Lidzky et Didier Masseau rappellent qu'à l'époque féodale les voyages étaient dangereux parce que, par souci d'autonomie politique, les seigneurs ne réparaient ni les routes ni les ponts (1). De nos jours, au contraire, on multiplie les autoroutes, les échangeurs et les bretelles de bitume pour permettre de traverser au plus vite les zones hostiles. Elles confondent leur béton avec celui des voies qui les transpercent de manière à ce qu'elles échappent au regard. L'écriture de Rolin les rend simplement à l'existence. Pseudo-villes, comme Arnouville ou Villiers-le-Bel, où l'on n'entend que le bruit des chiens et des tondeuses à gazon, villes désertes après le coucher du soleil à cause du sentiment d'insécurité qui les écrasent, villes pourries qui manifestent « l'ultime degré dans l'expérimentation des limites de la résistance humaine en matière de logement ».

Parfois, le texte de Rolin fait penser, dans son désir de rincer ses notations de voyage de tout exotisme, à l'*Ecuador* de Michaux. C'est le journal d'un homme seul et fragile et qui ne se lie pas. Étranger il est venu, étranger il repartira. Il n'est pas en visite, il est de passage. Mais son passage est insistant, méticuleux, programmé – même s'il lui arrive de se perdre. Il visite les supermarchés comme d'autres le font des cathédrales, à cette différence – considérable – que personne ne vit dans les cathédrales. Car ce marcheur solitaire et passablement déprimé fait collection de signes de vie et de signes de mort. C'est ce qui donne à ce récit où il livre bien peu de lui-même la tonalité feutrée d'un journal intime.

Il parvient même à projeter sur ces « zones » si peu propices à la rêverie, un peu de son âme romantique, comme dans cette description d'un jardin public aux confins de Villeneuve-la-Garenne et de Gennevilliers, « un des parcs les plus sévères – ce qui ne veut pas dire l'un des plus laids – de la région parisienne. Ici, l'une des vocations du parc, qui est comme chocun soit d'entretenir l'homme de sa solitude et de son néant, est clairement affirmée, au détriment de toutes les autres plus futiles. (...) Au pied du belvédère s'étend un lac qui, bien qu'artificiel, accueille une importante population de mouettes, de canards, de foulques, de grèbes, de poules d'eau et même de hérons (la nuit, lorsque venant de Gennevilliers on emprunte en bus l'avenue du Pont-de-Saint-Denis, c'est un étrange spectacle, dans le pinceau des phares, que celui des mouettes et des hérons s'élevant en grand nombre au-dessus de ce que rien, dans l'obscurité, ne permet d'identifier comme un parc) ».

(1) *Le Voyage en France. Anthologie des voyageurs européens en France, du Moyen Âge à la fin de l'Empire*. Laffont Bouquins, 1 200 p., 169 F.

## L'imminence des ruines

## La légende du siècle

Gisèle Pineau à bras-le-corps dans les entrailles du mal

**L'ESPERANCE-MACADAM**  
de Gisèle Pineau.  
Stock, 300 p., 120 F.

Dire que le dernier roman de Gisèle Pineau, *L'Espérance-Macadam*, est d'abord un prodigieux exercice d'écriture, c'est tout simplement témoigner d'une évidence qu'aucun lecteur ne contestera. Savoir sans contraintes une langue bruisante, sensuelle, violente et colorée, s'abandonner aux mirages et aux sortilèges de sa musique, c'est ce à quoi nous invite – en apparence – cet écrivain doué qui se joue de la phrase comme le danseur-acrobate de son film. Mais prenons garde.

Sous la beauté d'un fleuve dont nous n'accepterions que la lumière de surface, il y a les cadavres lestés de plomb ; si l'on s'arrête au miroitement de ce conte, on s'évite le traumatisme d'un récit qui prend à bras-le-corps la vie dans ce qu'elle a de plus barbare et d'essentiel : les sentiments et la conscience morale sont décrits au moment même où ils s'élèvent puis se désolent. Acceptons que soient abattus les rêves quand, dans les eaux souterraines, se dévorent les monstres.

Gisèle Pineau nous raconte l'histoire de trois femmes, en Gnade-loupe, près de Ravine-Guinée, une terre ravagée par les cyclones, un minuscule bout de notre planète – Savane est son nom – où grouillent des femmes et des hommes misérables, drogués de musique et d'espoirs de paotille, timbant de misère, entre Dieu et diable, volonté de progrès et fables, servilité et orgueil. *L'Espérance-Macadam* est un immense roman dévoré par ses méandres, qui ne se contente pas du folklore mais nous descend aux entrailles du mal. Il y est raconté l'ordinaire des jours, les ruzes domestiques, les querelles de voisinage et les mythes que le temps solidifie sur la fatigue de vivre. Mais il y est ra-

conté aussi l'histoire d'une femme qui jette son enfant dans un ravin, crâne fracassé sur le rocher. Il y est raconté encore qu'une petite fille ne comprend pas pourquoi le père aimé est le même homme qui abuse d'elle.

*L'Espérance-Macadam* est un roman de femme sur les femmes accrochées aux joujouxeries du mâle, à sa lâcheté, à sa peur d'être lui-même une caricature désespérée de victime sociale. Fiction chaleureuse sur les cendres d'une blessure calcinée, c'est aussi l'histoire d'une petite fille affolée par sa brève enfance, trop tôt renversée dans son rôle de femme, si mal préservée par sa mère qui ne peut que psalmodier le rituel de la soumission : « Le sang peut disparaître à cause d'une graine déposée dans le ventre. Le fruit du péché donne des bâtons à grand héritage de maldiction et dessein court-bouillon. »

*L'Espérance-Macadam* est un roman plein de cris et de fureur : « Maldiction ! Scélératesse ! revenaient sans cesse dans la bouche des femmes qui ne comprenaient pas pourquoi elles enfantaient et portaient encore la vie, et trouvaient la force de rire et d'espérer, sur une terre où seule la mort traquait son chemin. » Le roman de Gisèle Pineau accuse l'être humain de son désastre : une partie de l'humanité est vouée à ne jamais accéder au bonheur ou à ses illusions. Gisèle Pineau réussit ce qui devrait être le projet de tout roman : mettre l'écriture au service de notre survie et remplir de vie cette écriture de l'urgence. Une mélodie plus tenace que les pleurs : la légende de notre fin de siècle.

H. M.

\* Signalons la parution des *Matées de la parole* créée, une anthologie réunissant vingt-six conteurs enregistrés par Marcelle Tebelle, présentés par Raphaël Couffon et photographiés par David Danoison (Gallimard, 269 p., 170 F.).

**LE COMMENCEMENT DES DOULEURS**  
de Sony Labou Tansi.  
Seuil, 155 p., 90 F.

C'est une de ces histoires que l'Afrique retient dans ses entrailles avant de les livrer, violentes et sanguines, à la plume de ses poètes. Au village de Hondo-Nootte, le vieux savant Hoscara Hana embrassé pour être une fillelette, « un *côlin* malheureux à une gamine de neuf ans même pas ». Baiser de coutume, baiser de simulaire, effusion de fausses noces « entre un dieu et une mistonne ». Mais la petite ne l'entend pas ainsi et ses lèvres et son corps tremblent de l'amour qu'a révélé en elle Hoscara Hana, avec sa salive qui sent le tabac de Singapour, le chanvre et l'alcool d'agave.

Au village, on a espéré que l'enfant « cracherait le baiser au cain de la rue », on a attendu « qu'elle déclare sa sortie de séduction ». En vain. Une ancienne prédication menace la jeunesse contrainte, cette âme de l'Atlantique « au milieu de ses jupons de verdure ». Hondo-Nootte n'y échappera pas : « Quand l'enfant aura embrassé la bouche du vieillard, le ciel et la terre commenceront à se recoudre et l'Océan verra le plus beau rire du monde. »

**CATACLYSME**  
Dans ce roman des origines et de l'Apocalypse, Sony Labou Tansi, décédé en juin dernier, convoque une dernière fois les éléments déchaînés qui dépassent l'homme et le ramènent à sa condition d'étranger sur la terre (« La vie est peut-être un trucage »). Les dieux se creusent d'un gouffre insondable, des monnettes rouges viennent mourir, et les balémes s'échouent par milliers. D'un baiser de rieu est né « le commencement des douleurs ; le commencement de la fin de

toutes les fins ». A chaque menace de cataclysme, une délégation vient parlementer auprès d'Hoscara Hana. Il doit épouser la petite et tout rentrera dans l'ordre. Le savant temporel, offre des bons vins mais se refuse à pareilles épousailles. Sa passion est ailleurs. Il poursuit d'étranges travaux qui aboutiront, il en est sûr, à la naissance d'une île nouvelle, au beau milieu de la mer. Les yeux du savant dansent la véronique quand il décrit cette île de consolation, « une île vierge de toute colonisation, une terre sans histoire, propriété incantable des gens de ma lignée ». On nous a piqué cinq siècles ! », s'empare Hoscara Hana. Le voilà qui réécrit l'histoire des siècles contre leur volonté, et sans doute

contre leur entendement. « Je défonce le destin de Hondo-Nootte. Je change un bordel des bordels en centre du monde ! » Rien de moins. Il faudra que la nature sorte de ses gonds pour le contraindre à la décision tant attendue : « J'épouse votre nilouche », consent Hoscara, résigné. Mais les douleurs ne sont pas près de disparaître. Quinze jours durant, le ciel va « tomber du ciel » et déverser sur les hommes « des tonnes de mauvais temps ». Puis viendra la canicule « et le démon qui nous casse un sucre dans le dos ». Maudites noces, maudit baiser qui continue de parler. Au lieu d'engrosser la mappemonde, Hoscara Hana aurait dû engrosser la petite qui a dépassé vingt ans et les limites de l'espérance. Le savant

allait s'exécuter et enfin, peut-être, rendre la paix à Hondo-Nootte. Mais l'infortune veillait : « Hoscara Hana vient de rompre son âme. A la minute où il s'apprêtait à épouser son épouse, la mort est entrée pour dire : Je suis là, nous partons... »

Poésie crue, pages de grâce où le français, baigné dans les méandres du Congo, se met à chanter une drôle de mélodie qui plaçait Sony Labou Tansi sur une île à part de la littérature. « J'écris par étourderie », disait cet homme théâtral qui aimait à détourner la langue comme les grands bâtisseurs le font des fleuves. *Le Commencement des douleurs* est un grand bal cosmique où la mort a le dernier mot. Comme dans la vie.

Eric Fottorino



**Emmanuel Carrère**  
*La Classe de neige*  
**PRIX FEMINA**

• Editions P.O.L



## Stars, je vous aime

Simone Signoret sous l'éclairage subtil de Jean-François Josselin  
Dalida pleins feux, par Catherine Rihoit

**SIMONE**  
Deux ou trois choses  
que je sais d'elle  
de Jean-François Josselin.  
Grasset, 138 p., 79 F.

**DALIDA**  
de Catherine Rihoit.  
Plon, 492 p., 138 F.

Des célébrités du vertige, autrefois, il reste des portraits peints et écrits : parfois, moins lointains, mais déjà morte vivante dans la cire, une voix nous revient d'un ailleurs fantomatique. Les stars de notre siècle ne meurent plus. Les films et la télévision gardent leur jeunesse et leur sourire étincelant de présent. Leur corps gagné d'or gravit les perpétuelles marches de la gloire. Mais la mémoire des écrans et les images rassurantes de la vie-védo sont difficiles à décrypter pour qui voudrait redescendre le dédale de la vérité. Elles ne fixent que l'artiste « en représentation ». Une existence irréelle, structurée comme un roman dont nous savons la fin. La star joue son rôle jusqu'au bout de sa propre nuit, étoile des rêves, pleine et vide de nos fantasmes. Les biographies de vedettes se contentent de prolonger cette divine frustration.

Le parti pris de Jean-François Josselin est autre. Il vient de publier un récit remarquable de sensibilité, d'audace et d'intelligence, sur une de ces inoubliables : Simone Signoret. Josselin rompt avec la tradition. Dans ce livre de souvenirs qui semble couler de source – et ne laisse couler quelques larmes –, il ne se soucie pas des tyrannies du genre. Tout à la fois diariste, essayiste et romancier, il dépasse avec infiniment de délicatesse la question, trop souvent diaboliquement ou grossièrement traitée, de la séparation entre personne et personnage, actrice et femme, réalité et fiction. A propos de Simone Signoret, les « révélations » sont minces. Josselin ne cherche pas à dépeindre la monstre sous l'ange. Il se contente de raconter la vie d'une comédienne qui aurait été – comme un chacun – broyée par les événements intimes. Mais il explique, sans faux-fuyants, les relations entre Signoret et les médias, entre Simone et les autres comédiens (une scène cruelle la montre retrouvant Corinne Luchaire, usée par l'oubli).

Pour Jean-François Josselin, « Simone » est une amie. Il la fréquente pendant les dix dernières années de sa vie. Mais c'est d'abord et toujours une actrice d'immense renommée. Il la rencontre régulièrement à l'époque où elle publie deux livres étonnants : *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était* et *Adieu Volodia*.



Inoubliable Signoret

Josselin est un écrivain tour à tour ou simultanément blessé et gâté par la vie, mais romancier d'abord, fasciné par l'étrange cohabitation de la force et de la fragilité, et pour qui les catégories du bien et du mal sont lettres mortes. Josselin ne juge pas les prises de position politiques de Simone Signoret, ne réhabilite pas la femme qui trouva quelque refuge dans l'alcool, ne redonne pas le cadre où Margot projette ses propres chagrins. Non, Simone Signoret n'est pas une femme ordinaire. Une actrice (un écrivain) ne partage pas le lot commun, ne fuit pas les apparences et les conséquences du succès. Les enjeux d'une grande comédienne ne sont pas ceux d'une ménagère. Rideau tombé, le rôle n'est qu'en partie joué. Jean-François Josselin raconte une actrice passionnée par son métier, une femme qui savait l'importance de ses réparties publiques, un écrivain qui comprenait que créer n'était pas du même ordre qu'interpréter.

**PROXIMITÉ TENDRE**  
Josselin multiplie les éclairages : il est le témoin privilégié, le romancier attentif, l'homme qui aime une actrice. Dans son premier livre (*Quand j'étais star* en est le titre d'un comble révélateur), un jeune homme s'identifiait à ces femmes

désirables que la caméra invente hors du désir. Écrit dans l'intimité d'une proximité tendre, *Simone : deux ou trois choses que je sais d'elle* n'altère pas l'aura de la star nécessaire à notre bonheur.

Le parti de Josselin était de prolonger les feux de la rampe côté

cour, sans se cantonner aux anecdotes. Signoret, intelligente, dure au travail, précise et talentueuse, avait accepté de vieillir, de se laisser envahir par le délabrement et d'en jouer encore. Elle a milité, a connu les engouements idéologiques et les déceptions. Elle a surtout affronté l'écriture, puis la mort. Le parti de Jean-François Josselin est gagné, sans doute parce qu'il s'est laissé guider par ses intuitions de romancier, par la voracité de son regard amical et aussi, et c'est la part belle et émouvante de ce livre si subtilement écrit, par une manière d'amour qui, loin des ruses du sexe et de la séduction, a la magie absolue de la confiance et de l'abandon mutuels.

Dalida a eu un destin de star, jusqu'au bout de la nuit. Mais Dalida, protégée par sa famille, est toujours flamboyante sur l'écran scintillant de la nostalgie pleins tubes. L'imposante biographie que Catherine Rihoit a écrite sous la dictée dictatorial d'Orlando, le frère, est à la mesure d'un merveilleux piège : faire semblant de « tout » dire, en ne disant rien de plus que ce que nous savons. Avons-nous : nous sommes contents comme ça. Dalida ressuscite comme elle a vécu : folle de son image, beauté gagnée de haute lutte, métier accompli – avec, bien sûr, quand le rideau tombe trop vite ou moins ble, de terribles quêtes insatiables : la sagesse orientale, le recueillement mystique ou d'impossibles amants. Eloge des ténérailles que Catherine Rihoit, dans le mot à mot rapide d'une chronologie épuisante, ne nuance pas toujours. Fallait-il banaliser une tragédie ? La simplicité de Dalida (bien réelle) était la face accessible d'une existence vouée à la somptueuse mise en scène de la solitude.

Hugo Marsan

## Poupées du diable

Chantal Thomas peint la nature démoniaque des adolescentes

**LA VIE RÉELLE**  
DES PETITES FILLES  
de Chantal Thomas.  
Gallimard, coll. « Haute enfance »,  
192 p., 90 F.

Ce sont des petites filles lisses, sages et bonnes latinistes. Elles ne lisent que des dictionnaires et des ouvrages recommandés par leurs professeurs. Elles font leurs devoirs avant d'aller jouer et ne mangent pas les bonbons offerts par les étrangers. Chantal Thomas les met en scène au moment où, par une matinée de printemps, leur univers bascule...

Chantal Thomas, excellente spécialiste de Sade et de Thomas Bernhard, peint la nature démoniaque des adolescentes, ces voyous manqués en perte d'enfance et en déni de féminité.

Si les messieurs manient prestement le fouet, Chantal Thomas, elle, excelle dans l'humour macabre. Elle raconte, et c'est un petit chef-d'œuvre, la triste histoire de Monsieur Maisonnnette, nietzschéen fervent qui « confondait la volonté de puissance avec les bouffées d'énergie qui l'envahissaient ». Ce fier-à-bras, mysoquine de surcroît, n'avait engendré à sa grande bonte qu'une ribambelle de filles plus coétives les unes que les autres. Toutes le détestaient, mais l'une d'elles, décidée à meoer contre lui, ne guérilla solitaire, trouva le moyen de mettre uo terme à sa carrière de hâbleur nietzschéen.

Avec Chantal Thomas, l'ingénuité se dispute à la cruauté, et si les petites filles n'ont plus vraiment l'âge d'arracher les yeux de leur poupée, elles n'hésitent pas au cinéma à planter des aiguilles dans les oreilles des spectateurs mâles. « Il faut en agir avec les oreilles comme avec les bigorneaux », dit l'une d'elles. De vieux psychiatres traquent en vain les jeunes pervesses et même le Dr Kraftt-Ebing, accablé, finit par admettre qu'il ne comprend plus rien à leur sara-bande morbide.

Un bonhomme, pourtant, le peintre Hans Bellmer, attablé à la terrasse du Flore, trouvera les mots justes : « Une petite fille, toute seule, sur une grande route déserte, c'est frais... » Delphine, qui a encore la passion des poupées, frissonne. Son grand-père lui parle de Bellmer, cet homme très beau, de la beauté des miniatures d'Ivoire, qui pouvait rien dire pendant des heures ; « quand il avait parlé, c'est nous qui tombions dans un profond silence », ajoute le grand-père. Alors Delphine songe qu'elle aimerait connaître un homme comme Bellmer, un homme dont elle serait la poupée diabolique. Et qu'un jour lointain, peut-être, elle lui raconterait « la vie réelle des petites filles ».

Roland Jaccard

## Sombre miroir

**L'OISEAU ÉVENTAIL**  
de Christian Le Guillochet.  
Éditions Lucien Souny  
(5, rue Palvézy, 87000 Limoges),  
205 p., 89 F.

La mort d'un enfant est le plus délicat et périlleux des sujets de roman. Rien de mieux, en belles phrases aux épithètes choisies, pour attendre le lecteur et lui mettre la larme à l'œil. Il suffit de ne pas hésiter devant les envolées mélodramatiques et de se raconter ; en général, la complainte fait sa part à l'autobiographie. C'est dire si, pour un premier roman, Christian Le Guillochet s'exposait à l'échec. Et il nous donne sur le sujet l'un des plus beaux livres qui soit, sans doute celui qui dénonce avec le plus de talent et de force ce qui est devenu une mort-lieu commun : celle que distille la drogue. Doléance, jérémiade ? Pas une ligne. Complainte ? Non. Mais une mélodie, un récit à deux voix, celle qui dit la mort de l'enfant, celle qui dit sa vie.

A dix-sept ans, Maoni est mort de sa première piqûre, mort « épinglé par une seringue, pauvre papillon d'enfant qui n'avait pas encore tourné les fleurs, pour une chenille d'homme ». C'est devant la porte du lycée que le poison se vend, et nul ne peut l'ignorer. Abattu, défilant, Charles, le père adoptif, se présente au proviseur : « Je suis le père de l'enfant que vous avez tué ». Puis il enlève le proviseur qui se défend d'avoir voulu cette mort, d'en être responsable. Mais le père ne peut que lui dire que la disparition du fils, « c'est une lame de rasoir qui circule dans mo choir » et lui crier sa haine en le forçant à écouter ce qu'il est advenu de Maoni, arrivé comme un oiseau, d'ailleurs, de Tahiti. Le couple, qui n'a pu avoir d'enfant, a ouvert bras et cœur à

« un oiseau de couleur papaye ». Et avec lui est arrivée toute une mythologie tahitienne où l'on peut naître fils de dieux et de déesses, où Laguna qui a l'arc-en-ciel pour moyen de locomotion épouse Sachoa, gardien des vins et des plaisirs. Dans le roman, cette partie de la mélodie est comme un blues qui vocalise la douceur de la vie malgré les méchants dieux, qui apporte une note de vives couleurs en opposition au noir de l'existence quand elle vous fait fermer les bras sur le cadavre d'un enfant.

Quel avenir promettre au romancier Le Guillochet ? Ce qui est évident, c'est qu'on a rarement un tel coup de maître pour un début. On ne saurait trouver un mot pour dire à quoi tient la beauté de ce roman et son pouvoir de fascination. C'est que plusieurs qualités d'écriture se conjuguent au service de plusieurs formes, de changement de rythme, de modulations très musicales pour passer de l'émotion à l'humour, de la pureté d'une légende tahitienne à ce que cette mort a de plus sordide. C'est aussi que le cri de Le Guillochet n'est pas un hurlement, qu'il nous attend sans aucun excès d'expression, sans la moindre recherche d'effets faciles. C'est enfin que l'auteur maîtrise le genre de la fable dans un récit on ne peut plus réaliste ; deux fables, celle du pays de Maoni, et celle qui nous concerne directement, car le proviseur qui se dit ni coupable ni responsable et subit la vengeance du père – et quelle vengeance ! –, ce n'est pas seulement un proviseur, c'est toute une société guère avare de bonnes paroles mais incapable de protéger ses enfants du fléau. Sans prétendre nous faire la morale, l'auteur nous tend un miroir, et dans le reflet de ses personnalités nous nous retrouvons.

Pierre-Robert Leclercq

## Le désamour à nu

Régine Detambel en entomologiste d'une intimité qui se brise

**LE VENTILATEUR**  
de Régine Detambel.  
Gallimard, 158 p., 90 F.

Douze livres en cinq ans, c'est déjà le rythme Simone. Blentôt, avec un petit coup d'accélérateur, ce sera la vitesse de croisière de Barbara Cartland. Un auteur trop prolifique, qui a tout juste passé la trentaine, inspire plutôt la méfiance que l'admiration. En douzième position, le nouveau venu perd ses charmes, du moins à des yeux paresseux. C'est injuste, disons-le tout de suite, dans le cas de Régine Detambel, qui a vite prouvé son talent, la diversité de ses intérêts, son habileté à manier le formalisme oulipien pour s'en détacher aussitôt et plonger dans l'horreur et dans la détresse : le naufrage des vieillards – *Le Long séjour* –, la mort d'un nourrisson – *Le Vellin* –, le meurtre d'un enfant – *La Lune dans le rectangle du patio* –, le désespoir bressonien d'un vagabond – *Le Jardin clos* (1).

Le tact romain qu'elle donne aujourd'hui ne dépare pas dans cette petite chronique des misères humaines. C'est une perfection de lucidité, de sincérité, de violence, d'acuité que ce récit de la destruction d'un couple. Pen encline aux confidences, Régine Detambel lui préfère les détours, les symboles, les allégories. Mais c'est un écrivain sensible, meurtri, à la froideur aussi trompeuse que celle d'une actrice hitchcockienne : Hitchcock, justement, et *La Carde*, son chef-d'œuvre abstrait, construit en un unique et interminable plan, avec un objet symbolique. Pourquoi pas, cette fois, un ventilateur ?

Deux personnages, une vieille compagne, un objet : rien de plus. Les héros ? Un tout jeune couple, après quelques années de sa vie commune. Une vieille dame est l'unique témoin, mal informé, d'un faux Eden, avant le tremblement de terre. La jeune femme se blesse – accidentellement ou volontairement ? – avec le couteau, un ventilateur, qu'elle et son mari se sont offert. Il suffira du trajet jusqu'à l'hôpital pour que tout ce qui les unissait se dissolve silencieusement. Silencieusement ou plutôt

dans un monologue assassin. « Par sa trop continue assistance, elle a refroidi son amour ; par son assidue, elle l'a blessé. Depuis la chute, elle se sent paresseuse, étroite et nouvelle. » Egoïste, possessive, capricieuse, elle requiert une attention constante qu'il est tout d'abord disposé à lui accorder, puis qu'il se lasse de lui offrir. Il est sa proie, mais c'est elle qui connaît l'enfer des amoureux des faibles, des amoureux des hommes apparemment soumis.

### ANALYSE

Avec la précision obsessionnelle qui caractérise chacun de ses récits, Régine Detambel décrit une intimité qui se brise. Elle le fait avec une parfaite impudeur et sans la moindre complaisance. Chaque geste d'amour, de désir, de sensualité ou de simple langueur à deux est analysé scrupuleusement. Prole-ment ? Une fois encore, ce n'est pas si sûr. Un lit à une place partagé, un baiser plus réaliste que nature, une caresse anatomique – adjectif que Moravia préférerait à « érotique » –, les aïeulés et venues de la pulsion sexuelle et de la répulsion, de la fusion et du dégoût, de la révélation et de la jouissance : l'autopsie d'une rupture annoncée à travers la vie quotidienne de deux amants.

A vrai dire, même pour un lecteur fidèle de Régine Detambel, ce roman est une surprise. Certes, elle nous a habitués à une violence souvent crue, mais souvent aussi enveloppée d'une afféterie formelle. Elle se contente ici d'entrer dans le mécanisme du désir, de l'attachement et du détachement. Comment deux corps s'attirent-ils pour se repousser ?

« Elle se souvient d'un de ses derniers gestes étonnants. » Y a-t-il meilleure litote pour exprimer le désamour ?

R. de C.

(1) Les deux premiers titres cités ont paru chez Julliard en 1991 et 1993, les deux suivants chez Gallimard en 1994. \* De Régine Detambel, signalons également la parution d'*Album*, souvenirs d'une petite fille où les mots remplacent les photos (Calmann-Lévy, 120 p., 55 F.).

Marie Desplechin vient de trouver un ton épatant, tissé d'auto-ironie, pour parler de sa génération.

Jean-Luc Douin/Télérama

Trop sensibles  
Marie  
Desplechin



Éditions de l'Olivier





1550

TÉRAIR

VENDREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1995 V



# SALON DU LIVRE DE MONTREUIL POUR LA JEUNESSE



## Peter Sis, l'enfant de Prague

Le Salon du livre de Montreuil a décerné à l'illustrateur tchèque, par mention spéciale, le prix Totem du meilleur album

Inauguré mercredi 29 novembre, le Salon du livre de jeunesse de Montreuil (Seine-Saint-Denis) ferme ses portes le soir du lundi 4 décembre. Pour son édition 1995, cette manifestation désormais majeure n'a pas choisi la facilité : en misant sur la poésie, si familière dans la petite enfance avant d'être tenue en suspicion des que l'enfant grandit, les organisateurs font plus qu'une référence au genre, ils le placent au cœur du plaisir de la lecture, vraie communion de tous les visiteurs, professionnels et amateurs. Cette courageuse ambition n'est pas la seule : offrant une large place aux littératures francophones, puisque « la langue française prend le large », la manifestation accueille trois espaces thématiques spécialisés - québécois, caribéen et africain - tenus par des défenseurs enthousiastes qui seront moins en concurrence qu'en heureux complément face à la représentation, déjà traditionnelle, des éditions belge et suisse. Des thèmes de réflexion retenus pour les journées professionnelles, on attendra des réponses graves sur la situation du livre de jeunesse aujourd'hui, l'apptitude de la presse spécialisée à rendre l'état du monde contemporain, ses savoirs, ses enjeux : atlas, encyclopédies et autres ouvrages de référence au crible d'une actualité aux valeurs toujours plus éphémères. La réponse sera délicate. Raison supplémentaire pour ne pas boudier la grâce du dernier temps fort de Montreuil cru ?

« L'illustration dans tous ses états » qui permet de célébrer trois créateurs aux univers très différents : l'italien Lorenzo Mattotti, le britannique Quentin Blake (auquel nous empruntons quelques vignettes en attendant un prochain portrait dans « Le Monde des livres »), « notre » Nicole Claveloux enfin. Par passion nous avons choisi de leur joindre le tchèque Peter Sis, magicien ébloui par ses racines, poète et peintre d'un regard si contemporain qu'il résumerait presque l'esprit de ce Salon d'automne.

**LES TROIS CLÉS D'OR DE PRAGUE**  
de Peter Sis.  
Traduit du tchèque  
par Rolande Anderson,  
Grasset, 32 p., 110 F.

Peter Sis avait toujours pensé, enfant, que Prague lui appartenait. « Maintenant, je me rends compte que c'est à tout le monde », dit-il sans aucune nostalgie. Quand il est revenu, en mai 1989, après sept ans d'absence, dans son pays natal qui s'appelait encore la Tchécoslovaquie, les douaniers lui ont demandé s'il venait le visiter pour la première fois. Il avait un passeport américain et il s'est senti étranger, comme quand il était rentré d'un voyage à Londres, en 1968, peu après le coup de Prague : la plupart de ses amis étaient partis, « toute ma génération dispersée », comme il dit.

Né à Brno en 1949, Peter Sis a touché à tout : au cinéma, au théâtre, au journalisme, à la musique. Profitant du « printemps de Prague », il traverse l'Europe en auto-stop, crée sa propre émission de rock à la radio, devient disc-jockey, fait des entretiens avec John Lennon, George Harrison, et d'autres, suit une tournée des Beach Boys... jusqu'au jour d'août 1968 où les chars russes entrent dans la capitale tchèque. Il lui en faut plus pour se taire. Peter Sis réalise des films d'animation, devient célèbre, fréquente, à Londres, le prestigieux Royal College of Art, part pour Los Angeles, ne revient pas : quand le bloc communiste décide de boycotter les Jeux olympiques et qu'on lui ordonne de rentrer, il sent le vent mauvais et s'installe à New York.

A ses deux enfants, qui sont nés, eux, au Nouveau Monde et qui ne connaissent rien de l'An-



« Les Trois Clés d'or de Prague » de Peter Sis

cien, Peter Sis veut raconter, non pas sa propre enfance, mais la manière qu'il avait, enfant, de percevoir ce pays qui n'existe plus. C'est ce à quoi mène *Les Trois Clés d'or de Prague*, qu'il dédie à sa petite fille Madeleine. Un chat noir sert de guide le long des rues étroites, où les couleurs ressuient la brume et le froid, les secrets des alchimistes, des ombres de légendes, le Golem. Est-ce perdu ? Le chat, lui, connaît le chemin. Il se retourne, il nous attend, repart sur les poutres bantées par des visages anciens, va toujours plus loin, aussi loin que vout les souvenirs d'enfance, là où la ville se réveille, où les couleurs ressuient. Patience, il ne faut pas tourner les pages trop vite, car les dessins ne se laissent pas saisir au premier regard. D'autres ombres apparaissent, des fantômes sont aux feoêtres, des personnages baroques traversent un monde aux couleurs brouillées par le rêve, le passé et les légendes se posent sur le dessin comme une feuille de papier calque, et un bibliothécaire bizarre, au corps composé de livres, à la manière d'Arcimboldo, donne un parchemin et une clé : peut-être la dernière ? Voilà Prague, la ville magique. Il y a de quoi approfondir à l'infini le jeu de piste, à mesure que les enfants grandissent. Car Peter Sis, dans ses dessins baroques, a caché bieu des choses : comme ce minuscule tank perdu eo filigrane, à l'envers, dans le coin d'une page. Ou peut y lire le chiffre 68... encore une clé dans cet album très singulier qui est, beaucoup plus qu'un simple livre pour enfants, un livre sur l'esprit d'enfance.

Signalons la parution, chez Grasset, de deux autres ouvrages de Peter Sis : *Un rhinocéros arc-en-ciel* (32 p., 75 F) et *Petit Conte du Grand Nord* (40 p., 79 F), listibles des 6 ans.

## Temps forts

Comme toujours, le Salon de Montreuil (1) sera l'occasion de multiples rencontres. Avec Quentin Blake, l'un des artistes invités d'honneur, par exemple (vendredi 1<sup>er</sup> décembre, 10 h 30) ; avec des illustrateurs africains (vendredi 1<sup>er</sup>, 14 h 30) ou avec des conteurs qui évoqueront, soit les Caraïbes (samedi 2, 14 heures), soit, plus spécifiquement, Haïti (dimanche 3, 11 h 30) ; avec les romancières antillaises Gisèle Pigneau et Maryse Condé (vendredi 1<sup>er</sup>, 15 h 30, et samedi 2, 14 heures), avec Vassilis Alexakis, lauréat du prix Médicis 1995 (vendredi 1<sup>er</sup>, 19 h 30), avec les poètes Guillelmo et Charles Dobzynski (samedi 2, 15 heures), avec l'écrivain Jacques Sereno, qui parlera de la poésie dans le roman (dimanche 3, 14 heures), avec l'écrivain François Bon et le musicien Kasper Toepitz, qui proposeront un « parcours » de textes poétiques (dimanche 3, 15 heures), ou encore avec des cinéastes d'animation (samedi 2, 16 heures).

La soirée de vendredi 1<sup>er</sup> décembre sera consacrée, non stop, à dialoguer avec des auteurs et des illustrateurs de bandes dessinées (18 heures-21 heures), cependant que, samedi 2, des illustrateurs, metteurs en scène et cinéastes d'animation choisis par Quentin Blake parleront de leur travail (14 heures-16 heures).

Tout au long du Salon, des journées destinées plus particulièrement aux professionnels, et parrainées par *Le Monde*, seront l'occasion de débats sur des thèmes tels que « les enjeux du multimédia » (samedi 2, 9 h 30-

12 h 30, salle des fêtes de la Mairie), « les acteurs du livre de jeunesse » (lundi 4, 9 h 30-12 heures, salle de la Mairie), ou « la presse jeunesse » (lundi 4, 15 h 30, salle de la Bourse) ; des rencontres seront également organisées autour de collections, d'auteurs ou d'illustrateurs, tels que Nicole Claveloux, invitée d'honneur du Salon (lundi 4 décembre, 13 h 30, salle des fêtes).

En marge et à l'occasion du Salon de Montreuil, un « salon off » aura lieu en Seine-Saint-Denis, avec des expositions, entre autres, des trois invités d'honneur : Quentin Blake (Bibliothèque Elsa-Triole, 102, avenue Jean-Louis 93500 Pantin, jusqu'au 17 janvier 1996), Nicole Claveloux (Bibliothèque Elsa-Triole, du 8 décembre au 8 février 1996 - lire l'article ci-contre), et Lorenzo Mattotti (Bibliothèque Robert-Desoos et Maison populaire - 9 bis, rue Dombasle, Montreuil -, du 20 novembre au 30 décembre).

(1) Place de la Mairie, 93100 Montreuil, métro Mairie-de-Montreuil. Tél. : (1) 48-57-57-78. Horaires : mercredi 29 novembre, jeudi 30 novembre et lundi 4 décembre, de 9 heures à 18 heures ; vendredi 1<sup>er</sup> décembre, de 9 heures à 21 heures ; samedi 2, de 9 heures à 19 heures ; dimanche 3, de 10 heures à 19 heures. Entrée payante à partir de 14 ans : 20 F.

## Claveloux, gourmande impitoyable

Une remarquable exposition présente les trente ans de carrière d'une artiste qui conjugue le malicieux et l'inquiétant



Pour fêter trente ans de carrière, les amis de Nicole Claveloux ont su convaincre cette artiste aussi singulière que discrète d'ouvrir ses œuvres et archives au grand public. Ainsi est née « Nicole Claveloux et Compagnie, l'exposition à secrets », qui, avant Montreuil, s'est tenue durant près d'un mois à la Maison du livre, de l'image et du son de Villeurbanne, coproduite de la manifestation avec l'ARALD d'Annecy et le CPLJ.

L'insupportable Grabote, déprimée chronique, et le lion Léonidas ont fait naître les délices des lecteurs d'*Okapi* et ont rendu fameux le trait de Nicole Claveloux. Mais son œuvre de dessinatrice, d'illustratrice, de peintre aussi - même si ses bulles étaient jusque-là restées confidentielles - n'avait jamais encore connu pareille fête. La scénographie intelligente et efficace que signe Françoise Darre, ancienne condisciple de l'artiste à l'école des beaux-arts de Saint-Etienne, fait rendre les passerelles qui relient les thèmes récurrents (les bébés, les filles, les clowns, les cochons, les métamorphoses aussi), si poreux déjà que leur confrontation est passionnante. Des sons à déclencher et des portes à ouvrir

(réfrigérateur ou vide-ordures), des caches à dévoiler qui abritent les documents privés de l'enfance et du parcours biographique, comme intimidés d'être divulgués pour la première fois : autant de pièges où la malice rejoue au gré de l'humeur du visiteur. Les sculptures - moonomentales -, la glace déformante et la table d'orientation au centre des modules achèvent de perturber les repères. Qu'importe ! Déclinant les poux et les fées, les loups et les bébés, les bigorneaux au savoureux marivaudage, l'exposition célèbre tout, des premiers travaux professionnels pour Harlin Quist et François Ruy-Vidal jusqu'aux sources d'inspiration classique (Bruegel, Doré, Granville, mais aussi Escher ou Milton Glaser) et aux relectures picturales qui les dynamisent. La dureté àpre de la vision de Nicole Claveloux frappe davantage ici, même si l'humour est là aussi : Holbein est détourné pour célébrer Spiro, et Bosch est retouché dans *La Tentation de Saint-Tintin*. On a parlé de gravité méticuleuse pour cet art de la précision qui ne refuse pas l'outrisme. Voyez *Dans les gens*, défilé théâtral et saisissant qui dérange, avec son cortège de bébés clowns et autres

créatures improbables, puisqu'il garde un mystère qu'on devine essentiel. L'univers de Claveloux est complexe jusqu'au vertige et dévoile moins son créateur qu'il ne renvoie le lecteur à lui-même. Pourtant demeurent, irréductibles, un appétit, une roodeur du trait comme du propos qui invitent au partage, don généreux qui empêche pas de préserver la distance.

Un moode gourmand et plein d'une saveur inquiétante toutefois, jamais sage, ni confortable. Nicole Claveloux occupe à elle seule le quart du catalogue de la maison d'édition de son ami Christian Bruel, *Le Sourire qui mord*. Pourrait-elle rêver pour elle-même enseigne ?





## Suivez la flèche

Bizarre, étrange, fantastique : dans la galaxie des « livres qui s'ouvrent », une languette tirée, et l'aventure commence

Que faire quand, dans un coin de page, une languette se fait désirer par une petite flèche noire ? On tire dessus. Inévitablement. Et les pages se redressent. On voit des dragons surgir des flammes, des fusées se construire en trois dimensions, des clés magiques mener à des armoires secrètes, des images se superposer pour fabriquer d'autres images, s'inscrire dans un nouveau dessin, changer la vision. Dans la foire d'empoigne des « livres qui s'ouvrent », c'est à qui sera le plus fou : le plus long, le plus en relief, le plus lumineux, le plus animé, le plus compliqué, le plus imprévu, le plus plein de secrets. Vous avez dit bizarre ?

Pourtant, il y a de tout, même des choses très convenues, dans ces livres fabuleux avec leurs dessins détachés qui se déploient en plusieurs dimensions dans le paysage. Les enfants, qui d'en ont jamais trop vu, se contenteront des plus simples, et ne se soucieront pas qu'il se passe dans l'un de ces livres charmants comme dans la très charmante *Petite Ours* de Gros Ours de Stephen Wyllie et Jona-

than Allen (Bayard, 95 F), où l'on se contente de faire coulisser des bras ou basculer un ours derrière un arbre. De mécanique plus élémentaire encore, *Calamité, la souris qui voulait danser*, d'Anne Merrick et Tessa Richardson-Jones (Mango, 79 F), montre avec des petites vignettes s'ouvrant sur des secrets, à la manière des calendriers de Noël, une invasion de souris cachées dans divers recoins de la maison, grouillant sous les coussins et entre les fils du transistor, dans l'indifférence joyeuse des maîtres des lieux.

### PLUS SOPHISTIQUE

L'adorable ours doudou de *Plume en hutois*, de Hans de Beer (éd. Nord-Sud, 110 F), bénéficie de matériaux plus variés (filles et cellophane) pour dégringoler en tourbillonnant sur lui-même au bout d'un fil. Quant aux matières fluorescentes, elles servent la mise en scène savante du *Dragon et la Clef magique*, de Pie Corbett et Bee Willey (Seuil, 98 F) : soulevez la grimoire, retirez la clef des taquets, éteignez la lumière, et les fantômes se mettront à brûler dans le noir.

Plus drôles sont les livres vraiment inventifs en bizarreries comme *Bulle, la baleine blanche*, d'Antonin Louchard, qui fournit des lunettes magiques pour voir le fond des mers en relief (éd. Mani-toba, 76 F). *Le Livre le plus long*, de Richard Scarry (éd. Les Livres du Dragon d'or, 98 F) défile, à l'horizontale, autant de pages qu'il y a de wagons au train, et un autre, le livre le plus large - *Tu ne dors pas, Petit Ours ?*, de Martin Waddell et Barbara Firth (L'Ecole des loisirs, 98 F), apporte un panorama en trois profondeurs. Mieux encore, *Les Animaux de Lulu-lo-Berlu*, d'Anne de Chambray et François Daniel (Mango, 55 F), offre la magie des métamorphoses : une truffe de chien peut devenir un chat endormi grâce à un film transparent qui transforme entièrement l'image initiale. Parmi les autres curiosités, on se laissera entraîner par la comptine d'un livre se lisant de l'envers à l'endroit, indéfiniment (*J'en ai marre*, d'Anne-Isabelle Le Touzé, Didier, 60 F), et on ira au fond de l'eau dans *Arc-en-ciel*, de Marcus Pfister, rien que pour les poissons aux écailles de nacre (éd. Nord-Sud, 98 F).

## Craquante Charlotte

JOURNAL D'UNE PETITE VAMPIRE (Little Vampire's Diary) de Sonia Holleyman. Adaptation française de Robin, Seuil Jeunesse, 98 F.

Charlotte de Karpathe est une enfant exemplaire. On aura compris donc qu'elle est mutine et adore les codes secrets qui préservent le mystère des confidences, craquante aussi avec ses serpents d'oreille et ses lunettes de chauve-souris. Comme elle ne rêve que plaies et bosses quand l'amour d'Oscar ne la terrasse pas, elle collectionne les pan-



sements et les boulettes, les déguisements et les secrets, sous le regard admiratif de son chat Panari. Livre à malices, ce journal pas comme les autres est un vrai régal de délicieuses monstruosité (cervelles de fourmi et ongles d'escargot) à savourer sans délai. Les accessoires - irrésistibles - mobile à accrocher au-dessus de son lit, échantillon de cape d'homme invisible, n'en finissent pas de faire rebondir l'intérêt d'un livre qui mûrde, piège, enchante résolument.

## Civisme, mode d'emploi

Des règles de la vie nationale aux modes de vie des Européens, plusieurs ouvrages sensibilisent les citoyens de demain

Il est de bon ton de se lamenter sur le manque de conscience civique des jeunes aujourd'hui. L'école n'assurera plus sa mission et la démission des parents n'arrangerait rien. Pourtant, rares sont les éditeurs soucieux d'apporter leur obole, de relever le grand défi de l'information citoyenne.

Si les collections encyclopédiques font florès, avec Gallimard en leader incontesté, les approches documentaires qui rendent compte des singularités humaines sont moins nombreuses. Rappelons le travail de qualité de L'Ecole des loisirs (coll. « Archimède »), d'Hatier (collection « Pili Mali »), d'Ha-

chette aussi (coll. « Destins d'enfants »). Mais jusqu'ici, personne n'avait réellement entrepris un travail systématique sur l'apprentissage du civisme. C'est aujourd'hui chose faite avec l'excellent *Chez toi en France* de Geneviève Brame et Béatrice Tollu (Hachette, 80 p., 119 F). Ayant déjà conçu pour les adultes un *Chez vous en France* (Dunod, 1993) qui se voulait un guide clair, sérieux et documenté pour les étrangers immigrés ici ou les Français expatriés, Geneviève Brame entendait alors combler un vide éditorial réel. Aujourd'hui les enfants ont droit à cette intelligente initiation aux règles de la vie nationale : l'espace et la langue, les rythmes de vie et les informations pratiques, le monde de l'école et celui des loisirs, plus quelques pages « tendance » et une vision en boucle du monde pour garantir la qualité de l'information (1). La maquette, vivante et ponctuée de timbres (La Poste est partenaire de l'opération), dans un désordre savamment contrôlé, ajoute le charme à l'utilité du propos. Une réussite qu'on ne saurait trop recommander aux enseignants comme aux parents.

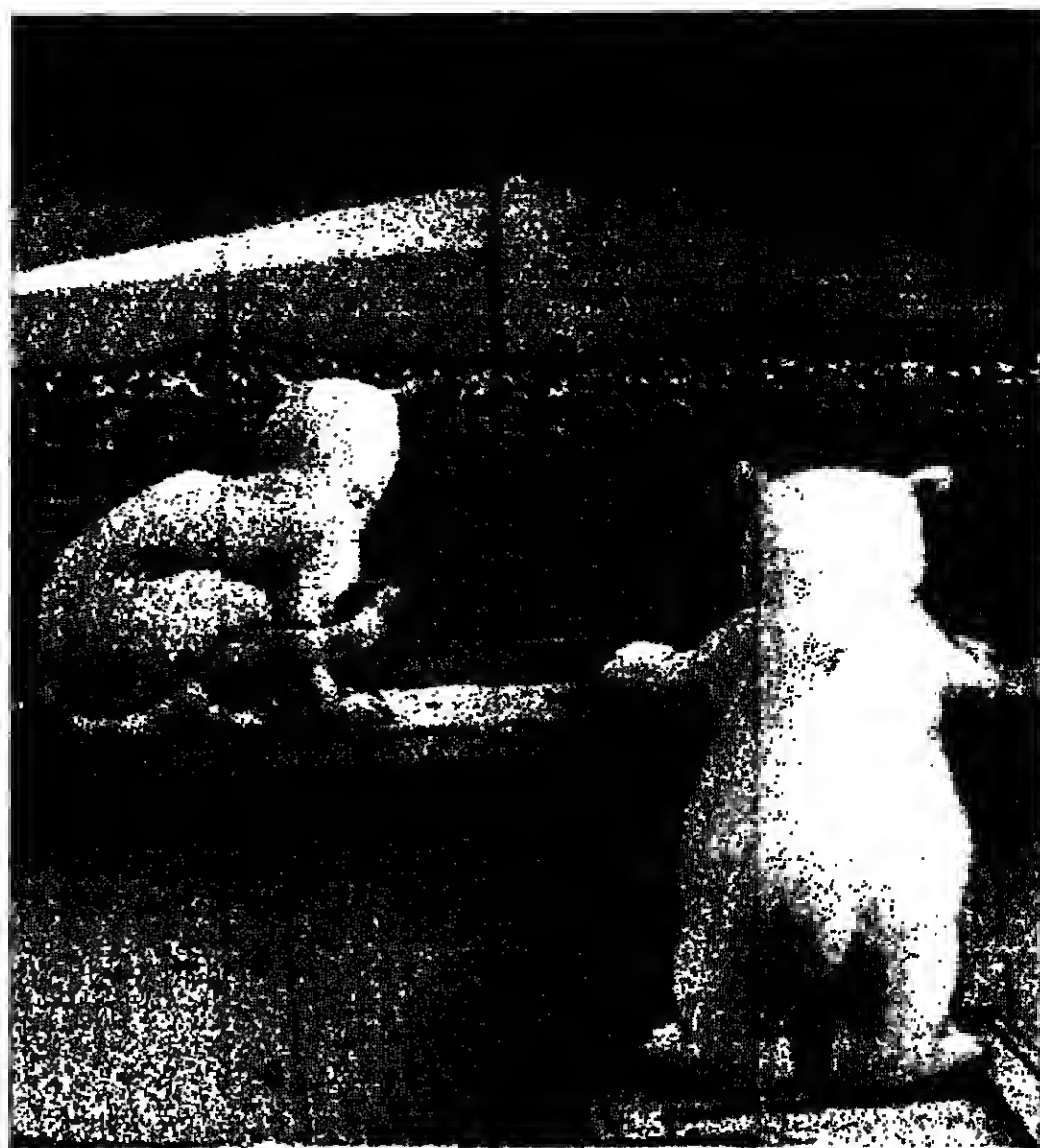
### LA PAIX

Dans le même esprit, signalons la naissance d'un projet d'éducation à la paix lancé par Benetton à Francfort, en octobre. Pour ancrer la conscience des droits des enfants, l'entrepreneur se propose de parer et d'assurer la diffusion en Europe de cahiers d'exercice et de livres du maître, destinés à des classes pilotes qui devraient être choisies en harmonie avec l'association internationale Ecole, instrument de la paix. Trois versions,

française, espagnole et allemande, devraient suivre celle déjà réalisée en Italie.

Gage de coexistence paisible, la connaissance de l'autre passe par celle de son voisin. Hachette publie le deuxième volet des *Petits Européens* de Nicole Lambert (Hachette, 60 p., 150 F) qui met le cap sur le nord et l'est du continent. Tout sur les modes de vie et traditions culturelles (jusqu'aux friandises) et un choc : la double page blanche pour l'espace de l'ancienne Yougoslavie où « il est très difficile d'avoir une enfance ». L'information religieuse, initiation primordiale à la tolérance, est moins souvent traitée. On saluera le projet d'Elisabeth Sebaoun et Dominique Lemoine, *Explique-moi ta religion* (Brépols, 80 p., 98 F) qui tente une présentation croisée des trois grandes confessions monothéistes et de l'agnosticisme par un survol thématique de l'année scolaire (la fête pour décembre, le travail en mai) ainsi que des gros plans documentaires sur les fondements, les figures, les lieux et les responsables de ces croyances parallèles. Plus classique et plus érudite, *Les Religions du monde*, de la nouvelle Encyclopédie des Jeunes de Larousse (96 p., 95 F), mérite lui aussi une mention. Avec de tels efforts, peut-être la conscience du citoyen de demain sera-t-elle moins laxiste qu'on ne le prétend aujourd'hui.

(1) Dans les astucieux *Secrets d'une ville*, de Bruno Muscat et Jean-Louis Besson (Bayard/Astrapi, 44 p., 49 F, dès l'âge de six ans), qui propose une découverte amusante de Paris; les *Découvertes du monde*, rue Falguère, font parer des sites retenus.



Plume, le petit ours polaire, en compagnie de son ami le chat Némé

## L'univers magique du CD-ROM

Sélectionnés par un jury, quatorze jeux éducatifs sur ordinateur sont présentés à Montreuil

Abandon du support papier pour le support écran, le CD-ROM, nouvelle méthode pédagogique qui révolutionne les habitudes de lecture, prend peu à peu sa place dans la bibliothèque des enfants. Il permet une découverte « à la carte » : créer des histoires, choisir son itinéraire, grossir les détails, déchiffrer à son rythme... Cette infinité d'options ne peut que séduire les petits lecteurs les plus récents. Et la production explose dans ce domaine en pleine croissance. Les éditeurs pour la jeunesse se lancent sur le marché du multimédia aux côtés des grandes structures (comme Gallimard, qui édite ses deux premiers CD-ROM, avec notamment la version française de *Faites de la musique*, de Morton Subotnik, qui initie les enfants aux harmonies et aux sons et leur permet de composer eux-mêmes leurs mélodies). Ils nous réservent quelques belles surprises à l'approche de Noël et à la veille de l'ouverture du Salon du livre de jeunesse.

### LULU, TIM, STAN, ELIOT...

Souci des organisateurs de participer à cette évolution vers les nouvelles technologies, quatorze CD-ROM ont été choisis par le jury et seront présentés à Montreuil. En vedette, *Le Livre de Lulu*, un conte interactif qui célèbre l'héritage (voir encadré). Mention spéciale de la meilleure adaptation au monde des avions (Micro-soft), véritable petit musée pour tous les fous d'histoire et d'aviation, un voyage passionnant dans l'univers de l'aéronautique, d'Icare aux pilotes de l'école Top Gun en passant par Charles Lindbergh. Comment ne pas craquer devant *Mini-loup et petit loup tout fou* (Hachette), *Stan et la baguette magique* (Club Poma), *Tim, Tom et Zoé* (Patchwork) ou *Eliot Nouveaux n'importe où* (Havas Edition électronique) ? Ces jeux éducatifs font appel aux capacités d'orientation, de mémorisation et de raisonnement des plus petits, divertis par les aventures de personnages amusants qui éveillent leur imagination en stimulant leur créativité.

Bienvenue en Amazonie avec *Kiyeko et les voleurs de nuit* ! Ce conte interactif multilingue est le premier de la collection Lindimadi (Ublisof), qui s'inspire de la mythologie et des civilisations an-

ciennes. Drôle et éducatif, il propose de s'entraîner à la lecture et de s'initier aux langues étrangères (italien, espagnol...) à travers la vie d'un petit Indien, ou d'écouter les textes dits par le conteur (Pierre Tchernaïa pour la version française, Ben Kingsley pour la version anglaise). Avec des graphismes tout aussi superbes, et une atmosphère recréée, le CD-ROM présenté par Flammarion Multimédia nous emmène du tipi de *Thomas Aigle* aux plaines de l'Amérique, pour écouter des légendes indiennes ou construire ses propres contes. Avec la nouvelle collection « Les Animaux sauvages », d'Infogramme, c'est une encyclopédie vivante qui apparaît sur l'écran. L'atmosphère sonore en plus, *L'Éléphant* se feuillette comme un livre. Un déroulement linéaire, mais pas seulement : on peut aisément solliciter une page, un thème, une photo, pour connaître telle ou telle partie de son corps, ou comment il s'inscrit dans l'évolution des mammifères.

Si le propre de Poutil multimédia est d'être ludique et didactique tout à la fois, le diction-

naire adapté au CD-ROM est devenu incontournable pour les éditeurs : trouver des réponses à toutes les questions grâce au Dictionnaire Hachette multimédia ; ou revêtir la blouse du chirurgien en ouvrant *L'Encyclopédie du corps humain* (Larousse) : la souris se transforme alors en scalpel et permet de disséquer, analyser, découvrir cette machine complexe qu'est l'homme, son système nerveux, ses sens, ses organes.

Il ne reste plus aux enfants qu'à convaincre leurs parents de s'équiper d'un lecteur (attention aux multiples versions PC et Mac, et aux lectures impossibles si l'on ne dispose pas de l'équipement approprié...) Et il semble que les maisons d'édition, riches d'un fonds documentaire pour enfants et adolescents, aient encore de beaux projets en réserve, les CD sélectionnés par le jury et présentés à Montreuil constituant un avant-goût de l'excellente production attendue sur ce marché porteur. Graphistes et auteurs inventifs ne manqueront certainement pas de nous surprendre dans les mois à venir. Cliquez, et la bobinette cherira...

## Conte de fées intemporel

LE LIVRE DE LULU de Romain Victor-Pujebet. Flammarion Multimédia, CD-ROM Mac et PC, 349 F.

Attention bijou ! La formule peut choquer. Elle sent l'excès, l'abus de confiance ; mais comment tempérer l'enthousiasme qui vous saisira lorsque vous entrerez dans le monde de Lulu, celui des beaux livres d'autrefois, dorés sur tranche, aux confortables illustrations infiniment détaillées qui accompagnaient les éditions des Verne et Kipling pour les distributions de prix.

Conte de fées intemporel, *Le Livre de Lulu* raconte l'histoire d'une petite princesse espiègle de dix ans qui rencontre soudain un robot égaré dont le vaisseau a atterri dans le parc du château. L'aventure commence, simple ou croisée lorsque les héros se perdent et se recherchent, dans l'espace ou à travers désert, jungle ou

banquise. Un parcours aventureux magnifié par des décors, des effets sonores et visuels confondant d'invention et de finition. Une vraie fête. En sus la rencontre de deux univers, transfert d'esthétiques et d'émotions qui produit une poésie unique, charme nostalgique et magie technologique mêlés.

Comme le livre se lit comme on l'entend, avec l'œil, l'oreille, d'autres voix buissonnières qui conjuguent les approches, on pourrait craindre que la lecture du texte soit périmée par cette inflation de nouveautés. Il n'en est rien. Certaines doubles pages offrent d'autre choix que la lecture des lettres, réhabilitation inattendue de l'objet de papier que ce CD-ROM réveille avec une scrupuleuse précision à droite et à gauche de l'écran pour tourner les pages). Tous ceux qui hésiteraient à faire entrer chez eux un lecteur de CD-ROM doivent miser sur *Le Livre de Lulu* pour être sûr de ne pas regretter la dépense.

**Théâtre Molière / maison de la poésie**

du 22 nov. au 23 déc.

**Création**

Une pièce sur Fernando Pessoa d'ANTONIO TABUCCHI

Monsieur Pirandello est demandé au téléphone

Mise en scène d'André Dehò Neves

44 54 53 00

**ECOUTEZ**



1550

## MONTREUIL

# Anthologie à quatre mains

A l'initiative du Salon de Montreuil, Bernard Chambaz, Marie Etienne, Emmanuel Hocquard, Jacques Roubaud ont composé chacun un choix de poésies contemporaines

**« C'EST TOUT COMME »**  
de Bernard Chambaz.  
Flammarion, 128 p., 50 F.

**POÉSIES DES LOINTAINS**  
de Marie Etienne.  
Actes Sud Junior, 128 p., 50 F.

**TOUT LE MONDE SE RESEMBLE**  
d'Emmanuel Hocquard.  
POL, 140 p., 50 F.

**128 POÈMES COMPOSÉS EN LANGUE FRANÇAISE**, de Guillaume Apollinaire à 1968, de Jacques Roubaud.  
Gallimard, 176 p., 50 F.

Qu'est-ce que doit être une anthologie ? Un rassemblement raisonné visant à la cohérence et à l'exhaustivité, ou un florilège commandé par les goûts, les choix et la pensée de l'auteur ? Un peu des deux, sans doute ; un juste équilibre qui évite l'écueil de la trop grande subjectivité, comme celui des conventions hiérarchiques et académiques. Pour trouver cet équilibre, les responsables du Salon de Montreuil ont eu l'excellente idée de demander à quatre poètes, et à autant d'éditeurs, de composer et de publier chacun une brève anthologie de la poésie contemporaine.

Jacques Roubaud (Gallimard), Marie Etienne (Actes Sud), Emmanuel Hocquard (POL) et Bernard Chambaz (Flammarion) ont répondu à l'appel. Les quatre brefs volumes, en raison même de la diversité des approches et des sensibilités qu'ils manifestent, ne doivent pas être séparés. Ils se complètent presque naturellement, hors de toute stratégie et préméditation. Ensemble, ils for-

ment comme une anthologie unique, une maison où l'on pourrait entrer par plusieurs portes et que l'on pourrait visiter avec quatre guides différents. L'impératif de devoir s'adresser à de jeunes lecteurs censés tout ignorer de la poésie moderne ne constitue pas un handicap mais un pari. A l'arrivée, une constatation s'impose : ce qui était destiné aux adolescents sera lu avec profit par les adultes, censés ne rien ignorer.

Prénotons l'ordre alphabétique. Bernard Chambaz, qui intitule son volume « C'est tout comme », propose « trente-trois chants », de Hugo et Baudelaire à Dominique Fourcade et Denis Roche. Un certain classicisme, le respect accordé aux aînés inépuisables, en même temps qu'une curiosité vive, des incursions dans des domaines réputés difficiles... Percevoir et bou-

heur se conjuguent fort bien dans ce volume ; les lecteurs n'auront aucune difficulté à les éprouver eux-mêmes.

Marie Etienne, elle, s'intéresse aux *Poésies des lointains*. « La métaphore du voyage dans les lointains est un repère, un préalable et un prétexte pour circuler dans le champ poétique du XX<sup>e</sup> siècle, sans trop perdre le nord », écrit-elle dans sa préface. En sept sections, Marie Etienne explore les lointains réels (Cendrars et Larbaud), interdits (Clandu et Segalen), inventés (Michaux et Tardieu), intérieurs (Arp, Breton, Eluard et Prassinos) ou antérieurs (Apollinaire, Max Jacob, Marie Noël)... Ce fil d'Ariane du voyage poétique conduira sûrement l'amateur vers des contrées dont il sera toujours le premier découvreur.

Résolument moderne, Emmanuel Hocquard a choisi douze

poètes qui travaillent, dans la langue, à lever le « malentendu sur le mot poésie ». Quel malentendu ? Celui qui naît de la confusion des sentiments, de l'incapacité à réfléchir, à agir sur la matière et les moyens de la poésie. Sa préface est un bon exposé des questions et des problèmes qui sont au cœur de la création poétique contemporaine. Français (Albiach, Aiferi, Cadot, Daive, Royet-Journoud...) et américains (Benjamin Holl, Michael Palmer, Keith Waldrop), les auteurs représentés dans ce volume – le plus cohérent si l'on veut, le plus univoque – illustrent cette percée de la « grammaire musicale » et de la volonté de restitution de ce que George Oppen appelait des « instants de conviction ».

Les 128 (129, en fait) poèmes composés en langue française, de Guillaume Apollinaire à 1968, présentés chronologiquement par Jacques Roubaud, constituent un large panorama des tendances de la poésie moderne. Anthologie au sens le plus classique du terme, le livre de Roubaud s'ouvre sur cette non moins classique déclaration d'intention : « Ce choix est une boîte de chocolats poétiques. Chaque poète remplit une ou plusieurs bauchées. Si la saveur est agréable, on pourra choisir, dans la liste de lectures proposées à la fin du livre, de faire plus ample connaissance avec un auteur. » Des quatre volumes, celui de Roubaud, sous des dehors didactiques, est comme une assise, un tronc commun à partir duquel des branches plus frêles et des floraisons inattendues ont pu surgir – avant et surtout après 1968. A ce tronç, il n'est pas inutile ou vain de faire retour, afin d'en éprouver la solidité. Et on ne peut rêver meilleur jardinier-chocolatier.

## Folies douces

**AUX MERVEILLES D'ALYS**  
MAGASIN ZINZIN  
de Frédéric Clément.  
Jomée-Albin Michel,  
64 p., 150 F.

Un livre magique en forme de catalogue amoureux. Alys est marchande de merveilles : difficile de l'éblouir pour son anniversaire ! Frédéric Clément, « marchand d'ahumettes, d'ahumettes, de miroirs, d'ahumettes », relève le défi et propose sa collection de collections à partager sans modération. Dès à découper, ombre de petit prince, billet gagnant pour des tours en

tapis volant, écharde en bois de quenouille ou plume de moineau de M. Doineau... Mille folies douces, très douces et belles aussi. Magie des souvenirs et des images, graines de carrosse et de cirouille. Des promesses de rencontre aussi improbables que celles rêvées par Isidore Ducasse, aussi lumineuses que celles signées Prévert, belles comme des visions d'Ernst, Roussel ou Desnos, fleurs de girafe et autres salières pour la chasse au piano sauvage. Clé des champs, des cœurs et des songes : un magasin Zinzin pour les Zin-censés, pour les autres aussi.

## Totem et Tam-Tam

Les Totems du livre de jeunesse, qui distinguent chaque année des ouvrages sélectionnés par les éditeurs et choisis par des jurys composés de professionnels (écrivains, critiques, scientifiques), couronnent désormais aussi un CD-ROM labellisant la meilleure production française à destination du jeune public. Parallèlement, reprenant le principe du Grand Prix des Jeunes Lecteurs, créé en 1986 par l'aimé lire et le bouquins, deux magazines de Bayard Presse, les Tam-Tams répondent à la volonté des organisateurs : promouvoir la littérature de jeunesse de qualité grâce à l'expression de ceux qui la lisent, les enfants.

**TAM-TAMS DU LIVRE DE JEUNESSE 1995**

● **TAM-TAM 7-10 ans :** *Fous de foot*, de Fanny Joly et Christophe Besse (Casterman, coll. « Huit & Plus », 92 p., 42 F.).  
Comment faire quand on est une fille pour entrer dans le cercle très machiste des joueurs de football ? Sonia est une « foot-fille » qui en remontrera à ceux qui la snobent, si seulement elle pouvait jouer avec les gars du PS-G (entendez : de Saint-Grobœuf). Créer en contre-offensive une équipe fémi-

apprend fortuitement, le jour de son quatorzième anniversaire, qu'il est en réalité un prototype génétique conçu en laboratoire. Bonheur par cette révélation, il décide de s'enfuir dans un conteneur à ordures à destination de Vulcain, planète-poubelle soumise à la dictature des Ords. Sa constitution supérieure lui permet de résister aux émanations de gaz qui déciment, un à un, les habitants-récupérateurs, tentant de rendre sa dignité à leur planète. Au fil de ce roman, véritable leçon de tolérance et d'écologie face aux dérives de la science, Charley fera l'apprentissage

78 F). Qui n'a pas frôlé l'idée de se retrouver nez à nez avec araignées, punaises, rats, chauves-souris, petites bestioles souvent inoffensives qui ne nous inspirent que dégoût ? Cet inventaire des *Petites Bêtes de la maison* invite à se débarrasser des idées reçues et à apprendre à repérer les pique-assiettes, les réfugiés de l'hiver, les amateurs de bois ou de vêtements.

Mais pas seulement. Abondamment illustré et illustré, et grâce à ses entrées multiples, le manuel de Vincent Albouy propose aussi de s'intéresser aux oiseaux et petits

belais, les titres des chapitres annoncent un morceau d'aventure. Mais le péripète de Samuel n'a rien de celui de Pantagruel. Comme Alice, plutôt, il passe « de l'autre côté ». Le miroir, ici, peut être un livre qui raconte une vieille légende allemande sur un village englouti, ou l'ascenseur de l'immeuble qui ferme à la nuit en bas vers toutes sortes de rêves et vers d'autres pailers, des mondes proches qu'on oublie de regarder : car la ville invisible est moins faite de ce qui n'existe pas que de ce qu'on n'a pas eu le temps de voir.

● **TOTEM BD :** *L'Œil du chat*, de Fabio (Seuil Jeunesse, 96 p., 59 F.).

Vu par cet œil, c'est un monde dépeuplé à l'extrême, en harmonie avec ce personnage de fideïfiste filiforme qu'on prendrait volontiers pour un homme, n'était sa longue queue qui le range au nombre des chats. Six histoires courtes, sans paroles ni gras, stylisées comme des saynètes à la Chaplin, la culture du cartoon en prime. Histoires de solitude et de quêtes élémentaires, où manger et boire s'abiment en débâcles et où la chance, visage trompeur du hasard, n'est jamais au rendez-vous. Lieu de la convoltesse et de l'échange, des affrontements et des rencontres, une poubelle traverse ces intrigues intrigantes, comme le lien social par excellence, si rude que l'arme à feu et la bombe à désagréger les obstacles tentent de le dénouer. En vain. Une fable en forme de ballade épurée sur un monde sans enchantement. Superbe.

● **TOTEM CD-RDM :** *Le Livre de Lulu*, de Romain Victor-Pubelet (Flammarion Multimédia, 349 F.). (lire l'article page VI.)

● **MENTION SPÉCIALE :** *Le Monde des avions*, meilleure adaptation (Mikrosos, 299 F.). (lire l'article « CD-ROM », page VI.)

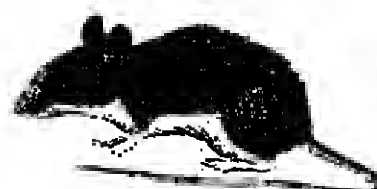
de la vie dans un monde hostile.

**TOTEMS DU LIVRE DE JEUNESSE 1995**

● **TOTEM ALBUM :** *Le Chien invisible*, de Claude Ponti (L'Ecole des loisirs, 40 p., 78 F.).  
Oum-Popotte vit solitaire avec ses parents, mannequins de carton-pâte dont l'humeur change quand on les tourne. Il écoute son oreiller et récite ses leçons à son carabale jusqu'au jour où un événement inattendu bouleverse sa vie, l'école et bientôt tout le village. Le faufile ? Un trublion invisible que lui seul pourra apprivoiser. Parce qu'il l'admire, l'attend, le nomme et l'adopte finalement, mirage malin et brouillon qui illumine la vie secrète d'Oum-Popotte. Le dessin foisonnant, harmonieux et fou, de Claude Ponti, confère à cette histoire de marges partagées une douceur lumineuse d'une grâce infinie.

● **MENTION SPÉCIALE :** *Les Trois Clés d'or de Prague*, de Peter Sis (Albin, 64 p., 110 F.). (lire l'article page VI.)

● **TOTEM DOCUMENTAIRE :** *Petites Bêtes de la maison*, de Vincent Albouy (Gallimard Jeunesse, 48 p.,



nine ? Pas si simple ! Ce court roman rapide et efficace comme une passe bien ajustée règle quelques comptes avec les *a priori* et partis pris en vogue. Un exercice salubre et une récompense bien venue pour ce titre pionnier d'une collection née ce printemps (« Le Monde des livres » du 31 mars). Les mêmes auteurs viennent de faire paraître une fable décapitante sur le créateur en proie aux médias, rendu stérile par la reconnaissance (Ernest s'ennuie, Hachette, 36 p., 59 F.) : faudrait-il le malheur pour lui rendre sa grâce ?

● **TAM-TAM 11-14 ans :** *Les Oubliés de Vulcain*, de Danielle Martignol (Le Livre de poche Jeunesse, 188 p., 25 F.).  
Charley (Cobaye humain amélioré résistant aux lieux extraterrestres)

## Des fables trop sages

L'initiative si heureuse de ces anthologies poétiques contemporaines tranche avec la tristesse générale des éditeurs : sans imagination, La Fontaine se taille encore la part du lion sans qu'on en voie, à une exception près (*Ille ci-dessus*), l'utilité. La sagesse du livre de fables illustré par Charles Santore (*Fables d'Esopo et de La Fontaine*, Les livres du Dragon d'or, 72 p., 148 F.), l'animation astucieuse mais sans folie du volume de Pierre Hézard et Catherine Fichaux (*Mango*, 59 F.) ne font décidément pas événement. On aura quelque faiblesse en revanche pour l'austère mais stimulant *Répertoire des rats* (Ed. Complicités (distribution Distique), 72 p., 150 F.) concocté par Michel Dancel, qui y signe un intelligent pastiche de procès d'assises, et Frédéric Clément, auteur, cette rentrée, du plus merveilleux livre-poème qu'on puisse rêver (*Ille ci-dessus*). Malgré les illustrations trop conventionnelles de Zdenka Krejčová, on s'en voudrait de ne pas signaler la

nouvelle édition des *Chantefables et chantefleurs* de Robert Desnos (Gründ, 80 p., 42 F.) – mort il y a cinquante ans –, que l'omniprésence du fabuliste de Château-Thierry nous aurait presque fait oublier.

Devant une telle morosité, l'aventure discrète, mais exemplaire, de Chantal Miglioli est une véritable gageure. Libraire à Draguignan, elle y a ouvert une galerie et s'est lancée dans l'aventure de l'édition de poésie avec une maison, Lo Païs (14, boulevard Foch, 83300 Draguignan, tél. (16) 94.68.08.00.), et une courageuse collection, « d'enfance » : après Daniel Schmitt, Jacqueline Held, Pef (et son délicieux *Poétique-Toc* où les montres « avan... ce[n]t/ quand elles ne se sont pas « arr » », celle-ci accueille ces jours-ci Guillevic (*Pense-Bêtes*, illustré par Hélène Vincent, 79 F.) et Joël Sadeler (*Mille pattes et trente et un poèmes*, illustré par Jacqueline Du-hème, 79 F.). De belles réalisations, précieuses, qui devraient stimuler l'édition parisienne.



## Cure de jouvence

**LE LA FONTAINE**  
Choix de fables  
et peintures de Michel Potier.  
Mango, coll. « Album DADA »,  
48 p., 89 F.

Un coup d'envoi spectaculaire pour une collection qui entend unir créateurs, poètes et artistes d'hier et d'aujourd'hui. On ne remarque pas immédiatement la présomption du titre. *Le La Fontaine*. Unique. Evident. Sans rival. Le sceptique tournera les pages faussement reprises d'un cahier d'écolier avec titre manuscrit et respect de la marge, même si les

taches d'encre et les croquis de bestiaire disent autant la désinvolture du cancre lunaire que la leçon du bon élève. Le texte, mobile et coloré, plein d'effets rythmiques, échappe aux conventions séculaires ; l'image répudiant le naturalisme naïf nettoie l'œil, adace féconde d'un discours renouvelé, d'une vigueur intacte pour un poète sans rides. Comme cette courte anthologie (vingt fables) sait aussi ménager quelques belles (re)découvertes, La Fontaine n'a jamais paru si jeune, si évidemment unique. C'est peut-être bien « Le » La Fontaine dont notre époque révalt pour retrouver l'esprit du poète.



**Alain Duhamel**  
**Prix de l'Essai de l'Académie française 1995.**



**Flammarion**



## Apprendre en s'amusant

Offrez des boîtes de jeu à vos enfants pour Noël, et allez les acheter chez votre libraire... Heureuse idée d'un éditeur, Hatier, qui, reprenant le principe du livre-atelier, propose d'apprendre en s'amusant, avec des volumes contenant tous les accessoires indispensables à la réalisation des expériences décrites dans le livret joint. Pour les « Juniors » (8-12 ans), *Graine de savant* décrit expériences et autres découvertes à réaliser grâce au nécessaire pour petit savant; *Le Petit Cuisinier* donne des recettes amusantes, expliquées étape par étape; et *Magique!* donne trucs et astuces pour réussir des tours, avec les incontournables jeux de cartes, foudrards colorés et baguette magique. Ludiques et pédagogiques, ces livres-coffrets ont aussi le mérite de donner des conseils pour être un bon scientifique et apprendre en toute sécurité. Pour les plus grands (à partir de 12 ans), éveil à des techniques artistiques: à la peinture sur porcelaine, aux décors en papier et à la philatélie, avec, dans chaque volume, une introduction historique sur ces activités (134 F chacun).

Allier théorie et pratique est aussi la particularité d'*A la découverte de la science* (Bardes-Jeunesse 120 p., 98 F), qui explique comment réaliser 101 expériences faciles et sans danger: faire pousser une plante, construire un thermomètre, comprendre les cinq sens, produire un arc-en-ciel miniature... *Le Méga expérience* de Nathan (à partir de 10 ans, 112 p., 128 F), explore les domaines de la physique, de la chimie et de la technologie par la théorie, pour que l'enfant les teste par des expérimentations simples, faciles à réaliser avec des objets de récupération domestique (bouchons, bouteilles

en plastique, éponges...). Rappelons, chez le même éditeur, la version CD-ROM du *Comment ça marche* de David Macaulay, adapté aux outils les plus performants de la technologie au quotidien (Caméscope, lecteurs laser...). Autant de réponses pour les enfants curieux, autant pour prétextes offerts aux parents de s'amuser en leur faisant la lecture.

Les collégiens désireux d'acquiescer une bonne culture scientifique pourront se pencher sur *Master Sciences* d'Hachette Education (448 p., 188 F), vulgarisation attrayante de concepts parfois arides. Le format encyclopédique permet de traiter tous les grands domaines de la connaissance, 380 thèmes regroupés par catégories (la matière, les réactions chimiques, électricité et magnétisme, le monde vivant...), abondamment illustrés et enrichis de planches et mémos encadrés. Aussi complets et complexes, les deux derniers volumes de la collection « Passion des sciences » de Gallimard viennent de paraître. Déclics des maquettes Imaginatives de Oorling Kindersley avec les doubles pages qui ont fait leur succès, *Lo Médecine*, de Steve Parker, en association avec le Science Museum de Londres, donne toutes les réponses sur les sciences de la santé, et *Lo Technologie* (chaque volume 64 p., 110 F), de Richard Bridgman, traite des inventions et des hommes. Enfin, la collection « Records » chez Castelman (45 p., 68 F) - pour laquelle on peut malgré tout regretter un titre quelque peu racoleur qui ne manquera pas d'attirer les enfants -, regroupe des volumes abondamment illustrés sur des thèmes divers touchant aux sciences:  *Machines et inventions*, *La Terre et l'Univers*, *Le Monde vivant* et *L'Aventure humaine*.

## Les grands dans la cour des petits

Fable gourmande avec Irène Frain, moraliste avec Tahar Ben Jelloun, contes exotiques et civiques avec Michel Rio. Un trio de renom s'exerce au récit pour la jeunesse

## LA FÉE CHOCOLAT

d'Irène Frain.  
Illustrations de Laurent Berman,  
Stock, 64 p., 75 F.

## RACHID

L'enfant de la télé  
de Tahar Ben Jelloun.  
Illustrations de Baudouin,  
Seuil Jeunesse, 40 p., 85 F.

LES AVENTURES  
DES OISEAUX-FRUITES

de Michel Rio.  
Dessins de Nestor Salas,  
Seuil Jeunesse, trois volumes,  
28 p., et 49 F chacun  
(147 F en coffret).

Cet automne, trois romanciers connus sacrifient au périlleux exercice du livre pour la jeunesse. Irène Frain, Tahar Ben Jelloun, Michel Rio, chacun des trois a une écriture, un monde qu'on imagine mal à la portée des enfants. Sans doute le goût de la narration, si vif chez Irène Frain, est-il l'une des qualités requises pour inventer un conte merveilleux. Histoire d'une princesse sucrée enlevée par le roi de la Soupe-aux-cailloux, *La Fée Chocolat* est écrit avec la gourmandise que l'on attendait, les mots y jouent jusqu'à la surenchère du clin d'œil et de la malice langagière; c'est amusant, un peu, lassant bientôt. Si l'on s'ennuie du magique « Truffi-truffi » qui programme l'évasion de Petit Page loin du cachot tout froid, on n'en mange que des clinchets, minces brindilles saupoudrées de cendres, le prince Beau Blond, le roi de la Crostille, la reine des Tartes et la duchesse de Gratin hésitent entre la malice de Prévert et la coquille chez Raymond Oliver. Une fable gentille et au dénouement convenu qu'on



Rachid et l'aïeul Jeddi

ne retiendrait pas si la curiosité sur la performance de l'auteur n'avait faussé le jeu.

Le cas de *Rachid*, de Tahar Ben Jelloun, est différent. La fable se veut moins gratuite. Rachid, petit Marocain fasciné jusqu'à la possession par le téléviseur et la drogue plus salubre - les yeux de sa maîtresse d'école, va découvrir le temps des vacances pascales, la beauté de l'Atlas auprès d'un grand-père qui vit près des étoiles et loin de l'électricité, ra-

cines où l'enfant blême se ressource d'autant plus volontiers que l'aïeul a le nom d'un héros de Spielberg (Jeddi). C'est touchant, très militant mais pas tout à fait convaincant. La violence de la fascination cathodique, dite avec un minimalisme d'adulte, voisine mal avec les scènes, lyriques, de promenades nocturnes. L'option, louable, achoppe sur des déséquilibres d'écriture qui étonnent quand on connaît le Tahar Ben Jelloun « pour les grands ».

Avec la même préoccupation civique, Michel Rio, lui, fait mouche. C'est pourtant, de ces trois auteurs, le moins attendu dans des récits ludiques et colorés, virevoltants de fantaisie. Ses romans aux intrigues ténues - épreuves de plus en plus cérébrales dans les récents *Principe d'incertitude* et *Manhattan Terminus* - ne sacrifient rien à l'anecdote et attestent d'une parfaite maîtrise du style comme de la pensée. Ces contes exotiques des Oiseaux-Fruits (1) portent tonjourn la marque de cette rigueur, et les préceptes de virulence et de respect (de l'autre comme du monde) qu'ils illustrent y gagnent en profondeur. Mais ces doctes principes (limites de la liberté de chacun dans le rapport social, vertu de l'entente et de la réciprocité des bienfaits, nécessité de préserver l'environnement victime d'agressions irresponsables) échappent ici aux lourdeurs du didactisme sentencieux. Tout n'est que malice et cnuetur, humour et fantaisie sur cette lie à la géographie mutine, carte du Tendre aux vertus « diététiques »: les farces douteuses mais parfois salutaires des Oiseaux-Pommes-de-terre, la figure discrètement charismatique de Walter Avocat, personnage ingénieux doué pour le verbe comme pour l'action, jusqu'aux viles vives et savoureuses comme des tranches de pastèque du « Coule-ra-coulera pas? ». Décidément, la malice vaut mieux que le calembour. Tout est invention alors même que tout fait sens. Par l'image et le texte, une leçon d'une harmonieuse simplicité.

(1) Trois volumes: *Les Oiseaux-Fruits* et *Les Oiseaux-Pommes-de-terre*, *Les Oiseaux-Fruits et le Serpent de mer*, *Les Oiseaux-Fruits et les Oiseaux-Ferraille*.

## Histoire vivante

De Ramsès à de Gaulle, tour d'horizon des ouvrages pour historiens en herbe

On a trop dit déjà le danger qu'il y a à composer des livres d'histoire pour la jeunesse avec la nostalgie de sa propre enfance. Tableaux de genre, les dessins colorés qui visualisaient dans les salles de classe Saint Louis sous son cbène ou la prise de la Bastille ne passent plus aujourd'hui auprès du jeune public habitué par les manuels scolaires à n'observer que d'authentiques documents d'archives. Aussi faut-il saluer la lente mais essentielle évolution des productions de cette fin d'année.

La nouvelle édition du déjà classique *Alain Decaux raconte l'histoire de France aux enfants* (1), malgré sa couverture d'un autre âge, accorde désormais une priorité exemplaire à l'iconographie classique, les dessins originaux se faisant sinon discrets du moins plus tolérables. Signalons sur le food la qualité d'écriture de l'historien, vivant et passionné comme aux grandes heures de ses rendez-vous télévisés et qui n'hésite pas à témoigner de sa propre mémoire des l'évocation des années 30. La période la plus récente aurait toutefois gagné, comme la chronologie finale, à plus de contrôle: le traité de Maastricht fit l'objet d'un référendum en 1992 et non 1993, comme Jacques Chirac fut deux ans (et non deux mois) le premier ministre de Giscard d'Estaing. Même progrès pour la collection « Notre histoire », bieu mal commencée ce printemps: avec son troisième volet, *De la Renaissance au règne de Louis XVI* (2), les tableaux de Fructus se font enfin moins envahissants (la gravure oéo-baroque de la page 27 confirme l'intérêt du genre quand on sait le justifier) et la documentation est désormais ostentement plus sûre. Un sursaut encourageant. On ne pourra pas reprocher

une prudence excessive à Mango, qui publie cinq titres ouverts de la très remarquée - et remarquable - collection de Dominique Gausson « Regard d'aujourd'hui », doublant ainsi la mise.

L'audace iconique, impertinence assumée qui a fait la réputation des quatre premiers volumes, n'a de légitimité qu'appuyée sur un texte d'une solidité et d'une rigueur d'information - et si possible des perspectives - qui font sens. Avouons-le, la confrontation des nouveautés est terrible pour certaines, qui refont les audaces pionnières sans jubilation propre, sage application de ce qui ne peut devenir une recette, quand d'autres, plus risqués comme *De Gaulle* ou *Michel-Ange*, retrouvent le bonheur de la surprise pertinente. Le premier, sans doute très attendu dans la fièvre commémorative de l'automne, est un modèle de rigueur historique et d'audace visuelle à la fois (voyez mai 68, Montoire et la collaboration, ou la mort du chène), le second, bien plus mince, un parcours ludique d'un dynamisme réjouissant parce qu'imprévisible. L'esprit initial de la série en somme. Il est difficile de rendre l'histoire attractive sans trahir sa mission civique, fondement de culture et de réflexion. La voie choisie chez Mango est étroite et appelle un contrôle délicat, mais les réussites - réelles - justifient le pari.

(1) Librairie académique Perrin, 344 p., 178 F.  
(2) De François Bluche, Fleury, 84 p., 98 F.  
(3) *Ramsès II et son temps*, *Alexandre et l'Orient*, *César et Rome*, *Michel-Ange et son temps*, *De Gaulle et la France* (Mango, chaque volume 96 p., sauf *Michel-Ange*: 64 p., 125 F. et *De Gaulle*: 105 F.).

## Un bébé héroïque

Il est l'égal de Babar ou de Bécassine au Québec. Voilà que Caillou débarque en France. Un bébé qui a l'âge de ses « lecteurs »

C'est Caillou, est arrivé. Il vient du Canada et il a traversé l'Atlantique, avec sa bouille ronde de petit bonhomme sans un poil - comme son nom l'indique - sur le caillou. Créé par Hélène Desputeaux, une illustratrice de livres pour enfants de Montréal, Caillou est à la fois un

bébé et un héros, un héros qui a - enfin - l'âge des bébés qui le lisent, la nouvelle marotte des tout-petits québécois: depuis 1987, ils sont cinq cent mille à suivre ses aventures et en redemandent toujours, lui assurant une célébrité égale à celle de Babar ou de Bécassine. Et voilà qu'il

est maintenant commercialisé en France, avec trois collections « Il-sibiles » dès l'âge de trois mois, en attendant la poupée de chiffon qui accompagne les livres au Québec.

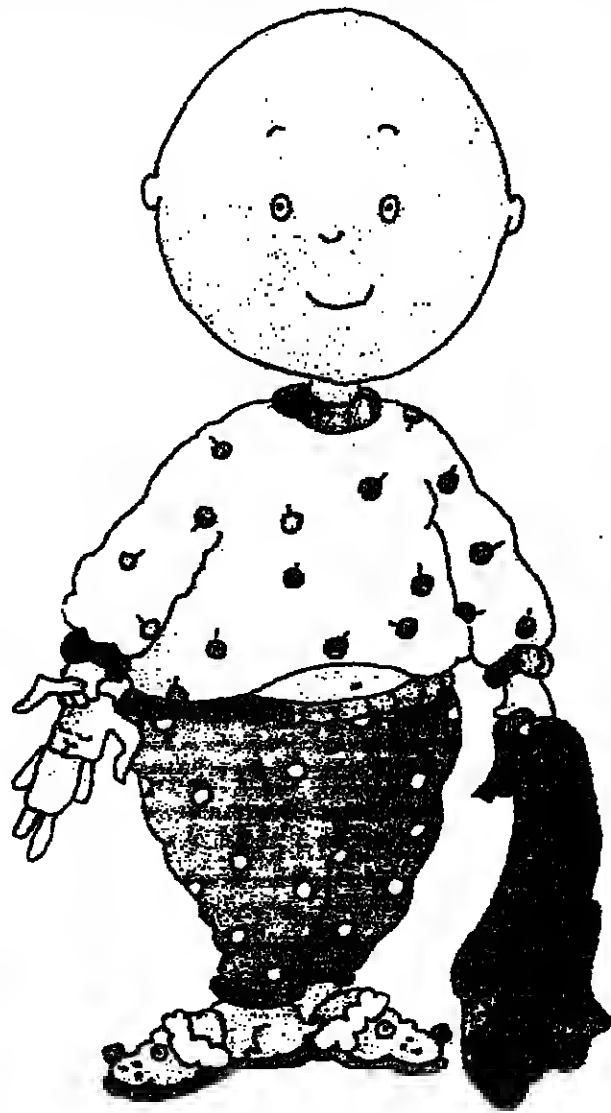
Caillou a pensé à tout, même à ceux qui ne veulent pas sortir du bain. Pour le regarder apprendre les couleurs, les chiffres ou donner le biberon à son mouton, la collection « Étoile de mer » présente quatre livres en mousse résistante à l'eau pour les baigneurs de plus de trois mois (30 F); d'autres, en pages cartonnées, sont faits pour lire au sec dès l'âge de neuf mois (collection « Cerf-volant », 28 F). Dans les minuscules livres de la collection « Grain de sable », adaptés aux petites poignes des bébés, le personnage de Caillou cède la place à de simples dessins qui aident à connaître les premiers mots (éd. Chouette - Canada. Diffusion en France: Omega).

Pour les mêmes âges (de 0 à 3 ans) et sur le même principe de format carré, deux collections, chez Hatier (« Tout-Donx », 29,90 F. et « Minimagiers », 19,90 F.), font aussi découvrir le monde aux bébés, mais avec des photographies en couleur à la place des dessins, ce qui a pour ef-

fet d'être plus trivial et nettement moins heureux. Plus réussie, chez le même éditeur, la série de Marie-Claire Brissan et Marie-Pierre Laurent (5 p., 24,50 F), qui met en scène Rigodon le hammeton et ses amis la chenille polisse, la cocci-nelle ou le têtard, et où les pages se tournent à la manière d'un répertoire.

Les mêmes bébés pourront s'extasier devant les quatre grands livres de la série dessinée par Antonin Louchard pour Le Seuil (39 F chacun): des poussins à l'air triste, un tigre ou une banane donnent l'idée du jaune dans *Je vois jaune*, comme un Martien donne l'idée du vert dans *Je vois vert*, et on ne s'étonnera pas outre mesure si le mulet est bleu dans *Je vois bleu*, car pourqu'un mulet ne serait-il pas bleu?

Et enfin, qui, des bébés ou des parents, s'amusera le plus en tripotant *Mon premier livre d'activités* (illustrations de Nancy Anderson, Seuil, 139 F), où l'on peut toucher la laine du mouton, le pelage du chat, la truffe du chien, poser la bougie sur le gâteau, plonger les grenouilles dans l'eau, et toutes sortes de choses formidables?



Caillou, la nouvelle marotte des tout-petits

Notre supplément  
sur les livres de poche paraîtra  
dans le numéro de vendredi  
daté samedi 9 décembre

Le Monde  
POCHE Le premier vendredi  
de chaque mois

Ce dossier spécial « Montreuil » a été coordonné par Philippe-Jean Catinchy et réalisé par Marjorie Van Renterghem, Philippe-Jean Catinchy, Patrick Kechichian, Sabine Audrieux. Secrétaire de rédaction: Christine Rousseau.









**ÉCONOMIE**  
PAR PHILIPPE SIMONNOT

## Hypercapitalisme américain

LA BANQUE DU VINGT ET UNIÈME SIÈCLE  
Etats-Unis, Grande-Bretagne, Japon, France  
d'Hervé de Carmoi.  
Odile Jacob, 250 p., 140 F.

En fait de capitalisme, on n'a encore rien vu ! C'est l'impression tonifiante que ressent le lecteur quand il a refermé le livre d'Hervé de Carmoi : *La Banque du vingt et unième siècle*. Sans doute le propos paraît-il limité au secteur bancaire, l'auteur étant lui-même banquier de profession. Mais il dépasse de beaucoup le seul commerce de l'argent. Car ce qu'il nous fait entrevoir, c'est la naissance de ce que l'on pourrait appeler un hypercapitalisme qui n'est peut-être, après tout, qu'un capitalisme pur sucre, sans entrave d'aucune sorte et livré enfin à lui-même. Il se trouve que l'aube de ce nouveau monde se lève à l'ouest de l'Atlantique, même si elle éclaire déjà l'Asie orientale. Et il faudra bien que l'Europe suive le mouvement.

Le point de départ de cette gigantesque mutation est l'authentique révolution bancaire qui a bouleversé les Etats-Unis, sans que l'on en soit tout à fait conscient ici, ni même là-bas.

Le système bancaire outre-Atlantique avait tout bonnement menacé de se désagréger au milieu des années 80. Pour Hervé de Carmoi, la cause principale de cette crise financière doit être recherchée dans un manque de rigueur des banquiers et une vigilance insuffisante de leurs autorités de tutelle. Mais il ressort tout de même de son analyse que la banque américaine a surtout souffert des effets pervers d'une réglementation datant d'un autre âge, par exemple le One Step Banking Act de 1927, limitant l'activité d'une banque à un Etat de la Fédération. Résultat final : entre 1984 et 1992, pas moins de mille deux cent quatre-vingt-seize établissements bancaires ont été liquidés pour un coût équivalent à la moitié du revenu annuel d'un pays comme la France.

A partir de là, fomenté par une déréglementation tous azimuts, le système s'est littéralement régénéré pour donner naissance à ce que Carmoi appelle la « banque-dividende ». Qu'est-ce à dire ? Le profane trouvera que l'on enfonce ici des portes ouvertes quand on lui apprendra que la « banque-dividende » doit simplement prendre le plus grand soin à la fois de ses clients et de ses actionnaires ! N'était-ce donc pas le cas auparavant ?

En tout cas, le résultat ne s'est pas fait attendre. Les banques américaines sont aujourd'hui redevenues les plus performantes et les plus puissantes du monde, suivies par la banque anglaise, qui assure que Londres sera le pilier européen du nouveau capitalisme. En Asie, en Chine notamment, la « banque-dividende » fait fureur, par opposition à la « banque-industrie » japonaise, elle en pleine crise.

Dans ce décor flamboyant, les établissements français font triste figure, empêtrés qu'ils sont dans leurs vieilles habitudes bureaucratiques. Il y a quinze ans, la France comptait trois banques parmi les cinq premières de la planète. Aujourd'hui, le Crédit agricole est descendu au quinzième rang mondial, la Société générale au dix-septième et la BNP au dix-neuvième. Le déclinisme a été général et... brutal. Grâce à Carmoi, on comprend mieux, sans les excuser, les folies financières d'un Crédit lyonnais cherchant à maintenir son rang international par une fuite en avant qui s'est révélée suicidaire. Quant à nos deux banques d'affaires, Paribas et Indusuez, ces deux fleurons du capitalisme à la française, l'auteur doute qu'elles disposent des ressources en capitaux, en hommes et en méthodes de travail pour atteindre les normes de rentabilité de la « banque-dividende ». L'une et l'autre devront se soumettre prochainement à des « nécessaires mutations » - les intéressés apprécieront cet euphémisme.

Hervé de Carmoi nous laisse prévoir la disparition, un peu partout dans le monde, des banques moyennes indépendantes et de nouvelles fusions aux Etats-Unis. Le système américain, encore insuffisamment concentré selon lui, se créera à l'horizon de l'an 2000 au moins une demi-douzaine de conglomérats bancaires. Ce gigantisme ne semble pas inquiéter notre auteur. Pourtant, une loi non écrite de l'économie bancaire s'écrit en anglais : « too big to fail » (Trop gros pour faire faillite). Ainsi le Lyonnais a-t-il dû être renfloué par l'Etat, car son naufrage aurait fait chavirer l'ensemble de la place de Paris. Gigantisme et irresponsabilité se renforcent l'une l'autre, quelles que soient vertus humaines ou les astuces des autorités de contrôle. Bref, l'hypercapitalisme sera tout aussi dangereux que le régime qu'il est censé remplacer.

LIVRES CASSETTES  
200 000 livres  
10 000 cassettes  
36 15 LEMONDE  
2,35 F la minute

LE MONDE DES LIVRES  
Retrouvez la sélection  
du Monde sur Minitel  
36 15 LEMONDE  
2,35 F la minute

## INTERNATIONAL

PAR DANIEL VERNET

LE CHOIX DE L'EUROPE  
de Laurent Cohen-Tanugi.  
Fayard, 226 p., 110 F.

Cinq ans. C'est le court délai dont dispose l'Europe pour maîtriser la mutation double organisée par le traité de Maastricht et subie à la suite de la chute de l'empire soviétique. « Cinq années au terme desquelles l'Allemagne aura fini d'absorber le coût de sa réunification, rempli ses engagements monétaires au titre du traité de Maastricht et sans doute renoué le dialogue avec les Etats-Unis à la faveur du retour progressif de la Russie sur la scène mondiale. » Ces changements stratégiques justifient, pour Laurent Cohen-Tanugi, un engagement raisonné et passionné en faveur de l'Europe, contre l'euroscépticisme qui, écrit-il, est devenu « l'idéologie dominante du Vieux Continent ».

Cet avocat international qui parcourt les colloques européens pour lancer des avertissements et proposer des solutions ingénieuses avait déjà mis en garde, au lendemain même des accords de Maastricht, contre les dangers courus par l'intégration européenne, alors que l'euphorie ambiante n'avait pas encore été refroidie par les rétrograds danois et français. Avec son nouveau livre, il récidive, mais

va plus loin en montrant que l'Europe doit choisir, et vite, entre l'être et la dilution, et en affirmant clairement son choix personnel en faveur d'une Europe « fédération d'Etats-nations » - pour utiliser l'expression de Jacques Delors - qui ait vocation à devenir une grande puissance mondiale. Dans ce choix, l'attitude de la France sera déterminante. Sinon, dans cinq ans, l'Allemagne...

Laurent Cohen-Tanugi a raison de prendre à rebrousse-poil l'opinion généralement admise qui couvre l'Union, la Commission, la bureaucratie bruxelloise de tous les péchés européens. Le système de plus en plus complexe et de plus en plus opaque qui s'est mis progressivement en place est devenu incompréhensible au commun des mortels, mais il n'est pas le fait des autorités européennes ; il est le résultat des compromis entre les Etats, des demi-mesures et des cotes mal taillées imposées par les hommes politiques nationaux pour sauvegarder des intérêts particuliers.

Comment s'étonner que les opinions se détournent d'une entreprise dont elles voient seulement les côtés les plus caricaturaux, complaisamment mis en valeur aux dépens de l'enjeu historique de l'avenir ? « Plus les gouvernements orientent l'Europe vers des voies sans issue, plus ils accroissent

le scepticisme des citoyens les mieux disposés à son égard et donnent des armes à ses adversaires », écrit l'auteur, et plus ils utilisent ce scepticisme pour freiner une intégration qu'ils redoutent.

La sortie de ce cercle vicieux exige des actes de courage de la part des gouvernements, notamment du nouveau président de la République française, pour répondre à trois défis : le renforcement des institutions, la réussite de la monnaie unique et l'émergence d'une philosophie européenne, commune au moins aux grands Etats. Ce devrait être l'ambition de la Conférence intergouvernementale (CIG) qui se réunit à partir de l'année prochaine, à un moment crucial pour l'Union européenne ; les cinq prochaines années verront, en effet, des décisions sur la monnaie unique, le financement de l'UE, son élargissement, sur fond d'élections en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne.

Laurent Cohen-Tanugi réussit à mettre à la portée du lecteur non spécialiste une matière par nature érudite. Dans son souci pédagogique, il n'évite pas les petites erreurs - le Danemark est bien membre de l'OTAN -, les illusions - le temps est encore loin où le président de la Commission de Bruxelles, plutôt que le premier ministre britannique, le président

## CHRONIQUES

## Cinq ans pour l'Europe

de la République française ou le chancelier allemand, sera « l'interlocuteur naturel » de Bill Clinton ou de Boris Eltsine -, ni les contradictions : ainsi le conseil des ministres qui « ne saurait faire office d'exécutif » devient à la page suivante un rouage de la fonction exécutive.

Ce ne sont là que vécités, explicables par l'imbrication des diverses institutions européennes qu'il s'agit précisément de simplifier pour que le citoyen s'y retrouve. Laurent Cohen-Tanugi fait des propositions concrètes, argumentées, appuyées sur la conviction que seul un « fédéralisme décentralisé bien compris » peut permettre de concilier l'efficacité et la transparence, les intérêts des Etats et la démocratie, l'approfondissement et l'élargissement, bref de donner à l'Union européenne l'unité institutionnelle dont elle a grand besoin.

Mais comme le « fédéralisme » - mal compris - fait peur, en France comme en Grande-Bretagne, contrairement à l'Allemagne où il est pratiqué avec succès depuis quarante ans, les accords qui sortiront de la Conférence de 1996 seront sans doute de nouveaux chefs-d'œuvre de clair-obscur, pour la plus grande satisfaction des petites passions nationales, une véritable adhésion populaire à l'Europe dût-elle en souffrir.

## POLITIQUE

PAR ANDRÉ LAURENS

LE VOTE DE CRISE  
de Pascal Perrineau  
et Colette Ysmal.  
Département d'études politiques  
du Figaro et Presses  
de Sciences-Po. 350 p., 144 F.

DE MITTERRAND À JOSPIN,  
TRENTE ANS DE CAMPAGNES  
PRÉSIDENTIELLES  
de Claude Estier.  
Stock, 347 p., 130 F.

Retour à l'élection présidentielle de mal d'encre : Pascal Perrineau et Colette Ysmal en présentent, avec la contribution de dix-sept autres politologues, une radiographie complète sous le titre *Le Vote de crise*. L'ouvrage analyse le déroulement de la campagne électorale, les résultats, les mouvements qui ont affecté les courants politiques, les parcours des candidats et les perspectives ouvertes par l'élection. De cette somme, on sera tenté de retenir ici ce qui éclaire la conjoncture, alors que s'amorce, après une période incertaine, un tournant si prononcé qu'il conduit à s'interroger sur les nouvelles orientations prises par rapport à celles qui étaient promises il y a six mois.

Le premier tour de la consultation avait montré la faible capacité de

mobilisation des candidats « présidenciables » et la suite a inscrit le succès de Jacques Chirac dans « le modèle minoritaire de la victoire présidentielle », à l'instar de celle de François Mitterrand en 1988. La droite l'a emporté mais, contrairement aux précédents, ce ne fut pas au profit du candidat (Edouard Balladur) qui avait été préféré par la « droite profonde », que caractérisent son âge et sa pratique religieuse régulière.

Jérôme Jaffré le note et observe que Jacques Chirac a réussi à compenser « la faiblesse balladurienne de la droite profonde » en s'appuyant sur la fraction la plus active (proche des partis) de son camp, ainsi qu'en attirant le vote des électeurs les plus jeunes et en puisant dans les couches populaires de la société. Il a construit sa victoire, explique-t-il, sur la critique du système politique et social en place, en jouant du chantage nouveau dans le paysage entre « les gens d'en bas et les gens d'en haut », qui s'était matérialisé lors du référendum sur le traité de Maastricht. Jacques Chirac a réussi à opérer la synthèse entre « la demande autoritaire qui émane de l'électorat le plus à droite et la demande largement répandue d'un changement de société ».

Six mois plus tard, on retient cette contradiction en germe dans « le vote de crise » : laquelle de ces deux

demandes, de ces deux adhésions, le président de la République va-t-il satisfaire ? Jusqu'ici, la non-dissolution de l'Assemblée nationale a prolongé une ambiguïté que des élections législatives auraient permis de trancher. Ce fut, selon Olivier Duhamel, une première erreur, la seconde étant d'avoir laissé se développer un processus de dissociation de la majorité. Autre question : le tournant politique en cours permettra-t-il de faire reprendre une mayonnaise qui était en train de brousser, si l'on en juge par les fluctuations de l'opinion, dont l'élection avait montré le caractère très volatil ?

Le vote de crise n'a donc rien dénoué et il peut déboucher sur un troisième tour social qui favoriserait la gauche, si celle-ci était au rendez-vous. Selon Gérard Grunberg, l'élection présidentielle s'analyse, pour cette dernière, comme « la construction d'un nouveau leadership », après les échecs des scénarios fondés sur Michel Rocard et Jacques Delors. Il note que la logique présidentielle a prévalu et a fourni « le surcroît de légitimité nécessaire » au nouveau leader du PS. Parallèlement, une évolution du rôle des partis s'est dessinée car les dirigeants ont besoin d'une double légitimité, électorale et militante.

On dispose, à cet égard, d'un témoignage interne avec l'ouvrage de

Claude Estier : *De Mitterrand à Jospin, trente ans de campagnes présidentielles*. Président du groupe des sénateurs socialistes, Claude Estier fut le mandataire national de Lionel Jospin pour l'élection présidentielle. Il n'est pas que « le grognard mitterrandiste » que l'on dépeint parfois : c'est l'un des plus anciens et, à sa manière qui n'est pas de se mettre en avant, l'un des plus efficaces artisans des retrouvailles de la gauche dans ce pays. Sans doute serait-il en mesure d'en dire beaucoup plus à ce sujet que ce qu'il raconte dans son livre, mais il s'en est tenu à son propos : montrer la profonde filiation entre ce que fut l'entreprise menée par François Mitterrand et celle incarnée aujourd'hui par Lionel Jospin. Les deux hommes ont pris personnellement la décision d'être candidat, le moment venu, en toute autonomie mais au service d'une gauche rassemblée, qui « attire bien au-delà de ses propres forces, à condition qu'elle dispose d'un leader ».

Fort des quatre campagnes présidentielles de François Mitterrand qu'il a vécues et qu'il fait revivre, Claude Estier voit dans la cinquième, celle de Lionel Jospin, la preuve que le rapport gauche-droite n'est pas plus figé qu'autrefois aux dépens de son camp et qu'il pourrait déboucher sur une nouvelle cohabitation « à rôles inversés ».

## Désamorcer les bombes

En France, souligne Michel Wieviorka, le terrorisme d'extrême droite est un fantasme. On s'est trompé en octobre 1980 en attribuant l'attentat de la rue Copernic à Paris à un groupuscule antisémite, alors qu'il avait une origine proche-orientale ; et on s'est encore trompé en mai 1990 en voyant la main du Front national dans cet acte apparenté au terrorisme qui était la profanation du cimetière juif de Carpentras. S'il y a danger à la droite de la droite, ce n'est pas sous la forme d'attentats mais d'un gémissement de l'électorat et d'une conquête des mairies.

La France se trouve confrontée, en revanche, à un terrorisme bien réel, qui est à la fois islamiste, international, postcolonial et postindustriel. Ce phénomène provient de la rencontre d'une logique externe (l'Algérie), fondée sur une idéologie religieuse, et d'une logique interne (les banlieues), née d'une rage sociale. La fusion d'un terrorisme « par le haut » et d'un terrorisme « par le bas » peut donner des effets fulgurants, comme dans l'Italie des années 70 où les idéologues des Brigades rouges avaient fait la jonction avec de jeunes « autonomes » révoltés. Mais, en France aujourd'hui, ces deux logiques ont du mal à se fondre. L'islamisme n'a aucune chance de résoudre les problèmes d'emploi de jeunes banlieusards,

qui sont loin de tous se réclamer de lui ; et le sort de ces jeunes n'intéresse guère les islamistes algériens, qui ne cherchent qu'à les utiliser. Qui oserait cependant parier sur cette désarticulation pour prédire un arrêt des violences ?

Les deux logiques terroristes nécessitent deux réponses différentes, nous dit Michel Wieviorka. Dans les bombes télécommandées de l'étranger, il voit « une pression inacceptable », mais aussi - sans craindre la contradiction - « un appel pour que soient sérieusement infléchies les orientations » de la politique française vis-à-vis de l'Algérie. Inflexionnisme qu'il souhaite personnellement, pour que Paris ne soutienne ni le pouvoir en place ni les islamistes, mais « la démocratie ».

Quant aux attentats nés de la désespérance dans les banlieues, le sociologue préconise une « action conflictuelle » sur le terrain. Il faut, selon lui, que s'affirme on se retrouve « la capacité de formuler des revendications, de les voir débattues sur la scène politique, nationale, mais aussi locale ». Ce n'est pas du ressort des médias, qui posent plutôt bien les problèmes mais ne sont pas en mesure de les traiter. Ce n'est pas non plus à la portée du gouvernement, contraint d'assurer l'ordre et prisonnier de sa clientèle électorale. Seule une « gauche nouvelle » pourrait aider les exclus à

« transformer leurs problèmes en action, en mouvements et en débats, plutôt qu'en violences destructrices et autodestructrices ». Dans l'attente de cette action collective, qui n'est visiblement pas pour demain matin, Michel Wieviorka propose que soient « simultanément débattus et combattus le racisme, les inégalités, la fracture sociale, l'intolérance culturelle et religieuse ».

Le sociologue provoque quelque gêne lorsqu'il se confond un peu trop avec le défenseur des droits de l'homme, ou quand il mêle excessivement ses différents champs d'étude. Michel Wieviorka a beaucoup travaillé sur le racisme, et sans doute a-t-il tendance à considérer trop de choses à travers ce prisme-là. La manière dont il traite l'affaire du foulard islamique, ne voulant y voir qu'une « démonstration de l'islam », est un peu courte. Et un musulman suivrait un peu mieux ce que recouvre son appel à une « reconnaissance de la différence culturelle », surtout lorsqu'il s'agit de beaux nés en France, ne connaissant d'autre langue que le français et le parlant aussi bien - ou aussi mal - que les jeunes de leur âge. Il serait dommage que les violences de quelques désespérés, manipulés par des fanatiques, conduisent à remettre en question le modèle français d'intégration, fondé sur l'égalité, la citoyenneté individuelle et la... ressemblance.



3615 BASTIA

150

RONIC  
ope

## ESSAIS

# Du bon usage des femmes

Georges Duby en chevalier servant de la dame médiévale  
De l'art de faire surgir une image longtemps occultée

**DAMES DU XII<sup>e</sup> SIÈCLE**  
Tome II : le souvenir des aïeules  
de Georges Duby.  
Gallimard, coll. « Bibliothèque  
des histoires », 256 p., 125 F.

Dans sa leçon inaugurale au Collège de France, le 4 décembre 1970, Georges Duby militait pour une histoire sociale majeure et indépendante (« Il faut partir de l'idée que l'homme en société constitue l'objet final de la recherche historique », qu'elle cesse « de se sentir la servante d'une histoire de la civilisation matérielle (...), du pouvoir (...), des mentalités »). Une histoire à « défer », en dégageant l'« étrangeté cohérente » (qui réunit en une véritable structure) perceptions et savoirs, réactions affectives et rites collectifs colorant les désirs et les actions des hommes.

Vingt-cinq ans plus tard, Georges Duby parachève son projet et le deuxième volet du triptyque entrepris au printemps (I) confirme la cohérence du propos. Quel meilleur angle d'attaque pour traquer les rêves et les fantasmes, les convenances et les normes sociales que la recherche du profil perdu des femmes médiévales ? Après le volume introductif qui parcourait la galerie des grandes figures, réelles ou littéraires, des dames du XII<sup>e</sup> siècle, Duby reprend l'enquête à travers les cantilènes des jongleurs et les chansons de geste, « gerbe d'épaves dont les séquences se transmettent de bouche en bouche ».

### « COMME DES REMPARTS »

Bientôt, cette mémoire nobiliaire, en réserve, appelle une autre stratégie, plus matérielle, pour conserver durablement le souvenir des ancêtres face à l'hégémonie culturelle des monastères. D'où l'essor, dès le XII<sup>e</sup> siècle, dans le nord de la France, de ces gestes généalogiques - « monuments littéraires-bâis comme des remparts » - commandés à des clercs qu'on s'attache pour les contrôler. Ce genre nouveau intéresse les historiens, lorsqu'il commémore le parcours dynastique des comtes de Flandre ou des ducs normands, barbares soulevés d'établir avec gloire leur promotion en héros de la civilisation chrétienne. Sa triple fonction, morale (stigmatiser les défauts et célébrer les vertus des aïeux), stratégique (protéger la nation en lui donnant une existence), et familiale (exalter les lignées paternelle et maternelle du commanditaire), garantit la richesse de l'enquête. On y lit, bien sûr, la place des défunts dans un monde qui les considère comme encore vivants, présents par les signes multiples qu'ils envoient. Pour conjurer la peur qu'ils ne

manquent pas de provoquer, on les « évoque », c'est-à-dire qu'on les fait revenir, projets de contrôle et de révérence mêlés. Point d'ancrage des légitimités, l'origine familiale est un trésor fragile que les épitaphes ne parviennent plus à préserver face à la restauration de l'autorité de l'État. Dire ses morts devient, dès lors, un acte défensif, une priorité impérieuse. Et de ce débat, qui ne reconnaît que les partages entre hommes, émerge, souvent anonyme encore mais désormais « utile », la figure de la dame.

La mort et ses rituels la qualifiaient déjà dans un monde violent, qui la considère, par ailleurs, comme un objet que les mâles se partagent pour en jouir. Ordonnatrice des commémorations, elle clame le deuil, qu'elle est chargée de rendre ostensible. Que la femme ait partie liée avec la vie, en charge des nouveau-nés et des défunts, cela n'a rien de très neuf - et, de fait, les textes n'évoquent cette charge ancestrale que fortuitement - mais qu'elle joue un rôle par sa fonction maternelle dans la transmission du pouvoir et dans l'élaboration des mémoires nobiliaires est bien plus original.

### SPERME FÉMININ

Qui sont-elles ces dames qui échappent à la grisaille des mémoires évanouies ? Le plus souvent, des femmes mieux nées que ceux qu'on leur destine. Les mâles jouent leur promotion sociale dans ces épousailles qui fixent les fidélités vassaliques et entrent la turbulence virile des cadets sur la souche terrienne, gage concret de la transmission des vertus et des biens.

Cette séductionnisme dont rêvent les chevaliers sans fiel fait la fortune des tournois, lieu des promesses excessives. Ces affrontements sauvages où se libèrent l'agressivité des héritiers, impatients de remplacer leur père, et la frustration des cadets, condamnés au célibat pour préserver les équilibres claniques, Georges Duby les voit comme des « foires ». Foires aux champions et foire aux femmes, qu'on maquillera de courtoisie pour désamorcer la sourde hostilité de l'Eglise envers ces pratiques « exécrables ». Encore un retour très « politique » des femmes sur le devant de la scène.

Egérie affichée du nouveau discours de civilité, la dame n'est sûrement nommée que lorsque c'est d'elle qu'on tient le pouvoir. Elle n'est donc pas qu'un simple réceptacle de la semence virile. L'époque lui attribue un rôle équilibrant à l'homme dans la conception. On croit alors à l'existence d'un sperme féminin par lequel

s'opère l'héritage des vertus et du renom. Le sang maternel a un prix, seul capable de sortir la femme de l'ordinaire condition qui lui est faite : « Corps donné, pris, mis en réserve pour la qualité de [son] sang, mis au rebut lorsqu'on n'en pouvait plus rien tirer. » C'est sans doute la raison pour laquelle les « amies » des guerriers, repos nécessaires à ces célibataires contraints, ne sortent de l'anonymat - irrémédiable lorsque s'affirme la stricte conjugalité voulue par les clercs - qu'exceptionnellement, lorsque leurs bâtards succèdent à leur père. Protes faciles, butin savoureux, on les rapte plus qu'on ne les séduit, mais ce « chaos sexuel » s'accommode mal des règles nouvelles de la transmission héréditaire.

Le cas d'Arlotte, « amie » du duc normand Robert le Diable et mère d'un Guillaume contesté avant de devenir Conquérant, est exemplaire. Il faudra un duel judiciaire douze ans après la mort du prince et la confirmation éclatante de son bon droit par la victoire d'Esting (1066) pour asseoir au regard de Dieu la légitimité du bâtard. L'historiographie de la généalogie des ducs normands est l'illustration passionnante du fantasme dynastique à l'œuvre. On y invente le « mariage à la danoise », version pudique du concubinage prohibé. Loin de rejeter l'origine étrangère qui différait l'assimilation aux X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, cette référence à l'équipée viking ajoute désormais au prestige de la lignée, qui se mesure volontiers, au XII<sup>e</sup> siècle, à l'accouplement mythique qu'en est la source. Un guerrier vagabond, « venu d'un ailleurs improbable », une femme séduite ancrée par la terre des aïeules.

### ADELE OU ELSTRUD

Comme la légende remplace avantageusement l'histoire, on invente l'aïeule, Adèle, Elstrud ou Judith, selon qu'on est comte d'Ardenne, de Guines ou de Flandre. Certains historiens positivistes ont rechigné à intégrer cette littérature militante où le romanesque contribue davantage qu'une enquête rigoureuse à l'élaboration de la mémoire. Georges Duby, lui, la défend au nom de cette histoire sociale qu'il incarne officiellement depuis 1970 : « Le positif est cet objet concret, ce texte qui conserve un écho, un reflet, de paroles, de gestes, irrémédiablement perdus. Pour moi ce qui compte, c'est le témoin. »

Vers 1200, l'osmose retrouvée entre cultures des clercs et des chevaliers, favorisant la reprise des traditions carolingiennes et le mécénat des princes, fait donc surgir des silhouettes fuyantes de dames, toujours « utiles » aux hommes qui leur font place, rejetées dès qu'elles choquent, guerrières farouches ou veuves disputant leur douaire à des fils âpres au gain : jamais leur droit propre ne les justifie. « Dévayées » dès qu'elles échappent au projet masculin, ces dames n'ont de réelles chances d'indépendance que si un veuvage précoce et une progéniture adulte les dispensent de l'inevitable remariage qui les remet sous tutelle. L'espoir est mince mais le temps est proche où les régence passeront sans heurt des mains viriles d'un oncle à celles protectrices de la mère, figure reprise de l'image mariale qui triomphe dans la foi chrétienne du XIII<sup>e</sup> siècle.

D'un terrain accidenté semé d'embûches, Georges Duby exhume une image, lacunaire sans doute, mais suggestive et convaincante, de ces femmes indispensables qui ont payé d'un oubli choisi leur singularité dans le regard des mâles. En se faisant leur chevalier servant, l'historien renoue malicieusement avec ces cliques courtois dont il n'est pas la dupe. Une distance souriante qui allège encore la docte leçon.

Ph.-J. C.

(1) Dames du XII<sup>e</sup> siècle, tome I : Héloïse, Aliénor, Isaut et quelques autres, Gallimard (lire « Le Monde des livres » du 31 mars).

\* Signalons, à paraître à la mi-décembre, une somme consacrée à Duby sujet d'histoire, Georges Duby ou l'écriture de l'histoire, ouvrage collectif dirigé par Claude Dohamel-Amado et Guy Lobrichon (De Boeck Université).

VENDREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1995 XI

## Les 20 Jours des Dictionnaires Le Robert

Du 18 novembre au 9 décembre 1995

Achetez les  
dictionnaires Les Usuels.\*  
Economisez 100 francs  
et enrichissez-vous de :

40 000 étymologies,  
l'histoire de bistrot,  
de haricot,  
l'archéologie de capharnaüm,  
l'origine de glu,  
celle de tohu-bohu,  
de charabia,  
la racine de mandragore...



\*100F remboursés sur tout achat d'un ou plusieurs dictionnaires Le Robert d'une valeur de 300F minimum.  
Modalités de remboursement dans les bulletins disponibles sur le point de vente ou en téléphonant au 16 (1) 40 52 26 66.

**R** DICTIONNAIRES LE ROBERT

Cette offre a été étudiée dans le respect de la loi Lang

"Je cherche un livre"

TAPEZ  
3615  
ELECTRE

Les références de 370 000 livres à portée de main  
Un auteur, un titre d'ouvrage vous échappe. Vous voulez connaître les livres parus sur un sujet donné. Tapez 3615 ELECTRE sur votre Minitel. 370 000 livres disponibles en longue française sont référencés, avec un résumé, dans un service mis à jour en permanence. Le Multimédia est également sur ELECTRE avec toutes les références de 5000 CD-ROM et CD-I disponibles sur le morché.  
2,23 F la minute

3615 ELECTRE - LA BIBLIOTHEQUE ELECTRONIQUE.



# Gustaw Herling, le Polonais napolitain

**A** soixante-seize ans, âge qu'il annonce volontiers, Gustaw Herling apparaît comme un élégant aristocrate, en éternel voyage, tel qu'on peut se représenter les Anglais du « Grand Taur ». Un étranger dilettante qui, séduit par le soleil de Naples, aurait prolongé le dépaysement pour y être définitivement sa demeure. Habitant dans une rue résidentielle et légèrement excentrée, il voit par sa fenêtre l'austère palais de l'Institut culturel français. Pour accéder à son appartement, il faut monter par une échelle : il vit - par quel mystère ? - dans un curieux entresol aménagé dans les locaux du consulat d'Allemagne. Les étages de sa bibliothèque sont envahis de livres polonais.

Le polonais reste sa langue, même si, depuis quarante ans, Gustaw Herling est napolitain. Comme Nabokov, comme son compatriote Gombrowicz, il a choisi la terre étrangère. Mais, depuis la fin du communisme, il ne se sent plus déraciné : « Je ne me considère plus comme un écrivain exilé, mais comme un écrivain polonais qui vit à Naples. En Russie, en pleine guerre, je me suis enrôlé dans l'armée polonaise, arguant sur la base de l'accord entre le gouvernement soviétique et le gouvernement polonais en exil à Londres. J'ai fait tout ce parcours : Iran, Irak, Palestine, Égypte, Italie. J'ai pris part à la bataille de Monte Cassino. Puis j'ai vécu cinq ans à Londres. En 1951, j'ai épousé une italienne et je suis venu vivre, en 1955, à Naples. »

C'est avec un extraordinaire témoignage que Gustaw Herling s'est imposé en littérature. Arrêté à l'âge de vingt et un ans par le NKVD, la police politique d'URSS, alors qu'il franchissait la frontière lituanienne - c'était en 1940 -, il est presque immédiatement interné dans un camp. Sa description des conditions de détention sera le premier témoignage sur le totalitarisme soviétique. « Le livre issu de cette expérience. Un monde à part (I), a eu, en France, une carrière vraiment curieuse. Le livre est d'abord sorti en Angleterre, en 1951, avec une préface de Bertrand Russell, chez l'un des meilleurs éditeurs, Heinemann, puis aux États-Unis. L'accueil critique a été remarquable. Plin a acheté les droits, l'a fait traduire de l'anglais, prépubliant deux chapitres dans Le Figaro littéraire. Et de nouveaux conseillers ont décidé de renoncer à la publication. C'était le premier livre qui décrivait le monde concentrationnaire soviétique, avant la mort de Staline, avant l'œuvre de Soljenitsyne. Toutes les tentatives de publication en France furent

vaines, même avec l'appui d'Albert Camus, qui m'avait écrit avec beaucoup de chaleur et qui était disposé à le préfacier. Trente ans plus tard, Jorge Semprun l'a lu en anglais, préfacé et recommandé à Denoël. Quand le livre est enfin sorti, le succès a été immédiat. Imprimé par une petite maison d'édition en exil, il a été interdit en Pologne : les journaux n'avaient même pas le droit de me nommer. La situation a changé. Il est maintenant disponible, republié par une grande maison d'édition de Varsovie. Il a déjà atteint deux cent mille exemplaires et il est conseillé comme lecture scolaire... »

Il est difficile de ne pas rapprocher le cas de Gustaw Herling de celui de Primo Levi, qui, comme lui, rencontra des obstacles pour la publication de *Si c'est un homme*. Mais, comme le rappelle Herling, « Levi était, malgré tout, dans une situation plus favorable : les communistes n'étaient pas opposés à la publication de son témoignage contre le nazisme. L'Italie est, cependant, un pays très particulier. Les Italiens n'aiment pas lire des choses « terribles », comme ils disent. J'ai publié une enquête quand est sorti le premier volume de L'Archipel du Goulag, de Soljenitsyne. Sur dix lecteurs, aucun n'avait dépassé la cinquantième page. Le livre devait être sur les rayons des maisons bourgeoises, mais il n'était pas lu. Quand mon livre est sorti en Angleterre, un critique avait fait naître un doute sur la crédibilité de mon témoignage, parce que j'étais polonais et qu'on savait combien les Polonais détestent les Russes. Je me suis alors dit qu'il fallait que naisse un écrivain russe. Seul un Russe se croit cru. Il fallait une critique venue de l'intérieur. Mais encore plus que Soljenitsyne, j'admire Varlam Chalamov et son *Kolyma* (2).

De ce passé difficile, douloureux, qui donne encore à son élocution raffinée - au perçage à peine, dans un italien parfait, une pointe slave - une vigueur meurtrière, Gustaw Herling offre une image ferme et violente quand il l'évoque directement. Mais le recueil de nouvelles qu'il publie aujourd'hui suggère peu l'univers atroce des camps de concentration soviétiques. L'inspiration est autre et permet, pourtant, de comprendre le cheminement très particulier de cet écrivain érudit. Là encore, le rapprochement avec Levi apparaît pertinent. Car, comme pour les contes fantastiques de l'écrivain italien, les nouvelles révèlent un tempérament profondément littéraire, porté à la réflexion sur l'art, sur les tremblements de la fiction, sur les incertitudes de la réalité. Gustaw Herling se sauvent, non sans amusement, de la réaction d'un des critiques anglais à la parution de son premier livre : « Quelle chance que les Russes aient arrêté

Parfois comparé à Primo Levi, cet Italien d'adoption fut le premier à témoigner sur le monde concentrationnaire soviétique, avant d'aborder - tardivement - la fiction

un jeune homme qui avait des dispositions littéraires... »

Récemment, à Varsovie, un hommage lui a été rendu par la publication d'une plaquette qui réunit des textes de jeunesse « pour marquer le sixième anniversaire de [sa] vie d'écrivain ». « Et c'est vrai, j'ai commencé quand je n'étais que lycéen. J'ai étudié les lettres deux ans seulement à Varsovie. J'avais déjà publié surtout de la critique littéraire. Je n'imaginais pas que j'écrirais de la fiction. »

« Ce que j'écris n'est pas vraiment un autoportrait, parce que j'y parle peu de moi. A la Renaissance, les peintres se représentaient dans un coin de leurs tableaux. (...) Moi aussi, je fournis mon autoportrait dans le coin. Et mon journal est une sorte de tableau de l'époque. »

La fiction est pourtant ce par quoi le talent de Herling paraît le plus immédiatement éclatant. Une atmosphère proche, tantôt, de celle de Henry James, dans la nouvelle qui donne son titre au recueil, tantôt, de celle des *Chroniques italiennes*, de Stendhal. James et Stendhal, on ne saurait lui faire un plus grand plaisir qu'en prononçant ces deux noms. Et les méthodes des deux écrivains, amoureux des archives et des secrets qu'elles recèlent, lui

sont chères. On ne peut pourtant pas dire que Gustaw Herling soit un auteur de nouvelles au sens strict. Car la particularité de son œuvre est de constituer un livre unique, un *Journal écrit la nuit* (3), qui contient, outre des réflexions politiques et littéraires, de brefs récits troublants. « En polonais, mon journal, qui compte déjà cinq volumes, est publié intégralement avec les nouvelles à leur place. Mais je ne peux pas exiger des éditeurs étrangers de publier l'ensemble. J'ai toujours rédigé des notes de travail.

A la mort de Gombrowicz, j'ai demandé au directeur de Kultura [la revue, éditée en France, des écrivains polonais en exil], Jerzy Giedroyc, de le remplacer, d'une certaine manière, pour le journal qu'il y tenait. J'ai trouvé une forme qui satisfaisait tous mes besoins littéraires. Je pouvais y exprimer des observations personnelles, politiques, culturelles et y raconter des nouvelles. C'était ma forme. Je continue le Bildungsroman qu'était *Un monde à part*... Ce que j'écris n'est

pas vraiment un autoportrait, parce que j'y parle peu de moi. A la Renaissance, les peintres se représentaient dans un coin de leurs tableaux. Par exemple, à Orvieto, il y a des œuvres de Luca Signorelli et de Fra Angelico avec leurs autoportraits dans le coin. Moi aussi, je fournis mon autoportrait dans le coin. Et mon journal est une sorte de tableau de l'époque. Le monde est devenu tellement confus, magique.

En Italie, Gustaw Herling, actuellement publié par Feltrinelli et Adelphi, a été complètement boycotté pendant de nombreuses années parce que la vie culturelle était, selon lui, en grande partie sous la tutelle communiste. « On ne voulait pas entendre parler de moi. J'ai publié *Un monde à part* avec de grandes difficultés. Mais le livre n'a pas été distribué... » Un temps, et puis : « Il est vrai qu'ici aussi tout a changé depuis la chute du communisme. Même L'Unità [le quotidien du PDS, qui a succédé au Parti communiste italien] est très élogieux sur mes livres... »

Lorsqu'on lui demande pourquoi Naples - « avec son sourire douloureux (mais un sourire quand même) et une étincelle rusée dans l'œil » - a été sa terre d'élection, il hésite un instant et va chercher un petit volume d'hommage à sa ville. Il dit, non sans fierté, qu'il a été choisi, au milieu d'autres personnalités, italiennes elles, pour la célébrer. « Au début, précise-t-il, l'atmosphère générale ne me convenait pas. Je me sentais très étranger. Alors qu'il y a des villes

italiennes, comme Florence, Rome, Venise, où un étranger ne se sent pas un étranger. Les Français adorent Naples. Quand ils quittent cette ville, c'est une petite tragédie. Ils aiment cette espèce de relâchement psychologique qui contraste avec la tension parisienne. On travaille, mais avec relaxation... » Mais, pour Herling, le problème était différent : « Ce que j'avais à raconter n'intéressait pas les Napolitains : Naples est une ville extrêmement provinciale. On ne s'y intéresse qu'à des questions locales. J'étais déçolé, dépaycé. Les Napolitains sont enfermés dans leur ville. Mon attitude a beaucoup changé dès que j'ai été intégré à la vie culturelle italienne. Quand on se rend compte que la ville où l'on vit sera celle où l'on mourra et où l'on sera enterré, l'attitude change beaucoup. C'est Ribera qui l'a compris, avant moi. Quand il a peint les fresques de la chartruse de San Martino, et qu'il s'est marié, et qu'il a eu des enfants, il a compris qu'il mourrait ici. »

René de Ceccatty  
(1) Denoël, 1985, republié en « Folio », n° 2769.  
(2) Maspero, 1980.  
(3) Doit une première sélection à paru à l'Arpenture, en 1988.

LE PORTRAIT VÉNITIEN ET AUTRES RÉCITS  
Traduit du polonais par Thérèse Douchy, L'Arpenture-Gallimard, 260 p., 130 F.



SOPHIE BASSOULAT/AGF

## LITTÉRATURES

- L'ESPÉRANCE-MACADAM de Gisèle Pineau. Page III
- LE COMMENCEMENT DES DOULEURS de Sony Labou Tansi. Page III
- SIMONE Deux ou trois choses que je sais d'elle de Jean-François Josselin. Page IV
- DALIDA de Catherine Rihoit. Page IV
- LA VIE RÉELLE DES PETITES FILLES de Chantal Thomas. Page IV
- L'OISEAU ÉVENTAIL de Christian Le Guillochet. Page IV
- LE VENTILATEUR de Régine Detambel. Page IV

Le Feuilleton de Pierre Lepape  
■ ZONES de Jean Rolin. Page III

## JEUNESSE

Notre supplément « spécial Montreuil » : Tahar Ben Jelloun, Bernard Chambaz, Frédéric Clément, Marie Etienne, Irène Frain, Sonia Holleyman, Nicole Claveloux, Emmanuel Hocquard, Michel Potier, Michel Rio, Jacques Roubaud, Peter Sis, Romain-Victor-Pujebet. Page V à VIII

## ESSAIS

■ ÉLOGE DE LA PHILOSOPHIE EN LANGUE FRANÇAISE de Michel Serres. Page IX

■ DAMES DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE de Georges Duby. Page XI

## CHRONIQUES

- LE VOTE DE CRISE de Pascal Perrineau et Colette Ysmal. Page X
- DE MITTERRAND À JOSPIN TRENTA ANS DE CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLES de Claude Estier. Page X
- LA BANQUE DU VINGT ET UNIÈME SIÈCLE États-Unis, Grande-Bretagne, Japon, France de Hervé de Carmoi. Page X
- FACE AU TERRORISME de Michel Wieviorka. Page X
- LE CHOIX DE L'EUROPE de Laurent Cohen-Tanugi. Page X

**Ce Salon, ça me donne une faim de loup !**

**SALON DU LIVRE DE JEUNESSE EN SEINE SAINT-DENIS**

29 NOV. - 4 DEC. MONTREUIL  
METRO MAIRIE DE MONTREUIL

Stm, Saint-Denis  
Gare Saint-Denis

Jeune fille 150